Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – Nº 14775 – 7 F

JEUDI 30 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La Somalie à l'agonie

IL aura fallu des mois pour que les Nations unies se décident à apporter une aide humanitaire massive à la population somalienne. Le principe étant enfin adopté, il faudra certainement du temps avant que cette aide soit effective – si elle peut l'être un jour. « Je crains qu'il ne soit peut-être déjà trop tard », affirmait, mardi 28 juillet, le représentant spécial de l'ONU en Somalie, M. Mohamed Sahnoun.

Le diplomate algérien, qui a passé beaucoup de temps sur le terrain, a multiplié vainement les cris d'alarme. Tout comme les organisations humanitaires, qui, au prix de plusieurs morts parmi leur personnel, ont assisté, quasi impuissantes, à la montée de cette tragédie. Selon M. Sahnoun, 1,5 million de personnes sont vouées à la mort dans les mois à venir, victimes de la famine. Une famine due pour une part à la sécheresse, mais imputable, surtout, à la guerre.

L'ANCIENNE colonie italienne aura tout connu. De l'expérience du socialisme scientifique à l'alliance avec les Etats-Unis, elle fut, d'abord, un pion stratégique sur l'échiquier mondial, mais, l'enjeu disparu, vint la guerre civile. Après la destitution du président Syaad Barré, en janvier 1991, ce fut le début de la guerre des clans. Aujourd'hui, la Somalie n'a plus ni gouvernement, ni armée, ni loi. Dans ce vide politique, la population est l'otage des multiples chefs de factions.

Ces « seigneurs de la guerre » ne laisseront pas de gaieté de cœur l'ONU empiéter sur les parcelles qu'ils ont conquises. Aussi la mise en œuvre de la résolution adoptée lundi par le Conseil de sécurité des Nations unies, et à laquelle la France s'est déclarée prête à contribuer, ne sera-t-elle pas chose facile. Cette résolution s'en tient à l'envoi sur place d'une mission technique chargée de préparer le terrain à l'opération de l'ONU. Combien de Somaliens mourront avant que cette mission n'arrive, remette ses conclusions, et que celles-ci soient suivies d'effet ?

PLUSIEURS dizaines de Somaliens sont morts au large des côtes djiboutiennes et yéménites, « boat-people » dont aucun des pays voisins ne voulait. Au Kenya, en Ethiopie, au Yémen, ils sont des centaines de milliers à croupir dans des camps.

A ceux qui ont fui leur pays, il est relativement simple d'apporter une aide. Pour les autres, il faudra que l'aide soit gigantesque pour être efficace. Car le manque de vivres est devenu une des causes des violences et un enjeu de pouvoir. Les bandes armées qui se sont imposées aux organisations internationales pour la distribution de l'aide se servent au passage et pillent sans vergogne. Seule une action de réelle envergure et le rétablissement d'un minimum d'ordre pourraient mettre un terme à ce cercle infernal.

Alors que les pourparlers sur la Bosnie-Herzégovine piétinent à Londres

L'accueil des réfugiés de l'ex-Yougoslavie divise les capitales européennes

Tandis que les pourparlers sur la Bosnie-Herzégovine s'enlisent à Londres, une conférence sur les réfugiés de l'ex-Yougoslavie s'est ouverte, mercredi 29 juillet, à Genève. Plusieurs pays ont fait savoir qu'ils se préparaient à accueillir de nouveaux réfugiés. Pour Paris, en revanche, ce problème « doit trouver sa solution sur le territoire de l'ex-Yougoslavie », a indiqué M. Pierre Bérégovoy. Cette position est partagée par Londres. En Allemagne, le sort des réfugiés a suscité un vaste élan de solidarité.

Elan de solidarité en Allemagne

BERLIN

de notre correspondant

Les Allemands ont fait savoir, mardi 28 juillet, à la veille de la conférence de Genève sur les réfugiés, qu'ils étaient prêts à accueillir de nouveaux réfugiés de Bosnie-Herzégovine. Ils souhaitaient ainsi faire pression sur les autres pays européens pour qu'ils prennent également leur part du fardeau. Le porte-parole du gouvernement, M. Dieter Vogel, avait souligné, lundi, que l'Allemagne ne pouvait pas être la seule à faire un effort et attendrait, avant d'accueillir de nouveaux réfugiés, que les autres en fassent autant. Mais le ministre fédéral de l'intérieur, M. Rudolf Seiters, a indiqué mardi que la décision du gouvernement ne dépendrait pas des résultats obtenus à Genève.

Les responsables politiques et les organisations humanitaires allemandes ont été surpris du sentiment de solidarité avec lequel la population a réagi, dans un premier temps, à l'arrivée, le week-end dernier, de 5 000 réfugiés bosniaques. Les offres d'accueil spontanées dans les familles ont abondé, ce qui n'était pas évident au départ. Depuis l'éclatement de la crise yougoslave, il y a un an, quelque 200 000 personnes ont trouvé refuge en Allemagne, dont 80 000 depuis le début de l'année.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite et nos informations page 5

Coup d'Etat avorté à Madagascar

A Tananarive, mercredi 29 juillet, des civils armés ont occupé la radio pendant quelques heures, avant de prendre la fuite.

Lire page 24

La Russie des « batiouchkas »

Exsangue mais fervente, l'Eglise orthodoxe est déchirée entre des prêtres conservateurs et un clergé qui réclame des réformes

MOSCOU

de notre envoyé spécial

A la Russie des « babouchkas », ces grands mères à la foi simple, robuste, éternelle, succède celle des « batiouchkas », ces prêtres orthodoxes, appelés « Pères », que la population, désintoxiquée du marxisme, s'arrache. A la veille de la fête de la translation des reliques de Saint-Nicolas, dans l'église de Krasnosselskaya au nord de Moscou, des dizaines de fidèles font la queue pour voir, entendre, toucher presque le Père Artemy Vladimirov, l'un des plus charismatiques de la capitale. Rouverte il y a un an, son église de briques noircies avait été transformée en fabrique de parapluies. Son clocher écrasé et ses échafaudages sont les stigmates d'une époque de persécutions, qui hante le souvenir de croyants pourtant saoulés de messes et de dévotions.

A près de 2 heures du matin, le Père Artemy sort épuisé de six heures ininterrompues de confessions. Dans une société où personne ne fait confiance à personne et où sommeillent encore les vrais et les faux démons, les « batiouchkas » sont les derniers confidents. « *En Occident,* attaque-t-il, *vous avez remplacé vos prêtres par les astrologues et les psychiatres.* » Il caresse sa longue barbe rousse et promène sur l'assistance ses yeux mi-clos de gourou : « *L'âme russe pleure quand elle se regarde dans l'Evangile comme dans un miroir,* dit-il. *Elle y découvre la compromission, la corruption, la débauche, l'impatience et l'indifférence.* »

Il peste contre la « *démonocratie* » qui inonde la Russie post-marxiste de « *mœurs pornographiques* » et fait exploser ses valeurs, contre les sectes protestantes et « *leurs liasses de dollars* », contre la sorcellerie et autres pratiques magiques qui envahissent le pays, contre l'Eglise catholique qui ramènerait la Russie chrétienne « *au temps de Neandertal* ».

HENRI TINCQ

Lire la suite page 6

Feu vert à la voiture électrique

TU CROIS QUE CE SERAIT MIEUX AVEC UNE VOITURE ÉLECTRIQUE ?

BARRAGE D'AGRICULTEURS

BARRAGE DE ROUTIERS

PLANTU

L'Etat a signé, mardi 28 juillet, un accord-cadre avec Renault, Peugeot-Citroën et EDF pour développer la voiture électrique.

Lire page 18

Bouillonnement islamiste en Haute-Egypte

Les extrémistes multiplient les attentats, obligeant le pouvoir à réagir

SANABOU

de nos envoyés spéciaux

« *Darwish était un fils de chien, mais les pauvres l'aimaient.* » Protégé du soleil brûlant et des oreilles indiscrètes derrière les hauts murs d'un verger poussiéreux, Gamal Abdel Menem, chef local du parti gouvernemental, a choisi, pour évoquer son ennemi, le parler vrai.

Abattu d'une balle entre les deux yeux le mois dernier par la police, Arafa Darwish était peut-être beaucoup plus que le bandit sans foi ni loi que les thuriféraires du régime essaient encore maladroitement de dépeindre. Fils du pays et rejeton d'une « *famille de basse extraction* », selon le « pacha » du village voisin, Darwish était devenu pour les petites gens du cru « l'émir », le maître à la fois violent et généreux des « barbus » de la contrée.

Une contrée sauvage et tragique, une espèce de Sicile égyptienne perdue à 400 kilomètres du Caire, étroite bande de terre fertile cernée de désert, belle, pauvre et fière.

Tout le monde est d'accord : le gouvernorat d'Assiout, lequel compte, avec ses gros villages et ses petites cités, plus de 2 millions d'habitants, était devenu le fief numéro un des intégristes d'Egypte. Ici foisonnent les brigands de grand chemin. Ici, entre deux longues pipées de narguilé, les hommes, depuis toujours, règlent leurs différends, l'arme au poing. Aussi vrai que la trajectoire d'Arafa Darwish, mort à trente-cinq ans devant « sa » mosquée, symbolise le bouillonnement islamiste chez les damnés du Nil, le climat qui règne en ce moment au cœur de la Haute-Egypte préfigure celui que les fanatiques d'Allah rêvent d'instaurer sur l'ensemble du pays.

ALEXANDRE BUCCIANTI et PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 3

Le rap pour quelques voix

Entre les troubles de Los Angeles et l'élection présidentielle, le rap est devenu un enjeu politique aux Etats-Unis

NEW-YORK

correspondance

En mars 1991, filmés à leur insu par un vidéaste amateur, quatre policiers – blancs – passent à *tabac un automobiliste – noir. Diffusée* pratiquement en continu sur toutes les chaînes américaines, la *Rodney King Tape* amorce la chute de Daryl Gates, chef de la police de Los Angeles, accusé de *tolérer certains « agissements »* de « son » département.

Le 29 mai 1992, les quatre policiers sont acquittés par un jury composé uniquement de Blancs. Dès l'annonce du verdict, Los Angeles descend dans la rue, le couvre-feu est imposé. Révolte, soulèvement, insurrection pour les uns, émeutes et pillages pour les autres, le mouvement s'étend à d'autres grandes villes.

C'est « à Rodney King et à mes potes abattus » que, dans l'album *Body Count* (Time Warner), Ice-T, rappeur et acteur (*New Jack City*), dédie sa chanson *Cop Killer.* Chanson qui provoque immédiatement une violente polémique dans les milieux de la police, puis dans le monde politique, et qui vient d'être retirée de l'album. Pour Chuck D, leader du groupe Public Enemy, plus qu'un événement isolé, le verdict dans l'affaire Rodney King « *équivalait à balancer une allumette enflammée dans une citerne d'essence* ».

HENRI BÉHAR

Lire la suite page 14

L'ÉTÉ FESTIVAL

Bernard Faivre d'Arcier, responsable de la prochaine édition du Festival d'Avignon, annonce la création d'un Centre national du théâtre et d'une société publique de production associée au festival.

page 12

Le Monde de l'éducation

EXCLUSIF

- **UNIVERSITÉS : LE PALMARÈS DES ÉTUDIANTS**
  Dans un sondage exceptionnel, 14 000 étudiants notent leurs facs. Locaux, cours, ambiance, avenir, découvrez le profil des 71 universités, discipline par discipline, ville par ville.
- **BANC D'ESSAI : LES CAHIERS DE DEVOIRS DE VACANCES**
  Comparer pour mieux choisir : 19 cahiers de vacances de l'école primaire ont été testés par des enseignants, des parents et des enfants.
- **DOSSIER : LA RÉUSSITE AUX DEUG**
  Tous les résultats aux DEUG, filière par filière, université par université.
- **SÉLECTION VACANCES**
  Des livres et des activités pour l'été. Contes, romans, albums, BD., les choix du *Monde de l'éducation*, pour les tout-petits, les enfants et les ados. Et aussi des sorties, des spectacles et des festivals, avec ou sans les parents.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1992 – 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Chute des blocs

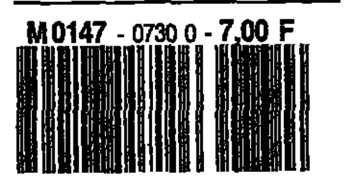
Pour leur dernière prestation collective sous un maillot unique, les gymnastes de la Communauté des Etats indépendants ont fait triompher l'école russe pour la onzième fois aux Jeux olympiques. En revanche, la natation américaine qui comptait sur ses jeunes ondines et ses vieux dauphins, a essuyé de nouveaux échecs.

Sans avoir encore gagné de médaille d'or, les Français se satisfont de nouvelles troisièmes places, réalisées par le nageur Stéphan Caron et la judoka Laetitia Meignan.

Lire pages 10 et 11 les articles de nos envoyés spéciaux GÉRARD ALBOUY, MICHEL BOLE-RICHARD, JÉRÔME FENOGLIO, CORINE LESNES et BÉNÉDICTE MATHIEU

Le sommaire complet se trouve page 24

M 0147 - 0730 0 - 7,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

LES FINS D'EMPIRES

En 224, les descendants mazdéistes de Sassan, un prêtre de Persépolis, ont vaincu les Parthes hellénisés. Pendant quatre siècles, les Rois des Rois sassanides vont gérer superbement leur domaine. Jusqu'à l'arrivée, en 642, des « mangeurs de lézards », ces fils de Mahomet qui non seulement vainquirent à leur tour, mais surent mettre à leur service des forces vives de l'empire déchu.

Victoire des musulmans (à droite) sur les Perses, lors de la bataille de Qadissiyya en 637.

B. N /MANUSCRIT SMITH LESOUEF 238 FOLIO 626 V

9. – Les fils du Prophète chez le Roi des Rois

Par FRANTZ GRENET

Demande-t-on à un Iranien d'aujourd'hui quelle est pour lui la plus grande époque où s'est exprimée la grandeur de son pays, il y a fort à parier que, même pieux musulman, il désignera celle des rois sassanides, la dynastie qui régna durant les quatre siècles précédant la conquête arabe, de 224 à 651. Si notre interlocuteur a reçu l'éducation traditionnelle qu'on donnait avant la guerre aux enfants des bonnes familles, il pourra citer de mémoire des centaines de vers célébrant les exploits de ses souverains, qu'immortalisa vers l'an mil le poète Ferdowsi dans son *Livre des rois*. En plusieurs endroits du pays, leur souvenir reste gravé dans la pierre, sur ces reliefs rupestres qui nous les montrent à la chasse ou désarçonnant quelque adversaire affronté en combat singulier. Sur celui de Naqsh-i-Roustem, près de Persépolis, on peut toujours voir Châhpuhr saisissant par la main l'empereur romain Valérien, mort en captivité et dont la peau teinte en pourpre fut, dit-on, suspendue dans un temple pour l'édification de ceux qui auraient été tentés de recommencer son aventure.

Par-delà le front de l'Euphrate d'où Rome et Byzance redoutaient à tout moment de voir surgir des escadrons de lanciers bardés de fer et appuyés par des éléphants s'étendaient d'immenses déserts, mais aussi des campagnes vivifiées par l'irrigation comme jamais elles ne l'avaient été auparavant ; des villes planifiées, peuplées d'artisans et de captifs transportés à l'initiative du pouvoir central ; des pistes caravanières qui, par-delà la frontière orientale, dans ce qui fut l'Asie centrale soviétique et est toujours l'Afghanistan, s'enfonçaient dans un monde encore tout influencé par la culture sassanide : les ports du Golfe et de l'océan Indien, où la marine iranienne dominait presque sans partage.

Les Rois des Rois exerçaient un contrôle jaloux sur le transit de la soie chinoise, des perles, des épices. Des immenses richesses accumulées dans leurs palais subsistent aujourd'hui quelques dizaines de plats d'argent doré, ornés de scènes royales, qui frappent d'admiration les visiteurs des musées de New-York, de Saint-Pétersbourg et de notre Cabinet des médailles de Paris. Lorsque le souverain donnait audience en son palais de Ctésiphon, près de Bagdad, sous la voûte haute de 35 mètres, la plus vaste alors construite de main d'homme, une chaîne invisible à l'assistance retenait sa couronne étincelante, si lourde qu'aucune tête humaine n'aurait pu la porter.

Tout cela avait bien failli être balayé dans le dernier tiers du cinquième siècle, au moment même où succombaient chez nous les derniers restes de l'Empire romain d'Occident. Des « Huns » surgis d'Asie centrale, lointains cousins de ceux d'Attila, avaient exterminé dans une bataille le Roi des Rois et la fine fleur de sa noblesse. Une famine de sept ans avait ravagé le pays. La secte du prophète Mazdak, dissidente de la religion zoroastrienne et prêchant le partage des richesses et des femmes, avait alors reçu l'appui du nouveau souverain, désireux de faire rendre gorge à la haute aristocratie. Mais, à partir de 530, son fils Khosrô Anôchêrvân *« à l'âme immortelle »*, véritable génie politique, allait en un demi-siècle, sur les ruines de l'Etat féodal détruit par son père, bâtir un Etat centralisé qui devait pendant tout le Moyen Age être admiré et copié comme la forme la plus achevée du despotisme oriental.

A partir de 530, Khosrô Anôchêrvân bâtit un Etat centralisé qui devait être admiré et copié pendant tout le Moyen Age comme la forme la plus achevée du despotisme oriental.

Cette construction ne fut pas empirique : elle s'appuyait sur un corps de doctrine que les auteurs arabes nous ont transmis sous forme de discours attribués à Khosrô et certainement authentiques par leur substance. « *Le pouvoir royal repose sur l'armée, l'armée sur la monnaie, la monnaie sur l'impôt foncier, l'impôt foncier sur l'agriculture, et l'agriculture sur la juste administration.* » Pour la première fois, l'Iran fut cadastré, chaque terre répartie en quatre classes, les vignes et les arbres fruitiers décomptés pied par pied, l'impôt perçu en argent et non plus en nature. « *La terre ne peut être cultivée qu'avec le surplus restant dans les mains des paysans ; par conséquent, je favorise les guerriers lorsque je laisse aux contribuables quelque chose de plus que ce dont ils ont besoin pour vivre.* »

Dans chaque province est établi un *« défenseur des pauvres »*, chargé de court-circuiter l'administration en portant directement au souverain les cas d'extorsion fiscale. Que ces contrôles aient été, au moins dans les provinces centrales, appliqués avec une minutie parfois surprenante, l'archéologie en a fourni des preuves : à Suse, la mission française a retrouvé la cassette d'un percepteur qui avait, sur chaque pièce d'argent, écrit à l'encre le nom du contribuable ou de l'agent collecteur ! Une étude récente de Rika Gyselen a démontré qu'à partir de Khosrô les administrateurs reçoivent un sceau anonyme, austère, inscrit au seul nom de leur fonction et de leur circonscription, au lieu des sceaux personnels ornés de symboles et d'arrogants portraits qu'ils utilisaient auparavant : comment affirmer plus nettement qu'à la prébende individuelle se substitue désormais le seul service de l'Etat, révocable et non nécessairement héréditaire ? Les services centraux de l'empire, auparavant embryonnaires, se structurent en véritables ministères dont les scribes suivent la cour dans ses déplacements.

L'armée, objet final de tous ces soins, est désormais levée dans la petite noblesse campagnarde, équipée et payée par le Trésor ; pour éviter toute attaque surprise, les frontières sont divisées en quatre fronts confiés chacun à un général en chef. L'Empire byzantin va expérimenter douloureusement l'efficacité de cette nouvelle organisation quand, entre 614 et 626, les armées de Khosrô II Parvêz *« le Victorieux »*, petit-fils d'Anôchêrvân, enlèvent l'Egypte, menacent par deux fois Constantinople, pillent Jérusalem, d'où elles enlèvent la Vraie Croix – événement qui traumatisera l'Occident et que bien plus tard Piero della Francesca illustrera dans sa fresque de l'église d'Arezzo. Un instant, on put croire que renaissait l'antique empire des Achéménides.

Et pourtant... Byzance opère un brusque sursaut sous la conduite de son empereur Héraclius. Dès 628, les conquêtes sont perdues, Khosrô II destitué par ses généraux, assassiné avec l'accord de son fils, qui, peut-être secrètement chrétien, fait restituer la Croix. La cour byzantine se prend à rêver d'une Perse réconciliée s'ouvrant toute grande à la conversion, levant par là même le dernier obstacle à l'avènement sur terre du Royaume céleste.

C'est donc avec une totale surprise qu'en 632 on apprend l'irruption en basse Mésopotamie de tribus arabes portant le message d'un obscur prophète mort quelques mois auparavant. En 637, les musulmans écrasent les Perses à Qadissiyya, s'emparent de la capitale Ctésiphon. En 642, l'armée impériale reformée tente de verrouiller le plateau iranien à Néhâvand mais, après une terrible boucherie où périssent les commandants des deux troupes affrontées, les Arabes s'ouvrent la voie, mettant fin à toute résistance centralisée.

Comment en était-on arrivé là ? Les Perses avaient toujours considéré avec condescendance ces *« mangeurs de lézards »*, comme ils les appelaient. Ce qui ne les empêchait pas d'apprécier leur bravoure et de les utiliser comme auxiliaires de cavalerie légère. Mais il n'était pas question de leur laisser une part du grand transit international : de Koweït à Aden, les ports de l'Arabie avaient fini par être méthodiquement occupés par la marine sassanide. Pour contrôler la situation dans l'arrière-pays, on comptait sur l'alliance du roi arabe chrétien de Hira, à la limite du désert et du bas Irak, que les Sassanides équipèrent d'un énorme arsenal. Khosrô II finit par s'inquiéter : son protégé ne tissait-il pas son propre réseau d'alliances dans les tribus arabes ? En les incorporant dans ses troupes, ne leur servait-il pas d'école de guerre ? En 602, il se décida à sévir et s'en justifia publiquement : *« Ce roi et ses parents suggéraient constamment aux Arabes l'idée que le pouvoir pourrait passer de nous à eux : les lettres confisquées le prouvent. Je l'ai fait exécuter, et ai confié son royaume à un Bédouin qui s'entendait moins à ce genre de choses. »* L'affaire tourna à la catastrophe. L'inquiétant arsenal avait été mis en sûreté chez des tribus du désert. A l'approche de l'armée sassanide venue le récupérer, elles s'en équipèrent et taillèrent en pièces les assaillants aventurés loin de leurs bases. Dans l'Arabie brimée par la Perse et frustrée dans ses ambitions commerciales, la nouvelle eut un retentissement considérable, à l'heure même où le caravanier Mahomet commençait à prêcher son message d'unification.

Dans les premières années suivant la mort du Prophète, il ne s'agit que de raids de pillages. L'idée d'une conquête en règle ne prit corps que progressivement, et le calife Omar aurait même songé à l'arrêter après l'occupation des riches plaines de Mésopotamie, car il ne voyait pas l'avantage pour l'islam de convertir les non-Arabes. Mais une fois montés sur le plateau les conquérants découvrirent avec surprise que l'empire, si bien garni de troupes sur ses marches, en était à peu près démuni à l'intérieur. Sur d'autres plans aussi, l'organisation militaire léguée par Khosrô Anôchêrvân, formidable machine offensive, allait s'avérer désastreuse dès lors que l'Iran était frappé en son cœur. Les armées frontalières confiées à des commandants permanents s'étaient professionnalisées, avaient incorporé de plus en plus de mercenaires étrangers. Durant les longues campagnes au Proche-Orient, elles avaient pris l'habitude de vivre sur le pays, de reporter sur leurs propres chefs un dévouement que ne méritait plus le Roi des Rois, absorbé par ses intrigues de palais et qui ne se montrait plus jamais à leur tête. La paix avec Byzance les avait laissées humiliées et désœuvrées.

Au lendemain des premières victoires arabes, des corps entiers de la garde impériale se convainquirent donc qu'il ne leur restait plus qu'un pays où faire du butin : le leur. Il fallait pour cela servir les nouveaux maîtres, mais ceux-ci, au début, n'exigeaient qu'une conversion de pure forme ; même ceux qui s'y refusaient échappaient à la réduction en esclavage si leurs compétences étaient utiles à la conquête. Et qui pouvait être plus utile que des cavaliers cuirassés, surentraînés et capables de servir de guides ? A côté de ces défections, il y eut certes des actes de résistance héroïque. La prise d'Istakhr, la capitale religieuse près des ruines de Persépolis, entraîna le massacre de 40 000 personnes, et c'est peut-être dans l'incendie de ses temples que périrent les trois quarts de l'Avesta, le livre sacré des zoroastriens. La fin de Yazdgird III, le dernier roi sassanide, reproduisit en plus pathétique encore celle du dernier Darius, le vaincu d'Alexandre : cherchant de plus en plus loin vers l'est des soutiens qui tous se dérobaient, il se retrouva à errer avec une cour pléthorique d'épouses, de secrétaires et de serviteurs, qu'on se renvoyait de château en château. Il mourut en 651, obscurément assassiné à Merv, dans l'actuelle République du Turkménistan.

Yazdgird III, le dernier roi sassanide, chercha vers l'est des soutiens qui se dérobaient, et se retrouva à errer avec sa cour pléthorique d'épouses, de serviteurs et de secrétaires avant d'être assassiné.

Au fur et à mesure que progressaient les armées arabes, elles se grossissaient toujours plus de contingents locaux. En 673, avec leur concours, fut lancé au-delà de l'Amou-Daria le premier raid débordant les limites orientales de l'empire sassanide. En 712, lors de l'attaque décisive sur Samarcande, le roi assiégé put crier au général conquérant : *« Tu me fais la guerre grâce à l'aide de mes frères et de mes parents de race persane. Envoie-les-moi donc, tes Arabes ! »*

A cette date, les conquérants avaient depuis longtemps su mettre à leur service bien d'autres forces vives de l'empire déchu. Des marchands persans subventionnaient les raids comme une banale entreprise commerciale. Les scribes de l'ancienne administration venaient aussi proposer leurs services. A partir du moment où les prises de guerre ne se comptaient plus seulement en têtes de cheptel ou en biens meubles qu'on pouvait se partager au soir de la bataille, mais comprenaient surtout des terres garnies de leurs paysans, il fallut mettre sur pied un système de levée de l'impôt, de redistribution sous forme de pensions savamment graduées selon le degré de parenté avec les compagnons du Prophète. Et personne n'était plus à même de tenir les registres que les agents de la superbe « pompe à finances » de Khosrô Anôchêrvân.

Avec l'arrivée de la dynastie abbasside en 750 et le transfert de la capitale à Bagdad, là même où s'était trouvé le cœur politique du pouvoir sassanide, la reconstitution de l'ancien appareil d'Etat se fit tout à fait explicite, et massif l'appel aux descendants convertis de l'ancienne bureaucratie. Dans la pensée religieuse elle-même se firent sentir des éléments de continuité : la réflexion sur le destin, sur l'influence des astres, sur les composants de l'âme, qui avait animé les débats d'Eglise sous les derniers Rois des Rois, irrigua les écoles de pensée islamique sous les Abbassides, tandis que la vieille religion zoroastrienne, restée majoritaire dans le peuple jusqu'au dixième siècle, se repliait sur ses écritures et sur ses rituels.

L'ampleur de ces transferts n'empêcha pas l'insatisfaction chronique des Iraniens de se nourrir de nostalgies sassanides. Leur évocation revient constamment dans la bouche des poètes qui, tel Omar Khayyam, célèbrent l'usage non coupable du vin. Dans les campagnes, on rencontra longtemps encore des gentilhommes fiers de vivre à l'ancienne. Qu'ils aient ou non embrassé l'islam importait au fond assez peu : ils méprisaient les descendants des Bédouins, qui, ironie de l'Histoire, vivaient maintenant en ville en s'engraissant des taxes mises au point jadis par le grand Khosrô. A des solliciteurs qui l'abordaient un jour qu'il était à la chasse, l'« Ispâhbad » des montagnes de la Caspienne, descendant d'une lignée de margraves sassanides, fit un jour cette fière réponse : *« Si vous cherchez l'Ispâhbad qui est gouverneur, et qui a richesses, serviteurs, suite, majesté, gloire et belle vie, c'est l'Arabe Duwaïr dans la ville d'Amol. Mais si vous cherchez celui qui, jour et nuit, est avec ses faucons, ses guépards et ses chiens, alors c'est moi. »*

POUR EN SAVOIR PLUS

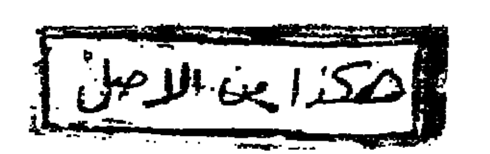
■ *The Golden Age of Persia (The Arabs in the East)*, Richard N. Frye, collection « History of Civilisation », Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1975.

■ *The Iranian Revival*, collection « The Making of the Past », de Georgina Herrmann, Oxford, Elsevier-Phaidon, 1977.

■ *La Géographie administrative de l'Empire sassanide*, de Rika Gyselen, collection « Res Orientales » I, diffusion Peeters, 1989.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « La déposition du gros Charles », par Michel Sot



La relance du processus de paix israélo-arabe

M. Rabin rencontrera le président Bush à Kennebunkport les 10 et 11 août

Dans la foulée de la tournée que le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, vient d'effectuer au Proche-Orient en vue d'accélérer le processus de paix, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, s'entretiendra avec le président George Bush, à Kennebunkport (Maine), les 10 et 11 août, a annoncé, mardi 28 juillet, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater.

Une visite du vainqueur des dernières élections israéliennes à Kennebunkport, dans la propriété de famille du président américain, avait déjà été annoncée, mais la date n'en avait pas été fixée. Selon la Maison Blanche, M. Rabin devrait arriver à Kennebunkport dans la matinée du 10 et en repartir dans l'après-midi le lendemain.

Peu après cette visite, ont indiqué des sources proches de l'équipe chargée de la campagne électorale du président Bush, M. Baker démissionnera de ses fonctions afin de prendre la direction de la campagne. Des rumeurs sur le départ de M. Baker du département d'Etat avaient circulé au cours des dernières semaines à Washington, mais elles n'ont reçu aucune confirmation officielle à ce jour.

Emissaire russe

Par ailleurs, le département d'Etat a indiqué mardi que l'ensemble des parties concernées par les négociations de paix israélo-arabes ont préféré revenir à Washington à la fin du mois d'août pour une nouvelle série de pourparlers. Toutefois, a précisé le porte-parole du département, M. Richard Boucher, le choix de Washington ne constitue pas un précédent pour la suite des pourparlers.

La date exacte et la durée de cette nouvelle série de négociations restent à préciser, a-t-il dit. Dans un premier temps, Washington avait proposé la date du 10 août, mais Israël avait exprimé des réticences, souhaitant que la visite de M. Rabin aux Etats-Unis précède les négociations.

De son côté, la Russie, qui copréside avec les Etats-Unis le processus de paix engagé en octobre 1991 à Madrid, a dépêché au Proche-Orient un émissaire, M. Victor Posouvaliouk, qui a remis mardi au ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, un message de son homologue russe M. Andreï Kozyrev.

M. Posouvaliouk s'est déjà rendu au Caire et devait effectuer des visites en Jordanie, au Liban, en Syrie et en Arabie saoudite. – *(AFP, Reuter.)*

LIBAN : pour protester contre la dégradation du pouvoir d'achat

Les syndicats ont lancé une grève générale d'« avertissement »

Une fois de plus, le Liban est en grève. La semaine dernière, c'était contre les élections législatives, contestées par la majorité des chrétiens. Cette semaine, il s'agit de protester contre la dégradation de la situation socio-économique qu'exprime bien l'effondrement de la livre libanaise.

BEYROUTH

de notre correspondant

Prévue, à titre d'« avertissement », pour la seule journée du 29 juillet, la nouvelle grève, qui s'annonçait totale en début de matinée, concerne, cette fois, tout le pays dont une grande partie des habitants est durement touchée dans ses conditions de vie. La Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL) a souligné *« le caractère national et unitaire »* de son mouvement, ainsi que *« son indépendance par rapport aux actions politiques, confessionnelles ou régionalistes »*.

La grève se déroule dans le calme : hormis les boulangeries et les pharmacies, aucune boutique n'est ouverte. Pour autant, il n'y a pas entrave à leur ouverture, ni obstacle à la circulation de la part des grévistes, comme lors de la précédente grève syndicale, le 6 mai dernier, lorsque les rues et les routes avaient été barrées par des pneus enflammés. Le mouvement avait conduit au renversement du précédent gouvernement, contre la volonté du tuteur syrien.

Même si elle s'exprime de façon plus sourde, la colère n'en est pas, pour autant, moins forte. C'est qu'entre-temps, et malgré le changement du gouvernement, la situation ne s'est guère améliorée. Le dollar qui, au déclenchement de l'actuelle vague de dépréciation, s'échangeait contre 880 livres libanaises, s'est brutalement installé au-delà des 2 000 livres, après avoir flotté aux alentours de 1 700 livres.

Par voie de conséquence, le SMIC, qui équivalait à près de 750 F, est retombé à moins de 300 francs. Pour faire face à la dégradation de la situation, certaines entreprises ont, partiellement ou totalement, « dollarisé » les salaires de leurs personnels, ce qui leur assure une relative paix sociale. Mais le pouvoir d'achat de la majorité des salariés, payés en livres, régresse chaque jour, alors que tous les prix, à Beyrouth, s'affichent en dollars.

Les syndicats ont donné dix jours de répit au gouvernement avant de durcir leur mouvement. Il est probable, cependant, qu'un dialogue sera engagé dans l'intervalle, renvoyant l'épreuve de force aux lendemains des élections législatives qui s'achèveront le 7 septembre prochain.

LUCIEN GEORGE

Bouillonnement islamiste en Haute-Égypte

Suite de la première page

Une trentaine de morts en trois mois, plusieurs dizaines de blessés, de multiples tentatives d'assassinats et d'attentats, des centaines d'arrestations et de détentions sans procès, des blindés aux grands carrefours urbains, des auto-mitrailleuses dans les zones rurales, des patrouilles de police multipliées et renforcées un peu partout, des barrages, des contrôles, des chasses à l'homme dans les champs de maïs, dans les caches du désert fouillé à l'hélicoptère. Les mosquées en pleine effervescence sont tapissées de tracts incendiaires et difficilement reprises en main par de doctes imams envoyés du Caire.

Cibles privilégiées des « barbus » en mal de publicité : les églises chrétiennes sont presque désertées, fortifiées, entourées d'un haut mur, gardées jour et nuit par des policiers nerveux, dissimulés derrière des sacs de sable et armés jusqu'aux dents. Souvent, ce sont eux qui paient les premiers. A Dayrout, vendredi 24 juillet, l'un de ces hommes a été blessé par les tirs d'un inconnu. Lundi, dans la même cité, un autre policier a été tué lors d'une attaque contre le club des officiers de police. Un enfant de huit ans qui passait par là a également perdu la vie.

Les forces de l'ordre ont envoyé de nouveaux renforts, bouclé la ville et procédé à une fouille systématique, maison par maison, dans toutes les ruelles entremêlées. La veille de ces événements, le ministre de l'intérieur, le général Abdel Halim Moussa, avait estimé que tous les activistes de la région étaient désormais sous les verrous.

Une lourde tension dans l'air et la peur dans beaucoup de regards : voilà l'atmosphère qui prévaut depuis des mois dans la région. Au Caire même, certains quartiers, comme celui d'Imbaba, sont régulièrement le théâtre d'affrontements entre la police et les « barbus ». Inquiet de cette résurgence de la menace islamiste, le gouvernement du président Moubarak a fait adopter, le 15 juillet, une série d'amendements musclés à une législation jugée insuffisante pour faire face au terrorisme.

Dorénavant, tout suspect de sympathie extrémiste peut être détenu sans voir de juge pendant six mois. Les peines prévues pour les militants idéologues actifs ou simples distributeurs de tracts ont été alourdies et les coupables d'actes agressifs encourent l'enfermement à perpétuité. Même les meneurs de moins de dix-huit ans, qui servaient de plus en plus de chair à canon pour les attentats, seront désormais déférés devant les tribunaux spéciaux de la sécurité de l'Etat, dans les cas de terrorisme caractérisé. L'Etat laïc se sentirait-il sérieusement menacé ?

En fait, toutes ces mesures ne font plus souvent qu'entériner des pratiques répressives existantes, lesquelles incluent souvent bastonnades, décharges d'électricité et autres formes de torture. L'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDH) les a dénoncées avec vigueur, comme autant de *« menaces sur les libertés d'expression et d'association »* et comme *« une violation délibérée »* de la Constitution du pays.

« Eh oui, admettra devant nous une personnalité de Dayrout, qui tient à l'anonymat, *l'application des lois en Egypte donne quelquefois lieu à des abus. Mais, que voulez-vous, la lutte contre le terrorisme doit parfois s'accommoder de quelques bavures... »*

« Mon frère, c'est comme je vous le dis : si je pouvais, je m'enfuirais d'ici à toute vitesse pendant qu'il est temps ! » Dans le confort frais et discret d'un petit bureau engoncé au sous-sol de son église à Assiout, le révérend Baki Sadaka Girgis, pasteur de l'Eglise presbytérienne de la ville, ne cherche plus à dissimuler son angoisse. Pour lui, à moins d'une intervention divine, *« la coexistence pacifique qui régnait depuis si longtemps »* entre les musulmans égyptiens (52 millions d'âmes) et les chrétiens coptes (environ 6 millions, orthodoxes, catholiques et protestants confondus), c'est terminé.

« On nous accuse de tous les maux. On dit que nous prostituons les filles musulmanes dans nos écoles ou que nous les empêchons d'avoir des enfants en distribuant des moyens contraceptifs. On nous prête des pouvoirs de quasi-sorcellerie. On nous identifie au gouvernement ; on répète que nous sommes liés à l'Occident, lequel, disent-ils, laisse mourir les Musulmans de Bosnie. On nous reproche d'être comparativement plus prospères et mieux éduqués que les autres. Bref, pour embarrasser le président Moubarak, démontrer que le pays est instable, priver son économie de maints revenus (aide internationale et tourisme), pour contraindre les autorités à une lourde répression, créer d'éventuels martyrs et favoriser un soulèvement général : les extrémistes nous ont choisis pour cibles. »

D'un côté les nantis, de l'autre les gueux. Les cartes, qui font les révolutions populaires, ont été distribuées il y a déjà bien longtemps en Egypte. Chrétiens, fonctionnaires de police, intellectuels libéraux : ici comme ailleurs, ce sont les victimes désignées de ceux qu'on n'appelle plus au Caire que les *« maximalistes »*, les *« extrémistes »* ou les *« terroristes »*. Le pasteur en est convaincu, et il n'est pas le seul : *« Le gouvernement aurait dû agir beaucoup plus fermement contre eux il y a déjà dix ou quinze ans »*. Au lieu de cela, la tactique a été double : répression des débordements violents, bien sûr, mais aussi tolérance à l'égard de la propagation des interprétations les plus rétrogrades des préceptes de l'islam, se réclamant toutes plus ou moins du Gamaat-islamiya (groupements islamistes). Les confréries d'extrémistes barbus, genre Al Djihad (guerre sainte) ou Al-Nagoun-Min-Al-Nar (les rescapés de l'enfer), ne sont pas forcément liées entre elles, ni ne répondent à un commandement unique ; mais leur tactique et leur technique d'approche, d'attaque ou de défense, sont les mêmes. Les actions d'éclat de tel ou tel groupe sont souvent revendiquées par l'ensemble du mouvement.

Petit, râblé, barbe courte et crâne rasé, Mohamed T..., trente-cinq ans, se présente, à Assiout, – qui avait déjà failli passer aux mains des islamistes lors de l'assassinat de l'ex-président Anouar El Sadate – comme le porte-parole officiel du Gamaat. Accompagné d'un jeune et mince avocat connu pour sa croisade en faveur des militants, le porte-parole cravaté comme un banquier du Caire, refuse de laisser divulguer sa véritable identité. *« Il y a dix-huit mois,* rappelle-t-il doucement, *la police a tué le Dr Alaa Mohiedine, mon prédécesseur à ce poste. » « C'est d'ailleurs pour le venger »*, poursuivra-t-il tranquillement, *que nous avons décidé d'exécuter le président du Parlement Rifaat Al Mahgoub. »*

« L'islam autorise la guerre à quiconque fait la guerre à l'islam, ajoute notre interlocuteur. *Plus de cent cinquante de nos militants ont été tués par la police depuis cinq ans. Nos hommes sont torturés dans les prisons, nos femmes maltraitées et insultées par un régime corrompu, pourri jusqu'à la racine et qui nous traite de manière pire que ce qu'Hitler faisait aux juifs. On se défend, c'est tout. »*

Farag Foda, l'écrivain anti-islamiste a été assassiné le 8 juin dans la capitale. *« Nous l'avions approché plusieurs fois pour qu'il cesse d'attaquer l'islam, qu'il se repente de ses mauvaises paroles, mais il a refusé. Il ne nous restait qu'une solution, celle que nous avons appliquée. »*

Froid, dur et droit comme un minaret, Mohamed T... le confirme : l'objectif de son mouvement est d'abattre le régime pour lui substituer *« aussitôt que possible »* une bonne vieille République islamique. Avec charia – droit islamique – à tous les étages, mains coupées aux voleurs et femmes adultères lapidées en public. *« L'islam est plus grand que la démocratie, c'est Allah qui gouvernera le peuple. »*

« C'est Allah qui gouvernera le peuple »

Pour parvenir à ces temps bénis, laisse entendre notre prédicateur au regard tourmenté, tous les moyens sont bons. L'aide et les armes, affirme Le Caire, arrivent d'Iran, d'Arabie saoudite et d'ailleurs, *via* le Soudan islamiste. *« Si nous avions des chars d'assaut, vous les auriez déjà vus à l'œuvre. »* Et les touristes ? Et les chrétiens égyptiens qui sont pris pour cibles, qu'ont-ils fait ? *« Ah,* rétorque notre impitoyable petit Saint-Just lunetté, *vous trouvez normal que les musulmans soient maltraités, tandis que les étrangers sont choyés ? »* Le stalinisme religieux n'a jamais fait dans la dentelle...

Le vendredi 19 juin, jour de prière, où Arafa Darwish a été tué devant la mosquée qu'il avait occupée et de laquelle il imposait sa loi aux soixante mille habitants de Sanabou, la police, jurant avoir été mitraillée par des pistoleros en gallabiyah (djellaba), avait aussi abattu le lieutenant de « l'émir » et arrêté une demi-douzaine de ses disciples. Le lendemain, les activistes répliquaient par une spectaculaire tentative de meurtre sur la personne du chef de la police locale. Blessé par balles, celui-ci est encore à l'hôpital.

Ensuite, comme pour faire bonne mesure et parce que l'un d'eux, un médecin, avait eu le front de s'instituer défenseur de ses coreligionnaires, deux chrétiens du crû avaient été assassinés. Dans la même agglomération, le 4 mai, quatre commandos de « barbus », parfaitement coordonnés, avaient froidement tué en différents points de Sanabou et en l'espace d'une petite heure, treize autres chrétiens. Depuis, plus de trois cent soixante militants du bourg, fils des ruelles et enfants de misère, sont sous les verrous ; des dizaines d'autres en fuite.

L'adjoint du maire de Sanabou, M. Abdel Malik Abdel Hafez, peut bien affirmer, en sirotant son thé, que *« l'atmosphère est désormais excellente »*, dans sa cité, pas besoin d'être grand clerc pour sentir que les 40 % de chrétiens de l'agglomération vivent dans la crainte. La *Djezia*, le tribut que payaient jadis à l'Islam les disciples du Nouveau Testament pour avoir le droit de pratiquer leur culte, a été virtuellement rétablie. C'est pour avoir refusé de verser la dîme aux « barbus » que plusieurs dizaines de boutiquiers chrétiens de Sanabou, se sont vus sévèrement bastonnés ; les os de plusieurs mains droites ont été brisés, quelquefois les deux jambes et certains ont vu leurs échoppes ou leurs champs dévastés, pillés, incendiés.

« Avant le massacre du 4 mai et l'intervention des autorités, reprend l'homme du Parti national démocrate (PND), au pouvoir au Caire, *à Sanabou, Darwish et sa bande disposaient du soutien d'un moins 90 % des musulmans de la cité. Aujourd'hui, il en reste bien 60 %. On les connaît, on sait exactement qui va ravitailler ceux qui sont en fuite dans les environs ; mais on ne peut rien faire. Il faudrait un considérable renfort de police, que nous n'avons pas »*. Et puis, ajoute-t-il, désabusé, *« il faut bien reconnaître que, dans une région comme celle-ci, où la moitié des paysans vont se coucher le soir sans dîner, ce type-là avait su se ménager de solides alliances. »*

En assurant une distribution équitable du pain, en rançonnant les chrétiens les plus riches pour nourrir les musulmans les plus pauvres, en prenant en main l'éducation religieuse des enfants, tandis que les parents s'échinent pour une misère dans les champs, les « frérots » de Sanabou, reconnaît l'évêque copte catholique d'Assiout, Mgr William Kyrillos, *« ont su trouver le chemin des cœurs »*. En définitive, il n'y a rien de bien neuf sous le soleil d'Egypte : les ventres vides, l'absence d'espoir et l'analphabétisme restent les plus sûres fondations des totalitarismes en devenir.

ALEXANDRE BUCCIANTI et PATRICE CLAUDE



AMÉRIQUES

BRÉSIL

L'image ternie de Paulinho Paiakan

En Amazonie, le chef d'une tribu indienne prospère, convertie à l'écologie, est au centre d'une grave affaire judiciaire

REDENÇAO

de notre envoyé spécial

La ville de Redençao n'apparaît guère sur les cartes. Perdue dans le sud de l'Etat du Para, en plein centre du Brésil, cette cité de pionniers est née *il y a une vingtaine* d'années. De grandes avenues poussiéreuses, des arbres trop rares pour protéger du soleil envahissant, des marchands de bois, des négociants en or, c'est l'Amazonie des défricheurs et des aventuriers. Redençao et sa centaine de milliers d'habitants n'avaient aucune raison particulière d'attirer l'attention. Mais l'« affaire Paulinho Paiakan » a bousculé cette relative tranquillité.

Paulinho Paiakan est le cacique d'une tribu d'Indiens kaiapos. Connu, à l'intérieur et à l'extérieur du Brésil, comme un ardent défenseur de l'écologie, il a été distingué par le prix Global 500 de l'ONU en 1989. Dans son village de A-Ukre, situé à 300 kilomètres de Redençao, il a développé l'exploitation des noix du Para et a signé l'an *dernier*, avec la *firme anglaise* Body Shop, un contrat de fourniture de 6 000 litres d'huile tirée de ce fruit. *« C'est un précurseur*, dit de lui le président de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI). Sidney Possuelo, *qui sait mettre en valeur les richesses de sa communauté.* » *« Un pionnier du développement à long terme »*, renchérit le responsable local de Redençao, Francisco Oliveira.

Les Indiens les plus riches

Le plus grand hebdomadaire brésilien, *Veja*, a consacré sa couverture au chef indien au début du mois de juin avec un titre plus provocant : « Le sauvage ». En plein milieu de la Conférence de la Terre de Rio-de-Janeiro, la nouvelle a fait scandale. La revue a révélé que le cacique était accusé d'avoir violé, quelques jours plus tôt, en présence de sa femme Irekran, une jeune fille de Redençao, Laetitia Fereirra. L'affaire a pris d'importantes proportions, opposant les défenseurs des indigènes soupçonnant un odieux montage, et ceux qui souhaitent que justice soit faite. Comme le souligne Sidney Possuelo, *« c'est une affaire extrêmement embarrassante »*.

Elle l'est à plus d'un titre, et a mis en lumière la tension latente qui règne entre la communauté indigène et les habitants de Redencao, tout en soulevant de nombreux *problèmes juridiques*. La quinzaine de tribus kaiapos, installées dans le sud de l'Etat du Para, rassemblent 3 000 Indiens considérés comme les plus riches du Brésil. Leur territoire d'un peu plus de 3 millions d'hectares regorge en effet de bois précieux et d'or. Comme l'explique le maire de la ville, M. Luis Vargas, *« les gens sont envieux de ces richesses et pensent que les Indiens devraient rester dans leurs forêts, au lieu d'arpenter la ville. Mais comme ils dépendent d'eux, ils ne le disent pas trop fort »*.

C'est le paradoxe de Redençao : *« Près de la moitié de l'économie de la ville dépend des Indiens »*, résume le directeur de l'agence locale de la Banque du Brésil, M. Dirceu Manica. Le village de l'une des tribus, celui de Gorotire, est un exemple de cette inhabituelle prospérité. Les maisons, au nombre d'une cinquantaine, bâties en dur et couvertes de toits de



tuiles, disposent de tout le confort. La tribu a son groupe électrogène pour l'éclairage public, une antenne parabolique pour les loisirs et deux avions pour ses déplacements vers la ville distante de 200 kilomètres. L'un des caciques de Gorotire, Kubei, explique que *« la communauté a besoin de posséder ses propres moyens de déplacement, les locations d'avions ou d'automobiles s'avérant trop coûteuses »*.

« La plupart des caciques de la région, dit le directeur de la banque Brasdesco, M. Carlito Costa Bebere, *possèdent leur compte en banque et un livret de caisse d'épargne. »* Le commerce du bois et l'exploitation des mines d'or sont leurs principales sources de revenus. Un mètre cube du précieux acajou, dont la région est abondamment pourvue, est vendu environ 200 francs. Un arbre de taille moyenne rapporte six fois cette somme, l'équivalent de quatre salaires minimums brésiliens. *« Les Indiens connaissent parfaitement les prix, et parfois mieux que les Blancs »*, dit le directeur de l'entreprise forestière Purimil, M. Helio Caetano Ferreira, qui a passé un *accord d'exploitation* avec la tribu de Gorotire pour l'achat de 3 000 mètres cubes. Gorotire est aussi l'heureuse propriétaire de la plus grande mine d'or de la région, Maria Bonita, dans laquelle travaillent 2 000 *garimpeiros* (chercheurs d'or). La tribu se contente de prélever une taxe de 15 % sur la valeur du minerai extrait, vendu l'équivalent de 60 francs le gramme en ville.

Juridiquement irresponsable ?

Cette réussite ne fait pas qu'attirer les convoitises locales, elle pose un problème juridique aux autorités brésiliennes, que le cas de Paiakan a mis en lumière. L'Indien est considéré dans le pays comme irresponsable de ses actes, et est placé sous la tutelle de la FUNAI. *« L'émancipation, qui est la capacité à agir sans tutelle, peut être déclarée légalement*, dit l'avocat général Me Lucia Rosa Bueno, *mais, dans ce cas, elle est de fait à partir du moment où Paiakan possède un passeport, un permis de conduire, une carte d'électeur et a même effectué de nombreux voyages à l'étranger. »*

Pratiquant une stratégie qui s'apparente à celle de l'autruche, les avocats de Paiakan, MM. Amaury et Uchoa, développent la défense du cacique d'A-Ukre en rendant responsable sa femme Irekran du viol et des violences confirmées par quatre expertises médicales. *« Elle a agi par jalousie, comme n'importe quelle femme »*, précise Me Amaury. Le statut d'Irekran la met à l'abri de toute poursuite judiciaire. La FUNAI et les principaux caciques tentent pour leur part d'évacuer les tensions en interdisant de fait aux journalistes les visites dans les tribus.

Car les risques de violences ne sont pas à écarter. *« Jusqu'à maintenant les principaux incidents avec les Indiens ne concernaient que des petits larcins, des dépravations, ou des manifestations d'après-boire »*, dit le capitaine Edward, de la police militaire de Redençao. Le juge Jose Maria Texeira a pourtant été obligé de transformer sa demande de détention préventive en une assignation à résidence *« en raison de menaces et des pressions exercées sur les forestiers et les chercheurs d'or qui travaillent dans les territoires indigènes »*. Le cacique Kubei ne cache pas qu'une guerre risque d'éclater si Paiakan est condamné à la prison, *« ce que n'accepteront pas les Indiens »*. Ces menaces doivent être prises au sérieux, lorsque l'on sait qu'en *1981 des guerriers kaiapos s'étaient* rendus dans une *fazenda* située sur leur territoire où, après une réaction violente de l'un des employés, ils avaient tué à coups de flèches et de lances la vingtaine de personnes qui s'y trouvaient.

Dénonçant à la fois une campagne de presse, parfois excessive, et le faux romantisme de certains écologistes professionnels venus au secours de leur idole, l'ethnologue Darell Posey, qui a passé plusieurs années dans les communautés kaiapos, craint que cette histoire de viol ne cache un bien sombre dessein : *« Si l'on dénie la « nationalité » indienne de Paiakan, dans ce qui ressemble à un coup monté, parce qu'il se conduit comme un Blanc, on en viendra bientôt à retirer aux indigènes leurs riches territoires sous le prétexte qu'ils ne sont plus que des Brésiliens comme les autres,* affirme-t-il en soulignant que *beaucoup de gens pensent que les terres octroyées aux Indiens sont trop vastes. »*

Paulinho Paiakan affirme pour sa part sa fierté devant la réussite des Kaiapos : *« Si nous n'avions pas utilisé notre pouvoir de lutte et notre intelligence, nous serions comme les autres que nous aidons aujourd'hui. »* Il dit son espoir de parvenir à convaincre les tribus de se tourner vers *« un développement moins destructeur que l'exploitation de la forêt et des mines d'or, à l'exemple de notre expérience de récolte de noix du Para »*. A propos de l'accusation dont il est l'objet et dont il ne souhaite plus parler, après les multiples versions différentes qu'il a données, Paulinho Paiakan se contente d'affirmer : *« Ma situation va créer des problèmes, mais le travail et le commerce ne doivent pas être mélangés avec les affaires personnelles. »*

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

□ **CANADA : nouvelle réunion pour tenter de sortir de la crise constitutionnelle.** – Le premier ministre fédéral canadien, M. Brian Mulroney, a annoncé, mardi 28 juillet, qu'il participera à une réunion avec les chefs de gouvernement des provinces le 4 août, pour tenter de régler la crise constitutionnelle *« dans l'intérêt national »*. Le premier ministre québecois, M. Robert Bourassa, qui boycotte ces discussions depuis l'échec de l'accord du lac Meech en 1990, devrait se joindre à ses collègues pour un repas de travail. Les neuf provinces anglophones du Canada ont adopté le 7 juillet un projet qui a suscité une levée de boucliers au Québec, notamment parce que la réforme du Sénat envisagée réduirait la représentation de la province au sein de cette Chambre. – *(Reuter.)*

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : M. Mandela maintient son mot d'ordre de grève générale.** – De retour d'une tournée à l'étranger, le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a confirmé, mardi 28 juillet, son mot d'ordre de grève générale pour les 3 et 4 août, afin d'obtenir *« l'installation d'un gouvernement de transition et l'élection libre et honnête d'une assemblée constituante »*. M. Mandela a appelé ses partisans à éviter la violence, craignant que la police laisse *« les tueurs déchaînés »* des foyers de travailleurs (tenus par le parti rival Inkatha) *« créer le chaos »*. – *(AFP, Reuter.)*

□ **ALBANIE : Le Parti démocrate reconnaît son revers aux élections locales.** – Le Parti démocrate albanais a reconnu, mardi 28 juillet, sa défaite face aux anciens communistes lors des élections locales de dimanche 26 juillet. Son président, M. Edouard Selami, a déclaré que la victoire du Parti socialiste (ex-communiste) était une surprise et un revers par rapport aux élections législatives de mars dernier, que le Parti démocrate avait remportées. Selon le président du Parti socialiste, M. Fatos Nano, sa formation a remporté plus de 50 % des conseils régionaux et environ 40 % des conseils municipaux. Les résultats définitifs officiels ne devraient être connus que dans une dizaine de jours. – *(Reuter.)*

□ **ALGÉRIE : mort d'Amar Ouamrane ancien ministre du GPRA.** – Le colonel Amar Ouamrane, l'un des chefs de l'Armée de libération nationale (ALN), est décédé dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 juillet à Alger, des suites d'une longue maladie. Compagnon du chef historique algérien Krim Belkacem, assassiné en 1970 à Francfort (Allemagne), il était âgé de soixante-treize ans et avait été ministre de l'armement et du ravitaillement dans le Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA). Il avait été le premier chef de la Wilaya IV (centre du pays) pendant la guerre d'Algérie et représentant du GPRA au Liban et en Turquie. Il s'était retiré de la vie politique après l'accession du pays à l'indépendance en 1962. – *(AFP.)*

□ **BULGARIE : dix ans de prison requis contre M. Todor Jivkov.** – Le procureur général bulgare a requis, mardi 28 juillet, une peine de dix ans d'emprisonnement contre l'ancien chef de l'Etat et du Parti communiste bulgare, M. Todor Jivkov, accusé de détournement de fonds et d'abus de pouvoir. Le verdict, dans ce procès, devrait être rendu mi-août. L'ancien dirigeant communiste a aussi été inculpé d'incitation à la haine envers la minorité turque de Bulgarie, bulgarisés de force entre 1984 et 1985. Il est aussi poursuivi pour incitation au meurtre lors de la création en 1959 des camps en Bulgarie. Pour ces deux autres chefs d'accusation, il risque vingt ans d'emprisonnement. – *(AFP, Reuter.)*

□ **IRLANDE DU NORD : ouverture des négociations officielles entre Dublin et Londres.** – Les gouvernements de la République d'Irlande et du Royaume-Uni ont officiellement ouvert, mardi 28 juin à Dublin, leurs négociations bilatérales sur l'avenir politique de l'Irlande du Nord. Cette rencontre constitue la « troisième phase » du processus de dialogue qui a repris après les élections britanniques du mois d'avril. – *(AFP.)*

□ **LIBERIA : les élections repoussées en novembre.** – La commission électorale du Liberia a indiqué, mardi 28 juillet, qu'elle avait fixé au 30 novembre la date des élections législatives et présidentielle, initialement prévues au mois d'août, les conditions nécessaires à l'organisation du scrutin n'étant pas remplies (presque tout le pays, sauf Monrovia, échappe au contrôle du pouvoir légal). Mardi, le président malien, M. Alpha Oumar Konaré, s'est déclaré *« très fortement préoccupé »* par la situation au Libéria, qui risque d'entraîner une *« libanisation »* de l'ensemble de la région. – *(AFP.)*

□ **KENYA : des réfugiés somaliens autorisés à débarquer à Mombasa.** – Retenus depuis plusieurs jours sur un bateau au large de Mombasa (sud du Kenya), 287 réfugiés somaliens ont été autorisés, mardi 28 juillet, à débarquer, a indiqué à Nairobi, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Ils ont été emmenés au camp d'Utange (nord de Mombasa) déjà surpeuplé. – *(AFP.)*

□ **PHILIPPINES : le fondateur du PC rejette l'offre de légalisation du parti.** – M. José Maria Sison, fondateur du parti communiste philippin, a rejeté l'offre faite, lundi 27 juillet, par M. Fidel Ramos, de *légaliser le PC. Dans son discours*, a-t-il estimé, le nouveau président *« ne fait aucune proposition pour résoudre les problèmes politiques du pays. Au contraire ses propositions ne peuvent que les faire empirer »*. Exilé après sa libération de prison en 1986, M. Sison aurait repris la direction de son parti. D'autre part, Mme Imelda Marcos a finalement été autorisée à se rendre en visite à Hongkong. – *(UPI, AFP.)*

□ **ROUMANIE : l'ex-roi Michel refuse d'être candidat à la présidence.** – L'ex-roi Michel de Roumanie refuse *« catégoriquement »* de se présenter à la prochaine élection présidentielle, comme le lui avait proposé le Parti national libéral, a déclaré M. Corneliu Coposu, président de la Convention démocratique (opposition unie), cité, mardi 28 juillet, par le quotidien *Romania libera*. M. Coposu s'était entretenu, dimanche dernier, avec l'ex-souverain, à Versoix (*Suisse*), où Michel de Roumanie vit en exil. – *(AFP, Reuter.)*

□ **SRI-LANKA : trente-cinq militaires tués par des séparatistes tamouls.** – Des séparatistes du LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul) ont tué trente-cinq membres des forces de l'ordre en plusieurs actions menées dans l'est et le nord du Sri-Lanka. Des membres présumés du LTTE ont attaqué, mardi 28 juillet, un poste du district de Batticaloa, à l'est de l'île, tuant dix-huit soldats et huit policiers et en blessant huit autres. Cinq membres des forces de l'ordre ont été tués mercredi lors d'incidents séparés dans le district voisin de Trincomalee. – *(AFP.)*

□ **RECTIFICATIF.** – Contrairement à ce que nous avions écrit (*le Monde* daté 26-27 juillet), la Diète polonaise n'a pas adopté, en première lecture, une loi contre l'avortement. Selon un communiqué de presse de l'ambassade de Pologne à Paris, la Diète a décidé d'envoyer ce projet de loi à la commission parlementaire extraordinaire.

EUROPE

TURQUIE : la situation des Kurdes dans le Sud-Est

Villages progouvernementaux contre villages « séparatistes »

CALPINAR

de notre envoyée spéciale

Les Kurdes du sud-est de la Turquie se plaignent souvent de l'injustice des autorités. Selon eux, alors que les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) et leurs sympathisants sont pourchassés sans relâche (*le Monde* du 15 juillet), les meurtriers de Kurdes nationalistes sont rarement retrouvés. Le cas du massacre de Calpinar, dans le district de Midyat, prouve que dans certains cas, grâce à des magistrats intègres, les coupables peuvent être poursuivis.

Le 20 avril dernier, huit personnes avaient été tuées et neuf autres blessées, lorsqu'un minibus et une camionnette qui conduisaient des paysans au marché avaient été interceptés par une trentaine d'hommes armés de kalachnikovs, sur le chemin caillouteux qui relie ce village de près de quatre mille habitants à la grande route. Le gouvernorat de la région sous état d'urgence et la télévision officielle avaient immédiatement attribué cette attaque au PKK, généralement considéré par les autorités comme la source de violence dans cette région.

Un patchwork de tendances politiques

Les survivants avaient une tout autre version. *« Nous savions qu'ils étaient des « gardiens de village »* [employés par l'Etat], *ils parlaient le kurde. Nous les connaissions, ils venaient du village voisin, Kutlubey, avec lequel nous faisions du commerce »*, explique un vieil homme blessé au cours de l'attaque. Malgré les réticences des forces de sécurité, pour qui l'affaire était close, un jeune procureur turc de Midyat, M. Recep Kibar, a continué son enquête. Selon le quotidien *Cumhuriyet*, des tests balistiques auraient prouvé la culpabilité des miliciens de Kutlubey. M. Kibar refuse de révéler les détails de l'épais dossier posé sur son bureau, mais la nouvelle de l'arrestation de huit miliciens, armés par l'Etat, est suffisamment exceptionnelle pour être rapidement propagée dans la région.

Dans ces coins reculés du Sud-Est, si isolés que les distances se mesurent encore en heures de marche et que les habitants kurdes parlent à peine le turc, la plupart des villages ont choisi leur camp *au cours de huit ans de lutte indépendantiste*. La région située autour de Calpinar est un patchwork de tendances politiques : un village « progouvernement » par-ci, un village « pro-PKK » par-là. Il est difficile de définir ce qui fait basculer une bourgade dans un camp ou dans l'autre. Dans certains cas, c'est simplement l'appât du gain. L'Etat, qui emploie actuellement trente-deux mille « gardiens de village » et envisage d'en engager dix à quinze mille autres, offre un salaire équivalant à 1 000 francs français par mois, une somme non négligeable pour ces paysans démunis.

Parfois, les villageois cèdent à la pression du PKK ou des forces de sécurité. Les alliances tribales ou les disputes ancestrales entre villages sont également un facteur important dans cette société encore largement féodale. Une rivalité intervillageoise, apparemment sans lien avec la situation politique, a coûté la vie à seize personnes cette semaine dans la province d'Urfa. Depuis que le PKK a repris sa guerre contre les « gardiens de village » – un combat suspendu pendant plus d'un an, – la profession n'est pas sans danger. Plus de cinquante miliciens ont trouvé la mort au cours des six premiers mois de 1992. Dans plusieurs cas, le PKK n'a pas hésité à bombarder leurs maisons, tuant des femmes et des enfants. Au cours du week-end, les corps de trois miliciens, pendus à des arbres, ont été retrouvés à Nusaybin, dans la province de Mardin.

La vengeance est probablement la cause du massacre de Calpinar. Une semaine auparavant, un milicien de Kutlubey avait perdu la vie lors d'une attaque du PKK. Les habitants de Calpinar, – Siti, de son nom kurde, – refusent de faire le lien entre les deux incidents, mais admettent que plusieurs des leurs ont rejoint les rangs du PKK. Ces batailles sanglantes laissent des cicatrices profondes dans la société kurde. Personne n'est vainqueur. Le conflit ne fait que retarder le développement économique d'une région encore rurale et primitive.

Dans les rues de Calpinar, des dizaines d'enfants jouent dans la poussière. *« Chez nous, on est père de douze enfants à l'âge de trente ans »*, explique fièrement le chef du village. Ces gamins ne reçoivent aucune éducation. Il y a trois ou quatre ans, le PKK a assassiné l'instituteur turc d'un village voisin. Depuis l'école est restée vide.

Que les miliciens de Kutlubey soient condamnés ou non aura finalement peu d'impact sur la vie des habitants de Calpinar. Mais une condamnation, si le cas parvient jusqu'au tribunal, contribuerait peut-être à restaurer un peu de confiance en l'Etat et à empêcher des bavures similaires.

NICOLE POPE

Commémoration interdite et musique confisquée

DIYARBAKIR

de notre envoyée spéciale

Perché sur le mur d'enceinte de la ville, ce jeudi 9 juillet, un soldat, kalachnikov à la main, surveille la foule. L'atmosphère est tendue. D'autres soldats sont postés sur les hauteurs dominant le cimetière de Diyarbakir. Dans les rues adjacentes, les forces de sécurité ont déployé des centaines d'hommes : commandos armés de pistolets-mitrailleurs, policiers munis de gourdins, sans oublier les membres des *« équipes spéciales »*, qui se promènent, en civil, l'air dégagé, le quotidien roulé sous leur bras dissimulant, mal, une matraque de caoutchouc.

Des dommages irréparables ?

Cet impressionnant étalage de force vise à empêcher les habitants de la région, avec à leur tête quatorze députés kurdes, membres de l'Assemblée nationale turque, d'atteindre le cimetière. Ils souhaitent y rendre hommage à Vedat Aydin, un dirigeant du Parti travailliste du peuple (HEP), dont le corps, portant des marques de torture, a été retrouvé, il y a un an, quelques jours après son arrestation par des hommes portant l'uniforme des policiers. Sept personnes au moins avaient trouvé la mort et deux cent cinquante autres avaient été blessées au moment de ses funérailles, le 10 juillet 1991, lorsque les forces de l'ordre avaient ouvert le feu sur la foule.

La cérémonie commémorative n'a pas eu lieu. L'autocar qui transportait les quatorze députés kurdes en provenance de l'aéroport de Malatya a été intercepté par les forces de l'ordre, qui avaient posté des blindés sur les voies d'approche. Les personnes venues à leur rencontre ont été appréhendées. Près du cimetière, des dizaines de jeunes gens, refoulés, protestent énergiquement. Un jeune portier, arrêté pour s'être tenu devant la porte de l'hôtel avoisinant où il travaille, est emmené au poste de police. Des chauffeurs de taxi, parqués dans la rue, se voient confisquer des cassettes pourtant légales de musique kurde.

Pour étouffer dans l'œuf tout risque d'affrontement – la région vit sous état d'urgence – les autorités du Sud-Est ont interdit toutes les cérémonies prévues, y compris un service à la grande mosquée et une manifestation pour laquelle le HEP avait déposé une demande d'autorisation officielle. A court terme, les autorités turques ont peut-être évité une confrontation. Mais cette inflexibilité de l'Etat ne fait qu'alimenter l'indignation d'une population de plus en plus méfiante. A long terme, les dommages causés par cette étroitesse d'esprit pourraient s'avérer irréparables, creusant inexorablement le fossé qui sépare les communautés turque et kurde.

N. P.

EUROPE

La conférence de Londres sur la Bosnie-Herzégovine et celle de Genève sur les réfugiés de l'ex-Yougoslavie

Les Musulmans insistent sur la nécessité de l'arrêt des combats avant toute discussion de fond

Les pourparlers de Londres sous l'égide de la CEE sur l'avenir constitutionnel de la Bosnie-Herzégovine se sont de nouveau enlisés, mardi 28 juillet, représentants serbes et musulmans campant sur leurs positions : partage pour les premiers et *République unitaire* pour les seconds. Les Musulmans estiment que toute partition de la Bosnie est non seulement un acte nocif mais impraticable. C'est la raison pour laquelle ils rejettent un plan européen prévoyant une «cantonisation» de la Républi*que – également* réclamée *par les* Croates.

Parmi les nouvelles propositions *de la CEE figurent*, selon des sources concordantes, la délimitation de trois *«unités constitutives»* (musulmane, serbe et croate) et la mise en place d'un tribunal international pour *contrôler le respect des droits de* l'homme et des minorités. Refusant d'aborder le volet politique de la crise avant l'arrêt des combats – *«Nous ne sommes pas prêts à discuter de l'aspect constitutionnel tant que nos rues sont jonchées de cadavres et que notre peuple est expulsé de chez lui un pistolet sur la tempe. Cela n'a aucun sens»*, – le ministre bosniaque des affaires étrangères, M. Haris Silajdzic, qui représente le camp musulman, a demandé à la communauté internationale d'organiser un procès *«semblable à celui de Nuremberg»* pour juger les *«crimes de guerre»* des dirigeants serbes, qu'il a comparés à *«Hitler et sa bande»*. Quant au leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, il a demandé *«le début immédiat de discussions en tête-à-tête»*, ce que ses *adversaires musulmans refusent* toujours.

A Sarajevo, les autorités bosnia*ques ont signalé mardi* l'entrée *sur* leur territoire d'une colonne de soixante à cent chars de l'armée serbo-monténégrine yougoslave. Celle-ci a démenti cette information. Pour leur part, les Etats-Unis ont insisté mardi sur la nécessité de mettre un *terme immédiat aux «nettoyages ethniques»* pratiquées par les Serbes dans les zones contestées de l'ex-Yougoslavie et ont manifesté leur préoccupation sur le sort des populations musulmanes de Bosnie-Herzégovine.

Par ailleurs, le gouvernement serbe de M. Radoman Bozovic fait face à des difficultés qui ont débouché mardi sur une motion de censure présentée par un groupe de trente *députés de l'opposition. M. Bozovic*, considéré comme le bras droit du président Slobodan Milosevic, a pro*voqué un véritable tollé parmi l'op*position parlementaire et l'opinion publique serbes en tentant de faire passer à tout prix un projet de loi prévoyant la nationalisation de la maison *Politika*, le plus important groupe de presse des Balkans, évalué à 800 millions de deutschemarks, et une réduction considérable de l'autonomie de l'université.

Après deux jours de débats houleux au Parlement, M. Bozovic a retiré ce projet, le remplaçant par une nouvelle version, qui a suscité le même mécontentement dans les rangs de l'opposition, selon l'agence yougoslave Tanjug. – *(AFP, Reuter.)*

2,3 millions de déracinés

En un an, le conflit yougos*lave a déraciné plus de 2,3* millions de personnes, pour l'essentiel de Croatie et de *Bosnie-Herzégovine, qui* comptaient avant la guerre un peu plus de 9 millions d'habi*tants. Selon les chiffres* – forcément approximatifs en raison des conditions de *guerre prévalant sur place* – dont disposait le Haut-Commissariat des Nations unies *pour les réfugiés* (HCR), provenant des données fournies par les gouvernements, à la veille de la réunion de Genève, quelque 1,9 million de réfugiés se trouvaient toujours dans l'ex-Yougoslavie et plus de 400 000 ont trouvé un asile, temporaire ou définitif, dans le reste de l'Europe.

- CROATIE : 700 000 environ (dont plus de 600 000 originaires de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, 12 000 du Kosovo et 19 000 de Voïvodine).
- SERBIE : 385 000 (dont 220 000 de Bosnie- Herzégovine et 165 000 de Croatie).
- BOSNIE-HERZÉGOVINE : 600 000 (dont 500 000 nationaux et quelque 100 000 de Croatie).
- MONTENEGRO : 48 500 (dont 41 000 de Bosnie-Herzégovine et 7 500 de Croatie).
- SLOVÉNIE : 66 000 (dont 63 000 de Bosnie-Herzégovine et 3 000 de Croatie).
- MACÉDOINE : 31 000 (dont 28 500 de Bosnie-Herzégovine et 2 500 de Croatie).
- ZONES PROTÉGÉES ONU : 69 000 (de Croatie).

En dehors de l'ex-Yougoslavie :

• ALLEMAGNE : 200 000 ; • *AUTRICHE : 50 000* ; • HONGRIE : 50 000 ; • SUÈDE : 44 167 ; • SUISSE : 17 573 ; • ITALIE : 7 000 ; • PAYS-BAS : 6 300 ; • NORVÈGE : 2 331 ; • DANEMARK : 1 637 ; • POLOGNE : 1 500 ; • FRANCE : 1 108 ; • ROYAUME-UNI : 1 100 ; • LUXEMBOURG : 1 000 ; • FINLANDE : 982 ; • BELGIQUE : 870 ; • ESPAGNE : *120* ; • TCHÉCOSLOVAQUIE : 97 ; • GRÈCE : 7 ; • ISLANDE : 3 ; • DIVERS : 30 000 environ.



TOUS LES MERCREDIS EN KIOSQUE

Elan de solidarité en Allemagne

Suite de la première page

Nombre d'entre elles sont hébergés chez des parents, la communauté ex-yougoslave en Allemagne étant forte de 700 000 personnes. La plupart n'en demandent pas moins, en même temps, l'asile politique.

Les ex-Yougoslaves représentaient plus du quart des demandeurs d'asile politique enregistrés l'année dernière – 74 800 sur un total de 256 000. La hausse importante, au cours des deux dernières années, du nombre de demandeurs d'asile en Allemagne a provoqué d'importantes tensions et une poussée de l'extrême droite lors des dernières élections régionales. L'été dernier, le franchissement clandestin de la frontière Oder-Neisse par des milliers d'Européens de l'Est, principalement des Tsiganes de Roumanie, avait suscité de violentes protestations.

Forte pression intérieure

En revanche, la pression était forte en Allemagne, cette année, pour prendre part aux actions de solidarité envers les victimes des combats dans l'ex-Yougoslavie. Les images des villes bombardées et encerclées par les forces serbes ont frappé une opinion qui a demandé avec de plus en plus d'insistance que les autorités agissent plus efficacement. Mais, comme l'a montré le débat, la semaine dernière, au Bundestag sur l'envoi d'un navire de guerre en Adriatique pour surveiller l'embargo contre la Serbie et le Monténégro, les milieux politiques continuent d'être paralysés par leurs désaccord sur la participation de forces allemandes à des missions internationales de maintien de paix.

Alors que les reportages télévisés ne cessent de diffuser les images des casques bleus canadiens et francais qui tentent sur place de maintenir des couloirs de ravitaillement, que la France – qui n'a pris en charge que très peu de réfugiés – a eu ses premiers morts, la solidarité allemande sur le terrain s'est essentiellement limitée à l'envoi de Transall pour participer au pont aérien sur Sarajevo. L'opposition social-démocrate (SPD), qui conteste la décision du gouvernement d'envoyer un navire participer aux missions de surveillances en Adriatique, est la plus bruyante pour réclamer aujourd'hui un effort de tous les Européens en faveur des réfugiés.

L'arrivée des trains amenant les réfugiés bosniaques a fait l'objet d'une large publicité. Répartis à travers toute l'Allemagne, à l'ouest comme à l'est, ils ont été accueillis par les responsables politiques locaux. Conduits dans des centres d'acceuil, ils devaient être peu à peu répartis en fonction des possibilités, notamment dans les familles qui ont offert de les prendre en charge. Ils perçoivent, en outre une «allocation de survie». Les offres d'accueil ont parfois dépassé la demande. Mais le premier élan passé, des difficultés ont surgi ; beaucoup, par exemple, n'étaient pas prêts à héberger des familles entières.

Du côté des réfugiés, certains, aussitôt arrivés à destination, ont demandé à être envoyés ailleurs, pour se rapprocher de parents ou connaissances. Un groupe, accueilli au Mecklembourg, dans l'est de l'Allemagne, a même refusé d'être enregistré sur place et a réclamé, selon des responsables locaux cités par la presse, d'être envoyé dans *«une région civilisée»*.

HENRI DE BRESSON

ITALIE : pour mieux lutter contre la Mafia

Le président du Conseil voudrait mobiliser les services de renseignement

Après l'assassinat attribué à la Mafia d'un policier à Catane, en Sicile (*le Monde* du 29 juillet), qui fait suite aux assassinats des juges Falcone et Borsellino, le président du conseil italien, M. Giuliano Amato, a réclamé, mardi 28 juillet, la mobilisation des services secrets ainsi qu'une coopération internationale pour lutter contre l'organisation criminelle. *«Le terrorisme, qui a été l'ennemi de nos services de renseignement pendant des années, n'existe plus. Que doivent faire nos services de renseignement aujourd'hui, sinon infiltrer le crime organisé?»*, a-t-il déclaré à la télévision. *«Nous entrons dans une phase où tout semble se liguer contre nous : l'économie, nos finances, le marché des changes, la Mafia, la crise de nos partis politiques (...). Tout cela peut être résumé simplement : la crédibilité de l'Etat (...). nous en avons tant perdu»*, a ajouté M. Amato.

Cette nouvelle offensive de la Mafia complique encore la tâche des autorités, qui tentent de rétablir la confiance de la population dans les institutions. Les enquêteurs ont indiqué qu'une jeune fille de dix-huit ans, Rita Atria, qui avait fourni au juge Borsellino des informations sur les clans de Marsala, dans l'ouest de la Sicile, s'était suicidée, dimanche, à Rome en laissant un billet : *«Il n'y a plus personne pour me protéger. Je n'en peux plus...»*

En Allemagne, où certains policiers et hommes politiques réclament déjà des mesures plus sévères pour lutter contre le crime organisé, l'assassinat du juge Borsellino a mis en lumière la présence massive sur le territoire de mafiosi italiens, travaillant pour leur couverture comme serveurs ou cuisiniers dans les pizzerias et trattorias. Selon le procureur de Mannheim, M. Ulrich Dietz, interrogé par l'AFP, la Mafia est surtout implantée dans la région de Cologne et aux alentours de Mannheim.

«Nous savons que la Mafia a fait de l'Allemagne un lieu de repos et de retraite», a affirmé pour sa part, mardi, M. Hans Ludwig Zachert, le chef de la police fédérale (BKA), dans une interview au quotidien de Berlin *B. Z.*. *«La corruption joue un rôle de plus en plus important en Allemagne*, a souligné M. Zachert. *Il va nous falloir être très vigilants afin que le crime organisé ne s'infiltre pas dans les instances de décision de l'administration, de la police, de la justice et de la politique.»* – *(AFP, Reuter.)*

POINT DE VUE

Les bourreaux nationalistes des Balkans

par Tomislav Sunic

LES récentes manifestations *politiques et intellectuelles* de l'opposition serbe à Belgrade, dirigées contre le président Slobodan Milosevic, sont fort louables, mais elles viennent un peu tard.

L'Académie serbe des sciences et des arts, présentée comme l'un des principaux initiateurs de ces manifestations, a un passé peu glorieux. En 1986, ne rédigeait-elle pas le célèbre «mémorandum» dont les signataires appelaient à la création de la *«Grande Serbie»* et à la *«purification ethnique»* du Kosovo ? L'Eglise orthodoxe serbe, *également désignée comme* force de résistance, a longtemps tenu le profil bas. L'a-t-on entendue condamner la répression anti-albanaise au Kosovo ou les premières agressions militaires de l'armée «yougoslave» contre la Croatie ? *Quant aux intellectuels serbes, ils* n'étaient guère nombreux à élever la voix lorsque les villes de Dubrovnik et de Vukovar agonisaient sous les bombes.

La volonté d'agréger à la Grande *Serbie les régions à minorité serbe* des Républiques voisines aura, n'en doutons pas, des conséquences néfastes pour la Serbie elle-même. Aujourd'hui la plus forte, elle laisse libre cours à ses appétits territoriaux. Mais demain, si le sort des armes lui est défavorable, qui empêchera les Albanais de réclamer le Kosovo ou les Hon*grois d'annexer* les territoires à forte population magyare ? A terme, la Grande Serbie que les politiciens serbes bâtissent dans le sang des peuples voisins pourrait bien devenir la Petite Serbie.

Quant aux responsabilités des carnages de Bosnie-Herzégovine, que l'on tente d'attribuer au seul Slobodan Milosevic, elles sont pour le moins partagées. Le dictateur serbe n'est jamais que le produit d'une époque, produit fabri*qué à Washington* et à Paris autant qu'à Belgrade. Les gouvernements américain et français, en défendant naïvement – ou cyniquement – *«l'unité et l'intégrité»* yougoslaves (que leurs propres diplomaties avaient créées *ex nihilo* en 1919), ont laissé s'envenimer la situation. Le proverbial «Slobo» n'est pas le seul bourreau des Balkans : autour de lui et depuis fort longtemps, des dizaines de petits «slobos» ont mis en place, politiquement et *intellectuellement, l'engrenage de* la violence.

► **Tomislav Sunic est professeur de sciences politiques au Juniata College de Huntingdon, en Pennsylvanie (Etats-Unis).**

(Publicité)

Messieurs DEROGY-PONTAUD-DURAND *CONDAMNES* POUR DIFFAMATION

Par arrêt du 18/11/91 le tribunal correctionnel de Toulon les a condamnés au paiement de dommages et intérêts pour un montant de 15 000 F au profit de Benoit Mignon demeurant à Toulon pour diffamation suite aux allégations et insertions mensongères le concernant paru dans l'ouvrage « Les Ripoux de la Côte » édité chez Artheme Fayard.

RUSSIE : le contentieux territorial entre Moscou et Tokyo

Mourir pour les Kouriles

MOSCOU

de notre envoyé spécial

«Les Japonais peuvent reprendre les Kouriles quand ils le veulent mais à une condition : qu'ils prennent la Sibérie en même temps.» La dictature développant, c'est bien connu, le sens de l'humour, voilà ce qu'on entendait jadis à Moscou au sujet de ces quatre îles situées entre la mer d'Okhotsk et l'océan Pacifique, occupées par l'URSS en 1945 et revendi*quées par les Japonais. Aujour*d'hui, il n'est plus question de rire à ce sujet en Russie et on a assisté ces dernières semaines à une escalade verbale prônant l'intransigeance à l'encontre de Tokyo. Une intransigeance qui *augure si mal du voyage que* M. Boris Eltsine doit effectuer en septembre au Japon que certains se demandent si cette visite ne devrait pas être purement et simplement annulée.

Report de la visite de M. Eltsine ?

Début juillet, le gouverneur de Sakhaline, province de l'Extrême-Orient russe dont dépendent les quatre îles, M. Valentin Fiodorov, avait dénoncé la *«politique de capitulation» devant le Japon de* certains responsables russes. *«Il ne suffit pas d'être démocrate, il faut avant tout être un patriote. Les Kouriles méridionales sont une terre russe et le resteront»*, avait-il ajouté. La semaine dernière, le ministre des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, considéré *pourtant comme un modéré*, avait déclaré lors d'une tournée en Asie : *«Ne vous inquiétez pas, les Kouriles sont à nous.»*

La tension est encore montée cette semaine avec la réunion à huis-clos du Parlement russe consacrée uniquement à ce dossier et visant essentiellement à faire pression sur M. Eltsine. Les députés ont estimé que les quatre îles représentaient *«un intérêt national»* pour la Russie et qu'en conséquence leur restitution serait *«inadmissible»*.

Selon M. Oleg Roumiantsev, secrétaire de la commission constitutionnelle du Parlement qui fut à l'origine de cette session, les députés sont partagés. Si certains souhaitent le report de la visite de M. Eltsine au Japon, d'autres estiment possible ce voyage à la condition que *de solides garanties soient données* pour que *«aucune surprise inattendue et désagréable»* n'en sorte. En effet, des bruits courent à Moscou sur la préparation, au ministère des affaires étrangères, d'un plan de compromis en trois étapes visant à restituer une partie des îles aux Japonais.

Cette exacerbation de la position russe est certes entretenue par les adversaires de M. Eltsine, *notamment les nationa*listes rouges et noirs (anciens communistes et néofascistes de plus en plus unis) qui n'ont toujours pas accepté la dislocation de l'empire soviétique. Mais elle est aussi sensible dans toute la population et chez les démocrates du type de M. Roumiantsev. *«Même si un accord avec les Japonais est nécessaire à terme, il est impossible, compte tenu de la situation politique actuelle en Russie, d'accepter aujourd'hui un compromis»*, estime ainsi un journaliste libéral.

L'intransigeance des Japonais, et surtout le fait qu'ils aient lié, lors du récent sommet du G7 à Munich, l'aide occidentale à un accord sur les Kouriles, n'ont pas contribué à modérer les passions. On se rappelle à Moscou les propos du vice-président du parti libéral-démocrate au pouvoir à Tokyo, M. Shin Kanemaru, qui, en mai dernier, avait traité les *Russes de «sournois et menteurs»* et affirmé que *«c'était jeter l'argent par les fenêtres que d'aider la Russie»*.

JOSÉ-ALAIN FRALON

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Les présentatrices interdites à la télévision

Le vice-ministre de l'information, M. Wala Jan Wasik, a annoncé, mardi 28 juillet, qu'il n'y aurait plus désormais de présentatrices à la télévision à la suite de pressions de membres de la coalition islamiste au pouvoir. Depuis l'entrée, fin avril, des moudjahidins à Kaboul, les femmes présentant les informations le faisaient sous un voile couvrant leurs cheveux et leur cou. *Par ailleurs*, le nombre des femmes travaillant dans les administrations – elles représen*taient environ 40 % des fonction*naires sous le régime communiste – a nettement diminué.

Le ministre de la défense a, d'autre part, lancé mardi un appel à l'aide de la communauté interna*tionale : «Nous n'avons même pas les moyens de verser 2 000 afghanis* (12,5 F) *par mois à chaque membre de nos forces de sécurité»*, a expliqué le général Ahmed Shah Massoud.

Enfin, un représentant pour le Pakistan du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué mardi que le retour dans leurs villages des Afghans qui avaient trouvé refuge dans le pays voisin se poursuivait au rythme considérable de 13 000 par jour. Il y avait, au début de l'année, trois millions de réfugiés afghans au Pakistan. – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

PÉROU

Le président Fujimori confirme les dates des prochaines élections

Boudant les traditionnelles cérémonies de la fête nationale, le président Alberto Fujimori s'est contenté de prononcer, mardi 28 juillet, un discours depuis le Centre civique de Lima, où il a confirmé que les élections pour une Assemblée constituante se dérouleront le 22 novembre et qu'un référendum serait organisé pour soumettre le nouveau texte au peuple. Il a en outre indiqué que les élections municipales, prévues pour novembre puis reportées, se dérouleront le 7 février 1993. Peu après ce message, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) a lancé une bombe contre le quartier général de l'armée à Lima. Selon la police, l'attentat n'a pas fait de victime. Le sénateur *Maximo San Roman, premier vice*-président de la République jusqu'au coup d'Etat du 5 avril, et élu *«président constitutionnel»* par le Parlement dissous, a de nouveau proposé un gouvernement d'union nationale afin d'affronter efficacement l'offensive du Sentier lumineux et du MRTA. – *(Corresp.)*

ZAÏRE

M. Mobutu accepte que la Conférence nationale élise le premier ministre

Faisant le bilan de deux rencontres entre le chef de l'Etat et les délégués de la Conférence nationale, le président de celle-ci, Mgr Monsengwo, archevêque de Kinshasa, a annoncé, mardi 28 juillet, que le président Mobutu avait accepté de laisser la Conférence élire un nouveau premier ministre. M. Mobutu avait auparavant fait valoir que lui seul pouvait choisir le premier ministre.

Mgr Monsengwo a précisé que le président souhaitait rester personnellement à la tête de l'armée, mais qu'il avait accepté que le *gouvernement intérimaire contrôle* la gendarmerie et la garde civile. M. Mobutu a également accepté la création d'un Haut Conseil de la République, chargé, ultérieurement, de surveiller l'application des décisions de la Conférence.

D'autre part, le premier ministre, M. Nguz Karl I Bond, a menacé l'ambassadeur de Belgique à Kinshasa d'expulsion s'il traitait directement avec la Conférence nationale, selon la télévision. Enfin, le responsable de l'hebdomadaire *le Manager grognon*, M. Zongia Mbali, et son collègue de l'hebdomadaire *le Diplomate*, écroués depuis le 22 juillet (*le Monde* du 25 juillet), ont été libérés lundi, a-t-on appris de bonne source. – *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

Le renouveau des Eglises et le poids du passé communiste

La Russie des « batiouchkas »

Suite de la première page

Le Père Artemy termine son réquisitoire : *« L'âme russe embrasse tout et n'humilie personne, mais elle apprécie ce qui est à elle. Nous ne sommes pas des citoyens du monde. Imiter l'Occident, ce serait signer notre arrêt de mort. »*

Dans un pays pris de vertige devant la double impasse que l'écrivain Alexandre Blok, dès le début du siècle, avait appelée la « *Russie-Amérique* » et la « *Russie-orthodoxe* », une partie de l'Eglise, anti-occidentale et slavophile, nourrit des rêves de restauration. Eternelle orthodoxie. Muselée par Pierre le Grand, Catherine II et tous les tsars jusqu'en février 1917, engloutie dans l'enfer du goulag, l'Eglise de saint Serge de Radonège et saint Séraphin de Sarov, de Dostoïevski et Tolstoï, de Boulgakov et Berdiaev renoue aujourd'hui avec sa tradition mystique, biblique et patristique. Mais, exsangue, elle est guettée par ses vieux démons : le repli sur l'identité nationale et l'immobilisme de son institution.

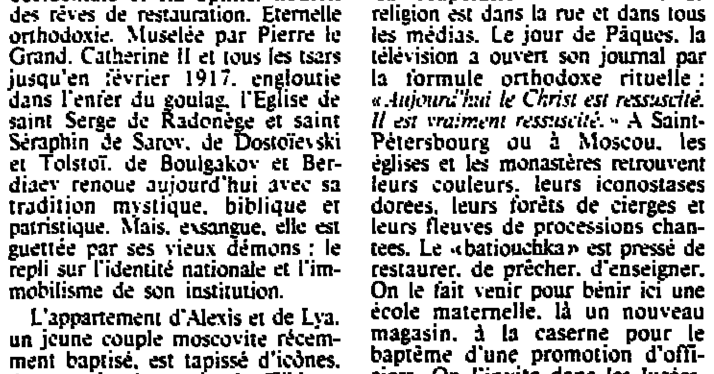
L'appartement d'Alexis et de Lya, un jeune couple moscovite récemment baptisé, est tapissé d'icônes, de portraits du patriarche Tikhon, qui avait résisté aux bolcheviks, de célèbres starets et du moine guérisseur Ioan de Cronstadt. Pour ces néophytes, la renaissance de la Russie dépend de son retour à l'Eglise. *« L'histoire de la Russie, c'est l'histoire de l'orthodoxie*, clament-ils. *Celui qui se convertit à l'orthodoxie se sent davantage russe et celui qui est russe sans être orthodoxe se prive d'une partie de son identité. Quant à être russe et catholique, c'est un non-sens. Le catholicisme, c'est le latin, l'Occident, une autre culture. C'est comme mélanger le sucré et le salé. »*

« Complot judéo-maçonnique »

Mythologie passéiste ? La hiérarchie orthodoxe a beau être discréditée par la révélation de ses liens avec le KGB (*voir encadré*), le pouvoir spirituel, moral et même politique des prêtres de base n'est pas atteint. *« Si les catholiques apprenaient que le pape est un agent de la CIA, leur Eglise s'effondrerait »*, dit un porte-parole du patriarcat de Moscou. Mais pour un orthodoxe le métropolite (évêque) et même le patriarche comptent moins que son « père spirituel », prêtre ou moine, qui est son directeur de conscience. Cette relation intime explique le succès des monastères et l'identification renaissante aujourd'hui entre la foi de toujours (orthodoxe) et la Russie éternelle.

Or, si la majorité des « batiouchkas » font un usage raisonnable de ce pouvoir, certains en abusent. Tel prêtre, dans son sermon, parle des « *noirs* » pour désigner les non-Russes, Géorgiens, Arméniens ou musulmans du Sud. Tel autre réserve l'aide humanitaire de sa paroisse aux seuls Russes baptisés, dénonce les « *forces ennemies* » ou le « *complot judéo-maçonnique* » qui cernent la Russie et l'orthodoxie et prophétise leur « *colonisation* » par l'Occident. *« C'est un cauchemar absolu*, se lamente un laïc. *Les prêtres qui ont été compromis se font discrets, mais ceux qui n'ont pas collaboré se prennent pour des héros et alimentent le national-patriotisme. »*

La hiérarchie garde ses distances. *« La religion ne sert pas à exprimer une identité nationale, mais une vraie foi en un Dieu vivant »*, martèle Mgr Kyrill, de Smolensk, l'un des évêques les plus ouverts. Le patriarche Alexis II intervient aussi dans le même sens. Mais encouragée par des groupuscules ou des feuilles de chou nationalistes, comme *Dien* ou *Literatournaïa Rossia*, une litterature antioccidentale et antiœcuménique se répand. *« Dans la Russie d'aujourd'hui*, explique le théologien André Tchistiakov, *les patriotes sont plutôt dans les rangs orthodoxes et les démocrates dans le rang des agnostiques. »*



La récupération va bon train. La religion est dans la rue et dans tous les médias. Le jour de Pâques, la télévision a ouvert son journal par la formule orthodoxe rituelle : *« Aujourd'hui le Christ est ressuscité. Il est vraiment ressuscité. »* A Saint-Pétersbourg ou à Moscou, les églises et les monastères retrouvent leurs couleurs, leurs iconostases dorées, leurs forêts de cierges et leurs fleuves de processions chantées. Le « batiouchka » est pressé de restaurer, de prêcher, d'enseigner. On le fait venir pour bénir ici une école maternelle, là un nouveau magasin, à la caserne pour le baptême d'une promotion d'officiers. On l'invite dans les lycées, dans les hôpitaux, dans les orphelinats. Des dirigeants, comme MM. Eltsine ou Popov, se mêlent parfois à la foule des fidèles.

C'est « *la façade béate* », dit un intellectuel, du renouveau religieux de la Russie postcommuniste, qui est loin d'avoir touché la masse sécularisée, les jeunes, les intellectuels, les couches moyennes de la société. Ceux-ci ont sans doute un intérêt spéculatif pour la religion, mais ils sont davantage attirés, dit le diacre Andreï Kouraev, *« par les idées libérales et un agnosticisme paresseux, par un cocktail de mysticisme oriental et de philosophie freudienne »*.

Et si la société russe se montre incapable d'un sursaut politique, économique ou moral, n'est-ce pas parce qu'elle reste *« spirituellement malade »* ? *« En soixante-dix ans*, explique Alexandre Niejny, journaliste à la revue *Ogoniok*, *on a cassé la colonne vertébrale de l'Eglise comme institution sociale. Les bras de l'Etat l'ont étouffée. Ils ont étranglé consciemment tout ce qui était sacré, sapant les bases mêmes de la société. Ce viol, lié à un pourrissement de l'intérieur, a créé un type de prêtre soviétique qui ne sort jamais de son église ou ne parle jamais de la vraie vie des gens. »*

« Orthodoxie de musée »

La situation actuelle s'en ressent encore. Hier recrutés au plus juste, parmi des jeunes qui ne faisaient pas d'études supérieures, aujourd'hui formés de manière expéditive parce que la demande est pressante, les prêtres, peu nombreux (1), sont les premiers conscients que leur pays est encore analphabète sur le plan religieux. Le principal handicap de cette Eglise, pauvre et exténuée, qui a retrouvé la liberté mais sans les moyens de l'exercer, est bien celui de l'enseignement religieux, privé de locaux adéquats, de manuels, de matériel d'impression, de formateurs. *« Nous revenons de loin*, dit un prêtre. *N'oubliez pas qu'il y a cinq ans encore l'Evangile était introuvable. »*

Par vagues entières, jeunes et adultes vont dans les églises se faire baptiser. Mais leur préparation est le plus souvent bâclée et les mauvaises langues assurent qu'il suffit d'un vêtement blanc sur l'épaule et de 10 roubles dans la poche pour recevoir le baptême. Dans une paroisse du centre de Moscou, le Père Vladimir Vorobiov vient d'obtenir l'autorisation d'ouvrir trois instituts de formation religieuse pour adultes. Il compte déjà quatre cent inscrits, mais n'a ni local ni salaire à offrir. Dans ces conditions, tout s'achète, tout s'imprime ou se réédite : des vies de saints édifiantes, de vieilles Bibles, des manuels étrangers ou des catéchismes imprimés avant la révolution !

L'Eglise orthodoxe n'a pas tort de mettre en cause les séquelles d'un régime marxiste, qui, par la force des habitudes ou l'ignorance, n'en finit pas de mourir. L'évacuation des locaux, officiellement rendus au clergé, traîne en longueur. Des croix de baptême, des Bibles sont interdites, voire arrachées, par le père de famille à la maison. *« Le prêtre est invité à parler dans des écoles ou dans des facultés, mais*, regrette Andreï Kouraev, *c'est pour lui faire jouer le rôle du pope dans le Disneyland médiéval où l'on veut enfermer la religion. »*

Le clergé moderne s'inquiète du décalage croissant entre des jeunes qui n'ont aucune connaissance concrète du christianisme, des prières et des livres élémentaires et l'image donnée par une *« orthodoxie de musée »*, avec ses longs offices debout, la faible participation des laïcs, l'usage du slavon, les rudes privations de carême, etc. *« Qu'on cesse de bombarder les jeunes avec nos canons et nos dogmes. C'est en douceur qu'il faut les faire accéder à la religion »*, dit le Père Valentin, qui vient de baptiser cent cinquante jeunes à l'issue d'un camp scout.

L'autre démon qui guette, en effet, l'orthodoxie renaissante en Russie, c'est le conservatisme de son institution, l'inertie de son appareil hiérarchique et de son rituel liturgique, voire la nostalgie de cette orthodoxie de soumission qui, au temps des tsars, l'avait rendue si peu populaire et mal préparée à affronter la tempête bolchevique. Dans ce climat, les initiatives de renouveau prises dans les milieux d'anciens dissidents ou par les disciples du Père Alexandre Men, qui, avant d'être assassiné en septembre 1990, dénonçait déjà les compromissions, le conservatisme et la tentation nationaliste de son Eglise, sont très isolées.

A l'église Saint-Vladimir de Moscou, le Père George Kotchetkov célèbre l'office sans iconostase. Il lit les textes en langue russe, audible par tout le monde, et a créé une « université » catéchétique pour adultes. Mais pour quelques initiatives révolutionnaires, combien de paroisses jugent « *hérétiques* » les livres du Père Men, les interdisent à la vente, ou s'amusent des origines juives de son auteur ! Des prêtres et des laïcs modernes souhaitent un concile d'« *aggiornamento* », une sorte de « *Vatican II de l'orthodoxie* », mais les mêmes doutent qu'il puisse avoir lieu. *« En période de dépression économique*, dit André Iéroumine, ancien secrétaire du Père Men, *il est plus facile de manipuler les foules sur des thèmes passéistes et eschatologiques que de se réformer. »*

L'Eglise orthodoxe de Russie, avec ses soixante millions de fidèles, fait l'apprentissage du retour à la liberté. Elle est talonnée par des communautés d'émigrés rentrés des Etats-Unis, l'ancienne « Eglise hors frontières » qui contribue à la surenchère traditionaliste et antiœcuménique. Elle est menacée par la sécession de l'Eglise mère d'Ukraine (Kiev est le berceau du christianisme russe) qui lui fournit une grande partie de ses prêtres et de ses finances, dont une partie réclame la séparation complète (autocéphalie) de Moscou. Elle est prise à la gorge par les tâches de reconstruction matérielle et manque de cadres formés. Elle maîtrise encore mal les médias et hésite devant tout renouveau théologique. Déchirée entre les tendances nationalistes ou post-modernes et un courant rénovateur qui était près d'aboutir en 1917, elle n'a pas encore choisi son destin.

HENRI TINCQ

(1) Moscou ne compte que 300 prêtres environ pour 9 millions d'habitants. A Novossibirsk, il y a 11 prêtres pour 2 millions d'habitants. Les séminaires sont près d'une dizaine, mais de niveau très différent.

Comptes et mécomptes du « Metropolitburo »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Entre ceux qui prétendent que dans l'Eglise orthodoxe de Russie il n'y a pas eu plus de *« traîtres »* que chez les apôtres du Christ (un sur douze) et ceux, comme M. Aleïnikov, premier adjoint du ministre de la sécurité d'Etat, pour qui *« 80 % des responsables de l'Eglise étaient, sous une forme ou sous une autre, compromis »*, où est la vérité ? La commission parlementaire, composée de députés comme Gleb Yakounine et Viatcheslav Polosine, prêtres et anciens dissidents, qui a épluché les archives du 5e bureau du KGB, chargé des affaires idéologiques, a provoqué un tollé dans l'Eglise et dans tout le pays.

Elle a livré en pâture au public, en mars dernier, les noms de code d'agent secret de quelques étoiles de la hiérarchie orthodoxe qu'on appelle aujourd'hui à Moscou le *« metropolitburo »* : « Adamant », pour Mgr Juvenal, métropolite de Moscou-Kroutitsky ; « Abbat », pour Mgr Pitirim, chef du département des relations extérieures du patriarcat ; « Antonov », pour Mgr Philarète de Kiev, ancien chef de l'Eglise d'Ukraine, depuis peu destitué. L'actuel patriarche, Alexis II, n'échappe pas à la curée : alors qu'il était encore métropolite de Leningrad, il aurait collaboré avec le KGB sous le nom de code de « Drozdov », qui était celui d'un patriarche du siècle dernier !

Les enquêteurs – parlementaires et journalistes – n'ont eu qu'à comparer le journal du patriarcat de Moscou, qui consigne les déclarations et les déplacements des évêques, avec les agissements des officiers du KGB répertoriés dans les archives. Mais l'Eglise orthodoxe n'avait pas le monopole de cette pénétration de la police secrète, qui infiltrait aussi les musulmans, les milieux baptistes et adventistes et l'Eglise catholique.

« Odieuse campagne de calomnies »

Réuni en assemblée plénière du 31 mars au 4 avril dernier, l'épiscopat russe a violemment réagi contre cette *« odieuse campagne de calomnies contre l'Eglise, visant à discréditer tout le clergé »*. Obtenant en partie satisfaction, le patriarche s'est retourné vers l'Etat pour réclamer l'arrêt des recherches de la commission parlementaire et il a créé sa propre commission au sein de l'épiscopat, dont il a laissé la charge à un jeune prélat, Mgr Alexandre, métropolite de Kostroma.

Mais ira-t-on jusqu'au *« fond du précipice »*, comme dit Alexandre Niejny, journaliste croyant de la revue *Ogoniok* ? Rien n'est moins sûr, car la loi du silence profite à trop de monde. Certains observateurs disent même qu'au nom d'une habile manœuvre de diversion l'Eglise a pu servir d'*« os à ronger »* pour une opinion impatiente de voir régler les comptes du passé, mais qui ne saura rien sur celui des hommes politiques, diplomates, fonctionnaires, écrivains, etc. Les révélations touchant le clergé n'ont pas surpris les milieux informés des pratiques du KGB. Mais la question est de savoir si les prêtres et les évêques étaient simplement victimes de pressions, obéissaient par crainte ou s'ils étaient des agents attitrés, bénévoles ou salariés de la police d'Etat. Ont-ils porté cette collaboration forcée comme une « croix » ou comme une « médaille » ?

La réponse a, semble-t-il, évolué avec le temps. Jusqu'aux années 70, le clergé n'avait sans doute d'autre choix qu'entre la coopération avec le KGB et l'exil, voire la mort, l'une n'empêchant pas l'autre. Mais, dans les périodes de desserrement de la contrainte (juste après la seconde guerre ou après Khrouchtchev), le choix était, dit Alexandre Niejny, entre *« une vie relativement prospère »* (appartement, voiture, possibilités de voyager) et *« une carrière bloquée, une relégation dans une paroisse éloignée, isolée et démunie »*.

« Un mal pour un bien »

Docteur en sciences génétiques, Alexandre Borissov est entré en 1972, à l'âge de trente-trois ans, au séminaire. Trois jours de suite à l'Hôtel Moscou, près de la place Rouge, à raison de huit heures par jour, il a subi l'*« interrogatoire »* des officiers du KGB cherchant à le convaincre de collaborer. *« Je n'ai pas abandonné la science*, leur répondait-il, *pour jouer les figurants dans l'Eglise. »* Et pendant seize ans il est resté diacre, n'étant pas autorisé à être ordonné prêtre.

Symbolisée par le métropolite Serge (Stragorodsky), l'attitude de « loyauté » vis-à-vis du régime (le « sergianisme »), qui remonte à 1927 et conforta le shisme (« Eglise hors frontières »), a-t-elle ou non sauvé ce qui pouvait l'être de la foi chrétienne en Russie ? Sur ce piège du totalitarisme athée, le pays débat encore. *« Pour sauver la foi*, dit un prêtre, *il fallait en passer par le mensonge. » « C'était un mal pour un bien*, ajoute un autre. *Tous nos prêtres auraient pu être fusillés et toutes nos églises rasées. »* L'argument est toutefois discuté. Il n'est pas sûr que le « sergianisme » ait sauvé beaucoup de vies et d'églises. Les concessions variaient au gré des pressions internationales plus qu'en fonction de la loyauté des croyants au régime.

Au-delà des cris d'indignation ou des proclamations d'innocence, la révélation des liens du clergé avec le KGB devrait rester sans conséquence. Sur la foi du peuple, d'abord : *« Si mon prêtre est ivrogne, cela ne veut pas dire que Dieu n'existe pas. »* Sur la conduite des affaires, ensuite : *« Enlevez-leur leur limousine, leur datcha, les dollars de leurs comptes en banque, mais par qui allez-vous remplacer nos évêques ? »* Ces attaques risquent plutôt de durcir la hiérarchie et d'empêcher tout changement.

H. T.

La religion au marché libre

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Entre les prêches télévisés du pasteur Margoulis, les meetings adventistes du stade Lénine et du palais des congrès au Kremlin, les missions baptistes de Billy Graham et Rick Amato qui remplissent des salles de concert et les groupes catholiques de la mouvance charismatique (Focolaris, Communautés néo-catéchuménales, Communion et libération, L'Emmanuel, etc.), les Russes, longtemps sevrés d'expression religieuse, ne savent plus où donner de la tête. Et des sectes ont déjà pignon sur rue, comme l'Eglise du Christ, Croyants en Christ, Lutte pour l'Esprit ou des groupes aussi extravagants et folkloriques que cette Eglise de Satan, venue des Etats-Unis. Le « dollar religieux » coule à flots.

Cette course à la « conversion » de la Russie, chrétienne pourtant depuis plus de mille ans, fait moins sourire que pleurer les autorités orthodoxes, dont la tradition, toute intérieure et mystique, ignore ces méthodes d'évangélisation à bon marché et grand spectacle. *« C'est la première fois que se croisent ici autant de traditions religieuses »*, dit un responsable du patriarcat de Moscou. Si les Eglises protestantes touchent déjà une partie des jeunes, des intellectuels, des couches moyennes (médecins, scientifiques, professeurs, dirigeants d'entreprise, etc.), fatigués par le ritualisme orthodoxe, l'Eglise catholique fait figure d'ogre.

L'arrivée d'ordres religieux (dominicains, salésiens, jésuites, assomptionnistes) et de groupes missionnaires, la création par le pape de diocèses sur le territoire de la Russie, l'attitude des catholiques, uniates d'Ukraine, sont interprétés comme autant de signes de prosélytisme. Ils ont provoqué une tempête entre orthodoxes et catholiques, qui, entre autres conséquences, paralyse tout projet de visite de Jean-Paul II à Moscou.

Si un apaisement est intervenu en mars dernier à l'issue d'une rencontre à Genève de deux délégations du patriarcat et du Vatican, les responsables de l'œcuménisme au monastère Saint-Daniel ressassent leur amertume. La nomination d'évêques à la tête de trois diocèses à Novosibirsk (Sibérie), à Karaganda (Kazakhstan) et à Moscou *« dépassait les véritables nécessités »*, affirme le Père Iosif Pustooutov, responsable des relations avec le catholicisme, qui regrette ces empiètements sur le *« territoire canonique »* de l'orthodoxie : *« Quand on met en place des diocèses, cela ne veut-il pas dire qu'on cherche à attirer des fidèles, mais au détriment de qui ? »*

Du côté catholique, on s'élève contre un tel raisonnement. *« Il y a un demi-million de catholiques en Sibérie, soit autant qu'à Bari, mon diocèse d'origine. Ne fallait-il pas y nommer un évêque ? »*, dit au *Monde* Mgr Francesco Colasuonno, nonce apostolique. Et si une ville-symbole comme Moscou ne compte que soixante mille fidèles latins (dont deux tiers de Polonais), le diocèse de Mgr Kondrusiewicz s'étend de la Baltique à l'Oural, comprend les communautés de Saint-Pétersbourg, de Kaliningrad (cinquante mille fidèles) de la Volga (cinquante mille), etc. *« Le pape a créé des diocèses non pas pour faire du prosélytisme*, assure le nonce, *mais pour rapprocher des communautés latines qui n'avaient pas de pasteur. »*

Croix devant comme en terre de mission

Protestants et catholiques comprennent mal l'irritation des orthodoxes, qui ne sont pas prêts, disent-ils, au *« challenge »*. Responsable de la paroisse Saint-Louis de Moscou, le Père Bernard Le Leannec explique qu'il a baptisé quatre-vingts personnes le jour de Pâques, dont de jeunes Russes d'origine orthodoxe : *« S'ils s'adressent à moi, dois-je leur refuser le baptême ? »*, demande-t-il.

A la décharge des orthodoxes, il faut dire que certains groupes catholiques se rendent à Moscou, croix devant, comme en terre de mission, ignorant la présence orthodoxe millénaire de ce pays, l'accusant presque d'avoir trahi le christianisme. *« Sauf exceptions – celles d'hommes comme Jean Vanier ou Jacques Loew, – ils ne cherchent jamais à nous rencontrer*, explique un intellectuel, André Iéroumine. *Ce catholicisme-là aggrave les tendances isolationnistes et fascisantes du clergé orthodoxe. »*

Les « exactions » commises par les catholiques « uniates » en Ukraine depuis deux ans alourdissent le contentieux. Le sentiment prévaut que, s'ils avaient le droit pour eux (celui de récupérer leurs églises confisquées en 1946 par Staline et livrées aux orthodoxes), leurs violences rappellent celles de leurs propres persécuteurs. Toutes les églises de l'Ukraine occidentale (la région de Lvov, Oujgorod, Ivano-Frankovsk) sont désormais entre les mains des uniates ou de l'Eglise nationale orthodoxe dissidente de celle de Moscou.

Exacerbées par le nationalisme, les fièvres religieuses en Ukraine se sont déplacées et sont devenues inter-orthodoxes. Poussée par les autorités civiles de Kiev, toute une fraction de l'épiscopat, derrière le métropolite Philarète, réclame l'autocéphalie, c'est-à-dire la scission avec le patriarcat de Moscou. Au cours d'une assemblée plénière de l'épiscopat, début avril, Mgr Philarète, dont le passé de compromissions est avéré et la vie privée contestée (en contradiction avec ses vœux monastiques, il est marié et père de famille) par tout le clergé et le laïcat, avait annoncé sa démission. Mais, manipulé par les milieux politiques, il l'avait aussitôt reprise dès son retour à Kiev, promettant même qu'il resterait lié à son siège *« jusqu'à la mort »*.

Un coup de théâtre a suivi le 27 mai dernier : mis en minorité au sein même de l'épiscopat ukrainien, il devait être destitué et remplacé par une personnalité plus ouverte, Mgr Wladimir, de Rostov (*le Monde* du 31 mai), capable d'éviter le schisme ukrainien et de préserver l'unité de l'Eglise russe.

H. T.

هكذا من الاصل





"Les guerres
ça suffit comme ça."

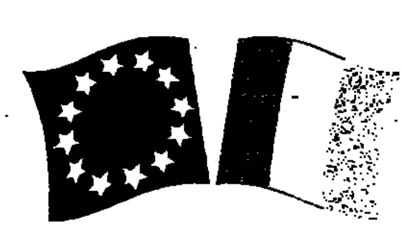


"Maas...tricht..?
A part que c'est imprononçable,
je suis plutôt pour."



"Qu'on s'unisse.
Et le monde nous écoutera."

L'EUROPE EST ADULTE.



DONNONS-LUI SA MAJORITÉ.

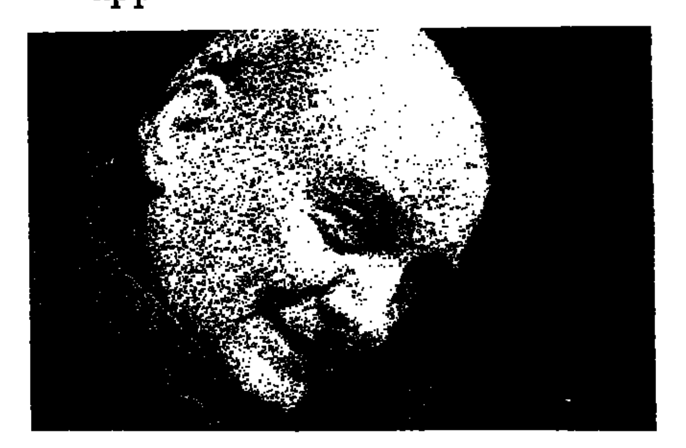
"A douze,
on est plus forts que tout seul."



"En l'an 2000, on aura l'air bête
de s'être posé la question."



"On va enfin arrêter de nous
appeler le vieux continent !"



SERVICE D'INFORMATION DU PREMIER MINISTRE

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre

MM. Pasqua et Séguin lancent une souscription nationale pour financer leur campagne

Animateurs du Rassemblement pour le «non», MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin ont dénoncé, mardi 28 juillet, la *«campagne partisane»* du gouvernement, *«financée sur les fonds publics»*, et annoncé le lancement d'une souscription publique pour financer leur propre campagne.

La polémique sur la campagne en faveur du référendum, organisée par les services du premier ministre s'est poursuivie, mardi 28 juillet, en dépit de la décision de M. Pierre Bérégovoy d'annuler la diffusion des spots de télévision contestés. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *VSD* daté du 30 juillet, le premier ministre justifie ce retrait en indiquant qu'il a *«voulu éviter toute polémique dès lors qu'il s'agit du destin de l'Europe»*.

Cette décision a soulevé *«l'inquiétude»* de Génération Europe, le comité national pour le «oui» à Maastricht fondé par M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie. *«Il nous semble primordial de ne pas laisser le terrain libre aux partisans du refus»*, observe le comité.

Partisan, lui aussi, du «oui» au référendum, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, a jugé que ce retrait *«s'imposait»* car *«ce n'était pas une campagne d'intérêt général d'explication et de pédagogie, mais une campagne incitant à voter oui»*.

«Le gouvernement a été pris la main dans le sac alors qu'il détournait des fonds publics», a, en revanche, estimé à Agen (Lot-et-Garonne). M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges. L'animateur, avec M. Charles Pasqua, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, du Rassemblement pour le «non» au référendum, a protesté en outre contre le maintien de la campagne d'affichage du gouvernement, qualifiée dans un communiqué, de *«campagne partisane, financée par les fonds publics»*.

M. Séguin s'est également déclaré *«scandalisé»* par le caractère *«xénophobe»* et *«germanophobe»* des affiches officielles du Parti socialiste, présentées lundi 27 juillet, par M. Laurent Fabius, premier secrétaire, et jugées *«simples, fraîches et rafraîchissantes»* par M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement. *«Dans un souci de salubrité publique»*, M. Séguin a demandé le retrait de ces affiches qui *«multiplient les agressions contre les peuples amis»*. Il a enfin annoncé le lancement, le 3 août, d'une campagne d'affichage du Rassemblement pour le «non», financée par souscription publique (1).

L'association Carrefour du gaullisme, présidée par M. Roland Nungesser, député (RPR) du Val-de-Marne, qui milite également en faveur du «non», a lancé un *«appel solennel»* aux Français, signé par plusieurs personnalités gaullistes parmi lesquelles MM. Maurice Couve de Murville, sénateur (RPR) de Paris, Michel Debré et Pierre Messmer, tous deux anciens premier ministre, Maurice Schumann, sénateur (RPR) du Nord, Bernard Tricot, conseiller d'Etat, qui fut secrétaire général de l'Elysée de 1967 à 1969. M. Philippe de Gaulle, sénateur (RPR) de Paris, a fait connaître son soutien à cette démarche. Enfin, le Front national de la jeunesse a indiqué, mardi 28 juillet dans un communiqué, qu'il mènera une pré-campagne sous forme d'une tournée des plages à partir du 1er août, qui s'achèvera le 22 à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), par le meeting de M. Jean-Marie Le Pen.

Les partisans du «oui» se mobilisent eux aussi. Le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) a annoncé *«la mise en place, par chacune des fédérations départementales, de comités pour l'Europe* (...) *destinés à rassembler les réformistes, les libéraux et les écologistes, tous partisans d'une Europe démocratique, sociale et laïque»*. L'association Priorités aujourd'hui, animée par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, a de son côté appelé ses adhérents à constituer également des *«comités pour le oui»* qui doivent être élargis à *«des personnes appartenant à la vie associative, au mouvement syndical, aux forces vives, à la jeunesse»*.

Outre-mer, M. Claude Lise, député du Parti progressiste martiniquais (PPM) apparenté socialiste, a préconisé un *«vote martiniquais»* en faveur de Maastricht. Le Mouvement populaire mahorais (MPM) s'est également prononcé *«massivement»* en faveur de la ratification du traité sur l'Union européenne.

M. Jacques Blanc, président (UDF-PR) du conseil régional de Languedoc-Roussillon, s'est prononcé mardi pour *«un «oui» naturel et logique»* et s'est *«engagé»* à rassembler l'ensemble des présidents de région pour *«créer un supplément d'âme, un supplément de démocratie dans l'Europe»*.

Enfin, M. Michel Rocard estime, dans un entretien accordé au *Washington Post* et publié par l'*International Herald Tribune* du mardi 28 juillet, que *«le processus d'Union européenne est désormais irréversible»* et que sa *«force vient de ce qu'elle propose un modèle de développement politique, économique et social spécifique et cohérent que l'on peut qualifier de social-démocrate»*.

(1) Rassemblement pour le «non», 1, rue François-Ier, 75008 Paris, CCP n° 6666 34H Paris.

Le «non de gauche» du PCF se veut «un non résolu à la droite»

Le Parti communiste français ne manque pas de suite dans les idées. Ses parlementaires ont été les seuls à voter contre la révision constitutionnelle préalable au traité de Maastricht, le 23 juin, quand l'Assemblée nationale et le Sénat se sont réunis en Congrès à Versailles, et son secrétaire général, M. Georges Marchais, a prédit ce jour-là que le «oui» de la majorité serait *«balayé» «par le «non» des Français»*. Son état-major se donne donc les moyens de prouver, le 20 septembre, qu'il avait raison.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a ainsi donné une conférence de presse, mardi après-midi 28 juillet, pour ironiser sur ce qu'il a appelé *«l'indigence de l'argumentation»* des partisans du «oui» et opposer à celle-ci son propre argumentaire. Le matériel de campagne présenté en cette circonstance tend à confirmer que, pour sa part, le PCF ne souffre pas d'indigence lorsqu'il s'agit de forcer le trait pour les besoins de ses démonstrations. Ses tracts, appelant les électeurs à émettre *«un «non» de gauche»* au référendum, assimilent en effet le traité de Maastricht sur l'Union européenne à la promesse d'une Europe apocalyptique.

Par exemple, ceux des Français qui travaillent dans l'industrie ou dans l'agriculture y sont informés que l'Europe de Maastricht serait *«celle des multinationales, des affairistes et des banquiers»* dont le bilan est déjà connu : *«C'est en son nom que notre sidérurgie, nos chantiers navals, notre industrie textile ont été bradés. Des millions d'emplois ont disparu. Nos exploitations agricoles se sont vues imposer des quotas de production; des milliers d'hectares de terre ont dû être mis en friche. Avec Maastricht de nouveaux coups sont programmés...»*

Les salariés ne seraient pas mieux lotis : *«Au nom de «l'harmonisation sociale et économique européenne», l'évolution des salaires sera sévèrement encadrée. Ce seront de nouvelles baisses de pouvoir d'achat. La protection sociale sera, elle aussi, révisée à la baisse. Ce sera aussi l'instauration du travail le dimanche, la diminution du congé maternité, le rétablissement du travail de nuit pour les femmes. Même la légalisation du travail des enfants est prévue. Exagération? Hélas, non. Tout cela fait l'objet de directives européennes auxquelles les Etats devraient se soumettre sous peine d'être sanctionnés.»*

Surtout les salariés du secteur public. Ceux-là sont prévenus que le traité de Maastricht est synonyme de *«mise en concurrence* (...) *avec les ressortissants des Etats membres de la CEE»* qui pourront eux aussi *«accéder à la fonction publique mais avec des exigences moins contraignantes que celles demandées aux postulants français»*, porteur de *«mise en cause du droit de grève»*, car, *«en Allemagne, les fonctionnaires n'ont pas le droit de faire grève»* et *«en Angleterre, le gouvernement Major a aggravé, en 1990, la législation sur la grève»*, vecteur de la *«politique de délocalisation poursuivie pour ôter sa cohérence et sa dimension nationale au développement de la France»*.

Un événement historique

Bref, il s'agit, selon le PCF, d'empêcher *«un véritable recul de civilisation»* et, par la même occasion, de préparer les élections législatives de mars 1993 tant il est clair, aux yeux de ses dirigeants, que *«c'est pour préparer la France à cette Europe que François Mitterrand et le Parti socialiste accentuent la dérive à droite de leur politique»*, en comptant sur la ratification du traité *«pour pousser jusqu'au bout les alliances avec la droite»*. Conclusion logique : *«Dire «non» à Maastricht, c'est dire un «non» résolu à la droite!»*

En attendant la Fête de *l'Humanité*, qui sera, les 11, 12 et 13 septembre, *«le grand rassemblement national pour le «non»*, les fédérations communistes multiplieront, tout l'été, *«les contacts avec les gens»* en militant sur ces bases (1).

Personnellement, le secrétaire général du PCF battra campagne sur des terres de mission très éloignées de Maastricht puisqu'il séjournera du 8 au 23 août, en délégation, aux Etats-Unis. Il s'agira, du reste, d'un événement historique : ce sera la première fois que M. Georges Marchais visitera ce sanctuaire du capitalisme contre lequel il a milité toute sa vie.

ALAIN ROLLAT

(1) Le PCF lance une souscription en faveur du «non». La collecte est assurée par une «association de financement» sise 2, place du Colonel-Fabien, 75167 Paris cedex 19.

□ **Création d'un «Comité pour une autre Europe».** – Des gaullistes, des communistes et des socialistes se sont rassemblés au sein d'un «Comité pour une autre Europe» afin de faire campagne contre le traité de Maastricht, *«témoignage d'une Europe technocratique qui ampute son indépendance»* par rapport aux Etats-Unis, et, selon eux, *«exclut les pays de l'Est»* et *«renforce les inégalités»*. M. Georges Montaron, directeur de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, M. Didier Motchane (PS), proche de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Jean Ristat, directeur des *Lettres françaises*, et M. Bernard Langlois, directeur de *Politis*, sont notamment membres de ce comité, qui a lancé un appel pour le «non» au référendum. Cet appel a été signé par M. René Andrieu, ancien rédacteur en chef de *l'Humanité*, par l'ancien ministre Léo Hamon, par M. Pierre Lefranc, président de l'Association de fidélité au général de Gaulle, par le professeur Alain Cotta, et par Mme Marie-Christine Aulas, élue des Verts au Parlement européen en 1989.

La mort d'Auguste Lecœur

L'un des derniers grands du communisme français

La mort d'Auguste Lecœur, ancien dirigeant du PCF devenu, après son exclusion en 1955, l'un des principaux accusateurs de M. Georges Marchais (*le Monde* du 29 juillet) est annoncée sans commentaires par *l'Humanité* du 29 juillet, qui se contente de noter que *«ces vingt dernières années, Auguste Lecœur fut souvent sollicité par la presse écrite et audiovisuelle pour participer à des campagnes montées contre la direction du PCF et son secrétaire général»*. Pour sa part, M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a fait observer, mardi 28 juillet, qu'Auguste Lecœur appartenait à une génération différente de la sienne, ajoutant : *«Il a évolué, il a changé, il a terminé ses jours au Parti socialiste. C'est une trajectoire que je ne compte pas suivre. L'Histoire fera la part des mérites et des non-mérites de cet homme-là.»*

par Stéphane Courtois

De taille moyenne, mais large d'épaules et de torse, pachydermique mais vous jaugeant précisément du coup d'œil prudent et pétillant de l'éléphant, tel était Auguste Lecœur, bien difficile à pénétrer au premier abord. En vieux routier de la politique et du mouvement communiste, mais aussi en véritable «baroudeur» du mouvement ouvrier, il vous laissait venir, répondant laconiquement par quelques *«oui»* ou *«non»* à vos questions embarrassées. L'homme était avare de paroles, sans doute parce qu'il en savait trop, qu'il en avait trop vu, et qu'en spécialiste de l'action, des dures réalités, il avait horreur des bavards, des vantards et autres idéologues. Par là, il était un pur produit de ce monde si particulier des mineurs du Nord.

Fils, petit-fils et arrière-petit-fils de mineur, né en 1911, il en a connu l'enfance rude et traumatisée, suivant les pérégrinations de son père, puis de son beau-père au gré des embauches, du chômage puis de la guerre de 1914. A douze ans, Auguste quitte l'école quasi analphabète : il n'a pu suivre la classe de manière régulière que pendant trois ans. Le jour même de ses treize ans, tradition de mineur, il descend à la mine au puits 4 de Bruay. Expérience d'un an et demi, mais suffisante pour le marquer à vif : s'il ressentira toujours une forte solidarité pour ces hommes du fond, il n'y redescendra jamais, faisant en sorte que lui-même et les siens échappent à *«l'enfer des mines»*.

A quatorze ans, il s'installe seul à Paris comme manœuvre. Et c'est là qu'il rencontre le communisme : avec des copains de son usine, il participe à la manifestation du PCF contre l'exécution des anarchistes Sacco et Vanzetti, sur les Grands Boulevards. La bagarre avec la police est terrible. Auguste s'y lance à corps perdu et le lendemain, à seize ans, il adhère au PCF, montrant là une de ses qualités : ne jamais reculer devant une bagarre, ni physique ni politique.

Conscient du formidable handicap que constitue dans ce combat son inculture, il décide de reprendre sa formation scolaire : seul moyen, s'engager dans l'armée. Ce qu'il fait, et à dix-neuf ans, il obtient son certificat d'études avant de devenir un autodidacte averti comme beaucoup de leaders ouvriers de son époque. Pourtant, jusqu'en 1937, il ne sort pas de l'anonymat du militantisme communiste dans le Pas-de-Calais, où il est responsable du syndicat des métaux, tout en travaillant au laminoir de Lens.

En février 1937, sa vie bascule : à la sortie de l'usine, deux responsables du parti l'accostent et lui demandent de partir dans les Brigades internationales : *«Nous te demandons de réfléchir et de passer ce soir au siège nous donner ta réponse.»* Du tac au tac, Lecœur répond : *«C'est tout réfléchi, je partirai quand vous voudrez.»* Là-bas, il se distingue, d'abord sur le front, les armes à la main en première ligne. Mais aussi dans des opérations plus délicates, par exemple, infiltrer et neutraliser un réseau de déserteurs des brigades. En octobre, alors que son bataillon ne compte plus que soixante et un survivants sur trois cent quatre-vingts combattants, il est rappelé en France où il entame sa montée dans l'appareil comme cadre permanent appointé.

Fidélité à Staline

Après une formation de six mois à l'école des cadres d'Arcueil, il est nommé secrétaire fédéral du Pas-de-Calais. En septembre 1939, au moment du pacte Hitler-Staline, il affronte les militants déçus et furieux, et maintient sa fidélité intégrale à Staline. Soldat, arrêté pour progagande communiste, réintégré, fait prisonnier pendant la débâcle de juin 1940, il s'évade immédiatement d'un camp d'internement allemand et rejoint Paris, où il retrouve le contact avec la direction clandestine du parti. En dépit des risques, il est chargé, de réorganiser la région Nord-Pas-de-Calais. Son efficacité est telle qu'il parvient à déclencher du 27 mai au 9 juin 1941 une énorme grève de cent mille mineurs, première action revendicative de masse contre Vichy et contre l'occupant. Echappant sans cesse à la traque dont il est l'objet, Lecœur dirige toute la région du nord de la France, où les groupes armés de Charles Debarge portent des coups durs à la machine industrielle au service du Reich.

En mai 1942, confronté à une tragique pénurie de cadres, la direction du PCF appelle Lecœur à Paris et le charge de toute l'organisation clandestine du parti. Tâche gigantesque et particulièrement dangereuse à laquelle il s'attelle avec dynamisme et efficacité. Face à la répression féroce, il impose de strictes mesures de sécurité à l'appareil central communiste, qui, jusqu'à la Libération, ne connut plus de chute sérieuse. Il est sur le terrain, dans la fournaise de la lutte clandestine, pendant deux ans, le grand bonhomme, la vraie cheville ouvrière de l'action communiste, manifestant en particulier son courage – il risqua la mort jour et nuit pendant quatre ans, – son sang-froid, sa prudence et ses exceptionnelles qualités d'organisateur. Et c'est lui qui, le 23 août 1944, alla chercher dans leur planque de la vallée de Chevreuse Jacques Duclos et Benoît Frachon pour les ramener au siège du comité central, signe de la puissance retrouvée et même décuplée du PCF.

Dès la fin 1944, il retourne dans le Pas-de-Calais qui, dans cette période de pénurie absolue d'énergie, est un lieu décisif de la vie française. En avril 1945, à trente-quatre ans, il triomphe dans sa région en devenant maire de Lens, député du Pas-de-Calais et président du syndicat régional des mineurs. Evénement à forte charge symbolique qui mettait fin à cinquante ans de domination des leaders réformistes. Dans la foulée, il défend les revendications de la base, tant sociales – pour l'augmentation des salaires – que politiques – pour l'épuration active de la maîtrise, considérée comme *«collabo»*. Il se heurte de front à la fois au préfet gaulliste et à Maurice Thorez en personne, qui venait de lancer en juillet 1945 *«la bataille de la production»*, appelant les mineurs à travailler sans compter. Vertement rappelé à l'ordre, lors d'une séance du comité central, Lecœur y montre (déjà) beaucoup de caractère en maintenant un temps sa position. Mais il doit finalement s'incliner, et Thorez le fait nommer en janvier 1946 sous-secrétaire d'Etat à la production charbonnière.

En onze mois, il promulgue le statut du mineur – modèle social pour l'ensemble du monde ouvrier, – la loi créant les Charbonnages de France, et part avec Jean Monnet négocier aux Etats-Unis l'approvisionnement de la France en charbon. Formidable revanche pour le jeune galibot inculte de 1924. En contrepartie, il se lance à fond dans la *«bataille de la production»*, faisant taire toutes revendications du syndicat CGT des mineurs.

Mais, loin des palais gouvernementaux, l'année 1947 le remet en phase avec son tempérament. Grand ordonnateur de la grève minière de novembre-décembre 1947, moment fort de la déferlante sociale, organisée par un PCF en rupture de gouvernement et en ouverture de guerre froide, Lecœur est surtout chargé par Thorez personnellement de reconstituer l'appareil clandestin du PCF – planques, imprimeries, faux papiers, argent, réseaux, etc – en prévision d'une période difficile. Fort de son expérience et heureux d'être à nouveau au *«baroud»*, il s'acquitte avec succès de ses tâches, au point de connaître une brillante promotion en 1950. Nommé simultanément suppléant du bureau politique, secrétaire du parti et responsable national à l'organisation, il deviendra numéro quatre de la hiérarchie communiste. La maladie de Thorez, parti se soigner en URSS, le désigne comme virtuellement numéro trois avant que l'arrestation de Jacques Duclos (dans l'affaire des pigeons) et la mise à l'écart de Marty, en fasse, à l'automne 1952, le numéro un de fait. Le 5 mars 1953, en pleine réunion du comité central, il a le devoir d'annoncer la mort du *«grand Staline»*. Saisi par l'émotion, la gorge nouée, l'un des tout premiers *«staliniens»* de France reste muet.

Les vertus de la démocratie

Le 10 avril, Thorez rentre de Moscou où il était *«retenu»* depuis deux ans. Et la direction du PC soviétique engage une première vague de déstalinisation. Dès juillet 1953, Duclos et Thorez sont incités à dénoncer les erreurs de Staline et à promouvoir la direction collective; mais ils se gardent bien de répercuter au sein du PCF ses orientations. Convoqué à Moscou par son chef soviétique, l'idéologue Souslov, Lecœur découvre les nouvelles directives. A peine rentré à Paris, discipliné – et naïf, – il entreprend de présenter devant le bureau politique un rapport que Jeannette Thorez-Vermeersch interrompt avec violence. Dès lors, son sort est scellé : la vieille garde stalinienne (Thorez, Duclos, Frachon) le tient pour un anti-stalinien susceptible de menacer ses positions de pouvoir à la tête du parti. Attaqué dès octobre 1953, il est l'objet d'une procédure d'enquête au sein du parti. Il refuse de s'y soumettre et de se présenter devant le comité central du 4 mars 1954, marqué par une véritable «curée» à son encontre. C'est en raison de ces circonstances dramatiques que son grand camarade René Camphin, acculé à le critiquer en public, se donna la mort le 5 mars. Remplacé au secrétariat à l'organisation, refusant de faire son autocritique, Lecœur décide de tirer un trait sur vingt-sept ans de sa vie, en annonçant sa démission de toute instance du PCF. Il en est exclu provisoirement en janvier 1955, puis définitivement en novembre.

En véritable «battant» qu'il est, avec courage – un commando communiste le laisse pour mort en 1955 – et dignité, Auguste Lecœur refait sa vie. Il s'embauche comme chauffeur routier et poursuit le combat politique. Il découvre les vertus de la démocratie, d'abord internes au parti, puis pour l'ensemble de la société lorsque, passant de la révolution au réformisme démocratique, il adhère en 1958 à la SFIO et à FO. Il se fait surtout remarquer à partir de 1971 pour son offensive en règle contre le nouveau secrétaire général du PCF, Georges Marchais, dont il dénonce systématiquement le maquillage de la biographie pour la période 1942-1944 et qui ne s'en est jamais vraiment remis.

En dépit de ses nombreuses péripéties, l'itinéraire d'Auguste Lecœur a été d'un grand classicisme, à l'image du destin de cette classe dont il était le fils : d'abord la révolte légitime du monde ouvrier maintenu dans la misère et la soumission culturelle, puis l'orgueil fanatique (et utopique) de croire que cette même classe pourrait assumer seule le salut de l'humanité, enfin, le retour à l'humilité des principes de base de la démocratie *«bourgeoise»*, la seule tangible et perfectible, en définitive.

► **Stéphane Courtois est directeur de recherche au CNRS.**

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

Les inédits de Me Georges Holleaux

La plaidoirie de Me Georges Holleaux a dominé, mardi 28 juillet, l'audience de la *16e chambre correctionnelle du* tribunal de Paris. L'avocat a notamment mis en exergue, de manière implacable, les responsabilités *du docteur* Michel Garretta et du professeur Jacques Roux dans l'affaire du sang contaminé. Mes Benoît Chabert, Caroline Bettati, Aurélien Boulanger, Francis Lecul, Maryse Joissains et Eric Dupond-Moretti ont également présenté leurs observations.

Tout semblait dit. C'était une erreur. Et en deux heures *Me Georges Holleaux en administra* la preuve par petites touches et éclairages indirects, livrant sa vision d'un dossier auquel il contribua plus qu'aucun autre en déposant le premier, en mars 1988, plusieurs plaintes au nom de cinq hémophiles contaminés par le virus du sida.

Et ce fut un redoutable démontage du rôle du docteur Michel Garretta. Une analyse sans concessions de l'attitude de l'ancien directeur général du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS). Ce fut le récit d'une ambition légitime jusqu'au moment où le directeur *général du CNTS fit l'impasse* sur ses devoirs de médecin et d'industriel. *«Depuis le premier jour, un silence asphyxie complètement les débats,* a relevé Me Holleaux. *Pourquoi? Que s'est-il donc passé dans sa tête qui puisse expliquer cette hécatombe? Je crois malheureusement que la réponse est simple : c'est l'argent et le pouvoir.»*

L'avocat a alors rappelé les étapes de la prise de contrôle du CNTS par le docteur Garretta, ce *«jeune homme fringant, porteur des espoirs de sa hiérarchie»* qui l'encourage à suivre durant une année, en 1980, les cours de l'Institut Auguste-Comte. Une ascension qui le conduit apparemment sans difficultés, dès novembre 1981, au poste de directeur général *adjoint sans avoir jamais* assumé de responsabilité comparable, une carrière qui le désigne déjà comme le dauphin du professeur Jean-Pierre Soulier.

«Eliminer la concurrence»

Le mérite de Me Holleaux a été de montrer que la réussite fulgurante du docteur Garretta s'est appuyée sur des qualités d'organisation indéniables, mais aussi sur *une stratégie de conquête. En* 1983, le directeur général adjoint du CNTS confie en effet, dans une note adressée à un conseiller de Matignon, son ambition *«d'éliminer la concurrence»,* selon une expression de l'avocat. Alors que sept centres de fractionnement se partagent en France la production et la *diffusion des dérivés sanguins, le* docteur Garretta envisage de réduire leur nombre à deux ou trois.

Dans le même temps, il planifie la création d'une nouvelle unité de production aux Ulis, futur instrument de sa puissance et bientôt de sa chute, après qu'elle eut contribué à la contamination de plus d'un millier d'hémophiles... Car cette usine, dont le coût s'élèvera à 50 millions de francs, ne sera *pas équipée* pour fabriquer des concentrés chauffés propres à inactiver le virus du sida. *«Son ambition industrielle a été percutée en plein vol par l'épidémie du sida»,* note Me Holleaux, alors même que des firmes comme Immuno, en Autriche, ou Travenol, aux Etats-Unis, adaptaient leurs installations à cette nouvelle technologie.

«C'est le choix économique qui a compté, pas le choix médical, résume l'avocat. *Alors que le CNTS est financièrement exsangue, il est incapable d'affronter ce nouveau défi. Il ne peut reconnaître devant l'autorité publique que son usine est obsolète avant d'être terminée. Sa crédibilité est en jeu. L'incarnation de l'usine, c'est lui. Ou alors, il saute!»* Pour ne pas nuire à sa carrière, le docteur Garretta s'emploiera alors à dissimuler la vérité, avec le concours de son équipe et la complicité de la direc*tion générale de la santé.*

Me Holleaux n'explique pas autrement les silences et les mensonges du CNTS et de ses chercheurs, la volonté de conserver la haute main sur son conseil d'administration, et donc l'éviction du professeur Jacques Ruffié en février 1985, décidément trop curieux.

Le CNTS, affirme Me Holleaux, va s'efforcer de garder secrète le plus longtemps possible la contamina*tion de ses lots sanguins, jusqu'au* moment où il sera capable par lui-même de produire des concentrés chauffés. Ainsi le désaveu de la politique adoptée en 1981 sera-t-il évité, ainsi le CNTS économisera-t-il au minimum 5 millions de francs d'investissements supplémentaires...

Une conspiration du silence

«Le fond du dossier est là, lance l'avocat. *Alors les hémophiles sont sacrifiés. Toutes les informations seront travesties, retenues.»* Médecins et fabricants, le professeur Soulier, directeur du CNTS jusqu'en septembre 1984, et le docteur Garretta taisent les informations inquiétantes, cherchant à rassurer, toujours et encore. Se référant à une synthèse sur le sida rédigée en 1983 par le professeur Soulier, Me Holleaux relève son exceptionnelle qualité d'information pour mieux noter que le directeur du CNTS de l'époque «oublie» de signaler que sur six malades suspects d'être contaminés par la maladie, trois sont des hémophiles exclusivement traités avec des concentrés français non chauffés. *«Le professeur Soulier a travesti sa pensée sur le sida,* souligne l'avocat. *C'est le général Gamelin de la transfusion sanguine, campé sur la ligne Maginot de l'autosuffisance.»*

Et Me Holleaux s'étonne encore de la vacuité du rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) commandé en 1985 par M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'Etat à la santé. La qualité des produits délivrés par le CNTS n'y est-elle pas jugée sans reproche? *«Tous les lots sont contaminés,* s'indigne l'avocat. *Tout le monde le sait au CNTS. Et l'inspectrice ne voit rien! Elle n'est pas compétente. C'est le professeur Jacques Roux qui nous l'a dit! Eh oui, le choix était bien commode...»*

Cette conspiration du silence, Me Holleaux en voit aussi l'illustration dans le sort réservé à l'étude des docteurs François Pinon, responsable de la transfusion sanguine à Cochin, et Jacques Leibowitch, immunologiste. Ces derniers, en novembre-décembre 1984, établissent formellement, grâce à des tests artisanaux, qu'un donneur sur deux cents, en plein Paris, est contaminé. Or ces résultats, communiqués en janvier 1985 à Mme Marie-Thérèse Pierre, sous-directrice à la direction générale de la santé, et au docteur Jean-Baptiste Brunet, en charge du dossier sida, sont négligés.

Pour qui sait que les concentrés destinés aux hémophiles sont fabriqués à partir de «pools» mêlant plusieurs milliers de dons, cette information est plus qu'alarmante. Le docteur Brunet déclarera pourtant à la barre, le 17 juillet : *«Ce n'était pas un secret, mais une hypothèse de Polichinelle. Il suffisait d'un calcul très simple.»* L'avocat affirme, lui, que l'oubli de ces statistiques, durant deux mois, n'en est pas un : *«Lorsque les docteurs Pinon et Leibowitch font savoir qu'ils vont alerter la grande presse, le professeur Roux demande au docteur Brunet une note.»*

Une insulte et une marque de mépris

C'est la note du 12 mars 1985. Le professeur Roux y appose un «vu» cursif. Et Me Holleaux s'indigne : *«"Vu", à classer dans le bon tiroir! Cette note couvre des manquements qu'il ne pouvait pas ne pas connaître. Le professeur s'abstrait, disparaît de la circulation. Or il est directeur général de la santé, délégataire de Mme Georgina Dufoix pour tout acte, sauf les arrêtés. L'information a été retenue jusqu'au moment où le CNTS peut proposer une solution, des concentrés chauffés. On se donne alors le beau rôle en tirant la sonnette d'alarme.»*

La démonstration de l'avocat devait toutefois se révéler encore plus impitoyable. En s'appuyant sur les documents remis au tribunal le 24 juillet par M. Patrick Baudry, ancien conseiller de Mme Dufoix, Me Holleaux expliquait que la direction générale de la santé et celle de la Sécurité sociale ne proposaient rien de moins, en juin-juillet 1985, que de permettre au docteur Garretta *«de mettre la main sur toute la transfusion sanguine française».* Une note commune de ces deux directions préconisait en effet que les cent vingt centres de transfusion sanguine en France puissent bénéficier d'une augmentation du prix de cession du sang à condition qu'ils signent une convention avec le CNTS aux termes de laquelle ils s'engageraient à lui acheter ses nouveaux concentrés chauffés. *«Je n'hésite pas à parler de putsch,* a déclaré l'avocat. *Cela témoigne du poids dont bénéficiait le docteur Garretta à la direction générale de la santé. Qu'on le veuille ou non, cela n'a pas marché parce que M. Laurent Fabius a ramené la date de la généralisation du dépistage du sida du 1er octobre au 1er août. Du coup, le CNTS n'avait plus le temps de négocier avec les centres de transfusion sanguine...»*

Au terme de cette plaidoirie truffée d'aperçus inédits, Me Holleaux rappelait que ses cinq clients avaient reçu des produits contaminés jusqu'en novembre 1985. *«La faute commise à notre égard est d'abord une insulte et une marque de mépris qui sont le revers d'une ambition et d'un aveuglement industriel,* concluait-il. *Car c'est effectivement un dossier de tromperie industrielle, mais avec 1 200 victimes.»*

En fin d'audience, Me Eric Dupond-Moretti (Lille) lançait pour sa part une question toute simple : *«Quel était le prix du malheur? Le professeur Roux a répondu pendant les débats : 40 millions de francs. Je rappelle que le chiffre d'affaires du CNTS s'élevait à 500 millions de francs et que le prix du voyage de notre spationaute, parti hier, est de 70 millions.»*

Suite des plaidoiries des parties civiles mercredi 29 et jeudi 30 juillet.

LAURENT GREILSAMER

DÉFENSE

Mettant en évidence un resserrement de l'éventail des revenus

Une étude souligne la «dégradation» du pouvoir d'achat des militaires

Deux ans après la «grogne» de l'été 1990 chez les gendarmes qui réclamaient une amélioration de leurs conditions de vie et de travail, une étude à paraître dans le prochain numéro du mensuel *Défense nationale* sur la solde des *cadres, entre 1986 et 1992,* met l'accent sur la *«dégradation»* du pouvoir d'achat des militaires.

La perte de pouvoir d'achat est plus sensible au fur et à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie des grades, comme si, là comme ailleurs dans la fonction publique et dans le privé, on avait voulu resserrer l'éventail des revenus, y compris chez ceux qui partent à la retraite. L'étude de *Défense nationale* constate que, durant la période qui va de 1986 à 1992, la solde d'un colonel a perdu 5,6 %; celle d'un commandant, entre 3,6 % et 3,8 %; celle d'un lieutenant, 1,5 %; celle d'un major (le plus élevé en grade des sous-officiers), 5,4 %; celle d'un adjudant, 4,7 % et celle d'un sergent, 3,3 %. *«Les salaires du lieutenant et du sergent-chef se sont moins dégradés que celui du colonel»,* écrit l'auteur de l'étude, qui observe que cette évolution traduit *«une volonté évidente mais rarement explicitée de resserrer l'éventail des soldes».*

Outre leur solde de base, qui constitue l'essentiel de leurs rémunérations, les militaires perçoivent une indemnité pour charges militaires (ICM), qui a fortement progressé depuis 1988. Cependant, cela ne suffit pas à compenser les écarts négatifs au niveau de la solde de base. *«Quand le plan de revalorisation sur cinq ans de cette indemnité arrivera à son terme en 1993,* note l'étude, *on risque d'assister à une détérioration encore plus accentuée du pouvoir d'achat.»* Un nouveau rattrapage a toute *chance d'être bientôt nécessaire.*

La situation des pensions militaires de retraite entraîne un constat plus sévère. En effet, la pension d'un colonel a subi, dans le même temps, une perte de 6,6 % et celle d'un adjudant-chef de quelque 6 %. *«On ne peut s'empêcher de penser,* est-il écrit dans la revue, *qu'il s'agit là d'une certaine forme d'ingratitude de l'Etat envers ceux de ses serviteurs dont il n'a plus rien ou plus grand-chose à attendre.»*

Globalement, conclut *Défense nationale,* la dégradation du pouvoir d'achat des militaires tient à une actualisation insuffisante des différentes composantes de la solde et à une très nette aggravation des divers prélèvements obligatoires sur des revenus *«qui,* constate la revue, *font souvent l'objet d'appréciations fantaisistes à l'extérieur des armées».*

► ***Défense nationale,*** **août-septembre 1992, 1, place Joffre, 75700 Paris ; 204 pages ; 80 francs.**

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

FAITS DIVERS

A Saint-Mandé

Trente-trois passagers ont été blessés dans un accident de RER

Trente-trois personnes ont été blessées, mardi 28 juillet, dans un accident sur la ligne A du RER, à Saint-Mandé (Val-de-Marne). Deux d'entre elles, souffrant de blessures légères, ont dû être hospitalisées. A 18 h 27, un RER circulant dans le sens banlieue-Paris (donc en «contre-pointe») a percuté un autre train, arrêté sur la commune de Saint-Mandé, pour une raison qui n'était pas encore déterminée mercredi matin 29 juillet.

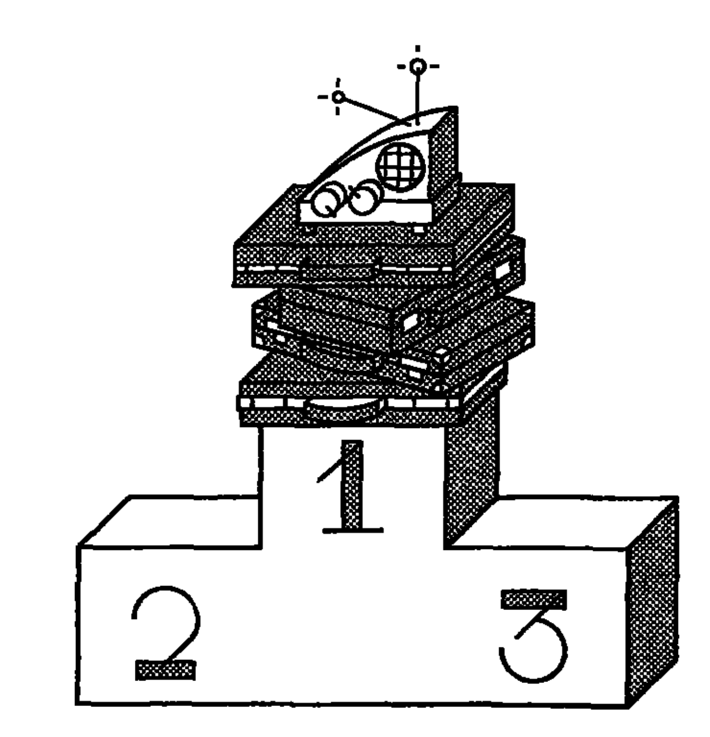
Selon la RATP, le système d'aide à la conduite et à la maintenance, qui assiste le conducteur et lui permet de réduire les intervalles entre les trains à deux minutes (trois actuellement, la période étant moins chargée), a fonctionné. A la sortie de Vincennes, le conducteur a donc stoppé devant le feu rouge qui protégeait le train à l'arrêt avant de reprendre sa route en «marche à vue» à vitesse réduite (30 kilomètres-heure maximum). Il appartiendra aux enquêteurs, après lecture des «boîtes noires», de déterminer les causes de la collision : la RATP a nommé un ingénieur pour mener une enquête interne et le ministre des transports, M. Jean-Louis Bianco, a demandé une enquête à la direction générale de l'équipement de l'Ile-de-France.

La CGT, dans un communiqué, a assuré que cet accident *«n'était pas dû à la fatalité»* et que, depuis le 15 juillet, on assiste à des *«incidents quotidiens».* A cette date, un ouvrier est mort sur le même secteur (la *réfection* du ballast est *en* cours).

□ **Trois alpinistes trouvent la mort dans le mont Blanc.** – Trois alpinistes ont trouvé la mort à trois endroits différents, mardi 28 juillet dans le massif du Mont-Blanc. Jean-François Lemoine, quarante-quatre ans, directeur national de la Fédération française de montagne et d'escalade, est au nombre des victimes. Il a été tué par un bloc de rocher qui s'est détaché dans la face nord des Drus. Dans la même journée, un alpiniste anglais a dévissé en raison de chutes de pierres, et un Italien est décédé d'une crise cardiaque.

RTL

Première radio sur les Cadres.



Si, si, RTL est bien la radio la plus puissante sur les cadres. Tous les cadres pas seulement ceux qui ont fait l'ENA ou ceux qui font le parcours de St Nom La Bretêche dans le par. 15 % de part d'audience sur la cible cadres* c'est plus de 30 % supérieur à Europe 1. Certains préjugés ont la vie dure !

Alors puisque vous êtes bien informés, faites passer !

* Médiamétrie avril-juin 92 (Base LAV cible ensemble 5h-24h)

IP

Régie exclusive de RTL. Tél : (1) 40.75.50.50

IP IP IP HOURRA !

Le culte des héros

Dans l'Antiquité, les champions olympiques étaient traités par leurs concitoyens comme des demi-dieux pour le reste de leur existence. Aujourd'hui, passée la poussée de fièvre médiatique qui suit la conquête d'une médaille d'or, il n'en va plus de même. Loin s'en faut. Le cas de Naïm Souleimanoglou est exemplaire.

A quinze ans, ce minuscule bonhomme de moins de 60 kilos battait le premier des trente-quatre records du monde d'haltérophilie qu'il devait inscrire à son palmarès. Il était alors l'orgueil de l'école bulgare des leveurs de fonte. Les faveurs que ses performances lui attirèrent ne l'empêchèrent pas de critiquer l'attitude des autorités de Sofia à l'égard de la minorité turque dont il était issu. Il profita d'ailleurs d'une compétition en Australie pour échapper à la surveillance de ses entraîneurs-chaperons. On le retrouva bientôt dans le pays d'origine de sa famille, à Ankara. Là il est accueilli comme un héros. Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, l'adopte. Il bénéficie d'une garde rapprochée et il est couvert d'or.

Quand il devint champion olympique à Séoul en soulevant plus de trois fois son poids de corps, Souleimanoglou est le premier de tous les Turcs. On en fait un ambassadeur itinérant, on lui attribue les plus hautes distinctions du pays. Il aurait pu arrêter sa carrière, mais comme il n'a que vingt et un ans, il continue de lever trois tonnes de fonte quotidiennement. De plus en plus difficilement toutefois. Une blessure au dos en 1990 l'handicape gravement. Le héros ne le supporte pas. Il boit, fréquente des personnages louches, vit avec une Japonaise dont il a un enfant.

Insensiblement la Turquie rejette celui qu'elle a adoré. Il faut que M. Turgut Ozal intervienne pour qu'il reprenne le chemin des salles d'entraînements en 1991. Et reconquière, mardi 28 juillet, le statut de héros national. Cela lui aurait donné l'envie de tenter le coup une dernière fois à Atlanta en 1996.

Dans quatre ans en revanche, il y a peu de chance pour que l'Allemande Dagmar Hase tente de défendre le titre du 400 mètres nage libre qu'elle a gagné mardi dans la piscine du Montjuich. Sa médaille d'or, cette ancienne nageuse de l'ex-RDA ne la dédie en tout cas pas à sa nouvelle patrie. Après la remise des récompenses, ce n'est pas un sourire de bonheur qu'elle a montré aux caméras de télévision mais des larmes de tristesse. Raison de ce chagrin compulsif? La suspicion qui entoure les anciens nageurs de l'ex-Allemagne de l'Est. On les accuse plus ou moins ouvertement de dopage, on les prive de leurs anciens entraîneurs. La championne Astrid Strauss a ainsi été écartée de la sélection d'outre-Rhin. Et Dagmar Hase tient comme une insulte personnelle le fait que le responsable de la mise à l'index de son ancienne camarade d'entraînement ait participé aux cérémonies de remise des médailles à Barcelone.

De là à dire que le sort des Yougoslaves qui ont été admis à concourir sous l'étiquette «participants olympiques indépendants» est plus enviable, il y a une marge. Même si les sportifs sont de plus en plus tentés de concourir sous les couleurs du commanditaire le plus offrant, leurs liens avec leur drapeau sont comme des liens de sang. Le Comité des sanctions des Nations unies, qui n'a accepté que du bout des lèvres la présence des Yougoslaves à Barcelone, en est particulièrement conscient. Des «observations» ont ainsi été faites au Comité international olympique parce que la presse avait désigné les Serbes, les Monténégrins et les Macédoniens comme tels.

A. G.

GYMNASTIQUE : la CEI gagne le concours féminin par équipe

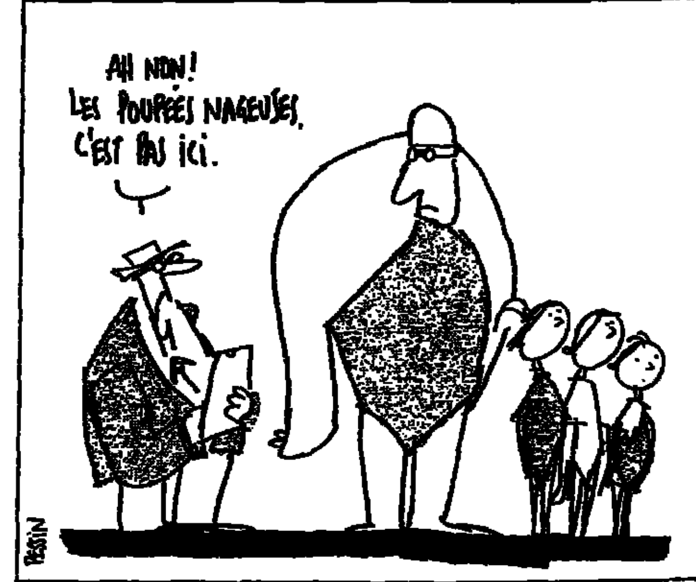
L'adieu aux ballets rouges

La CEI a remporté mardi 28 juillet le concours de gymnastique féminin par équipe devant la Roumanie et les Etats-Unis. L'épreuve olympique marque la dernière apparition de l'«équipe unifiée» dans une compétition internationale. Les athlètes pourront désormais concourir pour leur pays, la Biélorussie ou l'Ukraine notamment. Cet éclatement d'un empire qui a fait rêver tous les gymnastes pendant des années les fait désormais trembler. Roumains, Chinois et Américains n'auront plus un adversaire, mais plusieurs.

Elles ont terminé comme elles ont dominé la gymnastique mondiale, en beauté, jeunes filles impératrices, à la lisière de la perfection, dans la grâce et l'émotion. C'était mardi la dernière apparition de l'«équipe unifiée» de gymnastique dans une compétition internationale. A partir du 1er janvier, avec la bénédiction des instances internationales, les athlètes pourront concourir chacun sous la bannière de son pays. Ils n'entendront plus l'hymne olympique remplaçant leur hymne national et ne regarderont plus se hisser le drapeau aux cinq anneaux pour saluer leur victoire. Dans quatre mois, Tatiana Lyssenko et Tatiana Goutsou seront Ukrainiennes, Elena Groudneva sera Russe, Svetlana Boguinskaïa Biélorusse, quand Roza Galieva et Oxana Tchoussovitina plaideront pour la création d'une fédération nationale dans leur patrie, l'Ouzbékistan.

Un «monstre» à trois têtes

Si tous les athlètes de la CEI sont promis à ce même avenir, les adieux des ex-reines soviétiques seront sans doute les plus pathétiques de ces Jeux. Parce qu'ils sont les premiers dans l'ordre chronologique, avant les épreuves d'athlétisme ; parce que les gymnastes soviétiques ont gravé sur les tablettes olympiques un impressionnant palmarès. Mardi, Boguinskaïa et ses sœurs ont emporté le titre olympique du concours par équipe pour la onzième fois consécutive, exception faite des Jeux de Los Angeles, en 1984, boycottés par l'Union soviétique.



Ce fut une soirée de rêve, le spectacle de six filles à la perfection chevillée à des corps si graciles en apparence. Chacune dans son répertoire devait être la meilleure pour apporter sa pierre à la victoire... et en imposer aux adversaires deux jours avant le concours général individuel. Tatiana Lyssenko, puissante petite furie, frôla la note parfaite au saut de cheval (9,962), Tatiana Goutsou la voltigeuse fut créditée de la même satisfaction des juges aux barres asymétriques. Et Svetlana Boguinskaïa, enfin, sublime ballerine au sol et attentive aînée de la bande, se baladant d'un coin à l'autre de l'agrès pour encourager Roza Galieva, la benjamine. Jamais l'entraîneur de l'équipe n'est intervenu pour féliciter ses «petites» ou leur donner un conseil. Discret, il les a hissées sur la barre, il a ajusté un tremplin pour un saut de cheval, laissant les artistes seules avec leur public. Hasard? le tableau d'affichage n'a jamais indiqué les classements au fil d'une épreuve que se disputaient – et avec quelle âpreté ! – Russes, Américaines, Roumaines et Chinoises. Hasard? les épreuves simultanées à la poutre, aux barres et au cheval, plus rapides, ont permis de baisser le rideau sur la prestation au sol de Tatiana Goutsou devant 16 000 paires d'yeux un peu mouillés.

Aujourd'hui, Svetlana, Tatiana, Roza ou Oxana ressemblent à ces poupées russes de taille différentes que l'on aurait tour à tour tirées de la plus grande pour les aligner côte à côte. Elles étaient sœurs, elles sont désormais adversaires... *«Que le pays s'appelle Biélorussie ou Ukraine, elles seront toujours entourées des mêmes entraîneurs, qui leur inculqueront toujours le style russe et travailleront dans les même salles qu'avant»*, explique Octavian Belu. Pour l'entraîneur de l'équipe roumaine, il faudra désormais lutter contre un «monstre» à plusieurs têtes : *«Là où il y avait trois Russes dans les compétitions internationales, il y en aura maintenant trois par pays. Sans aucun doute, la compétition sera aiguisée comme une lame de rasoir.»*

A condition, cependant, de trouver de l'argent. Toutes les fédérations de la future ex-CEI sont actuellement à la recherche d'un sponsor. La marque de jeans qui parrainait les évolutions des Russes aux championnats du monde à Paris en avril est très courtisée, les autres se font rares. Il suffit de regarder les tenues bon marché des représentants des pays baltes. A condition, aussi, que le niveau de ces gymnastes soit aussi spectaculaire dans les épreuves individuelles qu'il l'est en équipe. Depuis quelques années, elles doivent partager leur monopole avec les Américaines, Kim Zmeskal – qui a ravi son titre de championne du monde à Svetlana Boguinskaïa en 1991 à Indianapolis –, Betty Okino, Kerri Strug ou la Hongroise Henrietta Onodi. Tatiana Lyssenko craint de dépérir loin de l'émulation quotidienne de l'entraînement avec des camarades qu'elle ne retrouvera que lors des rencontres internationales. Elle ne cachait pas mardi soir sa tristesse de les quitter *«après sept mois de travail intensif pour rapporter cette onzième médaille d'or par équipe»*.

La vertu et l'intérêt

Les hommes sont plus sereins, dominateurs individuellement et par équipe. Leurs adieux s'annoncent impressionnants dans toutes les épreuves qu'ils survolent, insolents, depuis quelques années. Vedettes de la gymnastique mondiale, le Biélorusse Vitaly Chtcherbo, les Ukrainiens Grigori Misioutine ou Igor Korobtchinski, ont d'ores et déjà expliqué qu'ils s'entraîneraient là où ils trouveraient de généreux mécènes, arguant qu'il est vertueux de concourir pour son pays mais qu'il est plus intéressant d'être le meilleur n'importe où. A dix-neuf ans, Svetlana Boguinskaïa semble prête à prendre une retraite dorée dans une troupe privée américaine, comme Nadia Comaneci ou Mary-Lou Retton. La funambule de Minsk veut sans doute tenter de prendre le meilleur jeudi dans le concours général sur Kim Zmeskal avant de décider de ses adieux à la compétition et à la Biélorussie.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Vases communicants

Huitièmes du concours général par équipe, les Françaises ont confirmé mardi 28 juillet la belle progression de la gymnastique féminine tricolore, qui n'avait plus aligné d'équipe depuis les Jeux de Munich en 1972. Douzièmes à l'issue des épreuves imposées dimanche, Marie-Angéline Colson, Valérie Machado et Chloé Maigre ont progressé dans le classement en prenant les 36e, 37e et 40e places des libres. Un exemple de régularité. Une copie de bon élève sans faux pas ni coup de génie rendue par six jeunes filles d'une nouvelle génération un peu plus chouchoutée que jadis. *«A l'exemple des installations créées pour les garçons en 1976, nous avons ouvert des centres de haut niveau en 1984 à Marseille, à Créteil et à Saint-Etienne, où les gymnastes s'entraînent trente heures par semaines en poursuivant leurs études»*, explique Jean-Claude Jacquetin, directeur technique national.

Qualifiée pour Barcelone en terminant à la onzième place des championnats du monde d'Indianapolis en 1991, l'équipe de France s'est hissée au septième rang des championnats d'Europe en mai. Invitée *in extremis* dans l'élite des trente-six concurrentes du concours général individuel, Marie-Angéline Colson espère se placer entre la 18e et la 22e place, en l'absence de Mélanie Legros, vice-championne d'Europe au sol, jugée trop faible dans les exercices imposés pour être retenue aux Jeux par le sélectionneur, Merry Saint-Genies.

Présente depuis Munich, l'équipe de France masculine n'a pu se qualifier pour Barcelone. Sébastien Darrigade, Patrice Casimir et Fabrice Quelzec espèrent atteindre une finale dans une épreuve aux agrès. Les uns déclinent, les unes progressent : la théorie des vases communicants.

B. M.

JUDO : une troisième médaille de bronze pour la France

Laetitia Meignan ou la consolation

Laetitia Meignan a remporté la médaille de bronze de la catégorie des moins de 72 kilos, dominée par la Coréenne du Sud Kim Mi-Jung, mardi 28 juillet. Chez les garçons, dans la catégorie des moins de 95 kilos, le favori Stéphane Traineau a été éliminé au troisième tour. La médaille d'or a été remportée par le Hongrois Antal Kovacs.

Deux Laetitia Meignan se sont succédé sur le tatami. La première est arrivée nouée, les membres raidis par la perspective du chemin à parcourir. Laetitia Meignan est ainsi faite que, parfois, son esprit semble s'ingénier à torturer son corps. Ses angoisses s'emploient à nier ses qualités de combattante. *«Depuis le matin, elle était ingérable*, expliquait Christian Dyot, l'entraîneur de l'équipe féminine. *Je n'arrivais pas à l'échauffer correctement. Je ne parvenais même pas à croiser son regard. Elle a quelquefois de ces passages à vide inexplicables.»* Celui-là tombait mal : Laetitia Meignan a combattu comme un bout de bois, traversant le tatami dans un état comateux. Et les arbitres ont accordé fort logiquement la victoire à son adversaire néerlandaise. La route de l'or était fermée.

Une peau de banane

De cette première défaite est née l'autre Laetitia Meignan. Avec les pleurs versés au bord du tapis est réapparu un principe oublié : le plaisir du combat. *«Après cette déception, elle est revenue vers moi pour demander des conseils*, dit Christian Dyot. *J'ai su alors qu'elle gagnerait le bronze.»* Un nouveau tournoi a alors commencé pour elle. La Parisienne avait renoué avec le judo, elle avait retrouvé cette vitesse qu'elle travaille inlassablement à l'entraînement et qui lui a permis de balayer toutes ses rivales. Deux clés au bras lui ont ouvert les portes du podium olympique.

Cette médaille de bronze récompensait le parcours d'une femme de trente-deux ans, revenue très tard au judo après s'en être dégoûtée dans son enfance. Laetitia Meignan n'a intégré les structures de la fédération qu'à l'âge de vingt-quatre ans. Et elle n'a touché sa première vraie récompense internationale – un titre de championne d'Europe – que l'an dernier. Mais la judokate ne se voulait pas dupe de cette récompense olympique. Elle était venue mettre son titre européen à l'épreuve des deux vedettes de sa catégorie, la Coréenne Kim et la Japonaise Tanabe qui se sont affrontées en finale, et elle n'aura pu les croiser. *«Cette médaille est seulement une petite consolation»*, murmurait-elle en souriant enfin.

Une petite consolation offerte au judo français par une athlète qui s'en tient volontairement en marge, pour faire oublier un instant la débâcle de son chef de file. Car le bronze de Laetitia s'est substitué, mardi soir, à l'or tant promis. Celui que visait Stéphane Traineau.

Trente secondes auront suffi à détourner le cours rectiligne de la carrière du judoka, nouveau porte-parole de son sport, dans la grande tradition des Rey et des Canu. Il y a un an, presque jour pour jour, il brandissait un bras vainqueur dans ce même palais Blaugrana. Sacré champion du monde, Stéphane Traineau survolait sa catégorie. Mardi soir, le dos encore plaqué contre le tatami, il serrait douloureusement ce bras. Un Américain anonyme, dont le palmarès tiendrait dans une boîte d'allumettes, venait de s'en emparer pour le projeter au sol d'une prise incrédule, lancée à tout hasard pour évaluer le favori. Ippon, arrêt immédiat du combat : l'art de Jigoro Kano, l'inventeur du judo, hésite rarement à se montrer impitoyable, même avec ses meilleurs serviteurs. Stéphane Traineau n'aurait même pas la consolation de disputer les combats de repêchage et d'espérer tremper sa détresse dans le bronze.

Le gaillard de 1,92 mètre était redevenu un petit garçon qui tentait d'enfouir ses larmes dans les bras de sa mère, un bout de femme qui fut son premier entraîneur et qui ne veut rater aucun de ses combats. Avait-il succombé à un excès de confiance? Ses deux premiers combats, gagnés facilement, avaient-il émoussé sa lucidité? *«J'ai glissé sur une peau de banane*, se contentait-il de répéter. *Cet Américain n'était pas une grosse pointure, je pensais déjà à mon combat suivant. Je ne m'étais pourtant jamais senti aussi bien dans une compétition. Cela fait trois ans que je n'ai pratiquement jamais perdu. J'ai remporté deux titres de champion d'Europe, un de champion du monde. Mais ce n'étaient pas les bons.»*

Depuis des mois, Stéphane Traineau ne se préparait que pour une seule médaille, consécration logique de son itinéraire de champion. Des quatre premiers judokas français à avoir combattu sur le tatami olympique, il sera le seul à repartir de Barcelone les mains vides.

JÉROME FENOGLIO

OBLIQUES

Un sourire magique

Magic ne sourit pas, Magic n'a pas souri. Earvin Johnson vient de sortir de l'Ambassador, l'hôtel choisi par l'équipe de basket-ball américaine à deux pas des Ramblas pour être au plus près de la ville, de la vie, de la foule. Un établissement modeste au regard du phénomène *dream team*, pas le genre d'endroit où l'on penserait les trouver, ces basketteurs qui ne descendent pas en dessous des 2 mètres et 2 millions de dollars la saison.

Magic ne sourit pas, et c'est un événement qui vaut bien tous les autres, pour autant qu'il y en ait véritablement dans ces Jeux olympiques dits de la réconciliation, ces Jeux où il peut arriver qu'une gamine de treize ans gagne une médaille d'or, qu'une reine assiste sur un yatch à la régate de son fils, et que Michael Douglas soit invité au village des sponsors, le tout en moins de vingt-quatre heures, sans pour autant dissiper l'impression globale de non-événement dans un non-lieu. Jeux des revenants et des tâcherons, pour l'instant sans grands records ni frissons.

Les Jeux ramenés au sérieux

Magic ne sourit pas, et il a des raisons. Lundi, il n'a joué que quelques minutes le match contre la Croatie et il a senti quelque chose *«tirer ou sauter»* derrière le genou droit . Il a subi des examens dans un hôpital de la ville et souffre d'une entorse ligamentaire. Sur le trottoir, on dirait un saint sans son auréole. Il cherche des yeux sa voiture et essaie d'éviter les fans qui campent devant l'hôtel particulier de l'équipe, protégé par des barrières de sécurité. Il n'y a plus rien à empêcher, Magic est attendu partout, sur le terrain comme dans la rue. Le dieu du stade est devenu mortel. Il *est* l'événement. Dans la délégation olympique américaine, il y a eu quelques protestations contre l'hypermédiatisation du *dream team*, et le nageur Mike Barrowman a réclamé justice pour tous ceux qui n'ont leur chance qu'une fois tous les quatre ans. Mais, malgré les efforts de ceux qui tirent, sautent et plongent de leur mieux, Magic dépasse tout le monde d'une tête dans le domaine de l'exploit, du combat surhumain.

Dans la Renault Espace, Magic s'est assis à l'arrière. Et il regarde, il regarde par la fenêtre, la vie qui passe sur les Ramblas. Il est encore tôt, mais sur l'allée centrale, c'est déjà le défilé des marchands d'oiseaux, des danseurs de sardane ou de flamenco. L'un joue des castagnettes, l'autre vend des journaux, et deux Iraniens amateurs de lutte se disent un peu effrayés par toute cette foule et cette diversité. Après la statue de Colomb, c'est le défilé des grands bateaux blancs sur lequels logent les gens importants. Ils sont une douzaine amarrés dans le port de Barcelone qui donnent sur les grues, les cuves et les silos. Magic montre les drapeaux. Sa main couvre la moitié de la vitre. On en a envie de lui rendre son prénom. Le *«boute-en-train»* Earvin *«faisant face à la vie»*, comme il dit.

Un short blanc l'a reconnu et cherche son appareil photo. Le temps d'appuyer, et la star n'y est plus. A l'entrée du village olympique, Magic n'échappe pas au passage sous le portique. Comme pour le retenir, le bénévole chargé du contrôle tient à passer sa carte à la machine. Oui, il a droit de rentrer. *«Magic ! Magic !»* Les employés du COOB sautent comme des cabris, trop surpris pour décider s'ils se lancent sur l'autographe ou la photo. Ces manifestations, le basketteur ne les décourage pas. Surtout que l'on ne s'écarte pas de lui. Mais là, à cet instant précis, Magic ne sourit pas. Il traîne la jambe. Et il est venu remplir ses obligations. Le *morning show* de NBC.

Dans le club de la chaîne américaine, Pablo Morales est attablé devant une assiette de poulet. Magic Johnson lui serre la main. *«Félicitations.»* Le tout nouveau médaillé du 100 mètres papillon regrettera de ne pas lui avoir proposé un échange de maillots. Pour ne pas faire de peine aux Américains qui se réveillent, Magic Earvin va illuminer son visage d'un air radieux. De ce sourire déjà au-delà, dans la légende. Sourire qui relativise les faits et gestes des sportifs ordinaires et ramène les Jeux au sérieux.

CORINE LESNES

NATATION : Alexandre Popov vainqueur du 100 mètres libre messieurs

Le dauphin de Saint-Pétersbourg

Les Américains, qui attendaient beaucoup de la troisième journée de natation, mardi 28 juillet, ont dû se contenter d'une victoire et du record du monde (3 min 39 s 46) dans le relais 4 fois 100 mètres nage libre féminin. L'Espagnol Martin Lopez-Zubero sur 200 mètres dos (1 min 58 s 47), la Hongroise Krisztina Foerszegi sur 100 mètres dos (1 min 0 s 68) et l'Allemande Dagmar Hase, qui a devancé Janet Evans sur 400 mètres (4 min 7 s 18) se sont adjugé les médailles d'or. Pour la première fois depuis les Jeux de Melbourne en 1956, aucun Américain n'est monté sur le podium de l'épreuve reine, le 100 mètres nage libre messieurs, gagné par le Russe Alexandre Popov (49 s 02) devant le Brésilien Gustavo Borges (49 s 43) et le Français Stephan Caron (49 s 50).

Le vent de fronde qui souffle sur la Catalogne depuis des décennies lorsqu'il s'agit de défier le pouvoir central a, semble-t-il, touché les nageurs olympiques. Venus en conquérants, les Américains doivent peu à peu céder leurs parcelles de gloire face aux assauts de leurs traditionnels vassaux du Vieux Continent, mais aussi de nouveaux rebelles venus d'Asie ou d'Amérique du Sud. Mardi, ces tirs croisés ont même fait sombrer le navire amiral de cette flotte US, le vétéran Matt Biondi, sept fois médaillé à Séoul (cinq d'or), seul nageur à être *descendu (cinq fois) sous les* 49 secondes sur 100 mètres, où il était invaincu en grandes compétitions depuis...1984.

La flotte américaine a baissé pavillon, mais en eaux troubles après une sombre histoire de chronométrage. Le premier classement apparu sur l'écran géant lumineux de la piscine Picornell donnait Alexandre Popov vainqueur devant Stephan Caron et l'Américain Jon Olsen. Curieusement, le Brésilien Gustavo Borges apparaissait à la huitième place alors qu'il n'avait pas touché le mur d'arrivée en dernier. Son contact n'avait pas arrêté le chronomètre. *« C'est déplorable qu'une chose pareille puisse se produire aux Jeux*, estimait Stephan Caron. *Ce n'était pas grave de transformer l'argent de ma médaille en bronze, mais pour Olsen, qui s'était vu promettre une médaille, c'est un rêve qui s'envolait. »*

Après visionnage du film d'arrivée, le Brésilien a, dans un premier temps, été classé quatrième ex aequo avec Matt Biondi. Mais les images vidéo de l'arrivée montraient que Gustavo Borges semblait toucher le mur avant Jon Olsen. Un nouvel examen du film permettait de le hisser à la deuxième place en 49 s 40, puis, quelques instants plus tard, en 49 s 43. Pour la cérémonie du podium, il fallait rappeler au micro Gustavo Borges, déjà parti noyer son chagrin dans la piscine d'échauffement.

La deuxième médaille de Caron

Dans ce chassé-croisé, le seul à ne jamais avoir été déplacé était Alexandre Popov (vingt ans), meilleur représentant de la nouvelle vague du sprint, venu de Saint-Pétersbourg pour être sacré nouveau tsar d'une course de stars. Pour cette passation des pouvoirs, le Russe ne pouvait rêver mieux que cette finale olympique avec la plupart des rois des années 80 : Matt Biondi, Stephan Caron et le Suédois Tommy Werner (vingt-six ans) ou encore Guennadi Prigoda (vingt-sept ans), son prédécesseur à la tête du sprint soviétique. Avant d'abdiquer, Matt Biondi et Guennadi Prigoda auront tout tenté. Le premier a *viré en tête aux 50 mètres en* 23 s 30. A peine 5 centièmes de seconde moins vite qu'en 1988 à Austin, lorsqu'il avait pulvérisé le record du monde en 48 s 42. Le second suivait en 23 s 63. Les deux vétérans de la finale avaient présumé de leurs dernières forces et s'effondraient dans l'ultime longueur de bassin.

Sans rien perdre de sa fluidité de gestes au niveau des bras, le jeune Russe n'avait que le sixième temps de passage (24 s 03) à la mi-course. Juste devant Stephan Caron (24 s 15). Il savait qu'il pouvait compter dans les derniers mètres sur un véritable turbo, son phénoménal battement de pieds. En 49 s 02, il améliorait le record d'Europe (49 s 18), qu'il partageait jusque-là avec le Français. Dépossédé de ce record, Stephan Caron n'en a pas *moins établi en se qualifiant pour* la troisième fois en finale du 100 mètres nage libre une performance sans doute unique dans l'histoire des Jeux olympiques.

Sixième à Los Angeles, troisième à Séoul, le Français était ravi de pouvoir mettre un terme à sa car*rière sportive sur une nouvelle* médaille de bronze. *« Dans les derniers mètres, j'ai pensé que c'était ma dernière grande course,* racontait-il. *Ça m'a peut-être donné encore plus de forces pour finir. Je voulais partir sur un bon résultat. Celui-ci me convient tout à fait, mais c'est triste pour Matt Biondi qui n'a pas su s'arrêter alors qu'il était au sommet. »*

Avec la retraite de Stephan Caron, la natation française perd simultanément un phénomène et un modèle. De tous les grands sprinters, il était le seul à être presque aussi rapide avec ses seuls bras (2,05 mètres d'envergure) qu'en utilisant aussi ses jambes. En bassin de 25 mètres, il avait nagé un 100 mètres, jambes attachées, en 53 s, soit l'équivalent du record du monde détenu en 1964 par Alain Gottvallès (52 s 9). Mais il a surtout réussi à mener de pair une carrière de neuf ans au plus haut niveau tout en préparant sa reconversion.

Etudiant à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, il a choisi pour son mémoire de traiter des « Enjeux économiques du sport ». Plus tard, il pourrait apporter ses nouvelles compétences à la natation. *« Il est nécessaire que les dirigeants actuels se remettent en question,* estime-t-il. *Il faut repenser les programmes des compétitions, devenus trop pléthoriques, si on veut les revaloriser et permettre aux meilleurs nageurs de mieux gérer leur carrière. »* Mais d'abord Stephan Caron veut réussir sa reconversion : *« Je suis très motivé par le challenge qui m'attend. Je veux que ma carrière professionnelle soit une réussite et être aussi un champion dans ce domaine. J'ai l'ambition de réussir quelque chose de grand. Pour moi, c'est aussi important que les Jeux olympiques. »*

GÉRARD ALBOUY

Reflux américain

Drôle de podium. Trois géants aux épaules larges, les yeux émus et le cheveu encore humide. L'hymne russe chasse leur sourire et lisse leur visage. Puis les cris du public les réunissent sur une même marche. Alexandre Popov se laisse envelopper par les regards d'estime de Gustavo Borges et de Stephan Caron. Un Russe encadré d'un Brésilien et d'un Français de mère écossaise. Etrange trio pour un podium olympique de la plus prestigieuse *des courses, le 100 mètres nage libre.*

Les Américains ? On n'a vu qu'eux, le temps d'une première longueur. Puis le classement a oublié leur nom au moment de distribuer les trois médailles du jour. Et là, loin des vivats du public, qui fête par avance la gloire de Martin Lopez-Zubero, Matt Biondi et Jon Olsen se renvoient de longs airs de dépit. Le premier réalise avec peine que sa riche carrière (un titre olympique en 1984, cinq en 1988) vient d'ouvrir devant lui une triste porte de sortie. Il le dira un peu plus tard : *« Vous avez sans doute vu ce soir ma dernière grande course. Je n'ai pas à m'en vouloir ni à m'en excuser. C'est la vie. La roue tourne. »* Le second se rassure en pensant tout haut que l'avenir, c'est certain, se penchera bientôt sur lui. Il est jeune (vingt-trois ans) et se sait bourré de talent.

Depuis le début de la semaine, le bassin de Montjuich a déjà englouti bien des espoirs américains. Jenny Thompson sur 100 mètres, puis Anita Nall au 200 mètres brasse, ont pris l'eau dans les derniers mètres. La logique, pourtant, les désignait volontiers souveraines. N'avaient-elles pas battu, au début du printemps, deux records du monde lors des sélections olympiques américaines ? Puis un sort cruellement identique a frappé, mardi 28 juillet, la nage mécanique de Janet Evans dans l'ultime longueur du 400 mètres nage libre. L'Allemande Dagmar Hase n'a eu que mépris pour son statut de star au moment de lui voler le plaisir d'un quatrième titre olympique.

« Nager est devenu un job »

A Séoul, Evans avait reçu l'or par trois fois et ému par ses sourires d'enfant l'Amérique tout entière. Mais quatre années de plus ont rompu ce charme, alourdi sa silhouette et déréglé sa nage.

En trois longues soirées olympiques, la natation américaine a connu plus de peines qu'elle n'a fêté de titres. Au lendemain de ses épreuves de sélection, début mars à Indianapolis, elle croyait pourtant bien tenir entre ses doigts son équipe la plus musclée depuis celle des Jeux de Montréal, en 1976. Ses nageuses, une bande de gamines ambitieuses et remuantes, avaient atteint des sommets réservés jusque-là aux seules Allemandes de l'Est. Et les courses masculines avaient désigné un groupe à l'expérience certaine, avec la moyenne d'âge (vingt-trois ans et huit mois) la plus élevée de l'histoire.

La fraîcheur des unes et le passé des autres devaient composer un solide mélange. Mais la sauce n'a pas pris. Jenny Thompson et Anita Nall ont cédé face à la pression de l'enjeu. La première n'a pas osé l'avouer, trop déçue de sa défaite sur 100 mètres pour lâcher le moindre mot d'explication. Mais la douce brasseuse élevée à Baltimore a détaillé sans honte ses angoisses de débutante : *« Je n'avais jamais nagé devant autant de monde. Le public, les télévisions, les juges, tout cela m'a contractée. C'était sans doute trop lourd pour moi. »* Pesant. Et sans doute fatal. Mark Schubert, l'entraîneur en chef de l'équipe féminine, l'a compris dès les premiers mouvements d'écume. *« Aux Etats-Unis, Anita nage de bout en bout sans se soucier de l'adversité. Elle gagne aisément et ne s'occupe que d'elle. Ici, elle a découvert la concurrence. »*

Tout au sommet de cette pyramide des âges, l'expérience des plus anciens n'a guère servi leur art. Pis : elle n'a pas su étouffer les grincements de corps sans doute usés par de trop longs efforts. Aux Etats-Unis, où l'argent accepte désormais de ne plus tourner le dos aux piscines, la natation nourrit enfin son homme. Tom Jager, vingt-sept ans, champion du monde du 50 mètres, justifie ainsi sa présence au bord des bassins : *« Pour moi, nager est devenu un job. Je suis un pro de la natation. Et j'assume très bien cette condition. »* L'analyse de ses revenus force le trait de cette évidence : Tom Jager tirerait de ses prouesses aquatiques un pactole estimé entre 700 000 et 900 000 francs annuels. Il en détaille lui-même la répartition : *« Un tiers provient de la fédération, un autre de mes contrats publicitaires et un troisième des primes touchées lors des meetings. »*

Du coup, les nageurs étirent le fil de leur carrière jusqu'à l'ennui. Ou, pis, à l'échec. A Barcelone, l'équipe olympique américaine présente des champions déjà bien *servis par la gloire. La natation a gonflé* leur fortune. Il n'est pas sûr, pourtant, qu'elle décuple encore leurs forces.

ALAIN MERCIER

Les résultats

FOOTBALL

Groupe C. – Suède b. Maroc, 4-0 ; Paraguay et Corée du Sud, 0-0.

Groupe D. – Danemark et Ghana, 0-0 ; Mexique et Australie, 1-1.

GYMNASTIQUE

DAMES

Concours par équipe. – 1. CEI, 395,666 pts ; 2. Roumanie, 395,079 ; 3. Etats-Unis, 394,704... 8. France, 386,052.

HALTÉROPHILIE

Catégorie 60 kg. – 1. Souleïmanoglou (Tur.), 320 kg (142,5 + 177,5) ; 2. Peshalov (Bul.), 305 kg ; 3. Yinggiang (Chine), 295 kg.

JUDO

DAMES

Catégorie 72 kg. – 1. Kim Mi-Jung (Corée du Sud) ; 2. Tanabe (Jap.) ; 3. Meignan (Fra.) et De Kok (P-B).

MESSIEURS

Catégorie 95 kg. – 1. Kovacs (Hon.) ; 2. Stevens (G-B) ; 3. Sergeev (CEI) et Meijer (P-B).

LUTTE GRÉCO-ROMAINE

Catégorie 52 kg. – 1. Ronningen (Nor.) ; 2. Ter-Mkretchian (CEI) ; 3. Kyung-Kap (Corée du Sud).

Catégorie 68 kg. – 1. Repka (Hon.) ; 2. Dougoutchiev (CEI) ; 3. Smith (E-U)... 5. Yalouz (Fra.).

Catégorie 100 kg. – 1. Perez (Cub.) ; 2. Koslowski (E-U) ; 3. Demiachkievitch (CEI).

NATATION

DAMES

400 mètres nage libre. – 1. Hase (All.), 4 min 7 s 18 ; 2. Evans (E-U), 4 min 7 s 37 ; 3. Lewis (Aus.), 4 min 11 s 22.

100 mètres dos. – 1. Egerszegi (Hon.), 1 min 0 s 68 ; 2. Szaho (Hon.), 1 min 1 s 14 ; 3. Loveless (E-U), 1 min 1 s 43.

4x100 mètres nage libre. – 1. Etats-Unis (Haislett, Torres, Martino, Thompson), 3 min 39 s 46 (*nouveau record du monde*, ancien record 3 min 40 s 57) ; 2. Chine, 3 min 40 s 12 ; 3. Allemagne, 3 min 41 s 60.

MESSIEURS

100 mètres nage libre. – 1. Popov (CEI), 49 s 02 ; 2. Borges (Bré.), 49 s 43 ; 3. Caron (Fra.), 49 s 50.

200 mètres dos. – 1. Lopez-Zubero (Esp.), 1 min 58 s 47 ; 2. Selkov (CEI), 1 min 58 s 87 ; 3. Battistelli (Ita.), 1 min 59 s 40.

TIR

MESSIEURS

Pistolet à air comprimé 10 mètres. – 1. Wang Yifu (Chine), 684,8 pts ; 2. Pyjianov (CEI), 684,1 ; 3. Babii (Rou.), 684,1.

Skeet. – 1. Shan (Chine), 223 pts ; 2. Yarur (Pér.), 222 ; 3. Rossetti (Ita.), 222.

VOLLEY

MESSIEURS

Groupe A. – Etats-Unis b. Canada, 3-2 ; France b. Japon, 3-2 ; Italie b. Espagne, 3-0.

Groupe B. – Cuba b. Algérie, 3-0 ; Brésil b. CEI, 3-1 ; Pays-Bas b. Corée du Sud, 3-0.

LUTTE : contre-performance de Ghani Yalouz en gréco-romaine

Le bruit et la sueur

Grand espoir français de la lutte gréco-romaine (68 kilos), Ghani Yalouz a terminé cinquième des moins de 68 kilos après avoir été battu, mardi 28 juillet, par l'Américain Rodney Smith. Les chances françaises reposent désormais sur Yvon Riemer et Patrice Mourier.

L'Institut d'éducation physique de Catalogne est devenu pour quinze jours la Mecque de la lutte. Bâtiment solide sur les flancs de Montjuich, cet espace tranquille surplombant la vallée s'est désormais transformé en véritable hall de gare. Des groupes de supporters déchaînés, *de toutes nationalités*, viennent, chaque jour, donner de la voix et du drapeau pour transporter leur favori vers la victoire.

Une centaine de Norvégiens, peinturlurés aux couleurs de leur pays, ont littéralement amené vers la médaille d'or des 52 kilos Jon Ronningen, *lequel est venu difficilement* à bout d'un Russe coriace d'origine iranienne, Alfred Ter Mkrttchian. Ce qui provoqua un délire de souffrance chez ce Moscovite de vingt et un ans qui s'est roulé par terre, grimaçant de douleur, et a quitté le tapis, soutenu par ses entraîneurs, comme si la vie était en train de l'abandonner après son échec. Son adversaire, lui, a salué sa victoire par un saut périlleux arrière avant de s'envoler, porté dans les airs, par les bras de ses supporters en joie.

Que de passions déchaînées pour ces combats de lutte gréco-romaine ! Les trois tapis, trois surfaces jaunes cerclées de rouge sur lesquelles se déroulent conjointement trois corps-à-corps, sont au centre d'un vacarme étourdissant. Entre les incessantes répétitions d'annonces, les vociférations des entraîneurs, les cris de la foule, un tourbillon de folie enveloppe ces gladiateurs aux mains nues, s'échinant à projeter l'adversaire à terre pour la lui faire toucher des deux épaules.

Comme s'il s'agissait de montrer leurs bonnes *intentions avant la* première empoignade, les concurrents doivent présenter à l'arbitre un petit mouchoir blanc qu'ils glissent immédiatement dans leur maillot. Ainsi le veut le règlement. Ensuite, en cinq minutes d'étreintes rageuses, d'entrelacements chaotiques de bras, de rugueux frottements, de sueurs mêlées, ils vont tenter de faire basculer l'adversaire sur les omoplates, de le retourner s'il est à plat ventre, de le plaquer pour le compte. L'un a un maillot bleu et l'autre un rouge, comme si on craignait de ne plus pouvoir identifier ces forces antagonistes, ces deux corps soudés.

Côte à côte

Le bruit et la fureur de ce champ très clos d'où sortent les médailles contrastent avec le calme et la sérénité de la salle d'échauffement de ce sport venu de l'Antiquité. Pourtant, tout le monde se côtoie dans un va-et-vient incessant de roulades, de culbutes, de cordes à sauter, d'extensions et d'assouplissements. *Une préparation collective*, conjointe, une réunion dans une tour de Babel où s'aiguisent les énergies et les volontés de ceux qui sont bichonnés par les masseurs avant l'action et de ceux qui, *pensant au lendemain, à la pesée*, s'efforcent de perdre le surplus de poids en courant vêtus d'un anorak, la tête recouverte d'un bonnet. Tous côte à côte avant d'être face à face.

La France attend depuis 1968 – Daniel Robin à Mexico – qu'une nouvelle étoile monte sur le podium. Le Bisontin Ghani Yalouz était promis à ce destin. Depuis le début de l'année, tout avait réussi au nouveau champion d'Europe de vingt-quatre ans : il s'était joué de ceux qui le précèdent aujourd'hui à Barcelone, notamment du Hongrois Attila Repka, qu'il avait battu lors de la finale européenne, médaille d'or après sa victoire sur le Russe Islam Dougoutchiev. La première sélection olympique de celui qui est considéré comme un surdoué pour avoir progressé à une rapidité étonnante ne fut pas la bonne. Il lui faudra attendre Atlanta.

Il reste Patrice Mourier, le champion du monde 1987. Il s'est débarrassé facilement du Bulgare Dimitrov dans la catégorie des 57 kilos. Son expérience va peut-être lui permettre d'achever sa carrière sur un titre envié. Enfin, l'Alsacien Yvon Riemer (74 kilos), qui a sérieusement malmené le Canadien Karlo Kasap (18 points à 0), paraît être dans une forme que l'on pourrait qualifier d'olympique. Mais s'il ne passe pas, ce ne sera, a-t-il dit, qu'*« une déception, pas un regret »*.

MICHEL BOLE-RICHARD

Les retransmissions en TV Haute Définition

Compétitions en grand format

Les Jeux olympiques vivent par le petit écran. La télévision a une telle importance que la retransmission *des Jeux a même été assurée pour* environ 750 millions de francs. Pour la télévision classique, la chaîne NBC tient le haut du pavé : elle a acquis les droits américains pour 401 millions de dollars. En revanche, l'Amérique est absente d'une autre compétition cathodique, celle de la Télévision haute définition (TVHD) qui oppose, à Barcelone, uniquement le Japon et l'Europe. Depuis Séoul en 1988 et ses premières retransmissions directes en norme Hivision, la télévision japonaise NHK a ouvert un service régulier de TVHD desservant l'archipel nippon.

Les Européens, pour leur part, ont fait leurs classes à Albertville, avec la première chaîne HD en continu pendant les Jeux d'hiver *(le Monde* du 6 et du 22 février). Ils renouvellent l'expérience, mais à plus grande échelle, pour les Jeux d'été. Un consortium, Barcelone 1250, a été formé pour produire *230 heures* de Télévision haute définition en norme HDMAC européenne entre le 25 juillet et le 9 août. Avec 300 personnes, plus de 40 caméras HD seront mobilisées pour filmer 18 sports sur 16 sites différents (dont cinq en direct), et bien sûr les cérémonies d'ouverture et de clôture. Cette opération – la plus importante jamais menée avec la technologie européenne en HD – va coûter environ 12,6 millions d'écus. Les moyens techniques sont fournis notamment par Vision 1250, un groupement d'intérêt économique européen chargé de promouvoir le HD MAC, appuyé par les constructeurs réunis dans le programme Eurêka 95. La réalisation est confiée à des unités venues de toute l'Europe, de l'Espagne à la Scandinavie. Les émissions sont d'ailleurs commentées en cinq langues (anglais, allemand, espagnol, français, italien). La norme européenne offre une image d'une plus grande netteté, avec 1250 lignes au lieu des 625 lignes d'un téléviseur classique en PAL ou SECAM. Les images sont filmées au format 16/9 d'écran rectangulaire qui est le futur standard de la télévision.

Ces émissions sont transmises vers les satellites Eutelsat 2 et Télécom 2A. Reprises par les satellites TDF1/2, Olympus et TV Sat 2, elles alimenteront pendant la durée des Jeux trois chaînes : le canal satellite d'Antenne 2, l'italienne RAI-Sat, et l'allemande Eins-Plus. Elles seront reçues avec leur pleine qualité HD MAC dans environ 700 points dans toute l'Europe, la plupart ouverts au public. A la différence d'Albertville (à l'époque, seuls 50 lieux étaient équipés en Europe), ces points de visionnage sont essentiellement des lieux commerciaux où les trois industriels européens les plus impliqués dans la fabrication de téléviseurs 16/9, c'est-à-dire Nokia, Philips et Thomson, font la promotion de leurs produits. En France, outre quelques points « institutionnels » comme la vidéothèque de Paris ou le futuroscope de Poitiers, la plupart des cent trente points de visionnage sont dans des magasins du type Darty, FNAC, Connexion, BHV, etc.

Des essais récents ont montré que les images en HD MAC de Télécom 2 étaient recevables avec des antennes paraboliques de 75 ou même 60 centimètres de diamètre. De plus, le canal satellite Antenne 2 est repris sur certains réseaux câblés. Grâce à la compatibilité entre HD MAC et D2 MAC, les quelque 75 000 personnes en France qui sont dotées d'un décodeur D2 MAC pourront donc profiter de ce programme en format 16/9, mais avec une qualité qui n'est alors plus de la HD. Le ministère de la Jeunesse et des sports, pour profiter de ce programme, a d'ailleurs installé 200 téléviseurs 16/9 dans 140 quartiers en France. Les constructeurs estiment qu'actuellement, de 5 000 à 10 000 postes au format 16/9 sont vendus chaque mois en Europe.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

CFI, chaîne des JO pour l'Afrique

Canal France International, la banque française d'images diffusée par satellite, se transforme pendant la durée des Jeux en véritable chaîne olympique pour l'Afrique. Elle diffuse près de seize heures par jour d'images des Jeux, reprises en direct pour l'essentiel d'A2 et FR3. Les télévisions francophones, lusophones et anglophones du continent pourront relayer sur leurs antennes ce qu'elles souhaitent de ces programmes. A l'intention des dernières, CFI a passé un accord avec Eurosport qui lui permettra de diffuser plus de deux heures quotidiennes d'émissions en anglais.

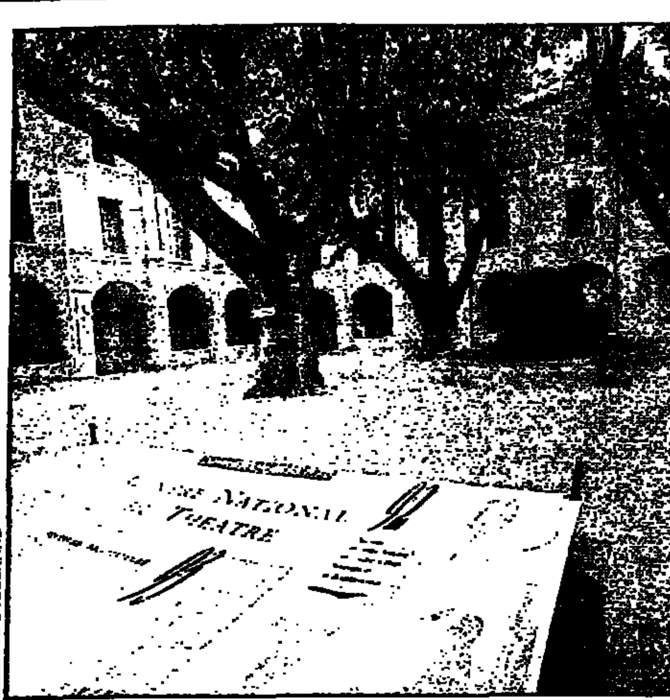
CULTURE

L'Été festival/Avignon

De nouvelles missions

par Bernard Faivre d'Arcier et Christiane Bourbonnaud

Le festival 1992 n'est pas achevé que déjà s'annonce le prochain. Des noms sont cités sans être confirmés : Jacques Lassalle et la Comédie Française, Alain Françon, Yannis Kokkos, Georges Gabily, Enzo Corman et la Chamaille, Philippe Caubère, Charles Tordjman, Philippe Minyana, l'école d'art de Moscou, Michel Bozonnet, Michel Dumoulin, Dominique Bagouet pour la danse, du cinéma... Le festival 1993 sera en tout cas déjà celui de Bernard Faivre d'Arcier, ex-directeur du théâtre au ministère de la culture. Un « festival de préfiguration » plus exactement, qui devrait annoncer les nouvelles voies imaginées autour du Centre national du Théâtre, codirigé par Bernard Faivre d'Arcier et Christiane Bourbonnaud, installé à l'Hospice Saint-Louis, et qui devrait être inauguré en 1994. Bernard Faivre d'Arcier et Christiane Bourbonnaud présentent leurs projets.


BRIGITTE ENGUERAND

L'hospice Saint-Louis, futur siège du Centre national du théâtre

LE Festival d'Avignon a quarante-six ans. Rituellement, on dit de lui qu'il n'est plus ce qu'il était. Et pourtant, il est toujours ce qu'il fut. Il porte des enjeux et des espoirs contradictoires. En huit ans, Alain Crombecque a su enrichir, moderniser, mais surtout entretenir et renouveler l'essentiel : l'esprit du théâtre, l'appétit du public.

Mélangé, renouvelé, curieux, actif, critique, le public légitime cette manifestation que l'on aura qualifiée de tous les noms (foire, supermarché, événement médiatique, rendez-vous professionnel, etc.) oubliant parfois l'essentiel : dans des salles – pleines – une rencontre a lieu chaque soir. Car la question n'est pas ou n'est plus seulement celle d'une programmation cohérente, ni de la prescience artistique de son équipe de direction.

Il faut rappeler – trop peu de critiques s'en souviennent – que le Festival d'Avignon vit d'un vieux mensonge diplomatique qui le désigne comme *« festival de création »*, puisque la majorité des spectacles sont représentés pour la première fois. Pour les professionnels l'attrait est incontestable. Pour les spectateurs, tout spectacle, encore jamais vu, est une création. Le programme du festival n'en dépend pas moins de sa capacité à convaincre les metteurs en scène-directeurs d'institution à venir risquer un spectacle de leur future saison. Mais depuis près d'un demi-siècle, le festival dispose d'une plus grande capacité d'initiative, en devenant lui-même lanceur d'idées, porteur de projets, bref, en termes de métier, coproducteur important de quelques créations.

Des projets inclassables

L'enjeu nouveau, et ce fut l'essentiel du plan rendu au maire d'Avignon et au ministre de l'éducation nationale et de la culture, c'est que le festival sera, dans l'avenir, en mesure d'inscrire des projets qui, jusqu'alors, constituaient des cas de figure insolubles : projets initiés par des auteurs, des acteurs, des jeunes compagnies. Ou encore, de coproduire des spectacles proposés par des metteurs en scène étrangers, avec des acteurs français, qui ne bénéficient pas de subventions françaises (ni européennes d'ailleurs, puisque cela n'existe pas).

Ou bien des projets d'une telle envergure qu'il faudra des efforts financiers exceptionnels et coordonnés à l'échelle internationale pour leur donner forme. Enfin, des projets qui, mêlant les arts – théâtre, danse, musique, arts plastiques, – sont déclarés *« inclassables »* et ne trouvent pas aisément de financement public.

Ces projets existent, c'est pour aider à leur réalisation que, par cahier des charges avec l'Etat, une société publique de production sera créée en septembre, associée au festival. Elle jouera un rôle national car son avènement comblera une lacune dans la politique théâtrale. Pourquoi une société attachée au Festival d'Avignon et non pas basée à Paris ?

Le moment est venu de révéler la force et l'originalité que peut offrir à tous le partenariat de plusieurs lieux avignonnais. Notamment la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, Centre national des écritures du spectacle. Sans oublier la Maison Antoine-Vitez, centre international de traduction théâtrale, basée à Montpellier. Bien évidemment la future société de production aura à cœur de collaborer avec ces organismes.

Il y a aussi un aval du festival sous deux formes.

– La vie après l'été. Les spectacles seront repris dans les circuits normaux de diffusion en France comme à l'étranger, comme cela se passe déjà par le jeu des coproductions et des achats. Mais porter et défendre un projet conduit à le faire jusqu'au bout.

– La mémoire du spectacle. C'est la vie après la mort naturelle. Seule la mémoire témoigne du lien invisible qui s'est noué entre la salle et la scène. Avec ses effets déformants qui créent les légendes. On sait que la Maison Jean-Vilar a déjà fait beaucoup dans ce sens. Paul et Nelly Pueux ont toujours été attentifs à ce capital précieux. Il faut encore amplifier ce mouvement ; l'enrichir dans la perspective d'une formation du public qui touche la France entière.

Une idée-force : la formation

Quant au Centre national du théâtre Saint-Louis d'Avignon, il repose sur cette idée force : la formation. Celle des métiers professionnels d'abord, et cette action est déjà menée à Avignon depuis des années sous l'égide de l'Institut supérieur de formation aux techniques du spectacle. La formation de tous ceux qui s'intéressent au théâtre (professionnels, amateurs, spectateurs), est un objectif national, très rigoureusement rappelé par Jack Lang lui-même.

Le Centre national du théâtre disposera d'une antenne légère à Paris, qui lui sera rattachée. Enfin, et c'est sa troisième mission, il produira et fera circuler des expositions itinérantes (comme le fait déjà la Maison Jean- Vilar), dans les théâtres de France, les scènes nationales, les établissements d'enseignement, etc.

Les statuts du Centre national du théâtre ont été adoptés à Avignon ces jours-ci. Son conseil d'administration rassemble, outre des personnalités du monde théâtral professionnel, amateur, universitaire, etc., des représentants des quatre collectivités publiques qui doivent s'accorder sur ce projet d'envergure : l'Etat, la ville d'Avignon, le département du Vaucluse et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Car le rôle du centre sera local, régional et national. Et même international, puisqu'il fera parti d'un réseau européen des centres de documentation sur le spectacle déjà fondés par quelques-uns de nos voisins. Alain Crombecque en a été élu président. Et c'est le même équipe, nommée pour les festivals futurs, qui assurera, par souci d'économie et de cohérence, la direction du Centre national installé dans un ancien couvent dont la rénovation complète sera achevée pour 1994.

C'est Avignon, c'est tout.

Souvenirs d'Angers

La dernière des « rencontres exceptionnelles » se fait avec Mathilde Monnier et Viola Farber

Après l'enchantement absolu de la soirée consacrée à Daniel Larrieu, Mathilde Monnier clôt le cycle des « rencontres exceptionnelles » avec une formule originale : elle a invité l'Américaine Viola Farber, danseuse, chorégraphe et pédagogue hors pair, qui l'a particulièrement marquée (elle a été l'une des grandes interprètes de Merce Cunningham), à concevoir et partager avec elle un spectacle basé sur l'amitié et le respect mutuel, sur la mémoire mais aussi sur le présent. Belle et jeune encore sous ses cheveux gris coupés très court, Viola Farber a participé à l'entretien.

– **Mathilde Monnier** : « J'ai travaillé avec Viola lorsqu'elle dirigeait le CNDC d'Angers, en 1981 et 1982 – en fait, je l'avais rencontrée auparavant aux Etats-Unis, je savais qu'elle allait venir à Angers et c'est beaucoup pour cette raison que je me suis présentée à l'audition du CNDC. Définir son enseignement n'est pas facile, car le bénéfice qu'on en retire peut n'être véritablement compris que plus tard, et surtout parce qu'il s'agit d'un esprit, d'une attitude mentale, bien davantage que d'une gestuelle particulière. Je crois avoir retenu d'elle, essentiellement, une musicalité dont peu de gens se souciaient en France à cette époque, et une liberté mentale qui seule permet une liberté corporelle infinie – les Français recherchent un style plus qu'une telle ouverture. Je dirais encore qu'avec Viola les choses sont toujours en mouvement, jamais fixées, qu'il y a une prise de risque sur le mouvement physique et que sa danse est très large, très ample...

– **Viola Farber** : – Il faut préciser que cette liberté ne peut advenir que s'il y a, à la base, un énorme travail technique, certains l'oublient trop souvent. Ce qui m'intéresse, dans l'enseignement, est que chaque danseur développe ses propres capacités, sans indulgence : le professeur peut seulement commencer à le guider dans cette voie, il doit ensuite disparaître.

– **Mathilde Monnier** : – Il y avait aussi une rigueur étonnante dans les classes de Viola, et il régnait un grand respect dans la compagnie : c'était un véritable rapport d'apprentissage, nous avions envie de conquérir cette chose qui était devant nous, et pas seulement de faire des spectacles. Aujourd'hui, il me semble que le travail est plus collectif. Cette soirée avec Viola est une idée que j'avais dans la tête depuis très longtemps, la proposition d'Avignon m'a paru une occasion idéale pour la concrétiser. Nous nous sommes écrit et téléphoné entre New-York et Paris pour commencer à cerner le projet, nous ne nous sommes rencontrées que début juillet. Ce spectacle est fait avec des bribes de mémoire – j'ai refusé de voir des vidéos pour retrouver le répertoire d'Angers – et surtout des morceaux inédits, dont une part d'improvisation.

– **Viola Farber** : – Il n'est pas précisé dans le programme ce qui, dans ces chorégraphies, revient à Mathilde et ce qui me revient : cela n'a pas d'importance...

– **Mathilde Monnier** : – A ce spectacle participent Anne Koren et Joël Luecht, qui ont travaillé l'une treize ans et l'autre six ans avec Viola. Il y aura des clins d'œil, des invités qui passent. La musique est composée et interprétée en direct par Louis Sclavis et Henri Texier... »

Propos recueillis par **SYLVIE DE NUSSAC**

▶ Théâtre municipal, le 29 juillet à 21 h 30. Ce spectacle sera repris à Brest, le 30 septembre ; à Sceaux, le 20 octobre ; à la Cité universitaire de Paris, le 7 novembre.

Fugue poétique sur pilotis

Deux troupes lyonnaises dans le « off »

REZ-DE-CHAUSSÉE D'UN PETIT ENTREPOT PRÉCIEUX
à la Maison du théâtre pour enfants

Le Turak Théâtre ne fait pas de parades dans les rues d'Avignon, ne colle pas d'affiches. Il ne déverse pas des quintaux de tracts sur les trottoirs et les passants. Michel Laubu, qui l'a fondé voici sept ans après des stages à l'Odin Teatret et au Théâtre-laboratoire de Wroclaw, ne rôde pas dans les jardins du Festival, sur le coup de midi, à la recherche de journalistes, producteurs et diffuseurs. Le Turak Théâtre ne se soucie guère de stratégie médiatique. Pourtant, il présente une double merveille hors les murs, dans l'ancienne usine des eaux de l'avenue Monclar, devenue depuis peu Maison du théâtre pour enfants. Avec six autres compagnies et un plasticien, il participe à un étonnant festival sur le thème de l'eau, destiné aux enfants et aux adultes à qui le lieu ne fait pas peur. Au programme : des sculptures sonores, aquatiques et ludiques d'Etienne Favre, et des spectacles qui parlent de voyages sur le fleuve Amazone, de reflets d'une lune asiatique dans le miroir d'un étang, d'une licorne mexicaine qui se mire dans les ondes du mythe, d'une ville celte engloutie, et d'une fée des sources et des douves.

Le Turak Théâtre, lui, invite le public au *Rez-de-chaussée d'un petit entrepôt précieux* flottant, ou rêvant qu'il flotte parce que les étranges praticables qui le meublent, sortes d'éoliennes, passerelles de bois et portique de jardin japonais, ont les pieds dans des bassines en guise de pilotis. Dans cet espace rond sont donnés deux spectacles, comme deux versions d'une même histoire : *Petit entrepôt*, avec acteurs et objets usés, et *Entrepôt précieux*, avec objets animés.

Si le second utilise, pour l'essentiel, les techniques des marionnettistes – pas seulement dans la manipulation d'objets mais dans un magnifique travail sur l'espace, les lumières, les sons, – le premier s'apparente davantage aux créations d'un Wladyslaw Znorko ou d'un Bruno Meyssat, deux poètes de la scène qui, comme Michel Laubu, travaillent à Lyon.

On ne saurait décrire ces « objets » non identifiables fabriqués avec de vieux outils, de la vaisselle au rebut ou des agrandissements d'objets réels. Ni raconter ces spectacles qui parlent de la vie quotidienne d'une communauté imaginaire, nomade puis sédentaire, confrontée aux aléas de la nature et de la vie sociale. Comme l'humour, le mystère est partie constituante de ce *« théâtre visuel et sonore sans texte »* qui réinvente les rituels primitifs et les jeux des enfants, le ballet et la comédie musicale, et qui donne aux gestes quotidiens des hommes une familière étrangeté.

Aux jeunes enfants qui visitent l'entrepôt, Michel Laubu et ses compagnons (Daniel Sep, Fabrice Groleat et le musicien Christophe Roche) offrent une approche plus sensible du monde réel. Aux adultes, ils font cadeau d'images d'innocence, de fantaisie, de beauté. Très loin du bruit et des fureurs de la foire avignonnaise.

BERNADETTE BOST

▶ Jusqu'au 31 juillet, à 18 heures et 20 heures.

ARCHITECTURE

Dominique Perrault va « redessiner la silhouette » de Bordeaux

L'urbanisme des deux rives de la Garonne devrait être profondément remanié

BORDEAUX
de notre correspondante

La ville de Bordeaux vient de confier à Dominique Perrault une mission *« de conception et de coordination »* pour l'aménagement des deux rives de la Garonne. L'architecte de la Bibliothèque de France (TGB) devra déterminer un parti urbain servant de fil directeur à toutes les réalisations le long du fleuve, à la fois sur les quais de la rive gauche et dans les friches industrielles de la rive droite. Jacques Chaban-Delmas a présenté l'arrivée de Dominique Perrault à Bordeaux comme le véritable démarrage d'*« une opération architecturale d'envergure »* au cœur de la ville.

Bordeaux s'est orientée vers la recherche d'un concepteur après avoir consulté un comité d'experts urbains qui préconise également la création d'un poste de délégué municipal à l'urbanisme. Ce dernier ne sera cependant pas créé avant l'automne prochain.

Voilà plus de quatre ans, la municipalité, par l'entremise de la Caisse des dépôts et consignations, avait confié à Ricardo Bofill la tâche de dresser les plans du Bordeaux de l'an 2 000 sur la rive droite de la Garonne, face à la célèbre place des Quinquonces. Cependant, aucune construction n'a encore vu le jour sur ces 40 hectares.

Les projets publics (auditorium et Musée des beaux-arts) ont été remis *sine die* en raison des difficultés financières de la ville. Jacques Chaban-Delmas vient également d'abandonner le projet de pont tournant pour lequel un concours international d'architecture avait été lancé. Le maire a invoqué l'infaisabilité technique de l'ouvrage – que l'on aurait découverte *in extremis*.

Dominique Perrault, qui devra dessiner la *« silhouette de la ville »* de part et d'autre du fleuve, devrait également travailler sur un nouveau projet de franchissement de la Garonne. Le contrat de l'architecte s'élève à 6 179 999 francs hors taxes. Sa mission se déroulera sur trois ans. Il devrait remettre ses premières préfigurations au printemps 1993. Cependant, selon Jacques Chaban-Delmas, Dominique Perrault devra prendre en compte les plans tracés par Ricardo Bofill pour les 40 hectares de la rive droite. *« S'il y a discussion*, affirme le maire de Bordeaux, *elle se passera entre Ricardo Bofill et Dominique Perrault. Mais il n'est pas du tout exclu qu'ils s'entendent. »*

L'arrivée de Dominique Perrault a suscité un vif débat en séance publique du conseil municipal le 27 juillet. Le Parti socialiste et les Verts reprochent notamment au maire de s'adjoindre les services d'une *« star »* sans avoir élaboré au préalable une stratégie urbaine : *« On a fait beaucoup d'études, on a dépensé beaucoup d'argent, mais, jusqu'à présent, de façon incohérente. »*

GINETTE DE MATHA

ARTS

Céramiques asiatiques

Une collection de « terres » révèle une civilisation

TERRES SECRÈTES DE SAMARCANDE
à l'Institut du monde arabe

Une bouteille à col étroit d'un vert moussu trône dans une vitrine de l'Institut du monde arabe (IMA). Elle jouxte un assortiment de coupelles encombrées de motifs zoomorphes et de rinceaux colorés. Plus loin, sur un plat vieux de dix siècles se déroule une inscription cursive : *« L'apprentissage a d'abord un goût amer, mais à la fin il est plus doux que le miel. »*

Venue des confins du Khorassan et de la Transoxiane, actuel Ouzbékistan, cette collection de « terres » de Samarcande est présentée au public pour la première fois. Samarcande, ancienne capitale de la Sogdiane, connut diverses dominations, de la grecque à l'arabe. Après l'invasion mongole du treizième siècle, la ville fut reconstruite sur d'anciens faubourgs, une bénédiction pour les archéologues. Des dizaines de terres cuites furent ainsi exhumées du site originel, en même temps que des objets de cuivre, de bronze, de verre et d'ivoire.

Si le cadre choisi laisse à désirer, la collection sait recomposer, par le jeu combiné des pigments et des éclairages, un peu du lustre de l'ancienne Samarcande. Témoin cette grande coupe trouvée dans un puit de la citadelle, qui noue et dénoue ses entrelacs bruns jusqu'à ce que l'œil, hypnotisé, retourne chercher au centre du labyrinthe la stabilité d'un motif « en œil de paon ». D'autres pièces arborent des camaïeus bruns ou ocrés, plus rarement verts ou jaunes.

Les 300 céramiques exposées ne sont pas toutes des chefs-d'œuvre. La force de la collection réside davantage dans son étendue que dans la beauté singulière de spécimens isolés. Il faut déambuler entre les vitrines, pour en éprouver la couleur, sentir le grain de l'argile et évaluer les valeurs du pigment. Alors l'espace semble se refermer lentement, et l'on peut percevoir, au détour d'un éclat de terre, le poids d'une civilisation.

OLIVIER BOASSON

▶ Terres secrètes de Samarcande. Institut du monde arabe, jusqu'au 27 septembre. Tél. : 40-51-38-38.

□ **Précision.** – Une erreur s'est glissée dans notre article sur les Semaines musicales de Tours (*le Monde* du 28 juillet) : ce festival a vendu 12 500 places, lors de son édition de 1991, et non pour 12 500 francs de places.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

UN ENTRETIEN AVEC NIGEL KENNEDY

Un violon à tout casser

Enfant terrible du milieu classique, le violoniste britannique Nigel Kennedy a vendu plus d'un million et demi d'exemplaires de son enregistrement des « Quatre Saisons », de Vivaldi. Alors qu'il est au sommet de sa carrière, il vient de décider de ne plus se produire avec orchestre et de fonder un groupe avec lequel il jouera des programmes où le rock, le jazz, le blues, voisineront avec les œuvres de Bartok, Ravel ou Beethoven.

MALVERN (Angleterre)

de notre envoyé spécial

ON n'avait pas vu cela depuis l'enregistrement du *Premier Concerto* de Tchaïkovski, par Van Cliburn. Et cela remonte à la fin des années 50. Mais si le jeune pianiste – le premier Américain à avoir jamais remporté le premier prix du Concours Tchaïkovski – réalisa les meilleures ventes de classique de l'époque en franchissant la barre du million de disques vendus, il ne devait pas tarder à se retirer de la scène, victime du système de compétition internationale dans lequel sa victoire l'avait soudainement entraîné, enterré sous le symbole qu'il représentait juste après la guerre froide.

Le jeune violoniste britannique Nigel Kennedy a battu son record et son éducation musicale le protège d'un tel risque. Son disque des *Quatre Saisons* de Vivaldi doit atteindre aujourd'hui le million et demi de copies vendues. Et cela n'est pas près de s'arrêter. Jusque-là timides en France, les ventes de cet album se sont envolées après la diffusion par Antenne 2 et FR3 de la vidéo qu'EMI a produite. Un reportage d'« Envoyé spécial » (*le Monde* daté 12-13 mai) a amplifié le phénomène, au point que cet artiste qui ne s'est jamais produit en France y est devenu l'un des musiciens classiques les plus connus.

Comment expliquer cet engouement soudain ? Seraient-ce sa tenue de scène – il joue les cheveux retenus par un bandeau, en tennis, pantalon de jogging et chemise de soie noire ponctuée de têtes de mort blanches, – son jeu sans contraintes apparentes, anti-académique au possible, qui l'ont ainsi propulsé ? Certains observateurs penchent pour la première solution et ne lui reconnaissent qu'un piètre *talent de musicien. L'association*, en un tout harmonieux, de son apparence et de la qualité de son jeu nous paraissait une explication plus saine. Après avoir écouté tous ses disques (1), nous sommes allés l'entendre à Birmingham, où il jouait le *Concerto* de Beethoven. Une œuvre dans laquelle, on ne peut s'imposer en jouant tape-à-l'œil, *en trichant. Aucun doute :* Nigel Kennedy est un violoniste et un musicien de premier plan.

Il vit à une soixantaine de kilomètres de Birmingham, en pleine campagne anglaise. Il s'est présenté à nous dans une vieille BMW rouge-orangé, cabossée, pleine à ras bord de cassettes, de disques, de photos, de revues, de paquets de gâteaux vides. Et lui, qui souriait dans ce carrosse, volubile, attentif et, pour tout dire, terriblement sympathique.

« Pourquoi avez-vous choisi de vivre dans la campagne, près de Malvern, loin des grands centres de la vie musicale ? Peu d'interprètes font ce choix.

– Je suis près de mon équipe de foot, Aston Villa ! Il est important de vivre dans un endroit comme celui-là. Regardez autour de vous, ces collines, ces arbres, respirez cet air, vous comprendrez. Pour gagner ma vie, je joue dans des villes. C'est bon pour mon équilibre de vivre ici.

– N'est-il pas curieux que vous n'ayez jamais joué en France ?

– Je devais jouer à Paris, mais il y a eu une affaire ubuesque et un peu minable, un contentieux sur la billetterie. J'espère qu'on pourra me programmer très vite des concerts en France. J'aime ce pays, les gens de là-bas. En France, on peut être un artiste, sans se sentir coupable, alors qu'en Grande-Bretagne les gens vous regardent bizarrement quand vous leur dites que vous êtes un artiste, un musicien.

– Votre allure atypique a fait de vous un personnage énigmatique. Pourtant, lorsque EMI a sorti votre premier album qui était consacré au **Concerto** ***pour violon d'Elgar, il y a huit ans, vous avez eu d'excellentes critiques en France, bien que votre frac fût on ne peut plus conventionnel et vous totalement inconnu.***

– Je ne savais pas que mon disque avait été bien reçu, et cela me fait plaisir. Maintenant, je peux jouer ce que je veux comme je l'entends, personne ne peut plus me dire comment je dois m'habiller. Un musicien ne devrait pas être soumis aux règles édictées par d'autres. On fait de la musique pour être libre, et pour communiquer avec le public.

– N'avez-vous eu aucun problème avec la critique anglaise au début de votre période « nouveau style ».

– Pas vraiment. Je n'accepte de jouer que si je suis libre de faire ce que je veux. Si ce n'était pas le cas, je ferais un autre métier, avec quelqu'un sur le dos pour me dire ce que je dois faire. De mauvaises critiques n'empêcheront pas le public de venir à mes concerts. Le critique peut être partial, ça ne change rien : je m'entends très bien avec les autres musiciens, et avec le public. Si un chef de la stature de Klaus Tennstedt veut que nous enregistrions un disque ensemble, c'est un signe.

– Hier soir, à Birmingham, vous avez démontré que vous pouviez jouer le **Concerto** ***de Beethoven de façon très classique et très belle, surtout le mouvement lent dans lequel il semble que vous planiez haut, très haut, au-dessus de l'orchestre...***

– J'aime ce concerto et particulièrement ce mouvement. Le premier n'est pas mal non plus, remarquez.

– Et aussi très difficile. L'entrée du violon est si nue, si périlleuse...

– Beaucoup de « violoneux » ont un problème avec ce passage. C'est leur cauchemar. Et comme ils ont peur ils se trompent !

– Vous avez joué Bach, en bis, puis un air populaire avec un chanteur-guitariste. Votre son s'adaptait à chaque musique avec naturel. Chose rare : les musiciens classiques jouent tellement mal la musique populaire.

– C'est vrai. Lorsque certains chanteurs classiques changent d'emploi, il sont absolument pitoyables à force d'être involontairement comiques.

– A l'inverse, les jazzmen jouent rarement du classique, mais ils le font généralement très bien. Pourquoi les musiciens classiques ont-ils tant de mal à jouer de la musique populaire ou du jazz ?

– Trop instruits, ils sont trop instruits. Les leçons ont laminé leur capacité à créer. Ils ont écouté trop de gens leur dire ce qu'ils devaient faire musicalement. Un peu comme ces joueurs de tennis qui ne savent rien faire d'autre que du tennis. Ils sont déjà bons à quatorze ans. Que leur reste-il à faire de leur vie ? Tout cela vient d'un enseignement trop présent, qui ne laisse aucune possibilité aux jeunes musiciens de découvrir leur propre voie. Pour improviser, il faut savoir écouter. De même que certains croient que l'écrit porte la vérité, la musique sur la partition devient la seule vraie musique pour les musiciens classiques. Les autres notes sont fausses. La musique a ceci de fantastique qu'elle ne me permet pas d'abuser le public avec un morceau sur lequel j'aurais jeté un coup d'œil juste avant d'entrer en scène. J'improvise depuis l'âge de douze ans, et j'ai commencé à jouer du rock à seize ans. Voilà pourquoi je m'implique dans ce que je joue.

– Choisir entre classique, musique populaire et jazz n'a pas été trop difficile.

– On m'a proposé des concerts de musique classique avant de me proposer autre chose. J'ai donc accepté ces concerts, sans que cela corresponde à un choix musical. Mais jouer ce qu'on aime et être payé pour le faire, c'est le meilleur job du monde. Aujourd'hui, je dois faire des choix. Je ne jouerai donc plus de concertos. Je travaillerai l'improvisation avec huit musiciens. Et nous jouerons ensemble partout. Notre groupe s'appellera peut-être « The Motherfuckers » ! Qu'en pensez-vous ?

– Vous savez, en France, il existe un groupe de rap intitulé NTM, pour Nique ta mère, et qui reçoit même des subventions du ministère de la culture, alors... Mais, vraiment, vous ne jouerez plus de concertos ?

– J'arrête. Hier soir, c'était l'une des dernières fois que j'en jouais un.

– Comment pourrez-vous ne plus jouer ce concerto de Beethoven que vous aimez tant, ou celui de Brahms ?

– Ça demande trop de temps. Il faut travailler avec un orchestre différent chaque semaine. Il n'y a aucune continuité. Et puis un bon artiste doit changer de style, comme Picasso, Miles Davis, Warhol, l'ont fait. Ils ont tous eu des périodes différentes. Il faut savoir laisser derrière soi une partie de ce que l'on sait. Même Miles Davis avait laissé tomber la musique qu'il jouait dans les années 60 ; on ne peut pas s'accrocher à une formule simplement parce qu'elle a du succès. Quand quelque chose marche bien, c'est le signe qu'il faut passer à autre chose.

– Pardonnez-moi d'insister, mais êtes-vous certain que vous ne reviendrez pas aux concertos.

– J'espère que non ! Ce serait une régression. On ne doit pas revenir en arrière, il faut aller de l'avant.

– Votre éditeur de disques n'est sans doute pas très content de cette décision.

– On en a parlé, en effet. Mais EMI préfère s'occuper d'un musicien qui aime ce qu'il fait que de quelqu'un qui ne croit pas à ce qu'il fait. Il ne s'agit pas d'un choix, seulement d'être bien. Si je m'arrêtais totalement de jouer aujourd'hui, j'en aurais fait plus que beaucoup d'autres en toute une carrière musicale. Je pourrais regarder derrière moi, et je crois que pas mal de gens de soixante ans seraient fiers d'en avoir fait autant. Ça ne me fait pas peur. Mais je ne pense pas que ça s'arrêtera demain. Il reste tant de musique à jouer, dans un pub, dans la rue, ou dans une salle de concert, n'importe où, je m'en fiche. Qu'il y ait vingt mille personnes ou qu'il y en ait quatre, du moment qu'on peut jouer et qu'on peut communiquer. Je veux mélanger *toutes les musiques* dans le même concert, Led Zeppelin, Bartok, puis Kate Bush, quelques-unes de mes compositions, ou celles des musiciens qui jouent avec moi.

« Quel intérêt y a-t-il à inculquer à de jeunes musiciens le sens de la compétition ? »

– Ce mélange des musiques dans un même concert, c'est un vieux rêve né après 1968. Est-il encore d'actualité ?

– Vendre plus d'un million d'exemplaires des *Quatre Saisons* de Vivaldi est sans doute la chose la plus difficile que j'ai faite. Il sera *beaucoup plus* facile de vendre ma propre musique. Les gens sont plus attirés par Frank Zappa, Led Zeppelin, Weather Report, Pink Floyd ou Prince que par le classique. Ces gens viennent au classique parce que c'est moi qui joue. Ils disent souvent : « *Nigel est super. Dommage qu'il joue du classique.* » Beaucoup doivent se dire : « *S'il jouait de la pop, ça serait parfait.* » Je ne risque pas de perdre mon public, au contraire. Et si cela ne marche pas, je ne m'en ferai pas, j'aurai suivi le chemin que je voulais.

– Jouez-vous, aimez-vous la musique classique de notre temps ?

– Pas tellement, elle ressemble trop à celle des générations précédentes. 10 %, à peine, de cette musique est intéressante, le reste ne vaut pas un clou. Autrefois pour un Beethoven il y avait une dizaine de nullards, c'est un peu la même chose aujourd'hui. J'aime John Adams, Luciano Berio, mais beaucoup de compositeurs actuels sont un peu trop satisfaits d'eux-mêmes : leur musique s'adresse à l'intellect plus qu'à l'émotion.

– Vous jouez la **Sequenza** ***pour violon de Berio ?***

– Non ! non !

– Pourquoi ?

– Parce qu'il y a des millions de choses à jouer. Je préfère jouer du blues, c'est une forme d'art bien supérieure.

– Êtes-vous né dans une famille de musiciens ?

– Oui. Ma mère était professeur de piano, et mon père... je ne l'ai vu que deux fois. Mon grand-père était violoncelliste, et mon arrière-grand-père dirigeait une troupe de vaudeville qu'il a emmenée jusqu'en Australie.

– Ils aiment ce que vous faites aujourd'hui ?

– Non, ils voudraient que je joue davantage de concertos de Beethoven. C'est ce que ma mère préfère. Mon père, celui d'Australie, est mort. Mon demi-père préfère que ma mère soit heureuse, donc il préfère m'entendre jouer des concertos

– Ce sont eux qui vous ont mis à la musique ?

– Oui, et j'ai été l'élève de Yehudi Menuhin. C'est facile de travailler avec lui. Il vous encourage sans arrêt, il a une attitude très positive. Cette rencontre a été une grande chance pour moi. Son attitude envers la musique, l'improvisation, est tellement saine. Il a joué avec Stéphane Grappelli, avec Ravi Shankar. Moi-même, à l'âge de quatorze ans, j'ai beaucoup joué avec Stéphane, à travers l'Angleterre. Voilà un grand musicien.

– Vous étiez élève dans l'école de Menuhin ?

– Oui. Et il a payé tous mes frais de scolarité, car ma mère ne pouvait les supporter. De mon entrée, un peu avant l'âge de sept ans, à ma sortie dix ans plus tard, il s'est occupé de tout. Cette école est différente d'un conservatoire. Elle n'est fréquentée que par des enfants. Les élèves vivent sur place, c'est une pension, et la moitié de la journée est réservée à la musique. Dans une école normale, toute la journée se passe dans des études académiques. Nous avions plus de temps pour la musique, alors que beaucoup d'enfants ne peuvent s'offrir qu'une demi-heure de musique par jour à cause de la masse de devoirs qu'ils doivent faire le soir. Et l'enseignement y est excellent, on n'y remplit pas la tête des élèves avec de fausses idées. Les professeurs y sont de vrais artistes. De mon temps, Vlado Perlemuter y enseignait le piano. Voilà un artiste, un grand musicien. Il suffisait de l'entendre *pour aimer la musique.*

– Oui, mais je ne l'imagine pas jouer des boogie-woogies ou improviser du jazz ! Avez-vous passé des concours ?

– Oui, mais je n'aime pas ça, je trouve ça injuste. J'en ai passé un, contraint et forcé, parce que mon manager m'a dit qu'il arrêterait de travailler avec moi si je ne m'y présentais pas. Je me suis donc inscrit sans vouloir y participer. Je ne pense pas que ça soit une bonne chose, c'est humiliant pour de jeunes musicens d'être jugés par des gens qui ne savent même pas jouer correctement. Dans les jurys, il y a beaucoup trop de gens qui gagnent leur vie en faisant passer des concours dans le monde entier. *Le plus souvent, les jurés choisissent* un musicien très ennuyeux, avec peu de personnalité. Le gagnant d'un concours doit être impersonnel. Il s'agit de ne pas déplaire au jury.

» Quel intérêt y a-t-il d'inculquer à de jeunes musiciens le sens de la compétition, il ne devrait pas y avoir de compétition en musique. *Il faut travailler avec les autres*, pas contre eux. A l'école de Menuhin, on ne nous apprenait pas à lutter.

– Hier soir, votre public était un public de concert classique, il y avait peu de jeunes.

– Dans la salle, peut-être, les places étaient si chères : 32 livres *[environ 320 francs]*, c'est énorme, mais le concert était diffusé à l'extérieur sur un écran géant, et l'on m'a dit que le public y était beaucoup plus varié. C'est la seule façon de procéder pour que les gens puissent accéder gratuitement à la musique, même si les conditions acoustiques ne sont pas idéales. Encore que si la sono est bonne, et elle l'était, la musique *sonne bien mieux ainsi que sur* CD.

– Vous n'aimez pas le son des enregistrements numériques ?

– Les ingénieurs sont comme ces femmes qui veulent garder leur maison trop propre. Ils nettoient tout, et c'est emmerdant à mourir.

– Vous préférez les vieux enregistrements ?

– Oh oui ! Je crois que les enregistrements réalisés par Fritz Kreisler et Serge Rachmaninov à la fin des années 20 sonnent mieux que tous les disques numériques.

– Quels sont les violonistes qui vous ont marqué, à part Menuhin et Grappelli ?

– J'aime Sugar Cane Harris, un musicien qui fait du blues avec Zappa, et Fritz Kreisler.

– Qu'aimez-vous dans son jeu ?

– Son côté humain, sa sonorité si tendre. J'adore aussi votre Jacques Thibaud et votre Ginette Neveu. Un peu moins Bronislaw Huberman, car je ne trouve pas la même discipline dans son jeu ni le même amour.

– Votre décision est irrévocable, vous jouerez le **Concerto** ***de Beethoven pour la dernière fois à Londres ?***

– Oui, c'est ça. Encore deux fois, en fait. Moi qui croyais que je ne jouerais plus qu'une fois !

– Aucun regret ?

– Si, de ne jamais avoir joué le *Deuxième Concerto* de Bartok. Mais je ne le jouerai pas. Et ça me manquera. »

Propos recueillis par
ALAIN LOMPECH

SNOWDON/CAMERA PRESS

(1) Outre les *Quatre Saisons*, Nigel Kennedy a enregistré le *Concerto* d'Elgar, avec Vernon Hendley : les concertos de Bruch et de Mendelssohn, avec Jeffrey Tate ; la *Sonate pour violon seul* de Bartok et son propre arrangement de *Mainly Black* de Duke Ellington ; les concertos de Tchaïkovski et Sibelius, avec Okko Kamu et Simon Rattle ; le *Concerto* de Brahms, avec Klaus Tennstedt. Il vient d'enregistrer celui de Beethoven. Tous ces disques appartiennent au catalogue EMI-Pathé Marconi. Les enregistrements réalisés, à Berlin, en 1927 (sonates de Grieg et Beethoven), par Fritz Kreisler et Serge Rachmaninov peuvent se trouver, en importation, sous étiquette Fidelio.

LES DÉMOCRATES, LES RÉPUBLICAINS, LES RAPPERS

Le rap pour quelques voix

Suite de la première page

Eté 1992, la course à la Maison Blanche bat son plein. Les deux grands partis politiques ont, avec un bel ensemble, choisi pour cible commune le rap, les rappers et le public du rap.

Fin juin, à quelques jours d'intervalle, le vice-président Dan Quayle s'attaque au *Cop Killer* d'Ice-T, qu'il qualifie d'« *obscène* », et le candidat démocrate Bill Clinton s'en prend à Sister Souljah, rapper, militante (elle s'est baptisée « *raptivist* ») au cours d'un meeting organisé par la Rainbow Coalition de Jesse Jackson. Souljah qui, dans une interview accordée au *Washington Post*, lançait : « *Si les Blacks tuent chaque jour des Blacks, pourquoi ne pas se prendre une semaine pour tuer des Blancs ?* »

Ancienne militante à l'université de Rutgers, New-Jersey, venue au rap grâce à Chuck D, Sister Souljah récuse la notion d'appel à la violence – « *Je disais simplement au journaliste que si un mec tire d'une voiture sur son propre frère ou sur une grand-mère, qu'est-ce qui fait croire aux Blancs qu'il ne leur tirerait pas dessus aussi ?* » – et accuse le gouverneur Clinton d'avoir délibérément cité cette remarque hors contexte. De fait, poursuivait-elle dans l'interview : « *En d'autres termes, les Blancs, ce gouvernement et ce maire sont tout à fait conscients que les Noirs meurent chaque jour de la violence des gangs. (...) Malheureusement pour les Blancs, ils pensent qu'il est normal que nos enfants meurent, que nos hommes soient en prison, mais pas les leurs.* » L'écoute de son album *360 of Power* (Def Jam/Columbia) montre par ailleurs que Sister Souljah peut donner dans une rhétorique anti-Blanc : pour elle, « *l'homme blanc est le rat* » et les Blanches ne rêvent que d'éliminer les Noires pour s'emparer de leurs mâles. Quant aux féministes : toutes des lesbiennes.

Pour la plupart des observateurs politiques, le risque pris par Bill Clinton était calculé : sa sortie contre Sister Souljah n'avait rien à voir avec la « raptiviste » mais visait Jesse Jackson. C'était en effet, pour le candidat démocrate, l'occasion rêvée de prendre ses distances par rapport aux causes noires dans sa quête des votes centristes (politiquement) et sudistes (géographiquement), dans son entreprise de récupération des « *Reagan democrats* ».

Le 30 juin, le président Bush entre dans la polémique. « *Je suis du côté de ceux qui combattent les criminels* », déclare-t-il devant une centaine d'agents de police lors de l'inauguration du nouveau quartier général de la Drug Enforcement Agency. « *Je suis aussi contre ceux qui utilisent les films, les disques, la télévision ou les jeux vidéo pour glorifier* [et promouvoir] *le meurtre des représentants de la loi.* »

Ice-T, les flics et la Time-Warner

Sont visés, bien entendu, le chanteur Ice-T et Time-Warner, la multinationale dont dépend Sire, sa maison de disques. Des associations de policiers exigent de Time-Warner des excuses formelles aux familles des agents tués dans l'exercice de leurs fonctions, et le retrait de *Body Count* de la vente. Time-Warner refuse au nom de la liberté d'expression. Devant la menace de boycottage national de tous les produits Time-Warner (dont les magazines *Time* et *Life*, la série télévisée « Murphy Brown » et le film *Batman, la mission*), Ice-T déclare, au cours d'un débat au New Music Seminar qui s'est tenu fin juin à New-York : « *Si les flics ont un problème, qu'ils s'en prennent à moi, pas à Time-Warner.* » En même temps, l'Association des policiers noirs, forte de trente-cinq mille membres, refuse de s'associer à un éventuel boycottage, affirmant qu'Ice-T ne fait qu'exprimer la frustration et la colère de millions d'Américains face à la brutalité policière.

Ice-T finalement décide le 28 juillet de retirer de l'album la chanson controversée, mais de la distribuer en disque à part, lors de ses concerts.

Que dit donc *Cop Killer?*

– J'ai mis ma chemise noire / Mes gants noirs / Mon masque de ski / Ça fait trop longtemps que cette merde dure / J'ai scié mon calibre 12 / J'ai éteint mes phares / Je suis prêt à effacer quelques flics. / Tueur de flic, plutôt toi que moi / Tueur de flic, je nique la brutalité policière / Tueur de flic, je sais que ta famille souffre / Je te nique/ Crève, crève, crève, porc, crève...

Dans une lettre ouverte, le journaliste David Hinckley, du *Daily News*, répond à la déclaration de George Bush : « *Ce n'est pas parce que vous êtes contre le meurtre de policiers que pour autant les rappers, leur public et les partisans du premier amendement de la Constitution y sont favorables. (...) Si une poignée de marginaux veut assassiner des officiers de police, elle ne me semble pas plus importante que la poignée de policiers que ça ne dérange guère de descendre un citoyen de temps en temps. Il y a de la mauvaise graine partout.* »

Comparant Ice-T à Mel Gibson, l'un des interprètes de *l'Arme fatale*, le journaliste ajoute : « *Dire qu'Ice-T fait du meurtre d'un policier une pratique souhaitable reviendrait à accuser Mel Gibson de banaliser la pratique policière qui consiste à détruire cinquante voitures à chaque arrestation.* » David Hinckley soutient qu'« *Ice-T écrit des films d'action pour l'oreille – certains sont aussi vicelards que bien des films hollywoodiens* ». Invoquant l'insatiable appétit américain pour la violence et le sexe, le *New York Times* rapproche Ice-T du romancier Hubert Selby (*Last Exit to Brooklyn*) ou des cinéastes Martin Scorsese et Sam Peckinpah. « *Comme eux, Ice-T raconte des histoires de violence, et la plupart d'entre elles s'achèvent dans la mort et la vengeance.* »

Pour preuve, le reste de *Body Count* (qui est aussi bien le nom du groupe que le titre de l'album, mélange de « gangster rap » et de rock hardcore). Dans la première chanson, *Smoked Pork*, le narrateur (Ice-T) tue un policier qui ne l'aide pas à changer un pneu. Dans une autre, il couche avec la fille d'un grand sorcier du Ku-Klux-Klan ; dans *Momma's Gotta Die Tonight*, il brûle, tabasse, poignarde et démembre sa mère parce qu'elle désapprouve sa liaison avec une fille blanche. Lors du New Music Seminar, Ice-T a fait remarquer que personne n'avait protesté contre cette chanson : « *Si c'est la police, c'est un drame, si c'est maman tout le monde s'en fout.* » L'album contient également une chanson antidrogue et une autre sur le logement : *V'là l'quartier qui fout l'camp (There goes the neighborhood)*.

Pour Chuck D, de Public Enemy, le rap sert de « *CNN alternatif* ». Avant le soulèvement de Los Angeles, c'est par le rap ou par les films de Spike Lee ou de John Singleton (*Do The Right Thing, Boyz n'the Hood*) que l'Amérique des banlieues et des campagnes prenait connaissance des tendances et des attitudes des ghettos noirs. Les grands organes d'information (surtout les chaînes de télévision, qui privilégient *l'« info-tainment »*, mélange de *talk-show*, de variétés et d'information, pour garder leur part de marché) traitent rarement de brutalité policière, de racisme ou, plus largement, de la violence urbaine.

La croissance commerciale du rap est intimement liée à celle du réseau MTV (même si les artistes noirs y sont restés longtemps marginaux), mais sa trajectoire politique suit celle des régimes de Ronald Reagan et de George Bush. Le premier tube de rap (*Rapper's Delight*, par le Sugarhill Gang) remonte à 1979 ; Ronald Reagan menait campagne pour la Maison Blanche. En 1982, durant le premier mandat Reagan, Grandmaster Flash et les Furious Five sortaient *The Message*, un certain portrait de la vie dans le ghetto : *C'est comme une jungle/Parfois je me demande comment je fais pour pas sombrer/Me pousse pas, j'suis au bord/Je fais tout pour pas perdre la tête.*

Publicité et discours incendiaire

Au fur et à mesure des coupes claires dans les programmes d'aide sociale, les voix rap se sont faites de plus en plus agressives. Apparaissent sur la Côte ouest le *gangsta rap* de Schooly-D – écho musical de la montée du phénomène des gangs (*Colors* d'Ice-T) – et sur la Côte est le *militantisme politique* de Public Enemy (*Right-starter : Message to a Black Man*). En 1988, c'est l'explosion de l'album *Straight Outta Compton* de NWA (Niggaz with Attitude, dont fait alors encore partie le rapper Ice-Cube), avec le fameux *Fuck tha Police (Certains flics pensent / Qu'ils ont l'autorité pour tuer une minorité)* et *Sa Prize (Part 2) (La police veut pas la paix / Elle veut voir un nègre éliminé.)*

Aucune de ces chansons ne fut enregistrée à la sauvette et distribuée sous le manteau. Au contraire, on les trouve sur des albums qui se sont vendus à des millions d'exemplaires. Il y a quatre ans, *Fuck tha Police* avait provoqué l'intervention officielle du FBI, qui avait écrit à NWA pour mettre le groupe en garde. Mais cette réaction est sans commune mesure avec celle qu'a suscitée *Cop Killer*, même s'il faut remarquer que la chanson était sortie depuis plus de deux mois avant que la polémique électorale ne s'engage à son sujet. Melle Mel, de Grand Master Flash and the Furious Five, attribuait récemment aux rappers une part de responsabilité dans l'image négative d'un certain rap. « *Beaucoup ne cherchent qu'à se faire de la pub. Celui qui gueule le plus fort, qui tient le discours le plus incendiaire, c'est celui-là que les médias retiendront.* » Dans la chanson *Rodney K*, qui doit sortir ces jours-ci, Willie D. (ancien membre des Geto Boys) s'attaque directement à Rodney King, qu'il accuse de s'être vendu aux Blancs en lançant un appel au calme, le 1er mai dernier, pendant les soulèvements de Los Angeles. La fraction la plus radicale de la communauté rap, obsédée par l'hypocrise du système, semble sensible au message de Willie D. Il est à noter que le rap n'est pas à une contradiction près : les valeurs prônées sur un ton violemment protestataire sont souvent traditionnelles – famille, religion très normative (l'islam de Louis Farrakhan) – voire rétrogrades : hyper-machisme, xénophobie, antisémitisme...

David Hinckley conçut ainsi sa missive à George Bush : « *Autre chose que vous devriez savoir sur le rap, monsieur le Président. La plupart de ses fans l'écoutent pour les mêmes raisons que vous aimez le country. Ils en aiment le rythme et la sonorité... Mais comme le country, le rap a des choses à dire... Il parle d'éducation, de jobs, de structures communautaires, de drogues, et même de « valeurs familiales » – tous sujets que vous et vos collègues avez choisi sinon d'ignorer, du moins de traiter en des termes qui vous conviennent. Ça ne coûte rien d'écouter, monsieur le Président. Si vous résolviez les problèmes,* [Cop Killer] *n'aurait pas lieu d'être. Pour l'instant, les problèmes demeurent, et l'affaire se ramène à ceci : Ice-T fait mieux son boulot que vous le vôtre.* »

HENRI BÉHAR

LA SÉLECTION

Cinéma

Films nouveaux

Les Aventures d'un homme invisible, de John Carpenter, avec Chevy Chase, Daryl Hannah, Sam Neill, Michael McKean, Stephen Tobolowsky. Américain (1 h 39).

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16).

VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), handicapés, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Ruby, de John Mackenzie, avec Danny Aiello, Sherilyn Fenn, Arliss Howard, Richard Sarafian, Marc Lawrence.

Américain (1 h 45).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15e (45-75-79-79).

VF : Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Universal Soldier, de Roland Emmerich, avec Jean-Claude Van Damme, Dolph Lundgren, Ally Walker, Ed O'Ross, Jerry Orbach, Leon Rippy.
Américain (1 h 40).

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; U. G. C. Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, dolby, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96).

Reprises

Le Dernier Nabab, de Elia Kazan, avec Robert De Niro, Robert Mitchum, Toni Curtis, Jeanne Moreau, Jack Nicholson, Donald Plaisance.
Américain, 1976, copie neuve (2 h 3).

VO : Escurial, 13e (47-07-28-04).

Les Enfants du paradis, de Marcel Carné, avec Arletty, Pierre Brasseur, Maria Casarès, Jean-Louis Barrault, Marcel Herrand, Louis Salou. Français, 1943-1945, noir et blanc (3 h 25). Ranelagh, handicapés, 16e (42-88-64-44).

Midnight Express, de Alan Parker, avec Brad Davis, Randy Quaid, Bo Hopkins. Britannique, 1978 (2 h).
VO : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Festivals

Paris

« Cinéma marginal » films brésiliens des années 60 et 70 (jusqu'au 31). Les dernières projections de Hélio Oiticica, Antonio Manuel, Andreas Luis de Oliveira... *Les 29, 30, et 31 à partir de* 16 heures. Galerie nationale du Jeu de paume. Tél. : (1) 47-03-12-50.

Un été au cinéma (jusqu'au 29 août). Le grand déploiement filmique du ministère de la culture laisse filtrer quelques programmations intéressantes, au premier rang desquelles figurent les cinq cycles de la salle André-Malraux, à Bondy. Sous des intitulés un peu ronflants (« Famille », « Musique et racisme ») se cachent quelques perles émanant de cinéastes aussi différents que Jacques Tati, Spike Lee, René Clément, Khaled L'Seddkir, Jean-Claude Brisseau, ou Jacques Demy. Cette belle pentalogie estivale ne représente qu'une partie de l'opération « Un été au cinéma », qui offre 100 000 places à tarif réduit, des projections en plein air, et divers ateliers consacrés au cinéma. Salle André-Malraux, Bondy. Tél. : (1) 48-49-48-11. Renseignements « Un été au cinéma », tél. : (1) 43-48-43-23.

Intégrale Ingmar Bergman (jusqu'en janvier). Installé au Saint-André-des-Arts depuis le printemps, Ingmar Bergman sera là en août avec sept films par semaine. Un inédit pour commencer, *Il pleut sur notre amour*, le 29, semble bien fade auprès des *Fraises sauvages*, projeté le 30. De même, *Bateau pour les Indes*, le 31, ne soutient pas la comparaison avec *Persona* (1er août). *Le Septième Sceau*, projeté dimanche, offre une vision inquiétante de la Suède du seizième siècle. La semaine s'achèvera sur *Sourires d'une nuit d'été*, « Prix de l'humour poétique » (!) à Cannes en 1956, et sur l'intrigue inextricable d'*Une passion*. Le Saint-André-des-Arts. Tél. : 43-26-48-18.

Régions

Nexon (Haute-Vienne), Rencontres cinématographiques des films du cirque de Nexon (du 3 au 28 août). Le volet cinématographique de « Nexon, capitale du cirque » a choisi pour thème « Quand les clowns font leur cinéma ». Le cinéma s'est longtemps nourri des talents du cirque, né un siècle avant le brevet des frères Lumière, allant parfois jusqu'à la stricte transposition. Georges Méliès et Louis Malle, Lloyd French et Jacques Tati, René Clair, Max Linder, Pierre Etaix, James Parrot et l'irréfutable Chaplin seront tous célébrés à travers 14 longs métrages et 58 courts métrages. Une rétrospective Annie Fratellini et un hommage à Laurel et Hardy devront convaincre les derniers sceptiques de l'impact des plus grands chapitaux du monde sur le cinéma. Salle de spectacle, rue Champlain, 87800 Nexon. Tél. : 55-58-34-71. Minitel 3615/3616 code ARTS. Réservation Minitel 3615 FESTIVARTS.

Théâtre

Bussang : (jusqu'au 30 août) *Amphitryon* de Molière, avec Olivier Py, Elizabeth Mazev, et Danièle Schinsky. Théâtre de Bussang, 88450 Bussang. Tél. : 29-61-50-48.

Nexon, Nexon Capitale du cirque : (du 3 au 28 août) L'Ecole nationale du cirque Annie Fratellini organise deux grands stages internationaux : jonglage, fil, acrobatie, trapèze... Le grand public pourra assister à ces travaux. Château de Nexon, 87800 Nexon. Tél. : 55-58-28-44.

Périgueux, Mimos : (du 3 au 12 août) Dixième édition de ce festival, qui s'attaque à la représentation du corps sous toutes ses formes. Natural Disaster, Nadir, Iota, Moussoux-Bonte, Kazuo Ohno, Lackaal Ducrick, les Macloma, Compagnie B et Turbo Cacahuète. Centre culturel de la visitation, maison du Mime. Tél. : 53-03-54-16.

Ramatuelle, Festival de Ramatuelle : (du 1er au 13 août) *Ruy Blas* le 1er et 2 août avec les Wilson père et fils, Pierre Palmade le 3, *la Contrebasse*, avec Jacques Villeret le 5. Tél. : 94-79-26-04.

Sarlat, Festival des jeux du théâtre : (jusqu'au 6 août) Les 29 et 30, *Farces, de Molière à Dario Fo*, par Jean-Louis Hourdin. Le 31 juillet et 1er août, *le Château des cœurs*, de Flaubert, mis en scène par Pierre Debauche, le 2, *la Nuit des rois*, par le théâtre de la vie de Bruxelles. Le 3 août, les Nouveaux Nez (*Cinq folies en cirque mineur*), et le 5, *Caligula*, de Camus, mis en scène par Jacques Rosny. Tél. : 53-31-10-83. Minitel 3615 SARLAT.

Festival du Minervois : (Jusqu'au 8 août) Du 1er au 8 août, *le Village en flammes*, de R. W. Fassbinder d'après Lope de Vega, mise en scène de Michèle Heydorff. Tél. : 68-91-12-52.

Lanester (Morbihan), Festival du pont du Bonhomme : (jusqu'au 1er août) *Roméo et Juliette*, du 28 juillet au 1er août, coproduction Footsbarn Travelling Theater et les Fédérés. Amphithéâtre de *Kerhervy et théâtre couvert*. Tél. : 97-83-51-51. Minitel 3615 AZIMUT

Pierrefonds, Festival de Pierrefonds : (jusqu'au 5 septembre) *Milosz*, par la compagnie Laurent Terzieff, le 2 août. Salle des gardes du Château de Pierrefonds. Tél. : (16) 44-42-80-00.

Château Naillac, Le Blanc (Indre), *Dom Juan* : (Jusqu'au 9 août) *Dom Juan*, mis en scène par Jean-Paul Audrain, direction artistique Stéphane Godefroy, et accompagné en direct par un quatuor à cordes. Tél. : 54-37-05-13.

Pleneuf-Val-André / Erquy (Côtes d'Armor), Fête du théâtre : (Du 2 au 9 août) Les 2 et 3 août, *Farces*, mis en scène par Jean-Louis Hourdin. Les 4, 5, 6, *le Commis Lear*, mis en scène de Dan Demuynck. Château de Bien Assis et collège Thalassa à Erquy. Maison de l'Amirauté à Pleneuf-Val-André. Tél. : 96-72-20-55, 96-72-30-12, et 96-62-63-50.

Musique

Classique

Paris

Festival estival : le 29 juillet, Joelle Léandre (contrebasse) ;

Le 30, récital d'orgue, par Willem Jansen ;

Le 3 août, Beethoven, Bloch, Brahms, par le Trio Wanderer ;

Le 4, récital Satie et Cage, par Yumi Nara (soprano) et Jeff Cohen (piano). Renseignements et location, tél. : 48-04-98-01.

Festival de l'Orangerie de Sceaux, le 1er août, Mozart, Stravinsky, Bartok, Chostakovitch, par l'Orchestre de chambre de Moscou ;

Le 2, Schumann, Chostakovitch, par le Trio Esterhazy ;

Le 8, récital, Beethoven, Schubert, Schumann, par Michael Levinas (piano). Renseignements et location, tél. : 46-60-07-79.

Régions

Festival international de Radio-France et de Montpellier, le 29 juillet, Rachmaninov, Scriabine, par Lilya Zilberstein (piano), l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction) ;

Le 30, Brahms, Schmidt, par Franck Peter Zimmermann (violon), Ruls Mörk (violoncelle) et l'Orchestre national de France, Heinz Wallberg (direction) ;

le 31, *La prova di un'opera serai* de Gnecco, par Karen Huffstodt, Nathalie Dessay, les Solistes de Moscou-Montpellier, Jean-Claude Malgoire (direction) ;

Le 1er août, *Le château des Carpates*, de Philippe Hersant (création mondiale), par Sylvie Valayre, Isabelle Garcisanz, l'Orchestre philharmonique de Montpellier, David Robertson (direction). Renseignements et location, tél. : 67-02-02-01.

Festival Pablo Casals de Prades, le 2 août, Beethoven, par Jean-Pierre Wallez (violon) et le Sinfonietta de Picardie, Patrick Fournillier (direction) ;

Le 5, Schubert, par Andras Adorjan (flûte) et Jean-Claude Pennetier (piano).

Le 6, Couperin, Saint-Saëns, Schumann, par Pierre Amoyal (violon), Gary Hoffman (violoncelle) et Philippe Bianconi (piano). Renseignements et location, tél. : 68-96-27-58.

Semaines musicales de Tours, le 30 juillet, concert du Quatuor Borodine ;

Le 31, concert de gala des lauréats de l'académie. Renseignements et location, tél. : 47-20-99-95.

Saison musicale d'été de l'Opéra de Vichy, le 7 août, *Il tabarro, Gianni Schichi*, de Puccini (production de l'Opéra de Paris), Tamas Pàl (direction). Renseignements et location tél. : 70-59-90-55. Opéra, 20 heures et 17 heures.

Jazz

Douarnenez, Jazz en baie 92 (jusqu'au 2 août) : Nuit du Blues, le 31 juillet ; Big Band et Jazz Musette, le 1er août ; Gospel et soirée création (les voix de Magma), le 2. Salle Jules-Verne. Tél. : 98-92-15-44.

La Seyne-sur-Mer, Festival Fort Napoléon : (du 1er au 6 août) : le 2 août, Paul Bley, Doudou Gouirand, Jean-Louis Chautemps, Gérard Marais. Le 3, Michel Marre, Philippe Garreil, Raymond Boni, String Quartet of Tokyo, Rabib Abou Khali, Barre Phillips le 4, et André Jaume le 5. Fort Napoléon. Tél. : 94-94-88-67.

Crest (Drôme), *Crest Jazz Vocal* *(du 4 au 8 août)* : Liz Mc Comb, Ray Lema, Daniel Huck, Ben Sidran, Clementine, et des stages animés par Joy Kane, Roger Letson, Michele Hendricks, Cyrille Martial et Elizabeth Caumont. Tél. : 75-25-09-07 ou 75-76-76-38.

Rock

Saint-Amant-Roche-Savine, Rock ça vibre (du 31 juillet au 2 août) : les Ukrainiens de VV et les Texans de Shoulders, Urban Dance Squad, les Thugs, les Young Gods. Tél. : 73-95-74-44.

Mulhouse, « Bêtes de scène » (jusqu'au 27 août) : le 31 juillet, Loaded Angels, Massilia Sound System, le 1er août, Les Thugs, le 2 ; Superfreak, le 5. Tél. : 89-59-84-51.

Sète, Festival de Sète : Stephan Eicher, le 30 au Théâtre de la Mer. Tél. : 67-74-66-97.

Chanson

Musiques du monde

Paris, Festival d'été « All stars » du New-Morning : le Réunionnais Patrick Persée, le 31. Tél. : 45-23-51-41.

Paris, Paris Quartier d'été (jusqu'au 9 août) : Récital de chansons napolitaines par Pina Cipriani, du 29 juillet au 1er août. Il Gruppo Operaio e Zezi de Naples, les 31 juillet, 1er et 2 août. Ados y sus Vallentanos (Venezuela, Colombie) du 4 au 6. Tél. : (1) 40-28-40-33.

Paris, Parc de La Villette (jusqu'au 16 août) : Il Gruppo Operaio e Zezi (fanfare napolitaine), le 1er août ; Cirque Rock Gosh (jusqu'au 2 août), la Baraque foraine de Georges Aperghis (les 1 et 2). Tél. : (1) 42-40-76-10.

Avignon, Festival d'Avignon (jusqu'au 3 août) : le groupe Guillermon Mondaca de Santiago-de-Cuba. Tél. : 90-82-67-08 / 67-98-14-15, ou (1) 48-74-59-88 à Paris

Sauve (Gard) Festival de la chanson française de Sauve (du 2 au 9 août), Yvette Horner, le 2 août ; Georges Moustaki le 3 ; Charlélie Couture le 4 ; et Léo Ferré, le 5. Tél. : 66-67-94-20 ou 66-67-66-14.

Martigues, Festival de folklore mondial (du 29 juillet au 5 août) : douze délégations et autant de pays. Concerts, danse, *expositions. L'Ensemble méditerranéen*, les Chœurs et Danses de Bélarus... Tél. : 42-42-12-01. Minitel 3615 code Festivarts

Festival des Vans et des 3 Vallées (Ardèche) (du 3 au 14 août) : soirée Jazz, le 3 août avec Jimmy Gourley Quartet et Richard Galliano en première partie d'Arthur H. Soirée Blues, le 5, avec Vincent Absil et Bernard Allison. Tél. : 75-37-26-77.

Berlin, Heimatklange'92 (jusqu'au 30 août) : Festival gratuit. Musiques afro-cubaines, latino-caribéennes. Zouk, salsa, mérengué, cumbia, soca, mambo. Tél. : (19) 49 308-81-15-74.

SYNTHÉTISEURS, VOCODEURS, ORDINATEURS, SYSTÈME MIDI

Le jazz va-t-il s'électrocuter ?

Le jazz se joue désormais à deux vitesses : en scène, il se veut acoustique (pianos classiques, instruments traditionnels, c'est son écologie). En studio, il passe par les machines. Dans les deux cas, la prise de son et l'amplification font la loi. De Sun Ra aux frères Brecker en passant par l'inévitable Miles Davis, c'est le son tout entier qui change.

QU'EST-CE qu'un nouveau musicien ? En un sens, c'est un nouveau philosophe qui fait de la nouvelle cuisine. Ainsi George Duke. Son studio personnel a plus à voir avec Cap *Canaveral qu'avec une baraque en* planches au bord du Mississippi. La revue *Home Studio* (« le magazine du nouveau musicien », nº 2) fait l'inventaire. Ses lecteurs, par *définition (chacun son studio à la* maison), sont curieux de détails et de sigles. Leur volonté de savoir est très technique. A Hollywood, sous les palmiers, George Duke, qui serait plutôt du genre joyeux drille, est équipé selon l'espace, et selon le son de chaque espace. Consoles Soundcraft 3B et Yamaha DMP 7D, 32 pistes Mitsubishi X 850, écoutes Westlake et Audix HRM-3, Synclavier, Korg M1, S 1 000, Mini Moog, Wavestation Korg avec en prime un Yamaha TX 816 et un Roland D 550, deux Ensoniq (le VFX et l'EPS 16 Plus), toute l'informatique venant de Mac Plus (aiguisé *par les softs* Performer, Visions et Opcode Editor Librarian), on passera rapidement sur le parc nécessaire au traitement du son (AMS RMX 16 et 1 580 S, Eventide SP 2 016 et H 3 000, compresseur GML, Dbx 165 A et 160 XT), et un petit troupeau de ratons laveurs. L'énumération relève davantage de Perec que de Prévert. *O tempora, o mores* (AKG C12, 451 et 414)...

Le tout pour quelle musique ? Il n'est pas certain que la question se pose. Mais enfin, dans le cas de George Duke précisément, responsable d'une soirée d'ennui granitique à Montreux, il y a quelques jours, cette débauche de « matos » est employée à la mise au point assez méticuleuse d'une musique d'ameublement (home studio ?) particulièrement déprimante, mièvre, bruit de fond, lénifiante ou *militaire, la musique dominante* d'aujourd'hui, dans les variétés et l'illustration sonore (stations-service, publicité, cinéma, télévision, hypermarchés, aéroports, autoroutes).

Le jazz fait la fine bouche et laisse sur ses marges les gros entrepreneurs de sons ? Pas si simple. Il y a trente ans, au nom de la vérité, l'« amateur » se méfiait des chanteurs (blancs) et des big bands (trop ficelés). Aujourd'hui, il doute *de l'électricité et souffre dès que* Rollins ou Michael Brecker soufflent dans un EWI, cet espèce de flûtiau électronique disgracieux. Comme le Synclavier (synthé à bretelle), l'EWI, il faut bien le dire, ne flatte pas particulièrement l'allure du musicien. Question de *canon. Quand Miles Davis* enregistre en « re-recording » sur les bandes du rapper Easy Mo Bee, l'amateur est au sens strict défait. Il se croit surtout refait. Il ne dit pas : ce n'est plus « mon » idée de Miles, « mon » désir de Miles, non, *il décrète – doublement peiné, il le* sait, par cette injustice puérile à quoi le condamne son exigence ontologique – « c'est très mauvais ».

Au *demeurant, Miles Davis* le fait souffrir depuis la fin des années 60 : virage électronique, synthétiseurs, travail du son, expérimentation multiple, il ne voit rien passer. Même pas ce changement à vue du rôle, du corps, du geste du musicien que, par une sorte de délicatesse attendrissante, Miles a re-théâtralisé et surthéâtralisé. Il aurait pu faire, à lui *tout seul, que la musique ne quitte* plus les studios. Non : il l'a exhibée en scène et, comme des exilés, nous continuons de souffrir.

Depuis qu'Eddie Durham et *Charlie Christian ont électrifié* leurs guitares, depuis que Jimmy Smith a soumis l'orgue au même *traitement et Ray Charles, le piano* (introduction de *What d'I Say*), depuis que les bassistes ont changé de son, de technique et de geste, se sont assis en s'amplifiant (drame de ceux qui, au passage, découvrent à quel point ils jouaient faux), les choses ne sont plus *comme avant. En un sens, même* quand il se méfie de la technique, le jazz aujourd'hui y est pieds et poings soumis. Le moindre concert est suramplifié, le moindre club, suréquipé, une petite population d'ingénieurs, de sonorisateurs et de bricoleurs autoritaires, se sont *découvert l'esprit de* direction. Ils placent les musiciens, les déforment, les améliorent. Ils ont le pouvoir de Pygmalion et celui, bien plus considérable, d'un garagiste. Revanche à la baguette, pas de consolation.



D.R.

Joe Zawinul.

Par un paradoxe plus subtil encore, ce ne sont pas les introuvables auteurs de soupe et de musiques « commerciales » qui auraient commencé, au grand dam des purs et durs, soutenus par l'amateur qui souffre. Cette version est une légende utile (comme toute idéologie) *mais inexacte (comme toute* idéologie). Outre la bande à Miles Davis (Herbie Hancock, Joe Zawinul, John McLaughlin) des années 70, on trouve au premier *rang des innovateurs les grands* défricheurs du free-jazz : Ornette Coleman et son « Prime Time » tout électrique, Paul Bley et ses développements électrosynthétiques et l'ineffable Sun Ra, coiffé de soleil et d'antennes, prémonitoire, hardi, drôle et bien évidemment ignoré par *tous les publics* branchés au profit des puristes ombrageux *et militants (c'est un* comble...). Pur renversement épistémologique qui suffit à montrer que la réalité n'a rien à voir avec son interprétation hargneuse.

Ce qui est clair, c'est que la haute technologie a favorisé une musique de grande écoute (simple question de moyens ?) avec les chercheurs venus de l'Est (Jan *Hammer, Miroslav Vitous), les élégants* venus de styles mixtes (Stanley Clarke, Marcus Miller, Jeff Beck, Chick Corea), les abonnés d'ECM (Terje Rypdal, Jan Garbarek) ou les disciples de *Weather Report*. Dans tous les cas, le rôle du musicien, son hystérie spécifique, seront encore renforcés comme si, théâtralement, les machines produisaient leur contretype redoublé (passionnel, scénique, toujours exagéré) : Billy Cobham, Jonas Hellborg ou Pastorius le magnifique. C'est que, dans le lointain, à la source, il y a ce monument d'invention, Jimi Hendrix.

Comme dirait Augustin Marie, commentant les remarques de Jean-Louis Chautemps dont le home studio de la rue de Vaugirard ressemble à celui de George Duke en plus esthète (il pense que l'électronique et l'informatique ont déjà modifié la structure mentale du musicien de jazz) : *« Bref, le jazz et les machines, c'est déjà de l'histoire ancienne. »*

Ce qu'on peut en tirer, c'est une sorte de schizé très délicatement postmoderne par quoi le musicien de jazz (Herbie avec Wayne, Ron et Tony) se change, Mr. Hyde, en trafiquant de consoles (Hancock, Corea, Zawinul). Ou encore, *qu'il* urge de suivre le conseil de Boris Vian : le seul instrument à apprendre aujourd'hui, c'est le clavier, les autres sont périmés (ce qui est *faux, bien évidemment*). Que l'on garde en mémoire l'exemple de Flaubert, grand tenant de la plume d'oie, il voyait dans la plume métallique une lâcheté ; et celui de Bobby Mc Ferrin : vocalement, il ne se contente pas de chanter Bach ou Monk, il sait aussi imiter les sons électroniques. A la perfection. La boucle est bouclée.

FRANCIS MARMANDE

► ***Home Studio*, tél. : 49-95-97-97.**

► **Festival Fort Napoléon à La Seyne-sur-Mer : Chautemps et le quatuor de Saxophone, Paul Bley, Jimmy Giuffre, etc. Du 1er au 6 août. Tél. : 95-94-88-67.**

DE LA SEMAINE

Danse

Avignon, Festival d'Avignon (jusqu'au 3 août) : les 30, 31 juillet, et 1er août, Mozart-Concertarias, d'Anne Teresa de Keersmaker et Philippe Herreweghe Tél. : 90-86-24-43. Minitel 3615 code AVIGNON et 3615 code FNAC.

Carpentras, Festival de Carpentras *(jusqu'au 7 août)* : Ballet folklorique grec, le 31 juillet, en attendant le Tokyo Ballet les 6 et 7 août. Tél. : *86-63-46-35. Minitel* 3615/3616 code Arts.

Arts

Paris-Ile de France

Centre Georges-Pompidou, « Manifeste » (jusqu'au 28 septembre) : à tous les étages du centre, un grand déploiement des collections d'art contemporain, d'architecture, de design. Tél. : (1) 44-78-12-33.

Musée d'art moderne, Brice Marden, Opalka, Michel Verjux, « Hommage à André Cadere » (jusqu'au 4 octobre) : Pour l'été, une tétralogie d'artistes d'âge, de souches, et de sources diverses. Tél. : (1) 47-23-61-27.

Fondation Cartier, « A visage découvert » (jusqu'au 4 octobre) : de la grimace, du cri, du masque et du silence, en une exposition qui rapproche les arts premiers et la peinture d'aujourd'hui. Tél. : (1) 39-56-46-46.

Bibliothèque nationale, galeries Mansart et Mazarine, « De Bonnard à Baselitz, chefs-d'œuvre de l'estampe du XXe siècle » (jusqu'au 13 septembre) : 3 000 artistes du XXe siècle dont les œuvres – au nombre *de 40 000 – sont entrées dans* les collections de 1978 à 1988. Tél. : (1) 47-03-81-26.

Régions

Albi, Vladimir Skoda (jusqu'au 30 septembre) : une « installation » de sphères et de plaques d'un sculpteur au langage rigoureux. Moulins albigeois. Tél. : 63-47-56-50.

Arles, Jasper Johns (jusqu'au 30 septembre) : gravures depuis 1960. Une bonne façon d'approcher les recherches polymorphes du peintre américain. Fondation Vincent-Van-Gogh. Tél. : 90-49-94-04.

Beaumont-du-Lac, île de Vassivière, Bertholin (jusqu'au 30 août) : une prolifération de stèles dans l'architecture d'Aldo Rossi. Tél. : 55-69-27-27.

Bordeaux, Lawrence Weiner (jusqu'au *6 septembre)* : depuis la fin des années 60, Lawrence Weiner est l'une des figures majeures de l'art conceptuel. Dans la grande nef de l'entrepôt Lainé, il présente *douze énoncés d'œuvres qui pourraient* être exécutées. CAPC, Musée d'art contemporain. Tél. : 56-44-16-35. Lawrence *Weiner est également à l'honneur* sur le phare de la jetée ouest du port de Calais jusqu'au 30 août. Tél. : 21-36-67-14.

Cluny, Daniel Buren (jusqu'au 13 septembre) : dans cette nouvelle prestation *in situ*, Buren fait passer une lumière toute monacale au travers de ses toiles rayées. Les écuries de Saint-Hugues.

Evreux, Robert Jacobsen (jusqu'au 30 août) : encore un sculpteur, le Danois *Jacobsen, qui emploie le métal dans* des constructions et des assemblages fondés sur des éléments géométriques fortement *articulés. Son œuvre, encore peu connue* en France, appartient d'ores et déjà à l'histoire de la sculpture moderne, héri*tière du constructivisme. Musée d'Evreux.* Tél. : 32-31-52-29.

Marseille, Jean-Michel Basquiat, une rétrospective (jusqu'au 21 septembre) : la trajectoire fulgurante d'un jeune peintre new-yorkais, qui était terriblement doué. Musée Cantini. Tél. : 91-54-77-75.

Marseille, « Byeri Fang, sculptures d'ancêtres en Afrique » (jusqu'au 6 septembre) : une série de *byeri*, statuettes reliquaires, comptant parmi les manifestations les plus impressionnantes de l'art africain. Vieille Charité. Tél. : 91-56-28-38.

Montpellier, Frédéric Bazille (jusqu'au 4 octobre) : une grande rétrospective, où Bazille, né à Montpellier il y a cent cin*quante ans, est accompagné de ses amis* Monet, Sisley, et Renoir. Musée Fabre. Tél. : 67-66-06-34.

Mouans-Sartoux, « *Le cri et la raison* » (jusqu'au 22 novembre) : Honegger, LeWitt, Morellet d'une part, Bacon, Tapiès, Penck, Appel de *l'autre : une* confrontation fondée sur l'opposition de l'art « construit » et de l'expressionnisme. Espace de l'art concret, château de Mouans. Tél. : 93-75-71-50.

Nancy, « l'Art en Lorraine du temps de Jacques Callot » (jusqu'au 15 septembre) : l'occasion de découvrir quelques peintres lorrains du temps de Callot, et de revoir des Georges de Latour. Musée des beaux-arts. Tél. : 83-85-30-00. Egalement au Musée historique lorrain. Tél. : 83-32-18-74.

Nantes, Bill Viola, « Nantes Triptych » (jusqu'au 31 août) : Bill Viola est né à New-York en 1951. Il est considéré comme l'un des artistes majeurs de l'art vidéo et l'un des premiers, avec Nam June Paik, à avoir exploré les nouvelles technologies comme moyen d'expression artistique. Tél. : 40-41-65-65.

Nice, Ingres, « Dessins pour l'Age d'or » (jusqu'au 18 octobre) : 80 dessins représentant les études préparatoires pour la *grande peinture murale l'Age d'or que* le duc de Luynes commanda à l'artiste en septembre 1839 pour son château de *Dampierre. Musée des beaux-arts Jules-Chéret*. Tél. : 93-44-50-72.

Noyon, « Jacques Sarazin, sculpteur du roi (1588-1660) » (jusqu'au 15 août) : si Jacques Sarazin, qui était né à Noyon, a bénéficié de la faveur de Louis XIII et, de son vivant, a joui d'une grande renommée, aujourd'hui on l'a oublié. Injustement. Ce premier hommage comporte une soixantaine d'œuvres originales et de nombreuses reproductions des sculptures monumentales intransportables. Musée du Noyonnais. Tél. : 44-09-43-41.

Ornans, « Balthus dans la maison de Courbet » *(jusqu'au 6 septembre) : c'est tout* simplement la première exposition de Balthus en France depuis la rétrospective du *Centre Pompidou il y a dix ans. L'accent* est mis sur les œuvres des années 50, peintures et dessins. Musée départemental du *Doubs. Tél. : 81-62-23-30.*

Rochechouart, Tony Cragg (jusqu'au 27 septembre) : un des plus surprenants sculpteurs anglais de la génération des années 80. Tél. : 55-03-77-77. Egalement en Bretagne, à Bignan. Domaine de Kerguéhennec (tél. : 97-60-57-78).

Saint-Etienne, Alain Kirili (jusqu'au 14 septembre) : fer, marbre et terre cuite, une sculpture axée sur le contrôle des matériaux, ou les œuvres récentes côtoient des pièces plus anciennes. Musée d'art moderne. Tél. : 77-93-59-58.

Saint-Paul-de-Vence, fondation Maeght, « *l'Art en mouvement* » *(jusqu'au 15 octo*bre) : espace, temps, lumière, mouvement... Une exposition historique, de *Degas à Tinguely, en passant par les futu*ristes et tous ceux qui ont voulu que ça bouge. Tél. : 93-32-81-63.

Saint-Tropez, « Signac à Saint-Tropez » (Jusqu'au 6 octobre) : en mai 1892, Paul Signac, fatigué de Paris, débarque à Saint-Tropez, *il y restera jusqu'en 1913. Musée* de l'Annonciade. Tél. : 94-97-04-01.

Sète, Robert Combas (jusqu'au 15 septembre) : sa ville natale offre au plus illustre des peintres de la figuration libre, en France, dans les années 80, une rétrospective muséale et des installations partout dans la ville. Musée Paul-Valéry. Tél. : 67-46-20-98.

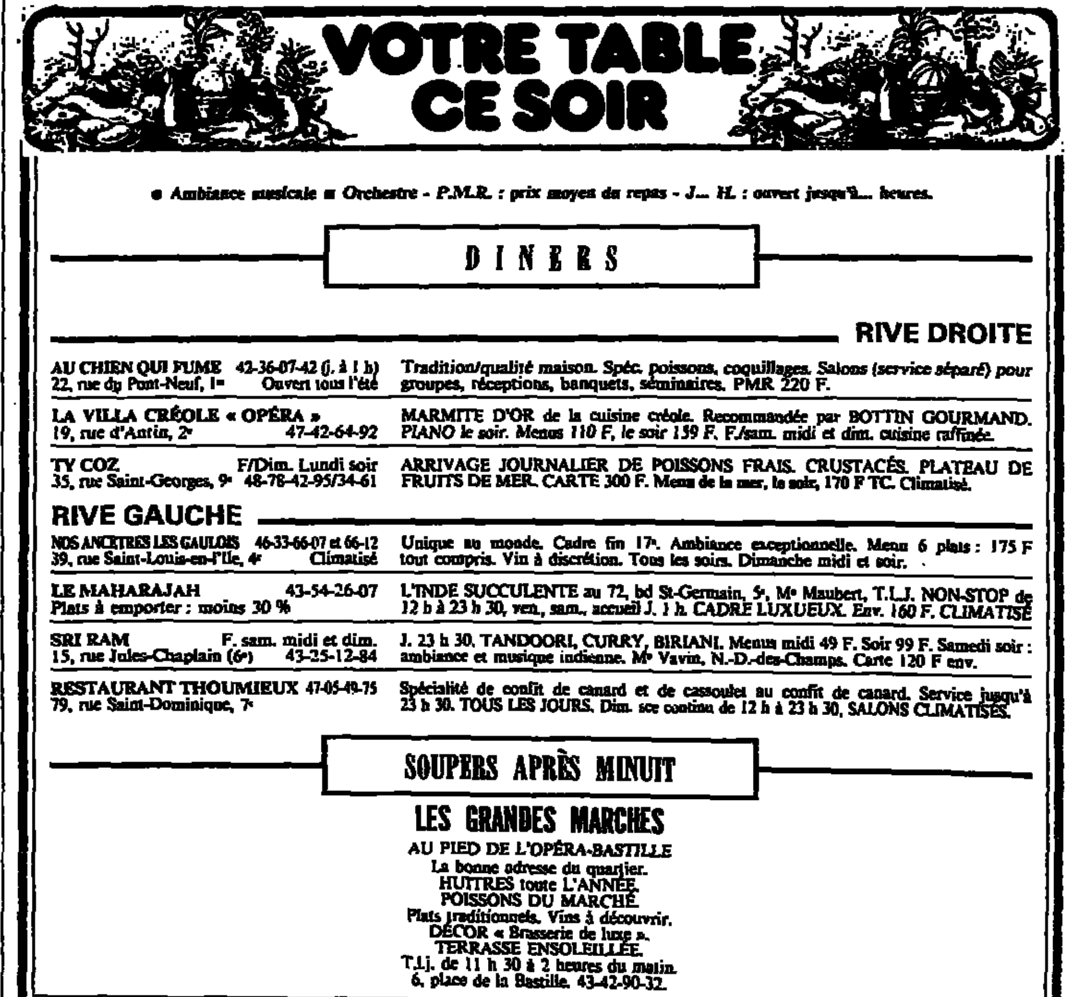
Sète, Jean Le Gac (jusqu'au 31 août) : Le Gac poursuit son œuvre de fabuliste. Sous un titre séduisant, *Une sieste dans le midi*, il présente de nouveaux montages de photographies et de pastels et une frise de 18 mètres de long, autobiographique, à base d'illustrations pour livres enfantins, de brouillons et de lettres. Espace Fortant de France. Tél. : 67-60-52-34.

Sijean, Jacques Villon (jusqu'au 30 septembre) : c'est l'un des plus beaux lieux de la région, une cave viticole admirablement aménagée par le peintre *Piet Moget*. Il y rend hommage à Jacques Villon, marginal du cubisme, peintre délicat et frère de Duchamp. Au rez-de-chaussée, au même moment, les minimalistes Richard *Long et Walter de Maria. Lieu d'Art* contemporain, Hameau du Lac. Tél. : 68-48-83-62.

Sisteron, « Jean Grenier, dialogues avec la peinture », Ve biennale des arts plastiques *(jusqu'au 30 août) : des œuvres de Bra*que, Chagall, Dubuffet, Picasso, Rouault, de Staël, Vieira da Silva... Bibliothèque municipale. Tél. : 92-61-12-03.

Strasbourg, « Les Modernes (1870-1950) » (jusqu'au 31 décembre) : à côté de peintures de Kandinsky, de Kupka ou de Gontcharova et de Larionov – pour ne citer que quelques œuvres du dépôt, – des *terres cuites, plâtres ou bronzes* de Zadkine, Duchamp-Villon, Lipchitz, Janco, permettront de découvrir, en relation avec les œuvres d'Arp conservées au Musée de Strasbourg, certains aspects essentiels de *la sculpture du XXe siècle. L'Ancienne* Douane. Tél. : 88-32-48-95.

Valence, « Etienne Martin, un sculpteur, une ville » (jusqu'au 6 septembre) : la ville de Valence offre ses rues, ses places, ses parcs et ses espaces culturels à l'œuvre *d'Etienne Martin, qui est né tout près*, à Loriol, et dont la maison d'enfance compte tant dans la mythologie personnelle du sculpteur des *Demeures*. Musée des beaux-arts. Tél. : 75-79-20-80. Centre de recherche et d'action culturelle (CRAC). Tél. : 75-43-42-33. Médiathèque. Tél. : 75-79-23-70. Salle des Clercs. Tél. : 75-79-20-80.



ÉCONOMIE

BILLET

Menaces américaines autour du soja

Les négociations entre les Etats-Unis et la Communauté, menées dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à propos des conditions de production et d'importation d'oléagineux dans la CEE, ont été suspendues, les Américains estimant insuffisante l'offre qui leur était faite par les Européens. Sans constituer une surprise, ce dénouement accroît les chances de voir les Etats-Unis mettre en œuvre dans les semaines à venir de graves mesures de rétorsion commerciales contre la Communauté. Si l'on se réfère à la première liste publiée dans cette perspective, les exportations françaises de vins, de fromages et de cognac figureront parmi les produits sanctionnés. Au total, il est prévu que les mesures de rétorsion, qui pourraient entrer en vigueur fin août ou début septembre, porteraient sur un volume de commerce de 1 milliard d'écus, soit 7 milliards de francs. A Bruxelles, des personnalités américaines s'attendent à ce que les relations CEE-Etats-Unis connaissent une sérieuse tension.

Les Etats-Unis contestent le régime de soutien consenti par la Communauté à ses producteurs d'oléagineux (colza, tournesol, soja) et veulent l'amener à le modifier. Selon leurs thèses, les primes à l'hectare dont ceux-ci bénéficient les incitent à développer leur production et affectent, par-là même, la concession accordée par la CEE aux exportations américaines de soja à l'aube de la politique agricole commune. Il avait alors été convenu que le soja, de même que les autres graines oléagineuses, entrerait librement dans la CEE, sans acquitter ni droit de douane ni prélèvement.

Un «panel», c'est à dire une instance d'arbitrage du GATT, convoqué sur plainte des Américains, leur a donné raison. Sans accepter les conclusions du panel, la CEE s'est pliée à ses recommandations et s'est déclarée prête à accorder des compensations aux Etats-Unis, ainsi qu'à ses autres fournisseurs d'oléagineux, à savoir le Brésil, la Pologne, l'Argentine. Aux Américains, elle proposait le maintien du volume actuel d'importation de soja et, pour compenser le manque à gagner résultant du niveau atteint par la production communautaire, des réductions de droits de douane ou prélèvements portant sur d'autres produits les intéressant (blés, volaille...) pour un volume de commerce de 120 millions de dollars.

Les Etats-Unis, qui recherchent, non pas des compensations tarifaires portant sur d'autres produits, mais le démantèlement du régime de soutien de la CEE à ses producteurs d'oléagineux, ont donc rejeté l'offre communautaire. Les experts des Douze et de la Commission européenne doivent se réunir en fin de semaine pour délibérer de la situation créée par cette rupture.

PHILIPPE LEMAITRE

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse
BOURSE
36.15 LEMONDE

Un rapport du FMI sur les effets du traité de Maastricht

La polémique sur la convergence des économies européennes se poursuit

Quel sera le coût de l'ajustement économique rendu nécessaire par la préparation de l'Union économique et monétaire de l'Europe? Le débat agite, depuis plusieurs mois, économistes et hommes politiques (*le Monde* du 16 mai), et vient de connaître un rebondissement avec la publication par *Libération*, dans son édition du 28 juillet, de certaines conclusions d'un rapport du Fonds monétaire international (FMI). Ce rapport, dont seule une première version est rédigée, doit être inséré en septembre dans le *Word Economic Outlook*, publication de conjoncture bi-annuelle du FMI.

Evoquant les possibles effets négatifs sur le niveau de l'activité de la mise en œuvre du traité de Maastricht, sa publication a provoqué une série de réactions officielles. Mardi 28 juillet, le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, a déclaré que le traité est *«bon pour une croissance saine»* et apporte une solution meilleure à l'assainissement général des économies que les efforts entrepris individuellement. En voyage à Londres, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a affirmé que *«lorsque nous arriverons à faire converger nos politiques économiques et à diposer d'une monnaie unique, à avoir des échanges totalement libres, la croissance sera naturellement supérieure»*.

Deux scénarios

Afin d'analyser les conséquences de l'assainissement budgétaire requis de tous les Etats participant à l'UEM, sur le niveau général de l'activité, le rapport du Fonds monétaire distingue deux scénarios. Dans le premier, le plus optimiste, le rapprochement des performances économiques et le soutien des marchés financiers permettraient d'obtenir une baisse sensible des taux d'intérêt. La croissance de l'activité se ralentirait au cours des premières années, mais l'effet en serait annulé à l'horizon de 1996. Dans le second scénario, en revanche, si les progrès de la convergence des économies étaient jugés insuffisants et si la confiance des marchés était affaiblie par la perspective de réaménagement du cours des monnaies – contraires à l'objectif d'une monnaie unique, – d'importantes différences de taux d'intérêt subsisteraient entre les Etats, et, jusqu'en 1996, l'effet sur le niveau de l'activité serait négatif. Les conséquences des deux scénarios sont détaillées par l'usage d'un modèle économétrique complexe.

Au-delà de cette querelle de chiffres, plusieurs faits méritent d'être soulignés. D'une part, le débat sur les effets récessifs de la convergence (le traité de Maastricht impose en particulier une forte compression des déficits publics, à moins de 3 % du produit intérieur brut) est réel. Mais, quel que soit l'avenir du traité de Maastricht et la rapidité de la mise en œuvre de l'UEM, d'importants efforts budgétaires sont actuellement entrepris par la plupart des Etats européens. Le choix laissé aux gouvernements européens participants au SME, jusqu'à présent, n'oppose pas deux politiques contraires (l'une d'ajustement drastique, requise par Maastricht, l'autre de laxisme, au cas où le processus d'union monétaire ne poursuivrait pas son cours). C'est avant tout une question de rythme et d'intensité.

D'autre part, le FMI, comme les autres instituts de conjoncture, a prouvé à plusieurs reprises le manque de fiabilité des prévisions de croissance : n'a-t-il pas ramené de moitié, en l'espace de quelques mois, sa prévision de croissance de l'économie mondiale en 1992. M. Camdessus a rappelé que les prévisions devaient être maniées avec prudence et les simulations *«avec encore plus de prudence»*.

L'intérêt du rapport du FMI se trouve vraisemblablement dans la mise en évidence des importants effets récessifs de Maastricht sur les Etats ayant à accomplir en peu d'années un très important assainissement budgétaire (l'Italie, la Belgique, l'Espagne ou la Grèce). Une affirmation qui n'est pas nouvelle, mais qui met l'accent sur le problème de la cohésion économique de l'Europe. La volonté politique sera-t-elle assez forte dans ces Etats pour imposer des cures d'austérité pluriannuelles? Jusqu'à quel point les pays les plus proches des objectifs fixés par Maastricht, qui sont dans la plupart des cas les plus riches, accepteront-ils d'aider au «rattrapage» économique des autres? Le traité de Maastricht, ainsi que le projet de programmation budgétaire (le paquet Delors 2) apportent tous deux des éléments de réponses, qui restent pourtant à compléter.

FRANÇOISE LAZARE

M. Waigel reproche à M. Möllemann son absence au conseil économique franco-allemand

Le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel (CSU), a reproché à son collègue de l'économie, M. Jürgen Möllemann (libéral), son absence lors du conseil économique et financier franco- allemand du jeudi 23 juillet à Paris (*le Monde* du 25 juillet). Selon la presse allemande, M. Waigel a dû se rendre à Paris, aux côtés du président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, en raison de l'absence de M. Möllemann, et s'est trouvé contraint de répondre lui-même aux critiques françaises faisant suite au dernier relèvement du taux d'escompte outre-Rhin. Le choix de l'emploi du temps de M. Möllemann – celui-ci se trouvait à Berlin – *«n'était pas non plus très flatteur pour nos partenaires français»*, a estimé M. Waigel dans une lettre adressée à son collègue et dévoilée par le quotidien allemand *Express*.

Hausse des prix de détail en Allemagne

5,0 en %

Glissement annuel

4,5 / 4,0 / 3,5 / 3,0

3,5 — 4,0 — 4,8 — 3,3

Indice mensuel

0,5 / 0,0

0,3 — 0,1 — 0,6 — 0,0

S O N D J F M A M J J

1991 1992

Ralentissement de l'inflation

La hausse des prix de détail est nulle au mois de juillet en Allemagne, ce qui constitue le meilleur résultat depuis août 1991. En glissement sur un an, l'inflation s'élève à 3,3 %, selon les chiffres provisoires publiés par l'Office fédéral des statistiques** (nos dernières éditions du 30 juillet). **Celui-ci impute cette chute d'un point sur douze mois – au mois de juin, la hausse annuelle s'était élevée à 4,3 % – à la baisse de la pression fiscale intervenue au 1er juillet. Cette amélioration en matière d'inflation devrait se poursuivre au second semestre, une inflexion étant attendue au début de 1993 du fait de la hausse d'un point du taux normal de la TVA, estiment des économistes.

Avec la création d'un fonds de solidarité

Le gouvernement veut clarifier le financement de l'assurance-vieillesse

M. René Teulade, ministre des affaires sociales, a annoncé, mercredi 29 juillet, en conseil des ministres, la création d'un fonds de solidarité destiné à regrouper des dépenses de retraite non couvertes par les cotisations. Financé par un simple transfert des recettes actuelles, ce fonds n'entraîne pas dans l'immédiat une augmentation des prélèvements. Il fera l'objet d'un projet de loi soumis à l'automne au Parlement et devrait être, comme *établissement public, opérationnel* dès 1993.

La décision du gouvernement de créer un fonds de solidarité est une première amorce de la *«réforme importante»* en matière de retraite annoncée par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, lors de son discours d'investiture du 8 avril devant l'Assemblée. M. Bérégovoy avait en effet annoncé qu'une distinction serait faite, au sein du régime de retraite des salariés, entre *«les fonctions de solidarité nationale»*, assumées par l'Etat, et *«les fonctions d'assurance collective»* financées par la Sécurité sociale.

Nouveau partage

Cette première étape de la réforme des retraites vise donc à clarifier le complexe dispositif de l'assurance-vieillesse en séparant clairement les dépenses qui relèvent du financement large de l'Etat (le non-contributif) de celles qui sont du ressort de l'assurance ou de la solidarité professionnelle, versées en contrepratie des cotisations (le contributif). Dans l'immédiat, le fonds regrouperait plusieurs types de dépenses : le minimum vieillesse (22 milliards de francs), les avantages vieillesse des parents au foyer (environ 17 milliards de francs), les droits acquis pendant les périodes de service national, de chômage et de préretraite, indemnisés par l'Etat (6,8 milliards de francs), ainsi que les dépenses liées aux exonérations de charges décidées par les plans emplois (2 à 3 milliards de francs).

Excluant, dans sa forme actuelle, certaines dépenses de solidarité comme le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation aux adultes handicapés (AAH), le fonds regroupera ainsi près de 50 milliards de francs de dépenses. Son financement sera assuré par un transfert des recettes correspondantes actuelles au niveau notamment de l'Etat et de la Caisse nationale des allocations familiales. L'opération devrait en outre alléger de 6 à 7 milliards les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS), dont le déficit 1991-1992 devrait atteindre près de 40 milliards de francs.

Cette réorganisation technique des comptes de l'assurance-vieillesse pourra permettre – et c'est l'objectif du gouvernement – de clarifier les responsabilités de l'Etat et de la Sécurité sociale. Les partenaires sociaux – patronat et syndicats – sont-ils prêts à assumer leur rôle dans la gestion des retraites de base, comme ils le font pour l'assurance-chômage (UNEDIC) et les régimes de retraite complémentaire (ARRCO pour les non-cadres et AGIRC pour les cadres)? M. Teulade entend négocier avec eux dès la rentrée, afin de définir ce nouveau partage des responsabilités dans la gestion de l'assurance-vieillesse.

Anticipant sur la publication des comptes de la Sécurité sociale qui devaient être publiés mercredi 29 juillet, l'opposition a réagi, mardi 28 juillet, à la création du fonds de solidarité pour les retraites. Approuvant dans un communiqué la démarche qui consiste à *«dissocier les dépenses de solidarité et celles directement liées aux cotisations»*, M. Jean-Yves Chamard, porte-parole (RPR), de l'opposition pour les affaires sociales, demande *«une mesure de financement immédiat»* pour l'assurance-vieillesse. La CGT a, de son côté, adressé une lettre à M. Teulade, dénonçant la création du fonds qui risque, selon la confédération, de *«fragiliser, diminuer ou faire disparaître les acquis»* des personnes dont les cotisations sont prises actuellement en charge par la Sécurité sociale.

OLIVIER PIOT

□ **Enquête sur l'office public d'HLM de Paris.** – Le ministre du logement et du cadre de vie, Mme Marie-Noëlle Lienemann, a vivement critiqué, mardi 28 juillet, la politique du logement social menée par la Mairie de Paris et annoncé sa décision de soumettre l'office public d'HLM de la Ville, l'OPAC, à une enquête de la mission de contrôle des HLM. En visite dans les 20e et 11e arrondissements, elle a affirmé que l'office ne procédait pas à l'entretien et aux travaux de rénovation nécessaires dans les immeubles qui lui appartiennent. *«L'Etat n'a pas les moyens de se substituer à l'OPAC, mais il a le devoir de vérifier que celui-ci remplit sa mission»*, a-t-elle déclaré.

Enseignants, Etudiants, Lycéens, découvrez

les clés de L'INFO

Une nouvelle rubrique dans



Numéro de juillet-août 1992 – 10 F

les clés de L'INFO

Chaque mois, deux pages pour comprendre l'actualité.

Donner **« les clés de l'info »**, des bases et des repères, c'est l'objectif que s'est fixé LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS. Chaque mois, **« les Clés de l'info »** restituent les grands événements de l'actualité dans leur contexte historique, social ou géopolitique. Avec un lexique des mots utiles ou des sigles.

Au sommaire des **« Clés de l'info » :** la protection du littoral, l'été de tous les festivals, le groupe des Sept, les Anglais et le continent, le drame de la Bosnie, les Français et les H.L.M., le bilan de la conférence de Rio, l'accord entre l'Etat et l'enseignement privé, la gauche citoyenne de M. Chevènement, la PAC millésime 92.

et le Dossier du Mois

FRAUDES, ESCROQUERIES, SUPERCHERIES

HUIT PAGES

Les escrocs, les fraudeurs, mais aussi les plaisantins sont parmi nous, dans tous les domaines : économie, sciences, arts et belles lettres... Si certaines aventures, avec le recul, prêtent à sourire, d'autres mettent en lumière ambivalences et actes troubles, de quoi donner à réfléchir sur le vrai, le faux, le mensonge, la vérité, la déontologie, l'injustice.



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Grâce à la baisse des taux

La santé des banques américaines s'améliore

Dans la droite ligne de leurs performances de 1991, les banques américaines ont poursuivi *leur redressement depuis* le début de l'année. Mais les situations des grands établissements restent contrastées et le soutien sans faille apporté depuis plus de deux ans par la Réserve fédérale au système bancaire a sans doute atteint ses limites. Des voix commencent à s'élever pour reprocher aux banques d'entraver la reprise économique tant attendue.

Les banques américaines reviennent de loin *(le Monde* du 10 mars). Elles doivent leur salut à la politique ininterrompue de baisse du loyer de l'argent de leur banque centrale, qui a ramené depuis décembre 1989 son taux d'escompte de 7 % à 3 %. Instruite par la faillite des caisses d'épargne *(saving and loans)* de la fragilité de l'ensemble du système financier américain, la Réserve fédérale a permis aux banques de se refinancer à des coûts de plus en plus faibles et d'accroître leurs marges de crédit.

Les grands établissements ont ainsi pu mener de front des opérations « vitales », comme le nettoyage des bilans d'une partie des créances douteuses, la réduction des frais généraux et des restructurations et rapprochements afin d'atteindre la taille critique.

Le paysage bancaire américain en est totalement bouleversé, après notamment les fusions spectaculaires de BankAmerica et Security Pacific pour constituer le deuxième établissement du pays, de Chemical Bank et Manufacturers Hanover pour former le numéro trois, et enfin de NCNB et C and S/Sovran, donnant naissance au quatrième, Nations Bank. Et ce n'est pas fini... Nations Bank possède une option d'achat sur une autre banque (MNC Financial corp.) et la Bank One va passer de la dixième à la huitième place, après avoir digéré l'acquisition de plusieurs petits établissements.

Un contexte « anormalement » favorable

Si dans l'ensemble l'opération de sauvetage a plutôt bien fonctionné, tous les établissements ne sont pourtant pas logés à la même enseigne. Parmi les plus grands, la situation la plus délicate est celle du premier, Citicorp. Après avoir perdu plus de 450 millions de dollars l'an dernier, la Citicorp a vu son bénéfice baisser de près de 37 % sur les six premiers mois de l'année, à 354 millions de dollars contre 561 millions en 1991. En fait, son redressement est masqué par de lourdes provisions sur le portefeuille immobilier.

Pour de nombreux analystes, Citicorp a sans doute traversé la période la plus difficile de sa restructuration et a assaini de façon significative son bilan. Une opinion partagée par M. John Reed, le président de l'établissement new-yorkais, pour qui le redressement de la banque est *« en bonne voie »*.

A l'autre bout des Etats-Unis, BankAmerica affiche une bien meilleure santé. Après avoir réalisé, en 1991, un bénéfice de plus de 1,1 milliard de dollars, son résultat a encore augmenté de 7 % au premier trimestre de 1992, à 303 millions de dollars. La Chemical Bank avait vu ses profits fondre de 65 % en 1991 après des provisions importantes pour restructuration. Mais sur les six premiers mois de l'année son résultat augmente de 37 %, à 500 millions de dollars. Nations Bank affiche également une performance enviable avec une croissance de 22 % de son bénéfice au dernier trimestre, à 251 millions de dollars.

J. P. Morgan, la cinquième banque du pays par la taille mais la seconde en 1991 pour les profits, poursuit sur sa lancée avec une hausse de près de 36 % de son résultat semestriel, à 684 millions de dollars (3,4 milliards de francs). Ses revenus d'intérêt ont atteint 434 millions de dollars pour la première moitié de l'année, contre 354 millions sur la même période en 1991. Enfin, la Chase Manhattan, la sixième banque du pays, qui a renoué avec les bénéfices l'an dernier, améliore également sa rentabilité avec une progression de 18 % de ses profits de janvier à la fin juin, à 293 millions de dollars.

En dehors de Citicorp., la convalescence des grandes banques américaines semble bel et bien terminée. Leur rentabilité s'améliore, ce qui est loin d'être le cas de tous les secteurs d'activité. Mais elles ne se retrouvent pas pour autant dans une situation idyllique.

La baisse des taux leur a permis de se refaire une santé, mais les restructurations de portefeuilles immobiliers coûtent cher. En outre, elles ont pu bénéficier, lors des deux dernières années, d'un contexte « anormalement » favorable. Elles ont pu accroître leurs marges au détriment de leurs clients, particuliers et entreprises, sans se préoccuper de la concurrence ou se faire sermonner par la banque centrale. Cet âge d'or semble sur le point d'être révolu.

D'abord, parce que le taux d'escompte ne devrait plus baisser, après avoir atteint son niveau le plus bas depuis vingt-neuf ans... En outre, M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, commence à manifester des signes d'impatience. *« Les banques ont été lentes à répercuter les baisses de taux et ont amplifié le ralentissement de la distribution de crédit »*, a-t-il déclaré mardi 21 juillet devant une commission sénatoriale. On peut également penser que l'administration américaine, qui a tant besoin d'une reprise économique pour assurer la réélection de M. George Bush, pourrait faire pression sur les banques – à moins d'en faire des boucs émissaires...

ÉRIC LESER

INDUSTRIE

Loral n'ayant pas donné suite à ses requêtes

Thomson CSF renonce à prendre une participation minoritaire dans la division missiles de LTV

Thomson-CSF a annoncé, mardi 28 juillet à Paris, qu'il renonçait à prendre une participation minoritaire dans le missilier américain LTV Corp. *« Thomson a décidé de ne pas donner suite aux négociations engagées avec la société* [américaine] *Loral pour une prise de participation minoritaire dans la division missiles de LTV »*, a *indiqué un bref communiqué*. Pour sa part, Loral a annoncé, à New-York, qu'elle allait, seule, se porter acquéreur de LTV-missiles.

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour Thomson, c'est sans doute la fin de l'épisode LTV, la fin d'une bataille menée depuis plusieurs mois et qui a représenté la première grande tentative d'une société française de s'installer sur le marché américain de la défense. Alliée au groupe d'investissements américain Carlyle (lui-même appuyé par Northrop), la firme française avait obtenu en avril le feu vert du tribunal des faillites de New-York pour prendre le contrôle de LTV, en liquidation judiciaire depuis 1986. Proposant 450 millions de dollars pour les divisions missile et aéronautique de LTV, Thomson et Carlyle l'emportaient sur leur concurrent de l'époque, Martin Marietta-Lockheed, dont l'offre était de 385 millions.

Il restait à obtenir un autre feu vert, *autrement plus difficile : celui* de l'administration. En l'attendant, Thomson a déjà versé une provision de 20 millions de dollars au tribunal, dont le sort va maintenant donner lieu à une querelle intéressante. La contre-attaque de Lockheed et Martin-Marietta sera vigoureuse. Les deux firmes américaines vont miner le terrain de la bureaucratie washingtonienne, sur lequel doit s'avancer Thomson. Ce fut une bagarre de lobbying et de relations publiques comme on les aime à Washington. Objectif : présenter la firme française sous le profil le plus négatif.

« Cheval de Troie »

Argument numéro un : l'Etat français possède 58 % de Thomson. D'emblée, Lockheed et Martin-Marietta annoncent que *« Thomson, c'est le cheval de Troie du gouvernement français » : « La question est de savoir si nous sommes prêts à vendre les éléments les plus sensibles d'une de nos industries les plus essentielles à un gouvernement étranger »*, martèle M. Norman Augustine, le président de Martin-Marietta. Thomson a beau faire valoir que la caricature est un peu grosse et que bien des firmes du secteur de l'armement américain dépendent à 80 % des commandes du Pentagone, rien n'y fait : le concept de secteur industriel public est passablement étranger à la culture économique américaine.

Le département de la défense, qui n'est évidemment pas neutre, mit en avant la nécessité de protéger certains programmes secretdéfense *confiés à LTV. Enfin, les deux* firmes américaines eurent beau jeu de poser la question : un américain pourrait-il racheter un des fleurons de l'industrie de la défense française ? Dans l'administration et au Congrès, M. Augustine a trouvé des oreilles plus que réceptives.

D'autant que, pour son malheur, Thomson a dû défendre son dossier dans un environnement politique franchement hostile, sur fond de climat anti-français exacerbé, pour cause de GATT, Yougoslavie et autre différend franco-américain sur la défense de l'Europe. Certains milieux américains, dans la presse et au Congrès, allèrent jusqu'à qualifier la France d'*« adversaire stratégique »* des Etats-Unis. Avec une société allemande, même contrôlée par l'Etat, les choses eussent été différentes, aurait confié un parlementaire américain...

Devant tant d'hostilité, Thomson avait retiré, début juillet, son dossier du comité interministériel sur les investissements étrangers aux Etats-Unis (le CIFIUS), qui s'apprêtait à transmettre un avis défavorable au président Bush, appelé à trancher en dernière instance.

Pour Thomson, l'opération était risquée, mais correspondait à une incontestable logique industrielle. Spécialiste des « systèmes » – conduites de tir, radars, – Thomson avait choisi, en 1987, de développer ce qui manquait à son dispositif, un missile, et le fit avec LTV. Les deux firmes se connaissaient bien, s'appréciaient ; pour Thomson, comme pour LTV, l'opération méritait sans doute d'être tentée. Dans un entretien publié en juin par *Defense News*, M. Alain Gomez, PDG de Thomson, affirme : *« Avant de nous engager, nous avons pris de nombreuses précautions, nous avons testé le terrain pendant des semaines et des mois et personne ne nous a découragés. »*

Courant juillet, Thomson avait cherché à mettre au point avec un autre américain, Loral, un montage moins attentatoire aux réticences du Congrès et de l'administration. Le 24 juillet, Loral crut pouvoir annoncer un *« accord de principe »* avec Thomson pour reprendre LTV, le français prenant moins de 10 % du capital de LTV-missiles. N'ayant ainsi pas droit à un siège au conseil d'administration, Thomson aurait été cantonné dans un rôle passif. L'administration – Pentagone et Trésor – donnait déjà des signes d'approbation.

Selon le communiqué diffusé, mardi à New-York, par Loral, Thomson n'était cependant pas satisfait des conditions qui lui étaient faites et cherchait à en obtenir de meilleures. *« Loral n'a pas voulu donner suite aux requêtes de Thomson pour une plus grande participation dans LTV-missiles »*, dit le communiqué, qui poursuit : *« Loral n'a donc pas acquiescé aux demandes de Thomson. »* D'où, sans doute, la décision prise par la direction de Thomson.

ALAIN FRACHON

SERVICES

Avec un excédent de 56 milliards de francs

L'année touristique s'annonce très favorable

Après une année 1991 qualifiée d'*« historique »* pour son affluence touristique, la France devrait connaître en 1992 une saison encore plus favorable, a affirmé, mardi 28 juillet, M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme. Ainsi cette activité dégagerait cette année un excédent dans la balance des paiements de 56 milliards de francs, en hausse de 9,8 % sur un an. Pour le premier semestre, cet excédent s'élève déjà à 27 milliards de francs.

La saison d'hiver s'est bien déroulée, la fréquentation des stations ayant fortement augmenté, notamment en février (+30 %) en raison des Jeux olympiques, où chacun des 240 000 spectateurs aura dépensé en moyenne 20 % de plus qu'un vacancier ordinaire. Par un effet de report des voyages annulés en raison de la guerre du Golfe, la clientèle étrangère est également en progression, Américains, Japonais et Canadiens étant de 10 % à 25 % plus nombreux qu'en 1991.

Les prévisions pour l'arrière-saison sont excellentes, témoignant de l'étalement des séjours tout au long de l'année. *En juin*, les intentions de départ en vacances des Français étaient en progression de 7 % sur l'an dernier. Selon une enquête réalisée en juin, le taux de départ vers l'étranger serait en réduction, 91 % des Francais ayant l'intention de séjourner en France.

Il apparaît que la France devient une destination privilégiée pour les courts séjours, ce qui se traduit par une nouvelle augmentation du nombre de touristes européens. En définitive, la grève des routiers – *« qu'il convient de relativiser »*, selon M. Baylet – *ainsi que les mauvaises* conditions climatiques du début de l'été n'auront pas profondément remis en cause les résultats attendus.

COMMUNICATION

Télé Free DOM à la portion congrue

Le CSA face aux problèmes politico-télévisuels des DOM

La décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'autoriser, mardi 28 juillet, cinq chaînes de télévision privées à émettre à la Réunion a fait l'effet d'une véritable surprise sur l'île. Notamment parce que Télé Free DOM, dirigée par le nouveau président du conseil régional, M. Camille Sudre, se trouve à la portion congrue.

SAINT-DENIS (LA RÉUNION)

de notre correspondant

Plusieurs raisons expliquent les réactions à la Réunion après les décisions du CSA. La première est que Télé Free DOM, dirigée par le nouveau président du conseil régional, M. Camille Sudre, n'a obtenu une autorisation d'émettre que sur trois fréquences seulement. Cette chaîne, qui est à l'origine des émeutes de 1991 et qui diffuse actuellement ses programmes dans l'illégalité, souhaitait être autorisée sur la dizaine d'émetteurs qu'elle occupe indûment. Elle avait demandé en outre l'attribution de trois canaux supplémentaires pour parfaire sa couverture de l'île.

Estimant que le dossier ne correspondait pas aux normes réglementaires, le CSA a recalé la demande. Télé Free DOM s'est vu attribuer seulement les fréquences du Port, de Saint Denis-La Montagne et de Saint-Pierre et demeure dans l'illégalité pour toutes les autres fréquences. Dans une première réaction, le 28 juillet, M. Sudre a estimé que sa chaîne a été *« sacrifiée pour le prix de sa victoire »*. *« Le CSA n'aime pas Free DOM et les Réunionnais »*, a ajouté, mercredi 29 juillet, M. Sudre sur les ondes de Radio Free DOM. Le président du conseil régional a affirmé que *« la bataille continue pour Free DoM »*.

Trois dossiers recalés

La seconde surprise vient d'Antenne Réunion. Cette chaîne, qui a passé un accord avec TF 1 et qui enregistre près de 19 points d'audience pour les programmes qu'elle diffuse depuis 1991 sur les canaux qu'elle partage avec la chaîne cryptée Canal Réunion, *est la grande* gagnante de l'appel d'offre du CSA : elle a obtenu six fréquences qui lui permettent de couvrir la majeure partie de l'île, à l'exception de la zone de Saint-Pierre, dans le Sud.

Enfin, en autorisant TV Sud sur deux canaux (projet porté notamment par M. André Thien Ah Koon, député et maire non inscrit du Tampon), TV 4 sur deux émetteurs également, et Télé Océane sur un seul canal, le CSA s'est offert le luxe de prendre au mot le conseil régional, qui recommandait *« l'ouverture la plus large possible du paysage audiovisuel réunionnais »*.

Sur les huit dossiers qui lui avaient été soumis, le CSA en a donc recalé trois : Sky Réunion, soutenu par un groupe de sociétés de gardiennage, Arc-en-ciel TV, proche de l'évêché, et Télé Korail, défendue par les responsables de Radio Korail, proche du Parti communiste réunionnais. En annonçant la poursuite des recherches pour l'établissement d'autres fréquences et le lancement à l'automne d'un nouvel appel à candidatures destiné à *« compléter cette nouvelle étape de l'ouverture du paysage audiovisuel à la Réunion »*, le CSA offre néanmoins à M. Sudre un repêchage. Dans l'espoir que celui ci en profitera pour peaufiner son dossier. Le CSA n'est cependant pas sorti du problème réunionnais, puisque depuis une semaine une télévision pirate, TV Est, a commencé à émettre de manière intermittente dans l'est de l'île.

Dans un second communiqué, le 28 juillet, le CSA a annoncé qu'il lancerait à l'automne un appel à candidatures pour une chaîne cryptée aux Antilles. Le CSA note que deux services de télévision privée ont également été autorisés, en *Guadeloupe d'une part et en Martinique d'autre part*. Cela dans le but de faire émerger un pôle privé à côté du pôle public de RFO.

ALIX DIJOUX

Une reprise économique « modeste » est attendue au Japon

La reprise économique devrait intervenir en fin d'année 1992 ou au début de l'année 1993, mais sera de toute façon *« modeste »*, indique le Livre blanc sur l'économie japonaise publié mardi 28 juillet par l'Agence japonaise de planification économique (EPA). Selon les conclusions de cette étude annuelle, l'économie de l'archipel traverse une phase *« difficile »*. Officiellement, les spécialistes de l'EPA prévoient une croissance *économique de 3,5 % de mars 1992* à mars 1993 ; ils ont néanmoins reconnu que la croissance serait sans doute plus proche de 2,5 %. L'Agence de planification a rendu public le même jour un rapport mensuel soulignant le ralentissement de la consommation des ménages, ce qui contredit les prévisions du Livre blanc, selon lesquelles la consommation devrait être stable, sinon en expansion.

Le gouvernement va soumettre à Bruxelles le dossier sur la réouverture des chantiers de La Ciotat

Le gouvernement va déposer « dans les prochains jours », auprès de la Commission européenne, un dossier sur la réouverture des chantiers navals de La Ciotat, a annoncé, mardi 28 juillet, une délégation de la CGT après un entretien à Matignon. Selon les services du premier *ministre, cette décision est conforme* aux trois conditions imposées le 16 mars (*le Monde* du 18 mars) : la réouverture des chantiers est soumise à l'accord préalable de Bruxelles, le repreneur doit renoncer à toute demande d'aide de l'Etat, et le conseil général des Bouches-du-Rhône devra s'assurer de la viabilité du projet. Mais selon la CGT, *« le gouvernement a refusé le principe d'une réunion entre lui-même, le repreneur* (la société Lexmar), *le conseil général et la CGT »*.

□ **PHILIPPINES : accord de réduction de la dette extérieure.** – Le gouvernement des Philippines a signé avec ses banques créditrices, vendredi 24 juillet, un accord de réduction de sa dette extérieure portant sur 4,8 milliards de dollars (24 milliards de francs), soit 16 % des 29 milliards de dollars de la dette extérieure totale. L'accord offre aux banques une série d'options, allant du retrait au rééchelonnement et à l'octroi de nouveaux crédits. Constituée de banques commerciales, l'Association des banques philippines (BAP), signataire de cet accord, a critiqué les appels du Congrès philippin qui avait récemment proposé de ne pas reconnaître une partie de la dette extérieure du pays. Pour sa part, le nouveau président philippin, M. Fidel Ramos, considère l'accord comme *« une étape essentielle de la marche du pays vers la reconnaissance internationale de sa solvabilité »*.

□ **BCCI : un ancien secrétaire américain à la défense pourrait être inculpé.** – M. Clark Clifford, ancien secrétaire à la défense de 1968 à 1969 sous la présidence du *démocrate Lyndon Johnson, et son* confrère avocat de Washington, M. Robert Altman, sont sur le point d'être inculpés de complicité dans le scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), indique le *Washington Post* du mardi 28 juillet. Citant des sources non identifiées, le journal rapporte que le représentant du ministère public à New-York s'apprête à annoncer cette semaine l'inculpation des deux hommes de loi par un grand jury (chambre d'accusation) pour leur rôle dans la prise de contrôle en 1981 par des investisseurs étrangers (la BCCI) de la First American Bankshares.

RECTIFICATIF

Dans l'annonce de la Société nationale des chemins de fer tunisiens S.N.C.F.T. Comité des Transports ferroviaires Maghrébins C.T.F.M. parue dans l'édition du Monde du 26 daté 27 juillet 1992 en page 10 il fallait lire : « Les producteurs concernés et intéressés peuvent se procurer, le cahier des charges contre le paiement de la somme de 50 dinars » et non pas « 50 000 dinars ».

□ **La SNCF s'intéresse au transport des marchandises par TGV.** – Après le transport des voyageurs et du courrier à grande vitesse, la SNCF *s'intéresse à celui des marchandises*. Selon M. Alain Poinssot, directeur du fret à la SNCF, un TGV fret sur une ligne européenne pourrait apporter une recette plus de deux fois supérieure à celle d'une rame de voyageurs. Le prix de revient de l'acheminement par TGV serait inférieur au coût du fret express aérien, en pleine expansion, notamment depuis une quinzaine d'années outre-Atlantique. Ce projet, qui n'est encore qu'au stade de l'étude, nécessite la construction de liaisons européennes représentant un investissement de 1 à 2 milliards de francs.

Desmarais et Frère négocieraient leur entrée dans Time Warner

Selon *les Echos*, l'homme d'affaires canadien Paul Desmarais et son associé belge, M. Albert Frère, *négocieraient* une prise de participation de 10 % à 15 % dans le capital de Time Warner, le numéro un mondial de la communication. Cette opération, qui n'est pas encore bouclée, porterait sur une somme de 10 à 15 milliards de francs. Elle permettrait au géant *américain de sceller* une alliance d'envergure en Europe après avoir bouclé des accords similaires avec deux groupes japonais, Toshiba et C. Itoh.

VIE DES ENTREPRISES

Dans l'optique d'une production en série avant la fin du siècle

EDF, PSA et Renault concluent un accord avec l'Etat pour développer les voitures électriques

Une pompe à électricité bleue installée sur les Champs-Elysées pour alimenter en énergie des voitures semblant déjà appartenir au vingt-et-unième siècle. C'est à grand renfort de publicité que le ministre de l'environnement, *Mme Ségolène Royal*, et le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, ont signé, mardi 28 juillet, avec les présidents de Peugeot-Citroën, Renault et d'EDF un accord-cadre visant au développement des voitures électriques et de leurs infrastructures de maintenance.

Cet accord prévoit l'installation en grand nombre de bornes standardisées d'alimentation électrique sur la voie publique pour recharger les batteries; l'équipement en bornes de dix agglomérations pilotes d'ici à 1995 (La Rochelle, Tours et Châtellerault sont déjà sélectionnées); la mise en place d'un système de location des batteries; le développement des services d'entretien et de maintenance.

Pour réaliser ce plan ambitieux, l'Etat accentue sa contribution au programme de recherche-développement pour les transports routiers, qui passe de 200 à 500 millions de francs sur les deux prochaines années. Rappelant qu'un déplacement en voiture sur deux ne dépasse pas trois kilomètres, Mme Royal a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'il fallait *« accélérer le passage de la recherche à l'utilisation grand-public pour les véhicules électriques, qui sont un bon moyen de lutte contre la pollution sonore et atmosphérique urbaine »*. M. Strauss-Kahn a, lui, souligné l'importance de la production de véhicules spécifiquement conçus pour fonctionner à l'électricité, ainsi que de la baisse de leurs coûts.

Deux objectifs qu'approuvent les présidents de Peugeot-Citroën et de Renault, MM. Jacques Calvet et Louis Schweitzer, qui tous deux ont décidé de produire en série avant la fin du siècle des voitures spécifiquement électriques (la Citela de Peugeot et l'Elégie de Renault). Les constructeurs français attendent le ferme soutien de l'Etat : les services publics devront être des clients fidèles et des mesures d'accompagnement fiscales seraient les bienvenues.

PASCALE KRÉMER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISE

□ **Swissair : 2 000 salariés touchés par le plan d'économie.** – Un plan permettant à Swissair d'économiser 40 millions de francs suisses (environ 150 millions de francs français) par an a été décidé par la compagnie aérienne, dont 2 000 salariés vont perdre leur statut pour être réembauchés à des conditions moins avantageuses par trois sociétés chargés des activités annexes, a indiqué, mardi 28 juillet, la direction. Dès janvier 1993, la restauration à bord, les boutiques hors taxes et la restauration du personnel seront confiées à trois sociétés autonomes. Les 2 000 salariés de Swissair touchés par cette mesure se verront, l'an prochain, proposer un nouveau contrat de travail, prévoyant l'allongement d'une heure de la durée hebdomadaire du travail pour un salaire inchangé. Certaines primes seront supprimées et les conditions d'adhésion aux caisses d'assurance maladie et de retraite seront moins avantageuses que celles offertes par Swissair.

OFFRE

□ **Un candidat pour reprendre les intérêts koweïtiens en Espagne.** – Homme de confiance des Koweïtiens en Espagne jusqu'en juin, M. Javier de la Rosa a proposé au ministre koweïtien des finances de racheter, en association avec différentes firmes européennes, pour 2,5 milliards de dollars (12,5 milliards de francs), le groupe Torras, le holding qui regroupe les intérêts du Koweït en Espagne (chimie, papeterie, agroalimentaire, immobilier). Selon le *Financial Times*, la réponse devrait être donnée dans le courant de cette semaine. La proposition de M. Javier de la Rosa, actionnaire minoritaire de Torras, à hauteur de 13,5 %, intervient alors que le groupe chimique Ercros, lui même contrôlé par Torras, a été placé en suspension des paiements (*le Monde* du 29 juillet). Au-delà de la réponse qui sera faite, la proposition de M. de la Rosa, confirme le souhait des Koweïtiens de se désengager de l'Espagne, un pays où ils ont investi près de 4 milliards de dollars depuis la mi-1980.

RÉSULTATS

□ **Bull a réduit légèrement ses pertes sur les six premiers mois de l'année.** – Le groupe informatique Bull a enregistré au premier semestre 1992 une perte nette de 1,685 milliard de francs, soit 252 millions de moins qu'à la même période de 1991. Ce chiffre est toutefois légèrement supérieur aux prévisions données en juin par le président du groupe, M. Francis Lorentz, qui tablait sur une perte nette semestrielle de 1,5 milliard de francs, constituée pour moitié de frais financiers. Le résultat d'exploitation est resté négatif. A 857 millions de francs, il fait apparaître une amélioration de 435 millions par rapport au premier semestre 1991, indique un communiqué du groupe publié mardi 28 juillet. Le chiffre d'affaires dégagé par le constructeur informatique français au cours des six premiers mois de l'année 1992 a accusé un repli de 9,6 % à 13,8 milliards de francs. Bull attribue ce recul à *« la pression concurrentielle sur les prix et à la persistance d'un environnement économique difficile sur les principaux segments de marché du groupe »*.

□ **Solvay : bénéfice net en baisse de 21,8 %.** – Le groupe Solvay, numéro un de la chimie belge, a réalisé en 1991 un résultat net consolidé de 12,44 milliards de francs belges (2,07 milliards de francs), en recul de 21,8 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est demeuré relativement stable à 254,80 milliards de francs belges contre 255,24 milliards en 1990. Cette détérioration du résultat, qui confirme les premières tendances publiées en janvier, s'explique par un second semestre *« particulièrement faible »*, et par une concurrence *« particulièrement vive »*. Le groupe a, de plus, dû faire face à une *« hausse de 13,3 % des charges d'amortissement dues aux nouveaux investissements »*. Le résultat net prend cependant en compte des résultats exceptionnels positifs de 1,83 milliard de francs belges obtenus par la reprise d'une provision fiscale et par des cessions d'actifs.

□ **ICL (Fujitsu) annonce une baisse de 40 % de son bénéfice annuel 1991.** – La firme informatique britannique International Computers Ltd (ICL), filiale à *80 %* du groupe japonais *Fujitsu*, a annoncé un bénéfice annuel net en baisse de 40 % pour l'année 1991 à 39 millions de livres (390 millions de francs) contre 65 millions de livres pour 1990. Ces résultats, honorables au vu des pertes annoncées par la plupart des ténors de l'informatique mondiale, ont été obtenus sur un chiffre d'affaires en progression de 16 % à 1,87 milliard de livres contre 1,61 milliard pour l'année précédente. Les résultats d'ICL prennent en compte trois mois de résultats de Nokia à partir du 1er octobre 1991.

□ **Boehringer Ingelheim France : résultat net positif en 1991, à 12,8 millions de francs.** – Boehringer Ingelheim France, filiale du groupe allemand du même nom, a renoué avec les bénéfices en 1991, dégageant un résultat net consolidé de 12,8 millions de francs après une perte d'1 million en 1990. Le chiffre d'affaires a stagné à 1,1 milliard de francs, dont 70 % dans le seul domaine pharmaceutique. Cette stagnation résulte, selon M. Peter Borgas, son directeur pour la France, de *« la politique draconnienne »* de limitation des prix des médicaments pratiquée dans l'Hexagone. Pour 1992, dans le domaine pharmaceutique, M. Borgas mise beaucoup sur le lancement d'un nouveau médicament contre l'hypertension.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE S.A.
Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT
PP. Paris RP — 201 MON 01
Durée choisie : 3 mois □ 6 mois □ 1 an □
Nom : ________ Prénom : ________
Adresse : ________
________ Code postal : ________
Localité : ________ Pays : ________
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 29 juillet ↑

Poursuite de la reprise

Pour la cinquième séance consécutive, la Bourse de Paris était en hausse, mercredi 29 juillet, et poursuivait son redressement. Dans un marché toujours calme, l'indice CAC 40, après avoir ouvert sur une baisse de 0,07 %, progressait ensuite régulièrement dans la matinée pour approcher les 1 % de hausse. Le CAC 40 perdait ensuite un peu de terrain pour gagner en début d'après-midi 0,64 % à 1 780,36 points.

Pour la majorité des analystes, la tendance s'est retournée et les investisseurs jugent les baisses des semaines précédentes excessives. Symbole de ce retour à une certaine confiance, les étrangers s'intéressent à nouveau aux valeurs françaises en dépit des accès de faiblesse persistants du marché obligataire.

Toutefois, les volumes de transactions restent modestes, de l'ordre de 1 milliard de francs à mi-séance sur le marché à règlement mensuel. En outre, les données fondamentales de l'économie n'ont pas changé et les incertitudes politiques demeurent. La reprise de la croissance risque de se faire attendre encore un moment, et l'approche du référendum sur Maastricht va faire entrer les marchés français dans une nouvelle zone de turbulences. Passée la correction en cours, la Bourse de Paris va de nouveau se retrouver dans l'inconnu.

Du coté des valeurs, à noter les hausses de 3,5 % de Hachette, de 3,4 % de Schneider et de 2,6 % de Lafarge Coppée. En revanche, Euro Disney continue à perdre du terrain et cède 2,7 %.

NEW-YORK, 28 juillet ↑

Au-dessus des 3 300 points

Dans une atmosphère très active, notamment après l'annonce par Chrysler de très bons résultats financiers au deuxième trimestre, la Bourse de New-York était bien orientée, mardi 28 juillet. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit en clôture à 3 334,07 points, en hausse de 51,87 points (+ 1,6 %). Quelque 218 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en hausse a été trois fois plus élevé que celui des valeurs en basse, à 1 387 contre 438.

L'annonce surprise par Chrysler d'un bénéfice net de 178 millions de dollars au deuxième trimestre a été bien reçue par les investisseurs à Wall Street. Le troisième constructeur automobile américain avait enregistré une perte de 212 millions de dollars pendant la même période de 1991. Wall Street a également bénéficié de la stabilité des places étrangères et de la baisse des taux sur le marché obligataire.

Le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est tombé à 7,42 % (son plus bas niveau depuis janvier), contre 7,51 %.

VALEURS	Cours du 27 juillet	Cours du 28 juillet
Alcoa	72 3/8	73 5/8
ATT	43	43 3/4
Boeing	39 1/4	39
Chase Manhattan Bank	24 1/2	25
Du Pont de Nemours	49 1/8	48 5/8
Eastman Kodak	41 5/8	41 7/8
Exxon	62	62 1/8
Ford	44	45 3/4
General Electric	75	75 3/4
General Motors	39 3/4	41 3/8
Goodyear	62 5/8	65 1/2
IBM	92 1/2	93 3/4
ITT	64 3/4	65 5/8
Mobil Oil	63 1/4	63 3/8
Pfizer	76 3/8	77 5/8
Schlumberger	62 3/4	65 1/4
Texaco	62 7/8	64
UAL Corp. ex-Allegis	111 3/8	111 1/4
Union Carbide	13 3/4	14 1/4
United Tech.	53 3/4	54 5/8
Westinghouse	18 3/8	18 1/4
Xerox Corp.	73 1/2	75

LONDRES, 28 juillet ↑

Hausse en fin de séance

Après un début de journée assombri par une étude morose de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), les valeurs ont terminé sur une note positive mardi au Stock Exchange dans le sillage de Wall Street. En fin de séance, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a progressé de 25,4 points (+ 1,1 %) à 2 373,4 points.

Le Footsie avait gagné une dizaine de points en début de matinée, bénéficiant d'achats d'investisseurs estimant que le marché avait trop souffert avant de réduire ses gains de moitié en réaction au rapport de la CBI. L'étude a confirmé une rechute du secteur industriel, le retour du pessimisme chez les patrons et n'a pas prévu de réelle amélioration des commandes et de la production pour les mois à venir.

TOKYO, 29 juillet ↓

Toujours plus bas

La Bourse de Tokyo a touché, mercredi 29 juillet, un nouveau plus bas niveau depuis le début de l'année et depuis 1986. L'indice Nikkei des principales valeurs termine la journée sur un repli de 330,69 points, soit 2,14 %, à 15 095,95 points après avoir frôlé les 15 000 points. Le précédent record à la baisse avait été établi mardi 28 juillet en cours de séance à 15 200 points.

Les investisseurs ont totalement ignoré la reprise de Wall Street pour se préoccuper uniquement de la faiblesse de l'activité au Japon. De nouvelles rumeurs sur des problèmes d'endettement dans l'immobilier et les craintes de baisse des résultats des sociétés ont entraîné des ventes de précaution. Les opérateurs restent toujours aussi pessimistes et considèrent que la barre psychologique des 15 000 points pourrait être franchie dans les prochains jours.

VALEURS	Cours du 28 juillet	Cours du 29 juillet
Ajinomoto	1 120	1 090
Bridgestone	1 080	1 050
Canon	1 240	1 210
Fuji Bank	1 260	1 280
Honda Motors	1 160	1 170
Matsushita Electric	1 180	1 170
Mitsubishi Heavy	508	500
Sony Corp.	3 830	3 800
Toyota Motors	1 390	1 370

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4250	4250	Immob. Hôtelière	1000	1050
Arnault Associés	211 50	181 50	Intern. Computer	153	
B A C	23 70	28 70 d	I.P.B.M.	58 50	.
Bque Vernes	710	642 o	Locamic	113	.
Boiron (Ly)	461	461	Matra Comm.	295 70	295 70
Boisset (Lyon)	200		Molex	150	
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	695	680	Publ. Filipacchi	428	437
Calberson	333	.	Rhône-Alp.Ecu (Ly.)	330	330
Cardif	715	737	Select Invest (Ly)	85 50	85 50
C.E.G.E.P.	160	160	Serbo	254	250
C.F.P.I.	274	274	Sopra	324	
C.N.I.M.	1038	1026	TF1	515	518
Codetour	263	263 20	Thermador H. (Ly)	343	. .
Conforama	1218	1218	Unilog	250	255
Creeks	130	130	Viel et Cie	81 30	85 30
Dauphin	292	.	Y. St-Laurent Groupe	790	775
Delmas	1095	1100			
Demachy Worms Cie	375	367			
Devanlay	1015	1029			
Deville	165	165			
Dolisos	105	105			
Editions Belfond	240	240			
Europ. Propulsion	188	193			
Finacor	115	.			
G.F.F. (group.fon.f.)	66 70	66 50			
G.L.M.	335	335			
Gravograph	152	152			
Guintoli	300				
I.C.C.	165 50	165			
Idianova	82 50				

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 28 juillet 1992
Nombre de contrats estimés : 80 797

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	105,52	105,86	106,36
Précédent	105,58	105,90	106,30

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 92	Déc. 92	OPTIONS DE VENTE Sept. 92	Déc. 92
106	0,38	1,27	0,77	1,33

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 20 538

COURS	Juillet 92	Août 92	Septembre 92
Dernier	1 767	1 780	1 793
Précédent	1 751	1 766	1 782

CHANGES

Dollar : 4,97 F ↓

Le dollar était pris d'un nouvel accès de faiblesse mercredi 29 juillet au matin, après la publication d'indices défavorables sur l'économie américaine. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,97 F contre 4,9860 F mardi au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	28 juillet	29 juillet
Dollar (en DM)	1,4785	1,4725
TOKYO	**28 juillet**	**29 juillet**
Dollar (en yens)	127,35	127,98

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (29 juillet) ...... 9 15/16 - 10 1/6 %
New-York (28 juillet) ...... 3 3/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	27 juillet	28 juillet
Valeurs françaises	101,50	102,50
Valeurs étrangères	91,90	91,80
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	478,39	482,02
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 755,35	1 769

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	27 juillet	28 juillet
Industrielles	3 282,20	3 334,07

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	27 juillet	28 juillet
100 valeurs	2 348	2 373,40
30 valeurs	1 767	1 785,60
Mines d'or	90,50	91,50
Fonds d'Etat	89,17	89,12

FRANCFORT

	27 juillet	28 juillet
Dax	1 618,09	1 610,64

TOKYO

	28 juillet	29 juillet
Nikkei Dow Jones	15 426,64	15 095,95
Indice général	1 190,41	1 180,48

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

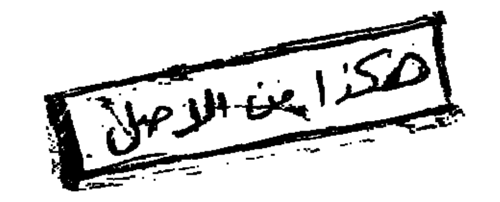
	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	4,9745	4,9765	5,0595	5,0645
Yen (100)	3,8908	3,8946	3,9516	3,9580
Ecu	6,8885	6,8905	6,8744	6,8822
Deutschemark	3,3789	3,3794	3,3817	3,3849
Franc suisse	3,8060	3,8105	3,8218	3,8295
Lire italienne (1000)	4,4660	4,4680	4,4034	4,4118
Livre sterling	9,6000	9,6050	9,6014	9,6137
Peseta (100)	5,3090	5,3140	5,2653	5,2761

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 7/8	4	3 13/16	3 15/16	3 3/4	3 7/8
Ecu	10 15/16	11 1/16	10 15/16	11 1/16	10 7/8	11
Deutschemark	9 5/8	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 11/16	9 13/16
Franc suisse	8 3/8	8 1/2	8 3/8	8 1/2	8 7/16	8 9/16
Lire italienne (1000)	16 3/4	17	15 5/8	15 7/8	15 1/2	15 3/4
Livre sterling	10 1/16	10 3/16	10 1/8	10 1/4	10 3/16	10 5/16
Peseta (100)	13	13 1/4	13 3/16	13 7/16	13 1/4	13 1/2
FRANC FRANÇAIS	10 1/16	10 3/16	10 3/16	10 5/16	10 3/16	10 5/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL
LE MONDE DE LA BOURSE
Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille
BOURSE
36.15 LEMONDE



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 JUILLET

Cours relevés à 14 h 00

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4700	C.N.E 3%	4690	4710	4690	- 0 21
905	B.N.P T.P.	895	896	895	...
877	Cr.Lyon T.P.	875	880	880	+ 0 57
1571	Renault T.P.	1599	1600	1596	- 0 19
1653	Rhone Poul. T.P.	1650	....	....	...
1020	Saint Gobain T.P.	1032	1035	1035	+ 0 29
880	Thomson T.P.	880	880	880	..
645	ACCOR	642	642	636	- 0 93
725	Air Liquide	758	760	755	- 0 40
605	Alcatel-Alsthom	620	619	623	+ 0 48
1750	Als.Superm.	1800	1800	1800	...
290	A.L.S.P.I.	285	292	285 20	+ 0 07
415	AGF Sté Centrale	433 90	436 50	434	+ 0 02
140	Avenir H. Média	148	146 50	147	- 0 68
750	Axa (ex Cie Midi)	830	831	830	....
123	Bafip	136 40	137 50	137 50	+ 0 81
98	Bail-Equipem.	98	99 80	98	...
695	Bail Investiss.	688	696	696	+ 1 16
330	Bancaire	331 10	331	333 50	+ 0 72
785	Bazar H.-V.	770	780	780	+ 1 30
1260	Berger (M)	1249	1136	1200	- 3 92
400	Bertrand Faure	405	400 20	400 20	- 1 19
785	Bic	819	805	810	- 1 10
1050	B.I.P.	1060	1050	1050	- 0 94
250	BIS	250	250	240	- 4 00
330	B N P (CI)	337	330	334	- 0 89
720	Bolloré Tech.	715	720	715	....
3050	Bongrain	2960	2961	2976	+ 0 54
565	Bon-Marché	590	589	586	- 0 68
530	Bouygues	553	550	558	+ 0 90
96	BP France	94 50	95	95 80	+ 1 38
1050	B S N	1019	1015	1017	- 0 20
1150	Canal Plus	1167	1170	1171	+ 0 34
215	Cap Gem.S.	219 40	218	218 50	- 0 41
2500	Carrefour	2540	2530	2571	+ 1 22
133	Casino	136	136	136 80	+ 0 59
88	Casino ADP	90	90	90	...
480	Castorama D.I.	481 80	482	481	- 0 17
165	C.C.F.	172	171 20	172	...
35	CCMC Ly.	35 20	37 40	38	+ 7 95
390	C.D.M.E.	387 10	394 80	398	+ 2 82
155	C.E.G.I.D	150 10	153	150 20	+ 0 07
77	Centrest (Ny)	78 80	82	80	+ 1 52
360	C.E.P. Comm.	350	349	345	- 1 43
108	Cerus	109 70	109	111	+ 1 19
710	Cetelem	735	730	752	+ 2 31
225	CF Int.	219	229 90	229 90	+ 4 98
280	CGI Info.	276	272	282	+ 2 17
1010	C.G.I.P.	1025	1016	1014	- 1 07
650	CGP	662	651	663	+ 0 15
1100	Chargeurs S.A.	1120	1109	1130	+ 0 89
315	Christian Dior	307 50	308 90	301 10	- 2 08
565	C.I.C.A (M)	550	545	545	- 0 91
370	Ciments franç.	350 10	350	350	- 0 03
730	Clarins	725	725	729	+ 0 55
430	Club Méditer.	433	428	430 10	- 0 67
168	CMB Packa.	171	170	171	....
830	Colas	840	835	832	- 0 95
195	Cpt. Entrep.	195	198 40	198 40	+ 1 74
1030	Compt Mod.	1042	1048	1059	+ 1 63
225	CPR (Paris Réé.)	236 50	235	234	- 0 64
740	Créd. Foncier	752	765	770	+ 2 39
245	Crédit Loc France	239	238	241 50	+ 1 05

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
505	Cr Lyon (CI)	520	515	515	- 0 96
870	Credit Nat.	862	867	874	+ 1 39
255	CSEE	260	253	253	- 2 69
3190	Damart	3180	3160	3240	+ 1 89
380	Dassault Aviation	386	375	385	- 0 26
170	Dassault Electr.	179 50	179	179 50	...
1670	De Dietrich	1726	1726	1730	+ 0 23
66	Dév.P d.C.(Li)	69	69	69	
110	Dév.R.Sud-Est	110	110	120	+ 9 09
320	D M C	316 20	320	323	+ 2 15
400	Docks France	407 50	407	407	- 0 12
230	Dynaction	210 10	217	220	+ 4 71
2070	Eaux (Gle)	2085	2100	2113	+ 1 34
850	E.B.F	830	830	820	- 1 20
395	Ecco	390	385 80	391 50	+ 0 38
330	Elf Aquitaine	340 50	341	342 70	+ 0 65
980	ElfSanofi(ExSanofi)	1000	991	995	- 0 50
230	Erap-Elf (Certif)	235	231	230	- 2 13
570	Eridania-Beghin	575	576	575	..
390	Essilor	394	394 50	394	
176	Essil.Int (DP)	191	185	188 50	- 1 31
790	Esso	815	802	807	- 0 98
1280	Eurafrance	1301	1301	1300	- 0 08
590	Eurocom	575	576	576	+ 0 17
97	Eurodisneyland	93 20	91 80	90 70	- 2 68
930	Europe 1	1014	1013	1013	- 0 10
30	Eurotunnel	31 60	32 25	31 95	+ 1 11
1450	Exor	1450	1450	1450	..
99	Finextel	98	98	99	+ 1 02
345	Fives Lille	360	354	359	- 0 28
3220	Fromager. Bel	3220	3220	3260	+ 1 24
1920	Gal.Lafayette	2085	2045	2150	+ 3 12
1540	G.A.N.	1540	1540	1550	+ 0 65
505	Gascogne (B)	500	500	500	...
1240	Gaz et Eaux	1226	1230	1240	+ 1 14
655	Geophysique	670	670	675	+ 0 75
615	Groupe André SA	615	615	623	+ 1 30
505	Groupe Cité	510	509	512	+ 0 39
390	GTM-Entrep.	410	410	410	..
1610	Guyenne-Gas.	1620	1611	1625	+ 0 31
114	Hachette	118 80	122	123	+ 3 54
455	Havas	467 50	467 50	475	+ 1 60
290	Idia	305	305	305	....
310	Imétal	319	313	313	- 1 88
110	Immob. Phénix	113	110 10	113 50	+ 0 44
92	Ingénico	88 90	89 50	88 10	- 0 90
6470	Inst. Mérieux	6590	6580	6500	- 1 37
390	Interbail	390	392	392	+ 0 51
680	Intertechnique	730	702	700	- 4 11
800	J. Lefebvre	820	820	821	+ 0 12
465	Klépierre	474 50	471	470	- 0 95
700	Labinal	695	691	691	- 0 58
310	Lafarge	305 20	307	313 10	+ 2 59
280	Lebon	275	272	272	- 1 09
4240	Legrand	4205	4180	4202	- 0 07
2210	Legrand (DP)	2125	2121	2129	+ 0 19
340	Legris Industries	338	343	350	+ 3 55
600	Locindus	625	629	625	..
3430	L.V.M.H.	3672	3684	3734	+ 1 69

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
495	Lyon.Eaux/Dumez	505	504	510	+ 0 99
82	Majorette Ly	88 50	89 95	87	- 1 69
270	Mar. Wendel	289 50	280	285	- 1 55
180	Matra	177	178	178 50	+ 0 85
445	Merlin-Gerin	465	468	484	+ 4 09
74	Metaleurop	76 50	77	77	+ 0 65
29	Métrologie In.	30 30	30 35	30	- 0 99
200	Michelin	210 50	210 80	214 50	+ 1 90
156	Min. Salang (Ma)	156 10		..	.
77	MMB	80	81 50	81 90	+ 2 38
131	Moulinex	134	133 10	127	- 5 22
900	Navig. Mixte	869	865	865	- 0 46
110	Nord-Est	111	111	110	- 0 90
240	Nordon (Ny)	230	240	235	+ 2 17
645	Nouv Galeries	647	647	647	.
101	Olipar	94 90	94	92 50	- 2 53
905	Oréal	930	929	937	+ 0 75
300	Paribas	313 60	311	320	+ 2 07
183	Pechiney Int.	182	181	183 30	+ 0 71
305	Pechiney (CIP)	305	305	307	+ 0 66
380	Pernod Ricard	365	363 50	366 40	+ 0 38
665	Peugeot	678	677	684	+ 0 88
345	Pinault	351	350	354	+ 0 85
770	Plastic-Omn.	795	786	785	- 1 26
500	Poliet	510	499	515	+ 0 98
700	Primagaz	710	706	724	+ 1 97
710	Printemps	711	715	705	- 0 84
670	Promodès	647	645	643	- 0 62
450	Radiotechn.	462	465	464	+ 0 43
5600	Redoute (La)	5620	5610	5630	+ 0 18
155	Remy Cointreau	168	165	165 50	- 1 49
585	R. Poulenc CIP	580	580	579	- 0 17
55	Rochette(La)	58 30	59 85	57 60	- 1 20
445	Roussel Uclaf	440	438	429	- 2 50
2800	R. Impé.Ly *	2830	2790	2830	...
159	Sade (Ny)	159	159	159	.
2140	Sagem	2180	2180	2180	...
525	Saint Gobain	544	545	548	+ 0 74
1130	Saint Louis	1131	1144	1123	- 0 71
1310	Salomon Ly.	1320	1330	1310	- 0 76
295	Salvepar (Ny)	310	310	310	..
1350	S.A.T.	1386	1350	1350	- 2 60
225	Saut. Chât.	230	230	234	+ 1 74
1000	Saupiquet (Ns)	1040	1040	1003	- 3 56
585	Schneider	583	579	608	+ 4 29
13	SCOA	14 75	15	15	+ 1 69
315	Scor s.a.	300	295	299	- 0 33
2000	S.E.B.	2080	2060	2092	+ 0 58
375	Sefimeg	377	378	372 30	- 1 25
116	Selectibanque	115	115	115	.
187	Sextant A.	178	176	177	- 0 56
590	S.F.I.M.	619	620	637	+ 2 91
189	S.G.E.	199 60	199 50	199 50	- 0 05
355	Simco	380	379 90	373 10	- 1 82
625	Sk. Rossignol	624	620	620	- 0 64
430	Sligos	430	436	436	+ 1 40
440	Société Géné.	446	443	451 60	+ 1 26
50	Sodecco(B)	53	50 10	52	- 1 89
92	Sodero(Ns)	94 10	94 10	94 50	+ 0 43

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
990	Sodexho	969	960	968	- 0 10
67	Sogenal(Ny)	72	69 05	73	+ 1 39
375	Sogerap	380	374	374 90	- 1 34
1330	Sommer-Allib.	1330	1303	1329	- 0 08
355	SOPHIA	356	355	355	- 0 28
1700	Source Perrier	1700	1700	1701	+ 0 06
710	Sovac	719	709	702	- 2 36
275	SPEP	297 90	296	296	- 0 64
270	Spie-Batignol	272	271	274	+ 0 74
745	Strafor Facom	749	749	748	- 0 13
255	Suez	265	265	270 80	+ 2 19
995	Synthelabo	997	1000	1002	+ 0 50
126	Thomson CSF	131	131	129 10	- 1 45
230	Total	230	230	231 80	+ 0 78
171	- (certif)	158 60	173	166	+ 4 67
181	Truffaut Fin	185	181 50	180	- 2 70
405	U.A.P.	396 60	398 90	398	+ 0 35
235	U.F.B Locab.	237	249 90	248	+ 4 64
250	U.G.C. DA (Robur)	252	255	251	- 0 40
480	U.I.C.	468 20	465	470	+ 0 38
405	U.I.F.	414	410	408	- 1 45
750	U.I.S	745		.	..
400	Unibail	403 80	403 90	400	- 0 94
720	Valéo	772	765	760	- 1 55
153	Vallourec	148 60	150	150	+ 0 94
220	Via Banque	221	221	221	..
270	Worms et Cie	288 90	290	290	+ 0 38
1170	Zodiac	1220	1220	1240	+ 1 64
945	Elf Gabon	988	987	987	- 0 10
99	Amax	106	102	101 20	- 4 53
144	Amer. Barrick	144 90	148 10	148 10	+ 2 21
120	Amer Express	114	117 30	116 40	+ 2 11
215	A.T.T.	205	219 10	218 80	+ 6 73
148	Anglo Amer C.	149	151 10	154 20	+ 3 49
270	Amgold	264 60	267 50	267 50	+ 1 10
195	Banco Santander	199 90	190 10	195	- 2 45
730	B.A.S.F	731	745	754	+ 3 15
865	Bayer	880	885	890	+ 1 14
45	Blenheim Plc	47	46	46	- 2 13
30	Buffelsfont.	29 25	29 50	30 40	+ 3 93
128	Chase Manh.	124	125 50	126	+ 1 61
2400	Daimler Benz	2329	2336	2280	- 2 10
98	De Beers	96 65	100	100 50	+ 3 98
2200	Deutsche Bank	2184	2186	2171	- 0 60
1080	Dresdner Bank	1089	1089	1082	- 0 64
56	Driefontein	56	56	55 90	- 0 18
245	Du Pont-Nem.	244 10	247	246 60	+ 1 02
205	Eastman Kodak	206 50	213 50	219	+ 6 05
12	East Rand	11 70	11 50	11 70	.
32	Echo Bay	32 60	32 70	32 70	+ 0 31
195	Electrolux	195	204	209	+ 7 18
110	Ericsson	115	115	115	..
315	Exxon Corp	310 50	309 40	309 40	- 0 35
220	Ford Motor	221 80	229 40	229 80	+ 3 61
43	Freegold	42 30	43	43 20	+ 2 13
14	Gencor	14 40	14 90	15	+ 4 17
385	Gén. Elect.	365	377 30	377 30	+ 3 37
196	Gén. Motors	200 20	206	207 50	+ 3 65
325	Gén. Belgique	319 10	320	320	+ 0 28

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
43	Gd Métropol	41 65	41 95	42	+ 0 84
50	Guinness	52	53 40	52 95	+ 1 83
19	Hanson PLC	19 15	19 80	19 10	- 0 26
21	Harmony Gold	20	20 95	21	+ 5 00
355	Hewlett Packard	356	.		
29	Hitachi	28 80	28 40	28 35	- 1 56
755	Hoechst	771	771	776	+ 0 65
71	Homestake	71 80	71 15	71 15	- 0 91
107	I.C.I.	101	104	104	+ 2 97
465	I.B.M.	465	467 10	467 10	+ 0 45
325	I.T.T	322 50	326 50	326 50	+ 1 24
157	Ito Yokado	151	148 70	147	- 2 65
47	Matsushita	46 50	46 50	46	- 1 08
3 55	Maxwell	3 55	..		.
215	Mc Donald's	213	219 60	219 10	+ 2 86
250	Merck	257 40	255	257 60	+ 0 08
490	Minnesota M.	490 50	...		..
35	Mitsubishi	35	34 30	34 30	- 2 00
320	Mobil corp	316	.	.	
295	Morgan J.P	298	.		.
35120	Nestlé	35330	35340	36100	+ 2 18
125	Norsk Hydro	125 70	127 60	126 80	+ 0 88
92	OFSIL	90 25	90 20	91	+ 0 83
1760	Petrofina	1757	1768	1763	+ 0 34
390	Philip Morris	384 60	391 20	393 80	+ 2 39
78	Philips	77 10	77 15	76	- 1 43
57	Placer Dome	56 60	57 50	57 50	+ 1 59
255	Procter Gamble	248 60	247 30	247 30	- 0 52
160	Quilmès	173 90	176	176	+ 1 21
21	Randfontein	20	20 30	20	.
275	Rhone Poul. Rorer	268 60	273 70	273 80	+ 1 94
435	Royal Dutch	426	430	430 50	+ 1 06
53	R.T.Z.	52 20	52 70	52 80	+ 1 15
11	Saat.& Saatch.	11 95	12 35	12 30	+ 2 93
26	St Helena	26 60	26	26	- 2 26
310	Schlumberger	315	325	323 80	+ 2 79
44	Shell transp.	43 20	43 30	44 50	+ 3 01
2090	Siemens	2085	2096	2112	+ 1 29
154	Sony	153	150 90	150 10	- 1 90
50	Sumitomo Bank	51	50 90	50	- 1 96
152	T.D.K.	145	138 80	139	- 4 14
54	Telefonica	52 10	53 50	55	+ 5 57
25	Toshiba	24 10	24	24	- 0 41
540	Unilever	530	536	540	+ 1 89
265	Unit Techn	271 90	272 20	271 50	- 0 15
235	Vaal Reefs	236	232 60	232 70	- 1 40
1170	Volkswagen	1218	1195	1195	- 1 89
300	Volvo	300 30	313	320	+ 6 56
107	West. Deep	105	104 30	100	- 4 76
360	Xerox Corp	369 60	.		.
91	Yamanouchi	91 80	91 20	90 70	- 1 20
3 16	Zambia Cop	3 54	3 60	3 62	+ 2 26

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8%78	100 50	0 45
10,80% 79/94	100 75	9 70
Emp.Etat 13,4%83	103 93	8 09
Emp.Etat 12,2% 84	100 30	9 83
10,26% mars 86	102 10	3 90
OAT 10% 5/2000	105 47	1 72
OAT 9,9% 12/1997	101 95	6 19
OAT 9,8% 1/1996	100 86	4 84
PTT 11,2% 85	104	6 80
CFF 10,30% 86	102 10	4 83
CFF 10,25% nov 90	106	3 81
CNA 10 % 1979	100 99	3 95
CNB Bques 5000F	98 10	0 65
CNB Paribas 5000F	97 90	0 65
CNB Suez 5000F	98 06	0 65
CNI 1/82 5000F	98 40	0 65
CNT 9 % 86	97 10	2 50
CRH 10,90% déc 85	106 70	5 68
CHARB FCE 3% 100	...	....
CNCA	1040	....
Cerus	2202	..
Alcatel 6 % janv. 89	615	...
Ly Eaux cv 6,5%	760	..
Thoms. cv 9,2% 88	800	..

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	682	685
Applications Hydr.	1539	1539
Arbel	465	471
Bains C.Monaco	930	....
B.Hypoth.Europ	357	..
B.N.P Intercont.	334	345
Beghin-Say (C I)	469	469
Bénédictine	2629	..
Bidermann Internat.	459	..
Blanzy Ouest	1939	...
B T P	59 90	59 60
Cambodge	1150	1150
Carbone Lorraine	456	453
Case Poclain	5 30	5 30
C.B.C	295	298
C.E.G.F (Frigor.)	701	702
Centenaire Blanzy	380	363
Cerabati	50	.
Champex Ny	51	

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
CIC (CIP)	178 70	179
C.I.M.	878	....
C.I.T.R.A.M. (B)	2500	
Cogifi	282	282
Comiphos	481	464
Cie Industrielle	5240	5260
Cpt Lyon Alemand	336	335
Concorde	603	610
Constr.Mét.Prov.	16 50	16 50
Crédit Gén.Ind.	129	128
Cr Universel (Cie)	285	....
Darblay	550	..
Degremont	1756	1766
Delmas Vieljeux	2310	2546 d
Didot Bottin	550	540
Eaux Bassin Vichy	3006	3060
Ecia	370	363 60
Ent.Mag. Paris	4300	4200
Etex (ex Eternit)	1950	1890
Finalens	304	289 90
F.I.P.P	80 40	72 60o
F.N.A.C.	1950	1900
Foncière (Cie)	460	452
Fonc.Lyonnaise	570	570
Foncina	342	345
Fougerolle	796	820
France I.A.R.D	550	550
France SA (La)	1705	1730
From. Paul-Renard	1753	1429 o
Gaumont	450	..
Genefim	272	270
Gévelot	498	....
G.F.C.	295	298
Groupe Victoire	826	...
G.T.I (Transport)	207 10	..
Immobail	312	310
Immobanque	595	595
Im.Marseillaise	4040	...
Immofice	380 10	385
Invest.(Sté Cie.)	3202	...
Lambert Frères	235	235
Lille Bonnières	949	949
Locafinancière	470	...
Louis Vuitton	620	620
Louvre	2331	2320
Luca	650	650
Machines Bull	30 20	30 20
Mag Unipro.	192	182 40
Magnant	540	...
Métal Déployé	420	420
Mors	64 80	65
Navigation (Nle)	197	189
Optorg	279 50	279 50
Oréal (CI)	498	486 10
Origny-Desvroise	648	652
Palais Nouveauté	1273	.
Paluel Marmont	600	.
Parfinance	152	150

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paris France	195	195
Paris Orléans	211	211
Parthena Invest.	275	275 30
Pathé Cinéma	500	....
Piper Heidsieck	1000	...
Porcher	470	475
Promodès (CI)	380	....
Publicis	705	.
Rochefortaise	120	....
Rosario	155	159 50
Rougier	260	..
S.A.C.E.R.	447	451
S.A.F.A.A.	200	
S.A.F.I.C Alcan	188	
Saga	381	385 90
Saint Dominique (F.)	104	104
Salins du Midi	550	551
Savoisienne M.	159	.
S.C.A.C.	720	.
Senelle	430	426 50
S.Etud.Part. (M)	121	122
Sfic	550	545
Slavim	113	115
S.I.P.H.	135	.
S.M.C.I.	100	.
Soleil	645	..
Soffo	250	..
Sofical	1105	1095
Soficam (ex Sacam)	62 25	.
Sofragi	2423	
Soudure Autogène	770	775
Sovabail	332	....
Stem	500	..
Taittinger	2185	2180
Testut-Aequitas	220	
Tour Eiffel	191	..
Ufiner	1130	1100
Vicat	490	485
Viniprix	1550	1550
Virax	120	..
Maroc Sté Brasserie	300	..

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	556	..
Akzo Nv Sico	449	...
Alcan Aluminium	98 20	.
American Brands	233	231
Arbed	589	...
Asturienne Mines	94 10	
Banco Popular Espa.	533	460
B.Reglements Int.	18450	18500
Can.Pacifique	69 75	70 60
Chrysler Corp.	95 60	.
C.I.R.	6 20	6 20
Commerzbank	790	801
Dow Chemical	271	281 30
Fin.	19 80	19 80
GBL (Brux Lamb.)	490	485
Gevaert	1000	..
Glaxo Holdings Ltd.	69 90	70
Goodyear Tire	305	317
Grace and Co (WR)	181	..
Honeywell Inc. Inc.	356	...
Johannesburg	71 50	.
Koninklijke Pakhoed	132 30	
Kubota	18	18
Midland Bank	36 25	.
Noranda Mines	75	
Olivetti priv.	9 50	9 45o
Pfizer Inc.	379 90	383 10
Ricoh	19 50	..
Robeco	265 80	266 70
Rodamco NV	125	126 50
Rolinco	262 70	263 30
Sapem	7	.
Sema Group	25	27 50
SKF Aktiebolaget	88	90
Tenneco Inc	170	206 50d
Thorn Electrical	69	
Toray Ind.	20 90	.
West Rand Cons.	7	.

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	284	
Calcphos	85 50	
C G H Cogenhor	6	4 99o
Coparex	615	..
Drouot Assurances	339	
Electro-Banque	310	
Europ Accum.	81	.
Europ Soufres Ind.	12 80	
Gachot S.A.	40	39 90
Guy Degrenne	402	
Lecteurs du Monde	180	
Nicolas	1198	.
Particip. Perrier	350	.
Quadrant	25	30 35d
Rorento N.V	221 60	221 80
St-Gobain-Emballage	1800	1790
S.E.P.R.	1648	
S.M.T. Goupil	0 40	4 60d
S.P.R. act B	288	...
Waterman	1200	

PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

SICAV (sélection) 28/7

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	186 16	181 18
Améri-gan	6856 42	6592 71
Amplia	270091 86	270091 86 •
Amplitude	606 26	588 80
Arbitrages Court T.	7316 35	7316 35 •
Associc.	1098 55	1098 55
Atout Futur	399 45	389 71
Aurecic	1143 39	1110 09
Avenir Alizes	1665 57	1632 91
Axa Capital	169 17	164 24
Axa Court Terme	8049 26	8049 26
Axa Cro Ex.Dr Inve.	845 60	820 97
Axa.Ep Fr.Ex Agepargn	764 30	742 04
Axa Europe	124 27	120 65
Axa Investissements	98 31	95 45
Axa NPI	110 22	107 01
Axa Ob.Fr Extrans	139 59	135 52
Axa Ob.In.Ex Mu.U Se.	130 62	126 82
Axa Prem.Ex.Agepre	114 26	110 93
Axa Sél Ex.Dr.Séle.	139 11	135 06
Axa Valeurs PER	118 46	115 01
Cadence 1	1028 23	1008 07
Cadence 2	1038 38	1018 02
Cadence 3	1029 28	1009 10
Capimonétaire	6380 56	6374 19
Capioblig	6338 48	6214 20
Capitacic	1306 32	1287 01
Conns	1316 93	1284 81
Comptavalor	3558 75	3553 42
Convertimmo	321 07	314 77
Credinter	425 52	413 13
Credit Mutuel Capital	1283 38	1258 20
Cred.Mut.Ep.Cour T.	678 79	678 79
Cred Mut Ep Indus	91 84	89 38
Cred.Mut.Ep.J	70477 74	70477 74
Cred.Mut.Ep.long T.	184 97	180 02
Créd.Mut.Ep.Monde	1084	1054 99
Cred.Mut.Ep.Quatre	1091 46	1062 25
Dieze	1287 44	1256 04
Drouot France	820 75	798 84
Drouot Sécurité	217 77	211 43
Ecocic	1043 70	1013 30
Ecupar	125 72	122 06
Ecureuil Capitalisation	2568 51	2543 08
Ecureuil Géovaleurs	2261 14	2195 28
Ecureuil Invest.	433 58	420 95
Ecureuil Monepremière	67962 52	67962 52
Ecureuil Monétaire	39960 18	39960 18
Ecureuil Trésorerie	2464 73	2484 73
Ecureuil Trimestr.	2008 95	1989 06
Elicash	2 834372	2 834372 •
Energia	259 60	247 83
Eparcic	3650 21	3650 21
Eparcourt-Sicav	4348 88	4338 01
Epargne Associat.	25627 68	25335 88
Epargne Capital	10720 99	10614 84
Epargne Croissance	1604 31	1561 37
Epargne Obligat.	192 90	187 74
Epargne Premiere	14482 07	14374 26
Epargne-Une	1220 04	1190 28
Epargne Valeurs	414 94	403 83
Eufi Cash capi	8433 73	8433 73 •
Eufinvest capi.	605 15	587 52 •
Eurocic Leaders	1025 22	995 36
Eurodyn.	1136 73	1109
Euro Gan.	6028 44	5796 58
Europe Nouvelle	527 44	503 52
Fonsicav	14613 61	14613 61
France-gan	9520 45	9154 28
France Garantie	259 19	258 67
France Index Sicav	106 26	102 18

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France Obligations	466 58	461 96
Francic	456 96	443 65 •
Francic Pierre	98 02	93 22
France-Régions	1179 89	1145 52
Fructi-Associations	35 74	35 74
Fructi-Capi	41 87	41 25
Fructidor	234 45	230 99
Fructifrance action C.	879 20	857 76
Fructifrance action D.	859 29	838 33
Gestilion	14862 07	14788 13
Gest Associations	162 80	159 22
Horizon	1165 38	1131 44
HLM Monétaire	14117 55	14117 55
Indust.Fse Court T	1490 68	1490 68
Interepar	104168 79	101134 75
Interoblig.	13620 58	13353 51
Intersélection Fce	508 66	498 69
Japacic	136 05	132 09
Jeunepargne	287 27	283 02
Latitude	2284 77	2281 36
Laumi C T	12717 48	12717 48
Laumi L T	6291 45	6108 20
Lion Association	11284 37	11284 37
Lion Institution	29456 75	29383 29
Lionplus	974 96	955 84
Lion Trésor	2096 79	2076 03
Lion 20 000	26591 73	26591 73
Livret Bourse Inv	539 42	523 71
Livret Portefeuil.	670 53	651
Méditerranée	167 95	163 06
Mensuel CIC	10135 89	10035 53
Moneden	68953 88	68953 88
Mone.J	73606 95	73606 95 •
Moriévalor	83156 69	83156 69
Mutualité dépôts	13539 66	13512 63
Natio Court Terme	288084 00	288084
Natio-Epargne	17741 05	17565 40
Natio-Ep Ret.	125 99	122 62
Natio Eparg.Trésor	7811 79	7796 20
Natio-Imm.	1062 78	1034 34
Natio-Inter	1376 86	1340 01
Natio-Monétaire	25645 99	25645 99
Natio-Patrimoine	1302 96	1288 09
Natio-Placements	64706 20	64706 20
Natio-Revenu	1025 76	1015 60
Natio Sécurité	12222 95	12222 95
Natio-Valeurs	834 26	811 93
Nippon-Gan	4205 95	4044 16
Nord Sud Develop	1562 75	1559 63
Obli-Associations	150 17	148 68
Oblicic-Mondial	2580 05	2541 92
Oblicic-Régions	1015 41	1000 40
Oblifutur	2824 18	2755 30
Oblig. très catd.	175 03	172 44
Oblilion	1342 40	1329 11
Oblisécurité Sicav	13085 27	13085 27
Oraction	1016 93	992 13
Orvalor	7036 64	6898 67
Paribas Capitalisation	1476 50	1454 68
Paribas Opportunités	119 13	114 27
Paribas Patrimoine	547 07	524 77
Patrimoine Retraite	223 42	219 04
Pervalor	599 49	587 74
Placement A	1410 02	1382 37
Placement J	7328 71	7314 08
Placement M	67922 17	67786 60
Placement Nord	935 22	916 88
Plénitude	130 35	126 86
Poste Croissance	22027 96	22005 95
Poste Gestion	66707 78	66707 78
Première Oblig.	10683 29	10672 62

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Prevoy Ecureuil	110 09	109
Priv Associations	29859 38	29859 38
Proficus	919 23	896 81
Quartz	127 46	124 35
Réalvalor	719 94	705 82
Rentacic	160 56	158 19
Revenus Trimestr.	5302	5249 50
Revenu-Vert	1123 89	1096 48
St Honoré Vie & Santé	946 35	905 35
St Honoré Bons du Tr.	11386 23	11329 58
St Honoré Global	216 56	208 65
St Honoré Invest	746 53	712 68
St Honoré Pacifique	514 44	491 11
St Honoré PME	515 93	492 53
St Honoré Real	15173 78	15113 33
Sécuricic	1766 43	1766 43
Securi-Gan	12984 89	12730 28
Sécuritaux	1411 29	1411 29
Sicasden	709 73	699 24
Sicav Associations	1869 94	1869 94
SFI-CNP Assur	621 97	603 85
S G. Fr. opportunités	1130 97	1108 79
Sicav 5 000	424 56	413 20
S.I. Est	1216 09	1180 67
Sivafrance	682 59	664 32
Sivam	370 96	361 03
Sivarente	205 71	201 68
Sivinter	398 66	387 99
S.N.I.	1054 83	1024 11
Sogenfrance	1079 60	1058 43
Sogéparge	314 30	308 14
Sogevar	954 56	935 84
Sogimer	1199 99	1176 46
Soleil Investissements	546 47	525 45
Solstice	2155 91	2150 53
State Street Act. Eur	9101 53	8793 75 •
State Street Act. Fce	10172 22	9875 94 •
St. Str Act.Japon	8874 66	8574 55 •
State Street Emer Mkts	11350 67	10804 97 •
St.Street OAT Plus	10101 11	9903 05 •
Stratégie Actions	783 55	753 41
Stratégie Rendement	1404 66	1360 45
Technocic	1005 31	976 03
Techno-Gan	5434 98	5225 94
Thesora	663 11	656 54
Trésor Plus	1280 92	1268 24
Trésor Trimestriel	1031 52	1021 31
Trésoricic	131664 06	131664 06
Trilion	5110 39	5044 81
UAP Investissement	407 66	392 93
UAP Actions France	563 09	542 74
UAP Act. Select.	588 07	566 81
UAP Aedificandi	500 53	482 44
UAP Alter.	195 79	188 71
UAP Alto Sicav	155 14	149 53
UAP Moyen Terme	139 11	134 08
UAP Premiere Cat	10701 56	10314 76
Uni-Associations	124 63	124 63 •
Uni-Foncier	1137 35	1109 61
Unifrance	568 27	554 41
Uni-Garantie	1266 27	1261 03
Uni Régions	1323 38	1291 10
Univar	239 28	239 28 •
Univers Actions	1176 76	1147 08
Univers Obligations	1767 72	1724 60
Valorg	2075 22	2073 15
Valrea	54504 05	53977 06

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande - • : prix précédent - ■ : marché continu

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/7	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	4 986	....	4 7	5 2
Ecu	6 885	....	....	....
Allemagne (100 dm)	337 850	....	326	346
Belgique (100 F)	16 401	....	15 8	16 8
Pays-Bas (100 fl)	299 500	....	288	308
Italie (1000 lires)	4 463	....	4 2	4 7
Danemark (100 krd)	87 780	....	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 608	....	9 2	10
Grèce (100 drachmes)	2 746	....	2 4	3 1
Suisse (100 f)	381 930	....	369	389
Suède (100 krs)	93 090	....	89	97
Norvège (100 k)	85 950	....	82	90
Autriche (100 sch)	48 002	....	46 5	49 5
Espagne (100 pes)	5 312	....	5	5 6
Portugal (100 esc)	3 975	....	3 6	4 4
Canada (1 $ can)	4 197	....	4	4 4
Japon (100 yens)	3 909	....	3 7	3 9

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/7
Or fin (kilo en barre)	57900	57600
Or fin (en lingot)	58650	58300
Napoléon (20f)	333	330
Pièce Fr (10 f)	419	....
Pièce Suisse (20 f)	337	331
Pièce Latine (20 f)	333	327
Souverain	427	427
Pièce 20 dollars	1900	1910
Pièce 10 dollars	930	930
Pièce 5 dollars	620	.....
Pièce 50 pesos	2170	2180
Pièce 10 florins	345	340

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Carrières

Fabricant allemand leader sur le marché des produits techniques de haute qualité pour l'industrie du bâtiment recherche, pour sa future filiale française à proximité de Paris.

UNE ASSISTANTE DE DIRECTION BILINGUE

Ses tâches comprendront entre autres la correspondance, le contact téléphonique avec les clients, le traitement des commandes ainsi que tous les travaux occasionnels propres à la profession de secrétaire.

Conditions exigées : une expérience professionnelle de plusieurs années, une très bonne connaissance de la langue allemande.

Elle devra être autonome et capable d'assumer des responsabilités.

Nous offrons un salaire confortable, un climat de travail agréable, les prestations sociales usuelles ainsi qu'une fonction indépendante et intéressante.

Veuillez adresser votre candidature en allemand à

PCI AUGSBURG GMBH,
Piccardstr. 11, 8900 AUGSBURG

Le Député-Maire de la Ville d'Avignon
Président de la SEM de Gestion du Palais des Papes

recrute

UN CONSERVATEUR

Chargé de la responsabilité de la Conservation du Palais des Papes et des Collections, du Service pédagogique, de la Bibliothèque et des Expositions.

Conseiller scientifique et culturel du Président.

Placé sous l'autorité du Président pour la mission de conseil, il exerce, sous l'autorité du Directeur général de la Société, sa responsabilité concernant les aspects monumentaux, pédagogiques et culturels, à savoir :

- Conservation, restauration, mise en valeur du Palais des Papes ;
- muséographie et pédagogie ;
- animation et événements culturels ;
- bibliothèque.

Par ailleurs, il procédera aux recherches scientifiques et publications nécessaires.

Les candidats devront être de formation supérieure (Université) ou diplômés de l'École Nationale du Patrimoine ou de l'École du Louvre.

Des compétences en matière d'histoire médiévale sont souhaitées.

Une expérience de quelques années dans ce métier serait particulièrement souhaitée.

Envoyer candidature manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle avant le 30 septembre 1992 à :

M. le Député-Maire
Président de RMG
Hôtel de Ville - 84045 AVIGNON CEDEX

Agence de marketing direct, recherche un

RÉDACTEUR

publicitaire pour ses mailings et comme rewriter pour l'ensemble de ses activités au sein de son groupe de conseil. Compétences économiques et juridiques appréciées. Écrire avec CV, photo et prétentions à GROUPE ALMA, 26, rue des Frères-Chausson 92600 Asnières.

CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS *recherche*

REPRÉSENTANT

Secteurs DISTRIBUTION et *ENSEIGNEMENT*

Chargé de promouvoir nos LIVRES, en France, Benelux et Danemark. Bureaux en RP.

Diplômé de l'enseignement sup., bilingue angl.-franç., il aura si poss. plusieurs années d'exp. dans la vente des livres ou dans l'enseignement.

C.V. + lettre manuscrite à envoyer à DAVID HARRISON, CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 2D, rue Marceau, 78800 HOUILLES.

Recherchons :

- Traducteurs, Réviseurs traductions (anglais-français) free-lance. Exp. 5 ans minimum
- Préparateurs manuscrits, correcteurs épreuves

Écrire avec cv : ARS/ambassade des États-Unis, 2, av. Gabriel *75382 Paris Cedex 08*

MAIRE DE SAINT-OUEN (93) Petite couronne recrute pour son centre de santé

ORTHODONTISTE

Docteur en chirurgie dentaire pour assurer 6 vacations de 2 heures par semaine à partir du 1er septembre 1992. Écrire lettre de candidature avec c.v. à : Madame le Maire de SAINT-OUEN 6, place de la République, 93406 SAINT-OUEN CEDEX. Renseignements : Dr SALVI 49-45-68-90.

F.O.L. 26

recrute

ANIMATEUR

Education populaire pour association quartier Valence – DEFA ou équiv. + BAFD exigés.

Env. CV à F.O.L 26 BP 133 - 26001 VALENCE CEDEX avant le 17 août.

---

propositions commerciales

Une des grandes sociétés d'automobiles allemandes cherche des partenaires compétents pour la vente des voitures d'occasion. In case of interest, please contact : Herr Geldmacher, c/o H. Stratmann GmbH & Co, *Kaiserstr. 182, 4600 Dortmund 1.*

DEMANDES D'EMPLOIS

Enseignant.

33 ans, docteur de 3e cycle philosophie, intérêt pour économie, aime rédiger, étudie toutes propositions G. LE MEST, Bassinic 29880 Plouguerneau Tél. (16) 98-04-69-51

JF 20 ans, titulaire CAP photocomposition Expérience : INL, Sil, Express, Page Maker 3 et 4, Art et Lettre Coral Draw, cherche emploi PAO et photocomposition. Étudie toutes propositions. Écrire à Mlle Florence Marcau *27, rue Haute* 77130 Misy-sur-Yonne

---

Professionnelle française trilingue (français, espagnol, anglais), 22 ans de résidence en Espagne ; réseaux dans les secteurs de la publicité, de la communication et du tourisme. Compétences en gestion, relations commerciales et direction d'une structure. Étudierait toute proposition de services. Contact : Martine Roch de La Maindrelle c/ Pradillo, 11 Madrid – 28002 - Espagne (34-1) 535-25-34 (bur.) (34-1) 562-19-23 (dom.)

Secrétaire trilingue TTX cherche emploi mi-temps. Mlle DELFECH 143, r. A.-Bourdelle, Paris 15e.

Français 46 a. Cadre ESC + DECS exp. 21 ans Afrique/Dom., libre de suite DAF/direct. PME/PMI France/Afrique. E. D'Herbeys 11, av. Villermont *06000 NICE. T. 93-92-03-36.*

FORMATION PROFESSIONNELLE

accélérateur de talents

MBA

MANAGEMENT STRATEGIQUE MULTICULTUREL ET GESTION DE PROJET

Concentrations possibles :
RESSOURCES HUMAINES INTERNATIONALES
COMMUNICATION INTERNATIONALE

Bac+4 et/ou expérience professionnelle
ESCMP 3e CYCLE : MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION - M.S - M.A
CASE 911 - 13288 MARSEILLE Cedex 9 - Tél : 91 41 24 90 - Fax : 91 26 81 62

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE MARSEILLE-PROVENCE
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE MARSEILLE-PROVENCE

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

—NEUF—
STUDIOS ET 2 PIECES
MARAIS (3ème) à part. de **879 000F.**
ALÉSIA (14ème) à part. de **679 000F.**
PARIS-OUEST IMMOBILIER
(1) 45.87.70.25

1er arrdt

RUE St-HONORÉ BEAU STUDIO de caractère. Poutres. Étage élevé. Asc. Prix : 730 000 F CASSIL – 45-66-43-43

3e arrdt

ARTS ET METIERS
4 Pièces, 93 m². 2 entrées. 3 chbres. 2 wc. Tout confort. 1 995 000 F – 48-04-35-35

4e arrdt

CHATELET. URGENT. 140 m² + 20 m² balcon triple. Liv. 3 chb. 5e ét. asc. Charme. 2 980 000. Tél. 42-89-24-63

LES ATELIERS DU MARAIS
HOTEL DE VILLE LIVRAISON 4e TRIM. 1992 Du studio au 4 pièces Terrasses. Parkings
45-72-50-50
ELMER DWIGHT EDOUARD

PLACE DES VOSGES, près. Immeuble XIXe, charmant 3 P. Soleil. Tout confort. Ascenseur. Gardien. 1 260 000 F. 48-04-84-48.

5e arrdt

BROCA. Stand. sans vis-à-vis, 3/4 p. 2 bains 90 m², park., soleil. 2 600 000 F. 43-35-18-38.

VAL-DE-GRACE. Récent sans vis-à-vis, liv. 3 ch. parfait état, soleil. Urgent. 43-35-18-36

6e arrdt

Metro DUROC BEAU STUDIO calme, clair, salle de bains, cuisine, cave. Prix : 690 000 F. CASSIL, 45-66-01-00.

ODÉON. Rare, maison ville avec terr. Park. 8 950 000 F. SERGE KAYSER. 43-29-60-60

SAINT-GERMAIN. Idéal pied-à-terre, bel imm. XVIIe, 2 p. de charme avec poutres. FONCIÈRE ODÉON, 43-29-85-06.

7e arrdt

R. CLER, prox. St-Dominique Pierre de taille. Bel appt 75 m² dble liv., 2 ch. Bon plan. 2 400 000 F 47-05-61-71.

9e arrdt

PRÈS TRUDAINE. Pierre de t. Gd 4 P. stand. Haussmann. 1 950 000 F. 40-22-93-88

11e arrdt

PLACE VOLTAIRE. Bel imm. SPLENDIDE 2 P., cuisine, WC. bains. 1er étg s/rue et cour, digicode. 698 000 F. Crédit. - 43-70-04-64.

13e arrdt

MANUFACTURE GOBELINS Maison de ville, calme, ensoleillé. Garage. 3 900 000 F. SERGE KAYSER. 43-29-60-60.

14e arrdt

AV. DU MAINE. Imm. récent, 3 p. 65 m², 1er ét. asc., clair, bon état, gardien, code particulier. Prix : 1 400 000 F. Tél. 43-22-25-66.

MÉTRO ALÉSIA 2-3 Pces Imm. Pierre de T., récent. Balc., asc. Dble expo. Très clair. Park. poss. 1 450 000 F. CASSIL - 45-66-01-00.

MAIRIE 14e STUDIO TT CFT. Calme. Possible mezzanine. Imm. Pierre de taille. A SAISIR. 350 000 F - 43-35-52-82.

Pr. DENFERT ht de gamme 3/4 p s/jard. dern. ét., calme, soleil. 128 m² + box. 43-35-18-36.

VILLA ELMER
RUE DE L'EURE Studio, 3/4 P. Duplex plein ciel avec vue, terrasses, parkings Livraison 4e trim. 1992
45-72-50-50
ELMER DWIGHT EDOUARD

15e arrdt

Me Charles Michels Imm. ravalé. STUDIO R-de-ch sur rue. Tout confort. Couchage mezzanine, à rafraîchir 220 000 F - 48-04-35-36

16e arrdt

LAFONTAINE GD 4 P.
Bel appt 115 m². Liv. dble, 2 ch., bur., dans imm. de stand., pierre de t. 1er ét. asc. Clair. Très belle rénov. 3 100 000 F. 42-89-24-63

17e arrdt

METRO BROCHANT
Pierre de t. Studio sur rue. Cuisine. Tt cft. État neuf 340 000 F - 48-04-35-35

20e arrdt

Collaborateur du *Monde* vend 20e, quartier la Campagne à Paris, proche métro et commerces, 2-3 pièces, 52 m². Triple exposition, 2e ét., clair, ascenseur, s. de bns, w.-c. séparés avec fenêtres, cuis. équipée et aménagée. Cave. Gardien. Interphone Digicode. Rue calme sans vis-à-vis 875 000 F - 43-60-77-82.

GAMBETTA dans imm. récent très beau 2 P. 46 m², sans vis-à-vis. Rez-de-jard., verdure, fleurs. Excellent état. Cave. Park. 880 000 F. ASM 48-24-63-66, soir et week-end. 42-40-35-94

92 Hauts-de-Seine

A VENDRE BOULOGNE-BILLANCOURT SUD
APPARTEMENT 3 PIÈCES Séjour dble, chbre, cuis., s.d.bns, wc, cave, park. 4e ét. avec asc., calme, ensoleillé Tél. 46-20-54-44 le soir.

93 Seine-Saint-Denis

URGENT
Particulier vend très BEL APPARTEMENT 5 P., 100 m². Tout confort. Bien exposé. Dans quartier résidentiel. Mairie de Montreuil. 800 000 F. Tél. le soir : 43-64-51-82.

95 Val-d'Oise

A VENDRE

APPARTEMENT 75 M2 A VILLIERS-LE-BEL
ans parc comprenant : 2 chbres, salon + salle à manger 35 m², wc, sal. de bns, 1 cuisine carrelée. Grand dégagement placards. Bibliothèque sur mesure, séchoir extér. Cave. Parking privé. Proximité commerces, écoles, administration et transports RER 15 mn Paris. Tél. 39-90-11-98 Prix 620 000 F.

Province

DEAUVILLE
Dans immeuble résidentiel, part. vd beau STUDIO, prox. Hôtel Royal, 150 m plage, 27 m² habit., 19 m² jard. privé. Park., cave, tt cft. Etat impec. 43-59-69-74, matin.

ST-TROPEZ. Particulier vend appartement, immeuble RÉSIDENTIEL 46 m². Vue sur tout LE GOLFE. 1 600 000 F. Tél heures repas (16) 94-73-42-36

VAUCLUSE
Au cœur de Vaison-La-Romaine, appartement restauré, 110 m² habit. + cave + jardinet et 40 m². Belles prestations. Prix : 745 000 F *Immobilier du Ventoux.* BP 58 84110. Vaison-La-Romaine Tél. : 90-36-35-13.

locations non meublées offres

Paris

SAINT-PLACIDE, ds imm. ancien, p.d.t., 70 m², 3 p., chem., charme, calme. 5 250 F net. ASM 48-24-63-66, soir et w.-e 42-40-35-94.

Région parisienne

CHARENTON-BERCY 2 Ds résidence neuve, gd stand. JAMAIS HABITÉ Superbe appt 3 P. 73 m² Park. Cave. 6 800 C.C. 42-56-58-00

NEUILLY. AV. DU ROULE ds imm. ancien, p. de t. 3 P. 70 m², cuis., s. de bns, 4e ét. asc. Clair. Calme. Soleil. 7 903 F net. ASM 48-24-63-66, soir et week-end. 42-40-35-94

BOULOGNE, studio neuf **VILLA V.-HUGO** Luxueusement aménagé terrasse sud, parking. 4 600 + ch.. 46-35-00-99.

VERSAILLES, R.-D. Prox. parc du Château 120 m², séj. s à mang., 2 chbres + chbre serv., très bel ancien 11 700 net. GTL 39-02-37-02.

Province

COTE BASQUE BIARRITZ - ANGLET Apparts neufs à louer 4 et 6 personnes Sem., quinzaine ou mois Chauffage électrique Résidence haute qualité 400 m de plage, piscine... Rens. (16) 25-38-53-05

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
recherche appartements de grande classe vides ou meublés.
(1) 45-62-30-00

appartements achats

ACHÈTE COMPT
NOTAIRE studio à 3 Pces *DÉCISION IMMÉDIATE* 48-04-85-85. Poste 257.

EMBASSY SERVICE
recherche pour clients étrangers, apparts hauts de gamme. Paris-Résidentiel.
(1) 45-62-16-40

viagers

AFFAIRE DU MOIS
Viager libre (94) Pavillon F4 Crédit vendeur. 47-80-03-31/42-58-15-56

Grands appartements, occupés, dans sites exceptionnels
C.E.V. 42-68-05-43

propriétés

BELLE DEMEURE 17e
près *CAHORS, pierres sur voûte.* 4 gdes pces, terrasse, gd terr 620 000 F - 53-71-43-21.

URGENT. 17 Saintes-Cognac A vdre prop. 2 000 m², terrain clôt. Interph. Mais. 150 m², 3 chb., séj., chem., cuis. amér., dépd 600 000 F T. 86-67-28-15 ou 06-56

CHAUMES-EN-BRIE
SEINE-ET-MARNE (77) 30 minutes de Paris par N 4 Ancien moulin, 230 m² habitables Piscine chauffée, pool house, sur parc paysagé clos, env. 6 000 m², en bordure de rivière. Portail électrique. Serre. Chenil. Nombreuses prestations. 5 000 000 francs. Tél. : (1) 60-02-35-54 ou (1) 45-69-74-92.

chalets

ESPAGNE, proche BENIDORM province d'ALICANTE Part. vend très joli chalet, récent séjour-salon, cuis. amér., 3 chb, 2 s. de bains, 2 wc. Sur terrain arboré 750 m². Ent. meublé. 580 000 F. T. (16) 53-70-43-18

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise (95). Belle maison individuelle dans impasse résidence. 6 pièces, poutres en chêne, lambris, cuisine rustique aménagée, cheminée Pierre Roux de Provence avec insert. Sous-sol total, terrain clos 500 m². Prix : 1 450 000 F. Frais de notaire réduits. Tél. 34-72-32-94 apr. 20 h.

terrains

A VENDRE
Proximité pont de Tancarville TERRAIN CLOS 7 000 m² + maison éventuellement à rénover, avec garage. Hangar à bois. Verger et jardin TÉL. 48-33-73-92, Poste 223 PRIX : 400 000 F.

pavillons

10 mn de la gare de Colombes pour St-Lazare, 15 mn de la Défense. QUARTIER CALME Vends pavillon sur cave, 3 pièces + cuisine aménagée, chauffage gaz, w.-c., douche, plus chalet construction légère, refait à neuf avec douche et w.-c., le tout 75 m² sur terrain 150 m². Prix : 850 000 F. Tél. : 40-22-82-40 de 9 h à 19 h.

BAGNEUX (centre)
Pavillon très bon état chauffage central, 40 m² hab. 2 Pces, cuisine équipée américaine, salle de bains, cave, débar. Terrain env. 120 m². Prix : 750.000 F (notaire compris) M. VASIC - 46-56-29-93.

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE Villa 7 pièces sur 900 m² terrain. Rez-de-ch. : séjour dble cathédrale, cheminée, 2 chambres, salle de bains, cuis. équipée, w.-c., buanderie. 1er ét. : 2 chbres, s. de bns, dressing. Garage 2 voitures. Terrasse 200 m². Quartier résidentiel, proche commerces, écoles, lycée, équipements sportifs, golf, tennis, centre équestre. Prix : 1 600 000 F Après 19 h : 45-98-12-78

Très beau pavillon St-Quentin (02) OCCASION A SAISIR 294 m² bâti sur 1 600 m² cause déménagement, enfant hospitalisé. 1 500 000 F. Tél. : (16) 23-67-28-97.

ÉCOUEN Gare idéal 2 familles, beau PAV. meul., 7 P. 2 cuis., 2 wc, 2 bns, 150 m² hab., gar., ch. cl., 400 m² terr. 1 080 000 F - 43-70-03-64

Moret-sur-Loing, 35 mn gare de Lyon. Pavillon 100 m² habitable. Terrain 400 m². R.C. : entrée, salon, séjour 30 m², cuisine 12 m², w.-c., douche. 1er : 3 ch., s. de b., w.-c. S.-sol Prix : 800 000 F Tél. : 60-70-31-82

villas

A VENDRE dans les Yvelines (78) superbe villa très récente. 8 pièces, sous-sol total sur terrain arboré de 1 500 m², avec poutres en chêne, colombage, ferme, etc. Possibilité profession libérale av. 2 pièces indépendantes au r.-de-ch. Belles prestations, vue imprenable, très calme. 2 600 000 F, frais de notaire réduits. Tél. : 39-74-16-36.

COTE-D'AZUR. 15' aér. Nice. Villa 350 m² hab. expo sud. 2 400 m² terrain arb. Pisc. Gar. 2 véhic. Part à part. Prix : 3 600 000 F expert. T 93-24-98-32.

maisons de campagne

VD CAUSE DÉCÈS
à 60 mn Paris, direct aut. sud MONTARGIS, anc. FERMETTE

CACHET RARE
Pierres, tuiles pays, séj. rust., cheminée., cuis. + 3 P., s. d'eau, wc. Dépend. Grange 150 m² S/SON TERRAIN 4 500 m² AVEC PLAN D'EAU Px tot. 350 000 F, crédit 100 % poss. Tél. 24 h s/24 (16) 38-85-22-92

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services. 43-55-17-50

locaux commerciaux

Ventes

3e - MARAIS Rue des Gravilliers Idéal loc. prof. Duplex 110 m² 2 niv. à refaire. R-de-Ch. + 1er. 1 470 000 F – 48-04-84-48

Locations

Entrepôt Milan (Italie) localisation idéale pour dépôts, gestion et distribution de marchandises par compagnie de logistique et transports, sérieuse et organisée (40 ans d'expérience) offrant toutes garanties GALLIANI GMS VIA MECENATE 76/10 20138 MILANO Tél : 2/5062741/2/3/5 Fax : 2/5062744

fonds de commerce

Ventes

DROME. PARTICULIER vd murs hôtel-restaurant 2** Maison Renaissance. 14 ch. Possib. extension et fonds. *Prix : 1,9 MF – 75-53-07-41.*

92 - PART. VD PRESSING
73 m² + 23 m². 2 façades sur avenue, bon emplacement. Loyer mensuel 8 900 F. Prix : 695 000 F 46-48-92-22/47-89-11-72 (soir)

T. BELLE BOUTIQUE – Paris 16e ss-sol, sanitaires, eau chaude. Descente d'esc. grille ancienne. Rideau métallique électrique. 700 000 F. (1) 40-50-11-64.

usines

Ventes

A CÉDER
SARL de photocomposition, édition mat. neuf, graphic systems/Monotype. Excellent bilan. Clients grande renommée. OCCASION A SAISIR Cause déménag. enfant hospit. Sté expertisée – St-Quentin (02) Contact FAX : 23-67-32-97

L'AGENDA

Antiquités

Rech. pour château grands meubles anciens, gds tableaux anciens, gds lustres, statues anciennes. Se déplace. (16) 27-77-01-12 de 14 h à 19 h.

Conseil juridique

IMMIGRATION AU CANADA Emplois/Investissements Créations d'entreprises 16 (1) 42-87-79-16

Jeunes filles au pair

L'ACCUEIL FRANCO-NORDIQUE
Association loi 1901 offre un service d'étudiants(tes) au pair. 11, rue Anatole-de-la-Forge 75017 Paris. Tél. : 42-27-21-67 sauf le samedi.

Ordinateurs

VDS PC 386 DX 33
4 MO RAM ECRAN SUPER VGA DISQUE DUR 100 MO 17 MS MATERIEL NEUF ET GARANTI PRIX : 8 300 F TEL. : (1) 40-89-04-61

Stages

ANGLAIS INTENSIF
Stages été, 2 sem. 3 h/j 1 380 F. Tous niv., mini groupes. EUROPA FORMATION (1) 42-85-22-41 ou 3615 EUROFOR

Vacances, tourisme, loisirs

BARCELONE. Jeux olymp., loue appart. Gd luxe, 8 pers. Quart. résid. Terrasse, arbres. Domestiq., clim., fax, jardin, tennis. 15 jours, 5 000 F par jour. Tél. : 19-34-321-27006

TOSCANE. Loc. août/sept. maison de village médiév. 5 P., terr., vue/mer. Ile d'Elbe. 48-05-98-55 soir/48-06-12-67, rép.

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec **1 668 000 lecteurs,** dont **742 000** habitent Paris et la région et **630 000** appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

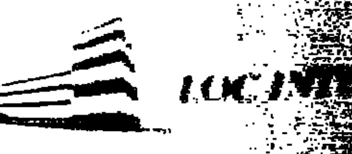
Le Monde, premier quotidien des cadres : **844 000 lecteurs.**
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : **596 000 lecteurs.**
(Source : IPSOS 91 -LNM.)

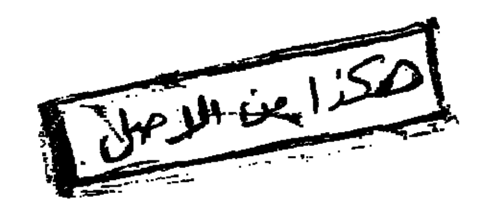
Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : **91 176 exemplaires.**
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : **PROFESSIONNELS 46-62-73-43**
PARTICULIERS 46-62-73-90 – 46-62-72-02









REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
2e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 62 m², 1er étage	5, rue Volney GCI – 40-16-28-71 Frais d'actes	6 500 + 1 052 325
4e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 116 m², 2e étage	15, rue des Lions SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	12 000 + 1 702 9 400
7e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 46 m², RC	50, rue de Bourgogne SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	6 620 + 578 5 366
3 PIÈCES 88 m², 2e étage	50, rue de Bourgogne SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	14 500 + 1 455 11 275
10e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES DUPLEX 100 m², 6-7e étage	21, rue d'Hauteville GFC – 42-46-90-70 HB	8 450 + 870
11e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 70 m², 1er étage Parking	6, cité de Phalsbourg GCI – 40-16-28-71 Frais d'actes	6 800 + 685 334
12e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 71 m², 3e étage Parking, balcon	15, r. des Colonnes-du-Trône LOC INTER – 47-45-15-84 Frais de commission	5 723 + 1 145 4 410
2 PIÈCES 51 m², 4e étage Parking	74-80, rue de Buzenval AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	4 200 + 865 2 989
4 PIÈCES 88 m², 8e étage	66-68, cours de Vincennes AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	7 490 + 1 465 5 330
3 PIÈCES 69 m², 2e étage	32, rue de Picpus SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	6 445 + 1 035 5 235
14e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 53 m², 7e étage	80, rue de l'Abbé-Carton AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	6 365 + 525 4 530
15e ARRONDISSEMENT		
STUDIO 47 m², 4e étage Parking, balcon	15, rue Fizeau LOC INTER – 47-45-15-84 Frais de commission	5 371 + 432 4 158
3 PIÈCES IMM. NF GRAND STANDING 91 m², 3e étage Parking	20 *bis*, av. de Lowendal SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44 Frais de commission	13 650 + 1 706 9 828
4-5 PIÈCES IMM. NF GRAND STANDING 158 m², 4e étage Parking	20 *bis*, av. de Lowendal SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44 Frais de commission	22 550 + 2 934 16 236
16e ARRONDISSEMENT		
STUDIO 34 m², 1er étage Parking	4, rue Félicien-David SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	4 870 + 524 4 153
2 PIÈCES 53 m², 4e étage Parking, balcon	185, bd Murat LOC INTER – 47-45-16-09 Frais de commission	6 024 + 529 4 626
5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5-6e étage Balcon	4, rue Félicien-David SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	18 500 + 1 980 16 275
3-4 PIÈCES 120 m², 2e étage Possib. parking	15-17, rue Raynouard SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44 Frais de commission	12 940 + 2 969 9 316
17e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 90 m², 5e étage Balcon	117, rue Cardinet SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	8 150 + 1 620 7 225
2 PIÈCES 50 m², 2e étage Asc., cave	5, rue Jadin GAIA – 45-62-56-98	6 200 + 800
4-5 PIÈCES 153 m², 7e étage Possib. parking	87, avenue Niel SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44 Frais de commission	19 000 + 2 950 13 680
4 PIÈCES 136 m², 5e étage	9, rue des Dardanelles GCI – 40-16-28-71 Frais d'actes	17 000 + 2 208 640
18e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 70 m², 5e étage Parking, balcon	75, rue Ph.-de-Girard CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	3 250 + 1 000 2 610
19e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 64 m², 3e étage Parking, balcon	74-84, rue Petit AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	6 010 + 1 170 4 277
20e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 110 m², 7e étage Parking, terrasse	52-56, rue des Haies CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	7 370 + 1 475 5 577
78 YVELINES		
4 PIÈCES 89 m², RC Parking Jard. 76 m²	BAILLY 38, quai des Marronniers SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	 5 300 + 1 095 4 375
4 PIÈCES 116 m², 5e étage Parking	LE CHESNAY 25, rue de la Celle AGIFRANCE – 49-03-43-04 Frais de commission	 7 271 + 1 123 5 174
PAVILLON 6 PIÈCES 132 m², jardin Garage	NOISY-LE-ROI 5, rue J.-B.-Lulli AGIFRANCE – 49-03-43-04 Frais de commission	 8 937 + 436 6 359
3 PIÈCES 73 m², 4e étage Parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF – 44-96-45-45 Frais de commission	 6 760 + 870 4 802
92 HAUTS-DE-SEINE		
4 PIÈCES IMM. NF 101 m², 2e étage Dble parking	ASNIÈRES 38 à 46, rue de l'Alma SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85 Frais de commission	 7 600 + 997 5 472
5 PIÈCES IMM. NF 102 m², 4e étage Parking	CHAVILLE 3-5, r. de la Fontaine-Henri-IV SAGGEL VENDOME – 46-08-80-36 Frais de commission	 7 700 + 1 208 5 544
STUDIO 39 m², 1er étage Parking	COURBEVOIE 25, rue de Bezons SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85 Frais de commission	 3 700 + 531 2 664
3 PIÈCES 75 m², 2e étage Parking, balcon	GARCHES 70, rue du Dr-Debat CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	 5 700 + 540 4 374
4 PIÈCES 95 m², 3e étage Parking, balcon	GARCHES 13, rue des Suisses CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	 7 240 + 740 5 483
4 PIÈCES 159 m², 2e étage Chbre sce 12 m² Box	NEUILLY 74, rue de Chézy GCI – 40-16-28-71 Frais d'actes	 19 900 + 3 358 800
3 PIÈCES 80 m², 2e étage Parking, balcon	SURESNES 93, rue de la République CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	 5 460 + 770 4 202
94 VAL-DE-MARNE		
MAISON 1 SÉJOUR 3 CHAMBRES 120 m², jardin Garage	ORMESSON 2, square J.-B.-Lulli CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	 6 000 + 100 4 590
3 PIÈCES 65 m², 1er étage Parking, balcon	SAINT-MANDÉ 4, av. Joffre LOC INTER – 47-45-16-09 Frais de commission	 6 187 + 731 4 734
4 PIÈCES 92 m², 3e étage Parking	VINCENNES 36, rue des Vignerons AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	 8 495 + 1 110 6 045
95 VAL-D'OISE		
PAVILLON 6 PIÈCES 133 m², jardin Garage	CERGY 4, allée de Chiberta AGIFRANCE – 49-03-43-04 Frais de commission	 8 556 + 486 6 088
5 PIÈCES 93 m², R de J Parking	ENGHIEN 101, rue du Gal-de-Gaulle SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85 Frais de commission	 5 600 + 1 081 4 032

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE



















Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)
Vos rendez-vous IMMOBILIER
La sélection immobilière – Les locations des institutionnels – L'immobilier d'entreprise
Professionnels : 46-62-73-43 – Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

SCIENCES

Après avoir rejoint la station Mir

Michel Tognini et les cosmonautes russes effectueront dix expériences scientifiques

L'astronaute français Michel Tognini et ses deux confrères russes Anatoly Soloviev (commandant de bord) et Sergueï Avdeïev (ingénieur de bord) ont rejoint la station Mir mercredi 29 juillet. Lancé quarante-huit heures plus tôt (*le Monde* du 28 juillet), leur vaisseau Soyouz TM-15 s'est amarré au « train spatial » russe à 9 h 49 (heure de Paris). Les trois hommes y ont retrouvé Alexandre Viktorenko et Alexandre Kaleri, qui séjournaient en orbite depuis le 19 mars dernier, et redescendront sur Terre avec Michel Tognini le 10 août prochain. Avant de se mettre au travail sur les dix expériences scientifiques de la mission Antarès, l'astronaute français s'entretiendra par « téléconférence » avec le président François Mitterrand, qui se trouvera dans le studio de télévision de l'Elysée, en compagnie du ministre de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien.

Quatre cents kilos de matériel, amenés par un vaisseau automatique Progress le 4 juillet dernier attendent Michel Tognini et ses compagnons russes dans la station Mir. Douze jours de labeur en perspective pour les cinq hommes qui devront mettre en œuvre dix expériences scientifiques préparées à leur intention par le CNES et de nombreux organismes et laboratoires français (1). Quatre d'entre elles portent sur le comportement des matériaux dans l'espace. Mais pour les autres, consacrées aux sciences de la vie et à l'adaptation de l'homme à l'absence de pesanteur, les membres de l'équipage ont appris à s'étudier eux-mêmes.

On ne quitte pas impunément, en effet, notre bonne vieille planète. La gravité, qui nous garde les pieds sur Terre, régule aussi à notre insu un grand nombre de nos fonctions vitales. En orbite, l'apesanteur a sur l'homme beaucoup d'effets cachés, parfois redoutables.

C'est ainsi que le flot sanguin, qui n'est plus attiré vers les pieds, a tendance à remonter vers la tête et le thorax. Le volume des cavités cardiaques et des veines cervicales augmente. Le corps perd, par ailleurs, tous les repères liés à la pesanteur, et les images mentales en sont perturbées. Cela peut expliquer en partie le fameux mal de l'espace, mais aussi provoquer des *illusions d'inversion visuelle*. Plus grave : les médecins se sont aperçus que les vols spatiaux entraînent une perturbation importante du système immunitaire selon un processus apparemment complexe touchant plusieurs types différents de cellules immunocompétentes. Enfin, les rayonnements cosmiques sont beaucoup plus importants dans l'espace que sur Terre, ou même en altitude, où l'atmosphère joue encore un peu son rôle de filtre. *Ils peuvent avoir des effets* encore mal connus sur les cellules vivantes (donc l'homme), mais aussi sur certains composants électroniques.

Préparation des missions de longue durée

La quasi-totalité des expériences embarquées pour la mission Antarès ont pour but d'observer et de mesurer ces phénomènes encore mal connus (2), pour tenter d'en démonter les mécanismes et mettre au point des remèdes ou des protections. Leur intérêt est évident pour la préparation des vols humains de longue durée – en vue de l'exploration et de l'exploitation de la Lune ou de Mars, par exemple – qui, dans l'esprit des responsables, auront lieu à plus ou moins long terme au siècle prochain. Mais leurs retombées « civiles » pourraient, aussi, être importantes. Notamment en médecine, où l'étude des systèmes immunitaire et cardio-vasculaire dans des conditions perturbées ne peut qu'aider les chercheurs.

Les recherches en « microgravité », qui impliquent aujourd'hui une centaine d'équipes scientifiques françaises, ont été engagées par le CNES, en coopération avec l'ex-URSS, dès 1978. Les trois premiers séjours de Français dans l'espace (Jean-Loup Chrétien à bord des stations Saliout en juin 1982 puis Mir du 26 novembre au 21 décembre 1988, et Patrick Baudry sur la navette américaine *Discovery* en juin 1985), ont marqué une nouvelle étape.

La plate-forme européenne automatique Eureca (European Retrievable Carrier) – qui doit être déposée en orbite par *Atlantis* samedi 1er août, pour être récupérée huit mois plus tard – constituera un instrument de choix, au moins pour les expériences concernant les matériaux ou de simples échantillons biologiques.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) *Six expériences biomédicales : Orthostatisme (INSERM/facultés* de médecine de Tours et de Lyon), Viminal (laboratoire de physiologie neurosensorielle de Paris), Illusions (université Aix-Marseille et CNRS, en coopération avec le laboratoire des contrôles moteurs à Moscou), Biodose (CEA Grenoble et Fontenay-aux-Roses), Nausicaa (CEA-IPSN), Immunologie (INSERM Toulouse). Deux expériences « fluides et matériaux » : *Alice (CEA Saclay, CNRS* université Paris-Nord), Supraconducteu (CEA Saclay). Deux expériences techno logiques : Exeq (Onera Toulouse), e Microaccéléromètre (CNES Toulouse).

(2) A l'exception des expériences « fluides et matériaux », consacrées à des recherches fondamentales sur la dynamique des fluides (Alice), ou visant à fabriquer des cristaux *géants de meilleure* qualité que ceux obtenus sur Terre (Supraconducteur).

Quatre nouveaux vols franco-russes

Peu après l'arrivée de Michel Tognini à bord de la station Mir, M. Jacques-Louis Lions, président du CNES, devait signer, mercredi 29 juillet à Moscou, avec M. Iouri Semionov, directeur général de NPO Energia, exploitant, la station Mir, un protocole d'accord fixant les conditions exactes et le prix des futurs séjours d'astronautes français à bord de Mir.

Quatre vols communs franco-russes auront lieu en 1994, 1996, 1998 et 2000. Le prix du « ticket » devrait être du même ordre que celui payé par le CNES pour la mission Antarès (73,2 millions de francs). Au CNES, on espère avancer le premier vol à 1993, afin de réutiliser les équipements actuellement à bord de Mir. Bien que cela ne figure pas dans l'accord, le vol de 1996 pourrait être de longue durée (4 semaines).

D'autre part, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace, et M. Boris Saltykov, son homologue russe, avaient renouvelé, mardi 28 juillet à Moscou, l'accord-cadre de coopération scientifique (dans tous les domaines) entre les deux pays. Une commission mixte doit maintenant *« dresser un premier catalogue concret sur des sujets de coopération et des urgences scientifiques où les possibilités sont les plus prometteuses »*, a indiqué M. Curien.

□ **Rectificatif.** – Dans un article intitulé « Grandes manœuvres autour de l'uranium et du plutonium militaires russes » (*le Monde* du 28 juillet) un *lapsus calami* nous a fait évaluer à 500 kilogrammes le stock d'uranium hautement enrichi issu du démantèlement de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS. Il fallait lire évidemment 500 tonnes.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous êtes abonné(e)

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES

Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin ci-dessous sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (vous trouverez ce numéro en haut et à gauche de la « une » de votre journal)

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ ____

□ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)

du ____ au ____

□ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)

du ____ au ____

Votre adresse de vacances :

NOM ____ PRÉNOM ____

ADRESSE ____

Code postal ____ Ville ____

Vous n'êtes pas abonné(e)

RECEVEZ *LE MONDE* SUR LE LIEU DE VOS VACANCES

Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement

DURÉE	FRANCE	DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 nos)	78 F	2 mois (52 nos)	309 F
3 semaines (19 nos)	114 F	3 mois (78 nos)	460 F
1 mois (26 nos)	155 F		

VOTRE ABONNEMENT VACANCES :

DURÉE ____ du ____ au ____

VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM ____ PRÉNOM ____

ADRESSE ____

Code postal ____ Ville ____

VOTRE ADRESSE HABITUELLE :

ADRESSE ____

Code postal ____ Ville ____

VOTRE RÈGLEMENT : □ Chèque joint □ Carte Bleue N°

Expire ____

Date et signature obligatoires

201 MON 02

A envoyer à « LE MONDE », Service abonnements
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

REPÈRES

RELIGIONS

Un ou deux mois de convalescence pour le pape

Le pape Jean-Paul II a quitté, mardi 28 juillet, l'hôpital Gemmelli de Rome, où il avait été opéré le 15 juillet d'une tumeur au côlon, globalement bénigne mais qui commençait à présenter quelques cellules malignes. Le pape est parti aussitôt pour sa résidence de Castelgandolfo, située à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale italienne. Jean-Paul II doit toutefois, selon ses médecins, *« suivre une période de convalescence appropriée afin de pouvoir reprendre graduellement ses activités normales »*. Il devrait donc rester dans sa résidence d'été pendant au moins un ou deux mois. Le professeur Francesco Crucitti, qui l'a opéré, a toutefois précisé que l'opération *« n'aurait aucune répercussion négative sur l'activité du pape à l'avenir »* et ne remettait *a priori* pas en cause la visite de Jean-Paul II à Saint-Domingue du 9 au 13 octobre, où il doit ouvrir le 12 l'assemblée générale de tout l'épiscopat latino-américain. Cependant, ses étapes au Mexique, au Nicaragua et à la Jamaïque ont été annulées.

□ **Le centre de transfusion sanguine des Alpes-Maritimes condamné.** – Le tribunal de grande instance de Nice a condamné, lundi 27 juillet, le centre de transfusion sanguine (CTS) des Alpes-Maritimes à verser 2 millions de francs à chacun des membres d'un *couple contaminé par le virus du* sida à la suite d'une opération du mari en septembre 1984, et à la famille d'un homme contaminé dans des conditions similaires en avril 1984 et décédé en décembre 1990. Les enfants et la famille des victimes se sont vu octroyer entre 40 000 F et 150 000 F de dom*mages et intérêts* selon leur degré de parenté. Dans le premier cas, le tribunal s'est fondé sur la notion de *« vie abrégée de façon quasi inéluctable »* et, dans les deux affaires, sur *« l'obligation de fourniture d'un produit sain »*.

SANS-LOGIS

Vingt-six familles d'origine africaine expulsées à Montreuil

Vingt-six familles d'origine africaine, qui occupaient irrégulièrement un ancien hôtel meublé à Montreuil (Seine-Saint-Denis), ont été expulsées, mardi 28 juillet, par la police à la demande de la SEMIMO B, société mixte d'aménagement de la ville, propriétaire des lieux depuis 1988. Les familles ayant trouvé refuge dans les locaux de la Bourse du Travail de Montreuil en ont été à nouveau délogées par les forces de l'ordre, mercredi matin 29 juillet. Aboutissement d'une procédure engagée par la mairie de Montreuil il y a quatre ans, l'expulsion fait suite à une décision du tribunal de grande instance de Bobigny du 9 janvier 1989 confirmée après appel du 20 septembre 1991. La mairie de Montreuil entend ne pas reloger ces familles prioritairement alors que *« 4 300 familles sont inscrites sur les fichiers du logement et attendent une attribution »*.

FAITS DIVERS

Le pirate de l'air Hussein Hariri a été repris par la police

Le pirate de l'air chiite libanais Hussein Hariri, qui s'était échappé le 23 juillet du pénitencier de Bochuz (Suisse), a été interpellé par la police, dans la nuit du mardi 28 juillet au mercredi 29 juillet, dans la région de Vallorbe (canton de Vaud). Hariri était seul et n'a pas opposé de résistance, a précisé la police vaudoise à Lausanne.

Il a été reconnu par un gendarme et semblait perdu, a-t-on ajouté de même source. Les trois autres évadés, dont le truand français Jacques Hyver, n'ont pas été retrouvés.

CARNET DU Monde

Décès

– Mme Daniel Bergerat,
son épouse,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Daniel BERGERAT,

survenu le 22 juillet 1992, dans sa soixante et onzième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Daniel Bergerat *était entré au journal le* 19 octobre 1970 en qualité de mécanicien linotypiste. Il était parti en préretraite le 15 avril 1981. *Le Monde* présente à sa femme et à sa famille ses plus sincères condoléances.]

– Mme Geneviève Lamour,
son épouse,
M. et Mme Jean Mulard
et Edith,
M. et Mme Jean-Philippe Lamour,
Sylvie et Olivier,
Mme Marianne Lamour
et M. Jean-Jacques Flori,
Gaspard et Anna,
Mme Catherine Lamour
et M. Jean Labib,
Louise, Jeanne et Pauline,
M. Philippe Mulard,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer la disparition, le 25 juillet 1992 à son domicile de Bellegarde-du-Gard, de

Philippe LAMOUR,
secrétaire général
de la Confédération générale
de l'agriculture (CGA),
président de la Compagnie
d'aménagement de la région
du Bas-Rhône-Languedoc,
président de la Commission nationale
d'aménagement du territoire,
président du comité économique
et social de la région
Languedoc-Roussillon,
président de la fondation
du Crédit agricole,
maire de Ceillac (Hautes-Alpes).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 27 juillet, à Bellegarde-du-Gard.

– M. Yves Barsalou,
président de la Fédération nationale et de la Caisse nationale de crédit agricole,
La Caisse nationale de crédit agricole,
La Fédération nationale du Crédit agricole,
Les administrateurs et le délégué général de la Fondation des pays de France-Crédit agricole,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Philippe LAMOUR,
président de la Fondation
des pays de France-Crédit agricole,

survenu le 25 juillet 1992.

Ils rendent hommage à l'œuvre importante accomplie par M. Philippe Lamour en faveur du monde rural, et ils adressent leurs très sincères condoléances à Mme Lamour et à sa famille.
(Le Monde du 28 juillet.)

– Mme Marcelle Mounier-Lanquetin,
M. le docteur Georges Lanquetin
et Mme,
Leurs enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de leur mère,

Mme Marcel LANQUETIN,

survenu le 22 juillet 1992, dans sa quatre-vingt-quatorzième année,

et rappellent à votre souvenir leur père,

M. Marcel LANQUETIN,
ancien préfet de région.

26, boulevard Maillot,
92200 Neuilly.
11, rue Voltaire,
59184 Sainghin-en-Weppes.

– Jean H. Luce,
Cornélie Luce, Christophe Barreau
et Morgane Barreau,
Ariane Luce, Jean-Rémi Clausse
et Hadrien Clausse,
Sébastien Luce,
ont la tristesse de faire part du décès de

Frédérique Michèle LUCE,

survenu le 25 juillet 1992.

– L'association Ganenou
et son équipe,
Le comité de parrainage de l'école,
Les amis de Ganenou,
L'association des parents d'élèves,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle de

Joëlle MISKA,
née Alliel,
présidente de l'association Ganenou,
directrice de l'école Ganenou,

décédée le mardi 28 juillet 1992, à Antibes.

L'inhumation aura lieu le jeudi 30 juillet, à 14 heures, au cimetière parisien de Pantin, 164, boulevard Jean-Jaurès, à Pantin.

Association Ganenoun
231, boulevard Voltaire,
75011 Paris.

– Béziers.

Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre PIQUEMAL,
cinéphile,
pionnier du Mouvement associatif
des ciné-clubs,
président de la Fédération française
des ciné-clubs durant des années,
animateur de nombreux festivals
cinématographiques, en particulier
dans la région Méditerranée,

le 27 juillet 1992.

« He was some kind of a man. »

– Les familles Rahal, Bouzid
et Si-Ahmed
ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père et grand-père,

Abderrezak RAHAL,

survenu dans la soirée du 27 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

L'inhumation a eu lieu ce jour, le 29 juillet, à Tanger.

Qu'il repose en paix.

– Mulhouse. Paris. Saint-Cloud.

Nous avons l'immense peine de faire part du décès de

M. Auguste STROBEL,

enlevé à notre affection le 26 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, réconforté par les saints sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 31 juillet, à 10 heures, en l'église Sainte-Geneviève, où l'on se réunira, suivie de l'incinération.

La famille en deuil.

A toutes les personnes qui s'associeront à notre peine, nous exprimons notre profonde gratitude.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Anniversaires

– En souvenir de nos parents adorés,

Flavie et Jacques NIESZAWER.

Leurs filles, Céline et Nadine.

Remerciements

– Marie-Odile Patin,
Ses enfants,
Sa famille et ses amis,
vous expriment leur reconnaissance pour la participation si réconfortante que vous avez prise à leur peine lors du décès de

Jean PATIN,

survenu accidentellement le 22 juillet 1992.

Jean restera dans notre mémoire comme une image de rayonnement, de chaleur et de vitalité.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 JUILLET

« De la galerie Vero-Dodat au passage Verdeau par le passage des Panoramas », 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

« L'Opéra-Garnier et les fastes du second Empire, des parties publiques aux dessous » (limité à 30 personnes), 11 h 30, dans le vestibule, statue de Lulli (Monuments historiques).

« Jardins et hôtels autour de Saint-Victor », 14 h 30, métro Jussieu (Paris pittoresque et insolite).

« Techniques de fabrication monétaires », 14 h 30, 11, quai de Conti (Monnaie de Paris).

« Le Marais juif. Petites synagogues », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Art et histoire).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Fastes et mystères à l'Opéra-Garnier », 14 h 30, en haut des marches, à l'extérieur (Connaissance de Paris).

« Les machineries de la tour Eiffel », 15 heures, pilier Nord, buste de Gustave Eiffel (P.-Y. Jaslet).

« Du passage du Grand-Cerf restauré au passage Brady à restaurer (deuxième parcours) », 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

« Le quartier des anciens Tivoli autour de la maison de Zola », 15 heures, place Clichy, à l'angle de la rue de Clichy (Monuments historiques).

« Les collections Walter Guillaume et Monet », 14 h 45, entrée du Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, côté Seine (Tourisme culturel).

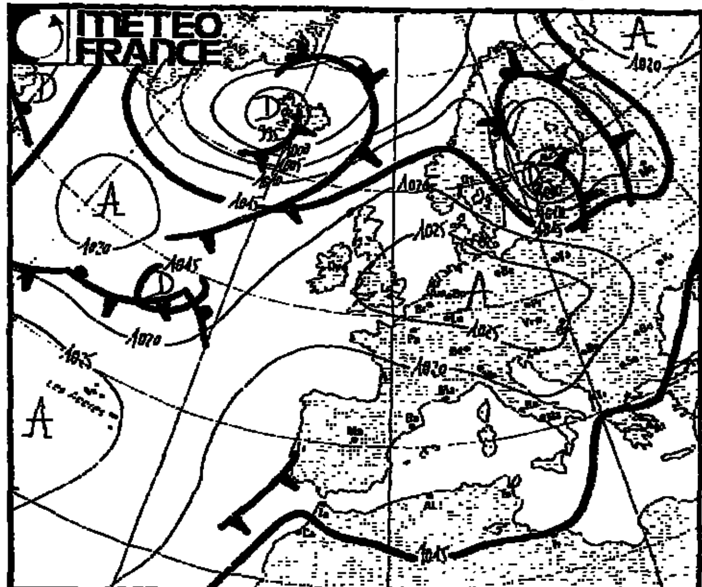
« Le Paris de la modernité : des colonnes de Buren à la pyramide de Pei, centre du Grand Louvre », 15 heures, métro Palais-Royal, sortie place Colette (Paris et son histoire).

« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 17 heures, métro Saint-Paul/le Marais.

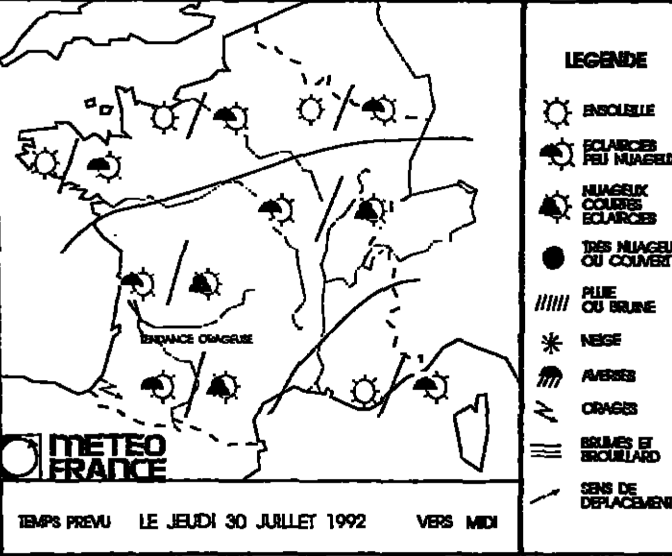
« Les hôtels célèbres du Marais illuminés », 21 heures, métro Saint-Paul/le Marais (Lutèce-visites).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29 JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 30 JUILLET 1992

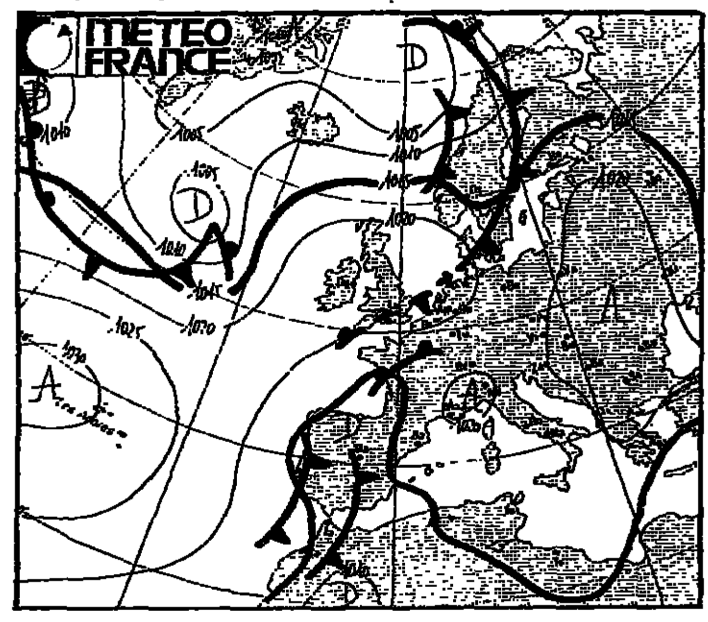


Le temps lourd et orageux progresse vers le nord. – Le vent du sud ramène sur la France de l'air chaud et instable venant d'Espagne et de Méditerranée. Les nuages n'empêcheront pas encore le soleil de briller le matin. Le golfe du Lion risque toutefois d'assister à une invasion de nuages venant de la mer, qui se dissiperont en cours de matinée. Au fil des heures, le temps deviendra lourd, provoquant l'apparition d'un voile nuageux dans le ciel. Ce voile ira en se densifiant l'après-midi, quelques grosses gouttes de pluie de sable commenceront à tomber de manière sporadique avant que le tonnerre et les éclairs ne viennent par endroits troubler la torpeur vespérale. Les orages parfois violents pourront s'accompagner de grêle et de rafales de vent. Le Sud-Ouest reste la région où les orages risquent d'être les plus nombreux et les plus virulents. En revanche, la Bretagne, la Normandie et les côtes de la mer du Nord connaîtront encore une belle journée avec un ciel peu nuageux et des températures agréables. Le ciel restera également majoritairement bleu sur le pourtour méditerranéen.

Les températures du petit matin seront assez disparates : elles avoisineront 15 degrés sur la moitié Nord et 20 degrés sur la moitié Sud, le mercure pourra même descendre jusqu'à 12 degrés sur le littoral de la Manche et rester au-dessus de 22 degrés dans certaines régions méditerranéennes.

Les maxima seront beaucoup plus homogènes, ils dépasseront souvent 30 degrés sauf sur la façade nord-ouest, où ils resteront compris entre 20 et 25 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 31 JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé *le 29-7-92*

Valeurs extrêmes relevées entre le 28-7-1992 à 18 heures TUC et le 29-7-1992 à 6 heures TUC

FRANCE

AJACCIO	31	20	D
BIARRITZ	29	21	N
BORDEAUX	29	17	N
BOURGES	26	14	D
BREST	24	11	D
CAEN	23	10	N
CHERBOURG	20	14	N
CLERMONT-FER.	26	14	D
DIJON	26	13	D
GRENOBLE	29	17	N
LILLE	22	11	D
LIMOGES	25	16	N
LYON	27	17	N
MARSEILLE	34	22	D
NANCY	24	11	N
NANTES	27	15	N
NICE	31	25	D
PARIS-MONTS.	26	15	N
PAU	30	15	N
PERPIGNAN	34	20	D
RENNES	27	12	C
ST-ÉTIENNE	26	15	D
STRASBOURG	24	11	N
TOULOUSE	31	19	D
TOURS	27	12	D
POINTE-A-PITRE	30	25	N

ÉTRANGER

ALGER	32	19	D
AMSTERDAM	20	10	N
ATHÈNES	31	23	D
BANGKOK	34	25	C
BARCELONE	29	21	D
BELGRADE	33	11	D
BERLIN	22	12	D
BRUXELLES	22	11	N
LE CAIRE	34	23	D
COPENHAGUE	21	13	D
DAKAR	30	25	N
DELHI	34	27	N
GENÈVE	26	16	N
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	27	21	D
JÉRUSALEM	28	16	D
LISBONNE	35	20	C
LONDRES	23	13	N
LOS ANGELES	22	18	C
LUXEMBOURG	23	13	N
MADRID	40	22	N
MARRAKECH	43	26	D
MEXICO	19	12	N
MILAN	32	21	N
MONTRÉAL	23	14	D
MOSCOU	29	17	C
NAIROBI	23	12	C
NEW-YORK	24	19	D
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	34	19	D
PÉKIN	26	22	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	33	21	D
SÉVILLE	41	23	D
SINGAPOUR	28	23	C
STOCKHOLM	13	12	D
SYDNEY	20	11	N
TOKYO	33	26	D
TUNIS	34	20	D
VARSOVIE	22	12	D
VENISE	33	21	D
VIENNE	26	13	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 29 juillet

TF 1

20.50 Téléfilm : Le Secret de château Valmont. De Charles Jarrot (1re partie).
22.45 Magazine : Club olympique.
0.25 Journal et Météo.

A 2

20.50 Jeux sans frontières. A Trebic, en Tchécoslovaquie. Thème : Un été capricieux.
22.15 ▶ Théâtre : Coiffure pour dames. Pièce de Robert Harling, mise en scène de Stéphane Hillel, avec Marthe Villalonga, Françoise Christophe, Claire Maurier.
***0.00 Journal des courses, Journal* et Météo.**
0.17 Magazine : Les Arts au soleil.
0.20 Magazine : Musiques au cœur de l'été. *Concerto pour violon et orchestre*, de Max Bruch, par l'English Chamber Orchestra ; sol. : Nigel Kennedy ; *Concerto pour violon et orchestre, de Tchaïkovski, par l'Orchestre* national Bordeaux Aquitaine, dir. Alain Lombard ; sol. : Zino Vinnikov.

FR 3

20.00 Jeux olympiques. Cyclisme : éliminatoires vitesse dames et messieurs ; Gymnastique : *libre par équipes messieurs (finale) ; Tennis* de table : éliminatoires doubles dames et messieurs ; Handball : préliminaires messieurs ; Basket-ball : préliminaires messieurs ; Base-ball : préliminaires messieurs ; Football : Italie-Koweït (groupe A) et Espagne-Qatar (groupe B) ; Volley-ball : préliminaires dames ; Judo : finales poids moyens dames et messieurs.
22.30 Journal et Météo.
22.50 Série : Les Incorruptibles.
23.40 Soirée spéciale : Francophonie. De Dominique Gallet. Histoire du peuplement francophone en Amérique. Invités : Antonine Maillet, romancière acadienne ; Gaston Miron, poète québecois ; Raphaël Confiant, poète martiniquais ; Yves Berger, écrivain français ; Barry Ancelet, poète louisianais.
0.35 Musique : Mélomanuit. Invité : Pierre Lartigue. *La Puerta del vino*, de Debussy, par Catherine Collard, piano ; *Suite populaire espagnole* de de Falla, par *Jean-Jacques Kantorow, violon, Jacques* Rouvier, piano.

CANAL PLUS

20.30 Jeux olympiques. Basket-ball ; Base-ball ; Boxe ; Football : Italie-Koweït, Espagne-Qatar ; Judo : finale moyens messieurs ; Tennis de table. *Les finales du jour* : Cyclisme (19.30) ; Gymnastique (20.00) ; Haltérophilie (18.30) ; Judo (22.15) ; Lutte gréco-romaine (19.00) ; Natation (18.00) ; Plongeon (15.00) ; Pentathlon (10.00) ; Tir (12.30).
22.50 Téléfilm : Le Contrat secret. De John Davis, avec Christopher Lee, Michael Bradon. *Un écrivain-journaliste est entraîné dans d'obscures tractations entre la CIA et l'OTAN.*

M 6

20.40 Téléfilm : La Panthère contre le crime. De Brian Trenchard Smith. *Une lutte sans merci.*
22.20 Téléfilm : Les Complices. De Michael Lahn.
23.55 Magazine : Vénus.

ARTE

20.40 Documentaire : Serge Rachmaninov. De Barrie Gavin.
21.40 Concert : Vladimir Horowitz. *Concerto n° 3 pour piano*, de Rachmaninov. Enregistré en 1978 au Lincoln Center, à New-York. Avec le New-York Philharmonic. Direction musicale : Zubin Mehta.
22.35 Documentaire : Pas de deux, la danse dans l'Allemagne réunifiée.
23.20 Documentaire : Suzanne Linke. FN

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Francophonie au Vietnam, état des lieux. Avec Valérie Daniel, Jacques Ruffié, Ruong Kuang Ré, Louis Reymondon.
21.30 Communauté des radios publiques de langue française. Faits divers du passé : le procès du softénon.
22.40 Les Nuits magnétiques. Les Antilles.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Daniel Elouard (Voyage au bout du tourisme).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.08 Soirée concert. La soirée de Jean-Yves Bosseur. En blanc et noir, de Debussy ; *Relâche, de Satie, Prométhée, de Scriabine.* A 22.00, Concert (en direct de Montpellier) : Concerto pour piano et orchestre n° 2 en ut mineur op. 18, de Rachmaninov ; Symphonie n° 3 en ut mineur op. 23, de Scriabine, par l'Orchestre de Paris, dir. Jerzy Semkov : sol. Lilya Zilberstein, piano.
0.05 Bleu nuit. Par Xavier Prévost. En direct de Montpellier : Le Quartette de la violoniste Debora Seffer.

Jeudi 30 juillet

TF 1

14.25 Feuilleton : Côte Ouest.
15.20 Feuilleton : Hemingway (dernier épisode).
17.05 Club Dorothée vacances.
17.35 Série : Loin de ce monde.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Jeu : *Une famille en or.*
18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Pas folles les bêtes.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Résumé des J. O., Tiercé, Météo, Trafic infos et Tapis vert.
20.50 Feuilleton : Mort à Palerme. De Luigi Perelli (dernier épisode).
22.30 Magazine : Club olympique.
0.05 Documentaire : Histoires naturelles. Insolites.

A 2

13.40 Jeux olympiques. Voile : 4e régates ; Tir : pistolet rapide 25 m messieurs et pistolet trois positions dames ; Judo : poids mi-moyens dames et messieurs ; Lutte gréco-romaine : 57, 62, 82 et 90 kg (finales) ; *Equitation : concours complet, sauts d'obstacles* ; Natation : 100 m dos messieurs ; Cyclisme : poursuite et vitesse dames et messieurs ; Haltérophilie : 75 kg (finale).
15.20 Tiercé, en direct d'Enghien.
15.30 Jeux olympiques (suite).
19.59 Journal, Résumé des J.O., Journal des courses et Météo.
20.45 *Documentaire* : Des trains pas comme les autres. Corée du Sud.
21.45 ▶ Série : Histoires fantastiques. *Vanessa, de Clint Eastwood* ; A 22.10, La Bague, de Danny De Vito.
22.40 Cinéma : Le Démon des armes. ■■ Film américain de Joseph H. Lewis (1949).
0.10 Journal et Météo.
0.25 Magazine : Les Arts au soleil.

FR 3

14.50 Série : L'Homme de Vienne. Double Jeu.
15.40 Série : La Grande Vallée.
16.30 Variétés : 40e à l'ombre.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Jeux olympiques. *Natation : finale du* relais 4 x 100 m quatre nages dames ; Escrime : finale du fleuret individuel dames ; Basket-ball : préliminaires dames ; Gymnastique : appareils dames ; Football : Corée du Sud-Suède (groupe C) et Maroc-Paraguay (groupe C) ; Volley-ball : préliminaires messieurs ; Judo : finale poids mi-moyens dames et messieurs.
22.30 Journal et Météo.
22.50 Cinéma : Contre toute attente. □ Film américain de Taylor Hackford (1983).
0.50 Série : Les Incorruptibles. Neutralité dangereuse.
1.40 Musique : Mélomanuit. Invité : Pierre Lartigue.

CANAL PLUS

13.15 Magazine : En clair. Retour sur les finales du matin et présentation des épreuves de l'après-midi.
14.00 Jeux olympiques. Boxe ; Escrime : fleuret individuel dames ; Handball : CEI-Etats-Unis ; Haltérophilie ; Lutte gréco-romaine ; Tennis ; Tir : finale carabine 50 m, demi-*finales pistolet rapide 25 m ; Voile ; Volley-*ball : France-Canada.
16.00 Le Journal télévisé olympique.
16.30 Jeux olympiques. Badminton ; Basket-ball ; Boxe ; Cyclisme : poursuite par équipes messieurs, individuelle dames, demi-finales de vitesse messieurs et dames ; Escrime : fleuret individuel dames *finale ; Football : Danemark-Australie, Mexi*que-Ghana, Suède-Corée, Paraguay-Maroc ; Gymnastique : finale concours général individuel dames ; Handball : Norvège-Corée ; Haltérophilie : finale des 75 kg ; Hockey-sur-gazon : Egypte-Argentine, Pays-Bas-Nouvelle-Zélande, Australie-Allemagne, Grande-Betagne-Inde : Judo : Lutte gréco-romaine : finales ; Natation : finales ; Ten*nis ; Tennis de table ; Voile ; Volley-ball :* Etats-Unis-Espagne, Pays-Bas-Brésil, CEI-Cuba.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Cinéma : L'Orchidée sauvage. □ Film américain de Zalman King (1989).
0.30 Jeux olympiques. Les finales du jour : Escrime (20.00) ; Gymnastique (20.00) ; Haltérophilie (18.30) ; Judo (22.15) ; Lutte gréco-romaine (17.00) ; Natation (18.00) ; Equitation (17.00) ; Tir (12.30 et 14.00).

M 6

13.55 Série : Les Années FM.
17.15 Musique : Nouba.
17.35 Série : *Brigade de nuit.*
18.30 Série : L'Etalon noir.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations, Météo, Spécial J. O.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Mode 6.
20.38 Météo des plages.
20.40 Téléfilm : Mais qui veut tuer ma femme? *De Paul Schneider.*
22.20 Série : La Malédiction du loup-garou. Avec John York, Chuck Connors.
23.10 Magazine : Le Glaive et la Balance. *Harcèlement sexuel (et à 5.00).*
1.00 Six minutes d'informations.

ARTE

19.00 Documentaire : Le Monde des années 30. De Dieter Franck. 5. Le IIIe Reich et le déclin de la raison.
19.30 Documentaire : Hauts lieux de l'histoire, Dantzig-Gdansk. De Peter Brugger.
20.15 Souvenirs, souvenirs. De Charles Nughes et Philippe Viard. *Les grands refrains des années 30-50.*
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique. Internat.
20.41 Documentaire : Summerhill. De Peter Getzels et Harriet Gordon Getzels (1re partie). *Le célèbre établissement créé par l'écrivain et pédagogue A. S Neill.*
21.05 Le Bizutage.
21.15 Documentaire : Un monde clos. De Heinrich Breloer.
22.55 Documentaire : Quand la peur est plus grande que le mal du pays. De Walter Brun.
23.50 Documentaire : Summerhill. De Peter Getzels et Harriet Gordon Getzels (2e partie).

FRANCE-CULTURE

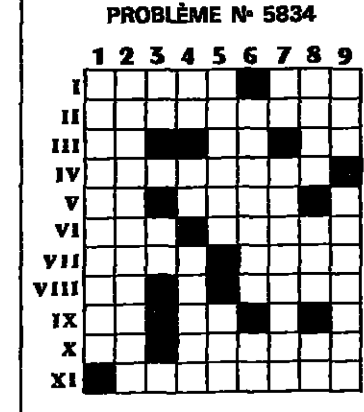
20.30 Dramatique. Menon, d'après Platon.
21.30 Profils perdus. *Yvonne Verdier (1941-1989) (2).*
22.40 Les Nuits magnétiques. Les Antilles.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel Le Bris (le Grand Dehors).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.08 Soirée concert. La soirée de Marc Texier. Soixante-dix mille, chœur pour voix d'hommes, de Janacek ; Catalogue d'oiseaux, de Messiaen ; Organum à quatre *voix, de Pérotin le Grand ; O Ecclesia*, de Von Bingen ; Carmina Burana, œuvre anonyme ; Madrigaux à cinq voix, d'India ; Introïtus in memoriam TS Eliot, de Stravinsky. A 21.30, Concert (en direct de Montpellier) : Concerto pour violon, violoncelle et orchestre en la mineur op. 102, de Brahms ; Symphonie n° 4, de Schmidt ; Danse hongroise n° 1 en sol mineur, de *Brahms, par l'Orchestre national de France*, dir. Heinz Wallberg ; sol. : Frank-Peter Zimmermann, violon, Truls Mork, violoncelle.
0.05 Bleu nuit.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5834



HORIZONTALEMENT

I. Où il n'y a pas une minute à perdre. Demi dans le milieu. – II. En train de briller. – III. Lieu de fouilles. *Préfixe*. Partie du mètre. – IV. Voix du succès. – V. Ne se dit pas à n'importe qui. Déchire une *côte*. – VI. *Se ride en vieillissant*. Refuge de boudeurs. – VII. Ancien chef d'Etat. Zéro. – VIII. Moderne. Réduisit le nombre des microbes. – IX. Lettres d'amour. Abréviation. – X. Désigne une reine respectée. Pour les soins de la peau. – XI. D'une beauté ravissante.

VERTICALEMENT

1. Un moyen comme un autre de *faire du bruit dans le monde*. – 2. Un tour qui peut mener loin. – 3. Terme musical. Quartier de Detroit. – 4. Marque de duplicité. *Précise une possession*. Canal d'intérêt local. – 5. Transvasent du vin. Port étranger. – 6. Fera passer le temps. Participe. – 7. Symbole. Te montreras infidèle. – 8. Leurs nuits incitent à rêver. Préfixe. Divinité. – 9. A donc pris du poids (épelé). Deviennent surtout dange*reuses quand on les exécute.*

Solution du problème n° 5833

Horizontalement

I. Emphase. – II. Saluts. Ir. – III. Clin. Ordo. – IV. AA. IO. EU. – V. LD. Ebènes. – VI. Ir. Mo. – *VII. Ees. Pendu.* – *VIII*. RST. *Urnes*. – IX. Saucière. – X. Cèdres. MR. – XI. Osées. Réa.

Verticalement

1. Escalier. Co. – 2. Maladresses. – 3. Pli. Stade. – 4. Hunier. Ure. – 5. At. Ob. Puces. – 6. SSO. Emeris. – 7. Nonne. – 8. Idée. Derme. – 9. Trous. Usera.

GUY BROUTY

□ **La moitié des Français se passent de télévision en vacances.** – Les Français ne sont pas aussi intoxiqués de télévision qu'ils le prétendent. Quand on leur demande ce qu'ils laissent volontiers derrière eux quand ils partent en vacances, ils sont 54 % à citer le petit écran. En revanche, l'appareil photo est sacré : 45 % le prendraient s'ils ne pouvaient emporter qu'un seul objet ! Le sondage Ipsos réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes pour le compte de *Télérama* et, France-Culture, montre un Français qui souhaite avant tout réaliser en vacances ce qu'il ne fait pas pendant l'année : se dépayser en voyageant, découvrir de nouveaux paysages, rencontrer d'autres personnes. 30 % courent les festivals de théâtre, de musique ou de danse, mais 49 % recherchent les vieilles pierres. Une personne sur quatre, fait une provision de livres avant de partir.

Le Monde

La radio occupée pendant quelques heures par des civils armés

Tentative avortée de coup d'Etat à Madagascar

Un groupe de civils armés – et non pas de militaires comme indiqué par erreur dans notre première édition, sur la foi d'une dépêche Reuter, – menés par un pasteur, Michel Fety, a occupé pendant quelques heures, mercredi 29 juillet dans la matinée, les locaux de la radio nationale malgache en annonçant la *« dissolution de toutes les institutions »*, avant de prendre la fuite sans que les forces de l'ordre soient intervenues.

Le groupe, qui semble se situer politiquement parmi les extrêmistes des Forces vives (l'opposition au président malgache, M. Didier Ratsiraka), a d'abord diffusé l'hymne national malgache. Puis le pasteur Michel Fety, dans un message apparemment enregistré à l'avance, a annoncé que, *« déçu par les Forces vives, il suspendait la convention du 31 octobre dernier »* et *« toutes les institutions »* qui en sont issues, à savoir le gouvernement actuel, mais aussi la Haute Autorité de l'Etat, dirigée par le chef des Forces vives, le professeur Albert Zafy.

L'île vit actuellement une période de transition. Après les manifestations populaires qui, l'an dernier, ont duré des mois, un cabinet de transition avait été formé. Le président Ratsiraka avait gardé ses fonctions de chef de l'Etat et perdu une partie de ses prérogatives, en attendant la mise en place de nouvelles institutions. Dans un climat très tendu, un Forum national, réunissant les différentes forces politiques, a élaboré en mars dernier une Constitution qui doit être soumise à référendum le 19 août prochain. Des élections présidentielle et législatives doivent être organisées avant la fin de l'année.

Les forces de l'ordre ne sont intervenues à aucun moment, à la différence d'une précédente occupation de la radio nationale en mai 1990 par des insurgés, qui s'était terminée par une effusion de sang. – *(AFP.)*

Début de l'inspection du ministère de l'agriculture par des experts de l'ONU

Washington estime que la crise avec Bagdad est « désamorcée pour le moment »

Admettant que l'Irak a *« marqué un point »*, la Maison Blanche a indiqué, mardi 28 juillet, que la crise avec Bagdad a été *« désamorcée pour le moment »*. Toutefois, le porte-parole de la présidence, M. Marlin Fitzwater, a fait remarquer que les violations par l'Irak des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ne se limitaient pas à la seule inspection du ministère de l'agriculture, ce qui, a-t-il dit *« est très fâcheux et doit etre surveillé de près »*. *« Toutes les tensions n'ont pas été désamorcées »*, en a-t-il conclu, cependant que le chef d'état-major inter-armes américain, le général Colin Powell, démentait les informations selon lesquelles le porte-avions *John-Fitzgerald-Kennedy* aurait été dépêché en Méditerranée. Le bâtiment est *« disponible pour toute mission que nous pourrions décider »*, a ajouté le général Powell. Un responsable du Pentagone, parlant sous le couvert de l'anonymat, a toutefois affirmé que la décision d'envoyer le porte-avions en Méditerranée a été modifiée à la suite de l'acceptation par l'Irak d'une inspection du ministère de l'agriculture.

Alors que les dirigeants démocrates du Congrès apportaient leur soutien à l'administration face à l'Irak, y compris en ce qui concerne l'éventualité d'un recours à la force contre Bagdad, et que Londres se disait prêt à *« prendre toutes les mesures nécessaires »* pour forcer l'Irak à appliquer les résolutions de l'ONU, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, *« recommandait »* au contraire *« davantage de négociations »*. *« Notre rôle est de persuader le gouvernement irakien qu'il est dans son intérêt et dans celui du peuple irakien de respecter les différentes résolutions »*, a-t-il déclaré. De leur côté, un responsable de l'opposition irakienne, M. Laith Koubba, et un dirigeant kurde, M. Jalal Talabani, qui devaient rencontrer mercredi à Washington le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, se sont déclarés hostiles à une intervention militaire qui présenterait les forces alliées comme des ennemis du peuple irakien.

A Bagdad, la nouvelle équipe des experts de l'ONU autorisée à inspecter le ministère de l'agriculture devait poursuivre mercredi sa mission, après avoir fait une première visite des locaux la veille, peu après son arrivée dans la capitale irakienne. *« Nous avons commencé, mais il nous reste du travail à faire »*, a déclaré le chef de l'équipe, M. Achim Biermann, à son retour du ministère après plus de six heures sur place. Il n'a pas donné d'indications sur les premiers résultats des investigations, qui se sont déroulées alors qu'une manifestation contre les Etats-Unis était organisée à plusieurs kilomètres du ministère, strictement protégé par les autorités irakiennes.

Par ailleurs, un responsable de l'*Union patriotique du Kurdistan* a indiqué que l'armée irakienne avait bombardé mardi soir des positions kurdes près de la ville de Chamchamal, non loin du centre pétrolier de Kirkouk. Le bombardement a blessé sept personnes. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Saddam Hussein nage...

Entouré, à l'instar du président Mao, d'une vingtaine de personnes qui scandaient des slogans en l'honneur de leur dirigeant, le président irakien Saddam Hussein a, mardi 28 juillet, traversé le Tigre à la nage. La scène a eu lieu à hauteur de la ville de Dor, à environ 150 kilomètres au nord de Bagdad, près de Takrit, ville dont est originaire Saddam Hussein.

Il s'agissait de célébrer le souvenir d'un trajet identique accompli en 1959, lorsque, *blessé*, le futur président, alors âgé de vingt-deux ans, s'était réfugié en Syrie à la suite d'une tentative manquée de coup d'Etat contre l'ancien premier ministre Abdel Karim Kassem.

Au conseil des ministres

Adoption du décret modifiant la durée du travail des routiers

Le conseil des ministres, qui s'est réuni, mercredi 29 juillet, à l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand, a adopté un décret modifiant les dispositions légales concernant la durée du travail dans les entreprises de transport routier, ainsi que cela *avait été prévu à la suite des manifestations du début du mois.*

Dans ces entreprises, le temps passé par les conducteurs à la disposition de leurs employeurs est jusqu'à présent décompté selon des règles d'équivalence qui autorisent des dépassements de la durée légale du temps de travail hebdomadaire. Des négociations doivent s'engager entre les partenaires sociaux pour supprimer ces équivalences. Mais sans les attendre, le gouvernement a décidé une *« première étape de suppression »* dès le 1er août. Pour les conducteurs affectés à des transports de courte distance, *« la durée du travail réputée équivalente à 39 heures sera ramenée de 42 heures à 41 heures »*. Pour les conducteurs affectés à des transports de longue distance ou de voyageurs, les temps qu'ils passent à la disposition de leurs employeurs *« seront rémunérés pour 85 % de leur durée contre 66 % aujourd'hui »*.

D'autre part, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a présenté une communication sur la prévention de la corruption. Parmi les diverses dispositions envisagées par le chef du gouvernement figure la création d'un *« service central de lutte contre la corruption »*, qui aurait pour rôle d'intervenir, en amont de la police et de la justice, afin *« d'identifier les transactions donnant lieu à des faits de corruption et de réunir les informations permettant de les prévenir et, s'il y a lieu, de saisir la justice »*. Les autres orientations visent à *« moraliser »* les activités économiques, à mieux contrôler les centres de décision locaux nés des lois de décentralisation et à susciter l'élaboration de *« codes de déontologie »* pour la fonction publique, pour les entreprises traitant avec les pouvoirs publics et pour les organisations professionnelles des experts-comptables et des commissaires aux comptes.

M. Teulade, ministre des affaires sociales, a présenté une communication sur le financement de l'assurance-vieillesse et la création d'un fonds de solidarité *(lire p. 16)*.

Pendant la dernière guerre, en Indonésie

L'armée japonaise a contraint de jeunes Néerlandaises à se prostituer

TOKYO

de notre correspondant

Le problème des femmes contraintes par l'armée impériale japonaise à se prostituer pendant la guerre du Pacifique a pris un caractère international avec les récentes révélations du quotidien *Asahi* sur le triste sort qui fut réservé à de jeunes Néerlandaises d'Indonésie, alors colonie des Pays-Bas. Jusqu'à présent, les révélations sur la manière dont était organisé le « repos du guerrier » nippon portaient sur des Coréennes, dont certaines ont entamé une action en justice contre l'Etat japonais, ou sur des Chinoises. Ayant obtenu le procès-verbal de la cour martiale qui jugea douze officiers japonais à Batavia (devenue Djakarta) en 1948, l'*Asahi* écrit que trente-cinq Néerlandaises ont été envoyées par l'armée en 1944 dans quatre maisons closes *ouvertes à Suvaram, dans l'île de* Java. Selon le témoignage des victimes, une centaine de femmes ont subi le même sort.

Un des témoins raconte : *« En février 1944, toutes les Hollandaise âgées de dix-huit à vingt-six ans ont été rassemblées dans un local du camp où nous étions détenues et interrogées par des officiers sur notre situation familiale. Puis une liste a été dressée, et une partie d'entre nous fut envoyée à Suvaram. Certaines ont résisté ou ont essayé de se tuer, mais nous avons été battues, puis violées, et contraintes à faire ce que les officiers exigeaient de nous. »*

Un ancien sous-officier d'artillerie, seul accusé survivant, a raconté à l'*Asahi* que ces jeunes femmes étaient appelées les *« chevaux blancs »*. Le responsable de la gestion des bordels était un civil, mais en réalité *« c'est l'armée qui recrutait les pensionnaires et les contrôlait »*. Le lieutenant responsable de ces centres, condamné à douze ans de prison, avait expliqué qu'il pensait que les Néerlandaises *« se prostituaient spontanément (...). Je n'ai su que plus tard qu'elles étaient contraintes »*. Les bordels de Suvaram furent fermés au bout d'un mois sur ordre de l'état-major par crainte, semble-t-il, de provoquer des protestations internationales, car des mineures figuraient parmi les pensionnaires. Selon d'autres témoignages, dix-sept Néerlandaises furent ensuite transférées dans un autre établissement sur l'île de Flores.

Afin de préserver l'anonymat des victimes, La Haye avait décidé de ne pas rendre publics ces documents avant 2025. En raison des réactions suscitées parmi les anciens prisonniers néerlandais par les révélations sur le sort des *« épouses de consolation »* coréennes, les autorités ont accepté de révéler le contenu des procès-verbaux à condition que l'anonymat des victimes soit maintenu. Dans le cas des Coréennes, Tokyo a dû admettre que c'étaient bien les autorités militaires qui organisaient et géraient les bordels pour la troupe. Un document contenant les interrogatoires d'ex-officiers détenus à la prison de Sugamo, à Tokyo, indique que les centres de Suvaram *« ont été créés sur instructions du commandement en chef »*. *« Les pensionnaires devaient signer un papier stipulant qu'elles étaient d'accord. »* M. Konichi Kato, secrétaire du cabinet, a déclaré que son gouvernement allait présenter ses excuses aux Pays-Bas.

PHILIPPE PONS

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 juillet 1992 a été tiré à 461 761 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » :

Egypte : la plume contre l'épée

Longtemps emprisonné, Sonallah Ibrahim écrit une littérature opposée *« à l'emphase traditionnelle de la rhétorique arabe »* : une analyse de Tahar Ben Jelloun. Alexandre Buccianti explique comment l'assassinat de Farag Foda, le 8 juin, a renforcé la détermination des autres écrivains anti-islamistes.

Jeux olympiques

La suite du programme officiel des compétitions, nos deux pages de résultats et de commentaires.

Le Vatican et Israël étudient l'établissement de relations diplomatiques

Une commission mixte d'études pour l'établissement de relations diplomatiques entre le Vatican et Israël sera prochainement créée, a annoncé, mercredi 29 juillet, un porte-parole de la délégation apostolique à Jérusalem.

Le Vatican n'a jamais reconnu Israël *de jure* depuis sa création en 1948, se fondant sur le fait que les frontières d'Israël ne sont pas toutes reconnues internationalement, notamment à cause du statut contesté de la « ville sainte » de Jérusalem. La situation de la communauté chrétienne en Israël et celle des autres communautés chrétiennes d'Orient ont également fait obstacle à l'instauration de ces relations. – *(AFP.)*



Prenez toutefois quelques précautions :

• Avant votre départ, notez et gardez soigneusement (mais ne le rangez pas dans votre porteleuille !) le numéro complet de votre Carte Bancaire : il figure en relief au recto de celle-ci.

Il vous sera demandé si vous avez à faire opposition en cas de perte ou de vol de votre carte.

Notez également le numéro de téléphone du centre d'opposition que vous devrez alerter immédiatement :

– Cartes Bancaires "Carte Bleue" et "Visa" : (1) 42 77 11 90 ou 54 42 12 12.

– Cartes Bancaires "Crédit Agricole" et "Eurocard MasterCard" : (1) 45 67 84 84.

De l'étranger, composez d'abord le 33 pour obtenir la France.

Ces centres sont accessibles 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.

• Quant à votre code secret à quatre chiffres, gardez-le en mémoire et surtout ne le communiquez à personne, *vraiment* à personne. Soyez prudent lorsque vous l'utilisez : attention aux regards indiscrets !

• Assurez-vous que sur votre lieu de vacances *(et particulièrement si vous partez à l'étranger)* les commerçants acceptent votre carte et qu'il existe des distributeurs de billets ou des agences permettant de retirer de l'argent. Pour cela, avant de partir, vous pouvez consulter le minitel. Il vous donnera toutes les information nécessaires.

Pour les cartes "Visa" : 36 16 CB VISA.
Pour les cartes "Eurocard MasterCard" : 36 16 EUROCARD MASTERCARD.

En cas de doute, munissez-vous également de chèques de voyage ou d'argent liquide.

• Protégez votre carte. Méfiez-vous du soleil et du sable. Evitez de la mettre sans protection dans votre poche de pantalon ou au contact d'objets métalliques (clefs, pièces de monnaie, etc.).

• Chez le commerçant, ne perdez pas votre carte de vue. Au moment de signer ou de taper votre code secret, vérifiez le montant porté sur la facturette et n'hésitez pas à inscrire vous-même le total.

• Gardez précieusement les doubles des facturettes, ils vous seront utiles pour contrôler votre relevé bancaire... et indispensables en cas de contestation.

GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES « CB »